



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural

Rapport d'activité 2008

Mars 2009

SOMMAIRE

I.	LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE	I-1
	A. L'agriculture dans l'économie nationale en 2008	I-1
	B. L'année 2008 sur le plan agricole.....	I-3
	1. L'année 2008 sur le plan météorologique	I-4
	2. La situation des prix des produits agricoles en 2008..	I-5
	3. La PAC en 2008	I-6
	C. Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise	I-6
	D. Les observations méthodologiques sur les statistiques économiques.....	I-8
	E. Les comptes économiques de l'agriculture (CEA); le revenu agricole en 2008 (résultats provisoires) et au cours des années précédentes (résultats définitifs)..	I-9
	1. La production végétale	I-10
	2. La production animale	I-13
	3. Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole ..	I-14
	4. Les consommations intermédiaires	I-14
	5. La valeur ajoutée, le revenu des facteurs, le revenu net d'entreprise	I-15
	F. La situation économique des exploitations agricoles	I-23
	1. L'évolution à moyen terme des indicateurs économiques.....	I-23
	2. L'évolution à moyen terme du revenu agricole.....	I-25
II.	LES ACTIVITES DU SERVICE D'ECONOMIE RURALE (SER).....	II-1
	A. La division des paiements directs	II-1
	B. La division de la comptabilité agricole, du conseil de gestion et de l'entraide agricoles.....	II-2
	C. La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures.....	II-6
III.	L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)	III-1
	A. La PAC en 2008	III-1
	1. Le bilan de santé de la PAC, une évolution logique du processus de réforme	III-1
	2. Le compromis final sur le bilan de santé de la PAC en détail	III-2
	a) La modulation	III-2
	b) Le secteur laitier	III-2
	c) Les autres mesures de marché	III-3
	d) Le développement rural	III-3
	e) Le régime du paiement unique/simplification.....	III-3
	f) La conditionnalité.....	III-3
	g) Les autres aspects relatifs aux régimes de paiement direct.....	III-4
	3. Les négociations commerciales internationales.....	III-4
	4. Les réunions informelles	III-5
	B. Les autres décisions du Conseil en 2008	III-5
	1. La conditionnalité	III-5
	2. Les quotas laitiers	III-6
	3. Le « Bilan de santé » de la PAC reformée – conclusions du Conseil.	III-6

4. La production biologique et étiquetage des produits biologiques.....	III-6
5. Les statistiques de la viande et du cheptel.....	III-7
6. Les fruits à l'école.....	III-7
7. Les conclusions sur l'avenir de la PAC après 2013	III-8
8. La situation du marché agricole et évolution des prix agricoles et alimentaires.....	III-8

IV. L'APPLICATION DE DIVERSES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG IV-1

A. Le régime de paiement unique	IV-1
1. Les caractéristiques générales de son application au Grand-Duché de Luxembourg	IV-1
2. Le paiement de la prime pour l'année 2007	IV-2
3. Les opérations en matière de DPU au courant de l'année 2008.....	IV-2
a) Les transferts de droits	IV-2
b) L'allocation en faveur des jeunes producteurs	IV-3
c) La « compression » de DPU (article 7 du règlement (CE) no 795/2004)	IV-3
d) Les cas de force majeure « mesures agro-environnementales ».....	IV-4
e) Le paiement de la prime pour l'année 2008	IV-4
B. Les régimes d'aides couplées du 1 ^{er} pilier de la PAC applicables au Grand-Duché de Luxembourg.....	IV-4
1. La prime aux protéagineux.....	IV-4
2. L'aide aux cultures énergétiques.....	IV-5
3. Le paiement à la surface pour les fruits à coque.....	IV-5
C. La modulation et le montant supplémentaire de l'aide	IV-6
1. La modulation	IV-6
2. Le montant supplémentaire de l'aide.....	IV-6
D. La conditionnalité	IV-6
E. La section cheptel et viande.....	IV-7
1. Le contrôle de la classification du bétail de boucherie	IV-7
a) L'entrée en vigueur de nouveaux règlements communautaires	IV-7
b) Le contrôle sur place dans les abattoirs	IV-7
c) Les projets entamés en 2008	IV-7
d) La formation des classificateurs et des agents chargés du contrôle	IV-8
2. L'organisation commune des marchés agricoles	IV-8
F. Le lait et les produits laitiers	IV-8
1. Le régime des quotas laitiers	IV-8
2. L'application du régime des quotas en 2008.....	IV-10
3. La situation structurelle du secteur laitiers	IV-11
4. L'allocation de quantités de référence supplémentaires	IV-13
5. Le pool national	IV-13
6. Les transferts de quotas.....	IV-14
7. Le régime d'aide au lait scolaire.....	IV-14
8. Le régime d'aide au beurre destiné aux institutions et collectivités sans but lucratif	IV-15
9. Le régime d'aide au stockage privé de beurre	IV-15
10. Le régime d'aide aux personnes les plus démunies.....	IV-16
G. L'indemnité compensatoire allouée aux producteurs des régions défavorisées....	IV-16
H. La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel	IV-18

V. LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE V-1

A. Le FEAGA	V-1
B. Le FEADER.....	V-2

	C. LE FEOGA – section orientation	V-4
VI.	L'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL	VI-1
	A. Les aides aux exploitations individuelles.....	VI-1
	B. Les aides aux collectivités.....	VI-1
	C. Le résumé des dépenses à charge du Fonds d'orientation économique et sociale au cours de l'exercice 2008	VI-4
	D. La situation du Fonds d'orientation économique et sociale.....	VI-4
VII.	LE DEVELOPPEMENT RURAL.....	VII-1
	A. L'état actuel des Plans de Développement Communaux (PDC).....	VII-1
	B. L'encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales (Titre III) dans le cadre de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.....	VII-7
	1. Le bilan administratif et financier de l'exercice 2008 du volet 5 du PDR 2000-2006	VII-7
	a) L'état de réalisation des projets	VII-7
	b) Les paiements 2008	VII-7
	2. Le bilan administratif et financier des exercices 2004 à 2008 du volet 5 du PDR	VII-7
	a) La réalisation globale des projets.....	VII-7
	b) Les engagements 2004-2007	VII-8
	c) Le montant de l'aide publique engagée	VII-8
	C. L'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale (Titre III dans le cadre de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.....	VII-8
	1. Les mesures du Titre III de la loi du 18 avril 2008	VII-8
	2. Le bilan administratif et financier de l'exercice 2008 du Titre III de la loi du 18 avril 2008.....	VII-9
	D. L'approche LEADER au Grand-Duché de Luxembourg.....	VII-10
	1. Introduction.....	VII-10
	2. La clôture du programme LEADER+ 2000-2006.....	VII-11
	a) Les dépenses relatives à l'année 2008	VII-11
	b) L'état final des dépenses LEADER+ 2000-2006.....	VII-11
	c) Les relations publiques.....	VII-11
	3. L'approche LEADER 2007-2013	VII-12
	a) Les GAL LEADER 2007-2013	VII-12
	b) Le budget réservé à l'approche LEADER.....	VII-14
	c) La gestion administrative	VII-14
	d) Les projets LEADER 2007-2013	VII-14
	e) Les relations publiques.....	VII-15
	E. Le réseau rural luxembourgeois	VII-15
	1. Introduction	VII-15
	2. Les missions.....	VII-16
	3. Les premières actions	VII-16
VIII.	LE REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX.....	VIII-1
	A. Les opérations préparatoires au remembrement	VIII-1
	B. Les travaux de relotissement parcellaire	VIII-2
	1. L'ouverture des opérations	VIII-2
	2. La classification des terres	VIII-2
	3. L'étude d'impact.....	VIII-3
	4. L'élaboration du projet de relotissement.....	VIII-3
	5. Les opérations de nouvelles mensurations parcellaires	VIII-4

6. La rédaction de l'acte (notarié) de remembrement	VIII-4
C. Les travaux connexes au remembrement	VIII-4
D. La participation financière des propriétaires aux travaux connexes	VIII-5

IX. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE IX-1

A. La division du génie rural	IX-1
1. Les constructions rurales	IX-1
a) L'élaboration des plans et devis de bâtiments d'exploitations agricoles	IX-1
b) L'exécution de la loi agraire	IX-2
2. Les conduites d'eau	IX-3
3. Les bâtiments	IX-3
4. Le drainage de terres agricoles humides	IX-4
5. La voirie rurale et viticole	IX-4
6. Le développement rural	IX-4
7. La météorologie	IX-4
8. Le service agri-environnement	IX-5
a) L'exécution des contrôles officiels des pulvérisateurs agricoles	IX-5
b) Le programme agri-environnemental dans le cadre du règlement (CEE) 2078/92 et du règlement (CEE) 1259/99	IX-5
9. Le service SIG	IX-7
B. La division agronomique	IX-8
1. La production animale	IX-8
a) Les données d'élevage	IX-8
b) Les marques nationales	IX-9
c) Le contrôle officiel des aliments pour animaux	IX-10
d) La gestion des programmes sanitaires	IX-11
e) La promotion des produits agricoles	IX-11
f) Les journées internationales de la prairie	IX-12
g) La construction des stations d'élevage	IX-12
h) La remise en état du Kuelbecherhaff	IX-12
i) L'identification électronique des équidés	IX-12
j) La comitologie	IX-13
2. La production végétale	IX-13
a) Le contrôle et la certification des semences	IX-13
b) Les essais variétaux et la liste nationale recommandée des variétés agricoles	IX-14
c) L'amélioration de la production fourragère	IX-15
d) La production de biomasse et de plantes énergétiques	IX-15
3. La protection des végétaux	IX-16
a) Le contrôle des plants de pommes de terre au laboratoire du service de la protection des végétaux	IX-16
b) Les contrôles phytosanitaires à l'importation	IX-18
c) Les contrôles phytosanitaires à l'exportation	IX-19
d) L'agrément des produits phytopharmaceutiques	IX-19
e) L'agriculture biologique	IX-20
4. Le service de l'horticulture	IX-22
a) L'engagement au niveau international	IX-22
b) Le service au niveau national	IX-22
c) L'apiculture et la marque nationale du miel	IX-23
5. Le service de la mutualité agricole	IX-23
C. La division des laboratoires de contrôle et d'essais	IX-24
1. Le service de pédologie	IX-24
a) Les analyses de sol	IX-24
b) La cartographie des sols	IX-27
2. Le service d'analyse des fourrages	IX-28

3. Le service de chimie	IX-29
4. Le service de microbiologie et de biochimie	IX-32
a) La station de contrôle des semences	IX-32
b) L'unité de microbiologie	IX-34
c) L'unité de biochimie	IX-35
5. Le service de contrôle du lait cru	IX-36

X. L'ADMINISTRATION DES SERVICES VETERINAIRES..... X-1

A. Introduction.....	X-1
B. L'Administration des services vétérinaires	X-2
C. La situation sanitaire	X-2
1. La peste porcine classique	X-2
2. Les encéphalopathies spongiformes transmissibles (E.S.T.)	X-4
3. La fièvre aphteuse	X-5
4. La rage.....	X-6
5. La tuberculose	X-6
6. La brucellose	X-7
7. La leucose bovine enzootique	X-7
8. L'I.B.R.	X-7
9. La para-tuberculose.....	X-8
10. La maladie d'Aujeszky	X-9
11. La maladie vésiculeuse du porc	X-9
12. La maladie hémorragique des lapins.....	X-9
13. La myxomatose	X-10
14. La maladie de Visna-Maedi chez le mouton	X-10
15. L'influenza aviaire (peste aviaire – grippe aviaire).....	X-10
16. La maladie de Newcastle ou pseudopeste aviaire	X-11
17. La tuberculose aviaire.....	X-11
18. La leucose aviaire.....	X-11
19. La laryngo-trachéite infectieuse.....	X-11
20. La psittacose.....	X-11
21. La varroase.....	X-12
22. La loque américaine	X-12
23. L'échinococcose	X-12
24. La fièvre catarrhale ovine	X-12
25. Le herpes virose de la carpe Koï (Cypvirus carpio).....	X-13
D. La sécurité alimentaire	X-14
1. Le contrôle des établissements	X-14
2. Le contrôle de l'étiquetage.....	X-15
3. La surveillance de la prévalence des salmonelles chez les porcs et chez les volailles	X-15
4. La surveillance de la prévalence des campylobacters chez les volailles.....	X-16
5. L'étude sur la prévalence de staphylococcus aureus résistant à la méthicilline (SARM)	X-16
6. Les animaux de boucherie	X-17
E. L'Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (O.S.Q.C.A)	X-18
F. Les mouvements internationaux.....	X-18
1. Les échanges, importations et exportations d'animaux vivants et de produits d'animaux	X-18
2. Le package	X-23
a) Le package en zones étrangères de bétail luxembourgeois	X-23
b) Le package en territoire luxembourgeois de bétail étranger	X-24
G. Le bien-être des animaux.....	X-24
H. Le clos d'équarrissage	X-24

I. La transposition en droit national des directives CE en 2008	X-25
J. Le laboratoire de médecine vétérinaire	X-26
1. Les zoonoses	X-27
a) Les salmonelles	X-27
b) Les antibiogrammes des salmonelles	X-29
c) La sérologie des salmonelles	X-31
d) Les campylobacters thermotolérants	X-33
e) L'antibiogramme des campylobacters	X-33
f) La brucellose	X-33
g) Les trichines	X-34
h) Les échinocoques	X-35
i) La rage	X-36
j) L'influenza aviaire (I.A.)	X-36
k) L'encéphalopathie spongiforme bovine (E.S.B.)	X-36
l) Les staphylococcus aureus résistants à la méthicilline (SARM)	X-37
m) La maladie de Newcastle (NC)	X-38
n) L'herpesvirose des poissons Koi	X-38
2. La pathologie animale	X-38
a) La peste porcine classique (PPC)	X-38
b) La maladie d'Aujeszky (M.A.)	X-39
c) La recherche de l'antigène par immunofluorescence directe sur coupe d'organe	X-39
d) La fièvre catarrhale ovine (FCO)	X-39
e) La leucose bovine enzootique	X-40
f) Le Visna-Maedi	X-40
g) La para-tuberculose	X-41
h) Le BVD-MD	X-41
i) L'IBR	X-42
j) Les mammites	X-42
k) Les antibiogrammes des mammites	X-43
3. Les autres germes recherchés	X-44
a) L'immunofluorescence directe sur coupe d'organe	X-44
b) Les tests rapides BioX diagnostics pour la recherche de germes entéropathogènes	X-44
K. Le contrôle des denrées alimentaires à base de viande	X-44
1. Le contrôle de l'hygiène des carcasses	X-44
2. L'étude de base sur les carcasses (Salmonella, Campylobacter)	X-45
3. La microbiologie des denrées alimentaires à base de viande ou produits de la pêche	X-45
a) Les germes pathogènes, tests qualitatifs	X-45
b) Les germes en dénombrement (aliments)	X-45
4. Les examens bactériologiques des carcasses suspectes dites « d'abattage d'urgence »	X-46
5. La recherche de résidus	X-46
a) La recherche de substances inhibitrices (groupe B1) par la méthode des 4 plaques	X-46
b) Les analyses effectuées dans le cadre de la directive 96/23 organisant la surveillance des résidus et autres substances	X-47
6. Les classes	X-48
7. Les laboratoires sous-traitants	X-48

XI. LA SYLVICULTURE..... XI-1

A. Généralités	XI-1
1. La certification des forêts	XI-1
a) La certification PEFC	XI-1
b) La certification FSC	XI-2

2. Le plan de développement rural	XI-3
3. Le projet Interreg III B « Probois/Proholz »	XI-3
4. Le suivi du Programme Forestier National	XI-5
5. La gestion des peuplements résineux le long des cours d'eau	XI-6
6. La commercialisation du bois de trituration	XI-6
7. Le bois-énergie	XI-6
B. Les cantonnements forestiers	XI-7
1. L'exploitation des bois	XI-7
2. La vente de bois	XI-8
3. Les aides forestières.....	XI-8
4. Le Cantonnement de Diekirch	XI-10
a) L'exploitation des coupes	XI-10
b) La vente de bois.....	XI-10
c) L'état sanitaire de la forêt.....	XI-10
d) Les régénérations, plantations, travaux de culture, travaux de nettoiemment	XI-10
e) La voirie forestière.....	XI-11
f) Les travaux forestiers subventionnés.....	XI-11
g) La forêt privée	XI-11
h) Les dégâts de gibier.....	XI-11
i) La peste porcine: centres de collecte pour gibier.....	XI-11
j) La forêt, lieu de loisir	XI-12
5. Le cantonnement de Grevenmacher	XI-12
a) L'exploitation des coupes	XI-12
b) La vente de bois.....	XI-12
c) Le bois de chablis	XI-12
d) L'état sanitaire de la forêt.....	XI-12
e) La régénération, la plantation, les travaux de culture	XI-12
f) Les pépinières.....	XI-13
g) La voirie forestière.....	XI-13
h) Les dégâts de gibier.....	XI-13
i) La forêt, lieu de loisir	XI-14
6. Le cantonnement de Luxembourg-Est.....	XI-15
a) L'exploitation des coupes	XI-15
b) Les ventes de bois	XI-15
c) Le bois de chablis	XI-16
d) L'état sanitaire de la forêt	XI-16
e) La régénération, la plantation, les travaux de culture	XI-16
f) Les pépinières.....	XI-16
g) Les travaux d'amélioration	XI-16
h) La voirie.....	XI-17
1) Les chemins forestiers	XI-17
2) Le fauchage tardif	XI-17
3) Le fauchage à l'aide du cheval	XI-17
i) Les travaux forestiers subventionnés.....	XI-17
j) La forêt privée	XI-17
k) Les dégâts de gibier.....	XI-17
l) La forêt, lieu de loisir	XI-18
C. Les Cantonnments forestiers.....	XI-18
1. Le cantonnement de Luxembourg-Ouest	XI-18
a) L'exploitation des coupes	XI-18
b) Les ventes de bois	XI-18
c) Les bois de chablis.....	XI-19
d) L'état sanitaire de la forêt.....	XI-19
e) Les régénérations, les plantations, les travaux de culture	XI-19
f) Les pépinières.....	XI-19
g) Les travaux d'amélioration	XI-19

h) Les travaux de voirie	XI-19
i) Les travaux forestiers subventionnés	XI-19
j) La forêt privée	XI-19
k) Les dégâts causés par le gibier	XI-20
l) La récréation en forêt	XI-20
2. Le cantonnement de Mersch	XI-20
a) L'exploitation des coupes et la vente de bois	XI-20
b) L'état sanitaire de la forêt	XI-20
c) Les régénérations, les plantations, les travaux de culture	XI-21
d) Les pépinières	XI-21
e) Les travaux d'amélioration	XI-21
f) Les travaux de voirie	XI-21
g) Les dossiers d'ades forestières	XI-21
h) La forêt privée	XI-22
i) Les dégâts causés par le gibier	XI-22
3. Le cantonnement de Wiltz	XI-22
a) L'exploitation des coupes	XI-22
b) Les ventes de bois	XI-23
c) Le bois de chablis	XI-24
d) L'état sanitaire des forêts	XI-24
e) La régénération, la plantation, les travaux de culture	XI-24
f) La pépinière	XI-24
g) Les travaux d'amélioration	XI-25
h) La voirie	XI-25
i) Les travaux forestiers subventionnés	XI-26
j) La forêt privée	XI-27
k) Les dégâts de gibier	XI-27
l) La forêt, lieu de loisir	XI-27
D. Le Service de l'Aménagement des bois et de l'Economie forestière	XI-28
1. L'aménagement forestier	XI-28
a) L'aménagement de la forêt communale de Berdorf 2008 – 2017 (644 ha) ..	XI-28
b) Le Plan Simple de Gestion de la forêt communale de Schiffflange 2007 - 2016 (72 ha)	XI-28
c) Le Plan Simple de Gestion de la forêt communale de Pétange 2007 -2016 (122 ha)	XI-28
d) Le Plan Simple de Gestion de la forêt communale de Mondercange 2008 – 2017 (81 ha)	XI-28
e) Les aménagements des forêts communales de Mamer (401 ha), de Flaxweiler (677 ha), de Mompach (644 ha), de Hesperange (387 ha), de Bous (250 ha) et de Hosingen (286 ha)	XI-30
f) Les aménagements des forêts domaniales du Gruenewald (1.358 ha), du Lac de la Haute-Sûre (1.427 ha), de Schoenfels (463 ha), de Steinsel (196 ha), du Kiischpelt (524 ha), du Juckelsbësch (211 ha), des forêts communales de la Ville de Luxembourg (1.100 ha) et de la Ville d'Esch-sur-Alzette (174 ha), ainsi que des forêts appartenant à la Caisse de Pension des Employés Privés (296 ha)	XI-30
2. Les inventaires forestiers d'aménagement	XI-30
3. La cartographie d'aptitude stationnelle	XI-30
a) La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Lintgen	XI-31
b) La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt domaniale de Mersch (210 ha)	XI-31
c) La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt commuale de Bech (358 ha)	XI-32
d) La cartographie d'aptitudde stationnelle pour la forêt communale de Steinsel (361 ha)	XI-34

e) Les cartographies d'aptitude stationnelle pour les forêts communales de Schengen (260 ha) et de Reisdorf (292 ha).....	XI-36
f) Le nouveau guide pour l'identification des stations forestières du Gutland.....	XI-37
4. Les travaux en relation avec l'Inventaire Forestier National	XI-38
a) La collaboration avec la FUSAGx	XI-38
b) La mise en œuvre de l'IFL2	XI-38
c) L'état d'avancement de la phase pilote	XI-39
d) La rédaction du guide méthodologique de l'IFL2	XI-39
e) La caractérisation de la biodiversité	XI-39
5. La constitution d'un réseau de réserves forestières intégrales.....	XI-41
a) La réserve forestière intégrale « Haard » à Dudelange	XI-41
b) La réserve forestière intégrale « Beetebuerger Bësch »	XI-42
c) La réserve forestière intégrale « Enneschte Bësch » à Bertrange.....	XI-43
d) La réserve forestière intégrale « Laangmuer » au « Gréngewald »	XI-44
e) La réserve forestière intégrale « Pëttenerbësch » à Mersch/Pettingen	XI-44
f) La réserve forestière intégrale « Grouf » à Schengen	XI-45
g) Le projet de réserve forestière intégrale « Manternacher Fiels » à Manternach	XI-46
h) Le projet de réserve forestière intégrale « Saueruecht » à Beaufort.....	XI-47
i) Le projet de réserve forestière intégrale « Réif » à Wellenstein	XI-48
j) Le projet de réserve forestière intégrale « Schnellert » à Berdorf/Consdorf.....	XI-48
k) Le projet de réserve forestière intégrale « Hieberbësch » à Mompach	XI-49
l) Les autres activités dans le domaine du projet « Naturbësch »	XI-50
6. Les données sur le patrimoine historique et culturel en forêt	XI-51
7. La collaboration avec l'ONF dans le domaine de la gestion des peuplements irréguliers feuillus	XI-51
8. Le suivi de l'état phytosanitaire des forêts	XI-52
a) L'inventaire phytosanitaire national	XI-52
b) L'inventaire phytosanitaire communautaire	XI-53
c) Le réseau national de suivi à long terme des écosystèmes forestiers du Grand-Duché de Luxembourg.....	XI-54

XII. LA VITICULTURE LUXEMBOURGEOISE..... XII-1

A. L'année viticole 2008.....	XII-1
B. Le marché du vin 2007/2008	XII-2
1. Les importations	XII-2
2. Les exportations de produits viticoles indigènes	XII-2
3. Les réexportations	XII-3
4. Les stocks de vins et autres produits viticoles luxembourgeois	XII-3
5. La vente de produits viticoles à l'intérieur du pays	XII-3
C. La section viticulture	XII-4
1. La prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage dans les vignobles.....	XII-4
2. La prime à l'abandon définitif de superficies viticoles	XII-5
3. L'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles.....	XII-5
4. Le site Internet de l'Institut viti-vinicole	XII-6
5. Le site Internet pour l'amélioration de la transparence des traitements phytosanitaires par hélicoptère	XII-6
6. La formation continue et la vulgarisation	XII-6
7. Les essais viticoles.....	XII-7
8. Le conseil viticole	XII-7
9. Les projets de recherche	XII-7

10. L'introduction au Grand-Duché de Luxembourg d'un système d'identification des parcelles viticoles basé sur des techniques informatisées d'un système d'information géographique.....	XII-7
D. La structure du vignoble luxembourgeois	XII-8
1. La superficie du vignoble et le nombre des exploitations	XII-8
2. Le nombre d'exploitations et la superficie viticole totale par classes de grandeur en 2008	XII-9
3. L'âge des chefs d'exploitation en 2008	XII-9
4. La répartition de la superficie	XII-9
5. Les différents modes de mécanisation, de conduite et de travail.....	XII-10
6. Les exploitations et les parcelles par localité viticole	XII-10
E. Le laboratoire de l'Institut viti-vinicole.....	XII-10
F. Le département de l'œnologie.....	XII-12
1. La sélection de levures autochtones	XII-12
2. La fermentation malolactique – une option pour l'élaboration de vin blanc.....	XII-12
3. L'influence des levures sur l'aromatique des vins	XII-13
4. La vinification de différents cépages rouges	XII-13
5. Les gestions des effluents vinicoles	XII-13
6. Les bonnes pratiques d'hygiène.....	XII-13
7. Le développement du contrôle microbiologie	XII-14
G. L'organisation commune de marché : OCM-vin	XII-14
H. La marque nationale du vin, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg	XII-16
1. Les procédures de fonctionnement	XII-16
2. Les résultats des classements qualitatifs des vins, crémants et vins mousseux	XII-17
3. La situation financière	XII-18
4. Les activités auxiliaires.....	XII-18
I. Les activités du Fonds de solidarité viticole en 2008	XII-19
1. Le Fonds de solidarité viticole	XII-19
2. La Commission de Promotion	XII-20
3. La gouvernance.....	XII-20
4. Les campagnes publicitaires	XII-20
a) Au Luxembourg	XII-20
b) A l'étranger	XII-23
5. Les relations publiques (RP)	XII-23
6. Le marketing événementiel	XII-24
a) Au Luxembourg	XII-24
b) A l'étranger	XII-25
7. Les concours	XII-25

ANNEXES STATISTIQUES

- Statistiques agricoles
- Statistiques viticoles

I. LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE

A. L'agriculture dans l'économie nationale en 2008

Selon le STATEC (note de conjoncture 2/2008), l'année 2008 est marquée par un ralentissement de l'expansion économique au Luxembourg. Le PIB en prix courants passe de 36.280 millions d'euros en 2007 à 37.220 millions d'euros en 2008. Il connaît une augmentation en volume de 2%, loin derrière les 5-6 % enregistrés au cours des années précédentes. L'environnement économique international s'est considérablement détérioré. La crise qui touchait au début la sphère financière fait ressentir aujourd'hui ses effets chez les acteurs de l'économie réelle (entreprises et ménages). La zone euro est entrée en récession technique à partir du 3^e trimestre 2008 et les perspectives de croissance estimées par les organisations internationales (Commission européenne, OCDE, FMI) témoignent d'un pessimisme grandissant pour 2009 et 2010.

Le secteur financier a continué à contribuer à la croissance au cours du 1^{er} semestre 2008, mais il faut s'attendre à des résultats moins bons pour le 2^e semestre 2008. L'industrie enregistre une stagnation sur les 9 premiers mois de l'année 2008. Cependant les annonces pour le 4^e trimestre sont sombres : coupes dans la production, chômage partiel, Dans le secteur de la construction, après une activité plutôt satisfaisante en début d'année, il faut s'attendre à un ralentissement à partir d'octobre 2008. Les activités immobilières ont enregistré une baisse franche sur le premier semestre 2008 et ceci vaudra probablement pour l'ensemble de l'année. Les activités de services autres que financiers et immobiliers, normales au cours du premier semestre, laissent entrevoir une amorce de ralentissement au cours du 2^e semestre 2008.

L'indice des prix à la consommation national augmente de 3,4% en 2008 par rapport à 2007. Les prix des matières premières sur les marchés mondiaux, à l'origine de l'accélération de l'inflation sur la première partie de l'année, ont subitement tourné à la baisse au cours de l'été 2008. Ainsi, sur l'année, l'inflation est certes supérieure aux années précédentes mais ne connaît pas un dérapage trop important.

Le pic de croissance de l'emploi a été atteint au cours du 1^{er} trimestre 2008. On observe ensuite un ralentissement, amené à se renforcer, en lien avec celui de l'activité économique. Le taux de chômage orienté à la baisse jusqu'au début de 2008 s'est stabilisé en milieu d'année et repart à la hausse à partir du 3^e trimestre.

Les salaires ont augmenté modérément sur la première moitié de 2008, du fait notamment de la modulation de l'indexation des salaires. Les développements récents devraient affaiblir le pouvoir de négociation des employés et renforcer la modération salariale.

L'analyse des chiffres par branche d'activité de la comptabilité nationale permet de fournir des indications sur l'importance relative de l'agriculture dans l'économie. Dans l'analyse par branches d'activité, l'agriculture est regroupée avec la chasse, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture (sections A et B de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE)). En 2007, la valeur ajoutée brute aux prix de base du secteur primaire s'élevait à 137,5 millions d'euros alors que celle de l'ensemble de l'économie s'élevait à 32,647 milliards d'euros. Le secteur primaire ne représente donc que 0,4% de l'ensemble de l'économie en termes de valeur ajoutée brute. La part décroissante de l'agriculture, comme de l'industrie, dans l'économie au cours des dernières années est due au développement du secteur des services et plus particulièrement du secteur des services financiers.

La part de la main-d'œuvre agricole dans l'emploi total se situe en 2007 autour de 1,1%. Ce pourcentage a également évolué à la baisse au cours des dernières années. L'emploi intérieur total, c'est-à-dire y compris les travailleurs frontaliers, continue à augmenter, bien que cette augmentation est beaucoup moins soutenue en 2008 que les années précédentes. L'emploi agricole par contre diminue suite à la rationalisation et à la restructuration du secteur agricole. Les chiffres relatifs à l'emploi en agriculture et à l'emploi intérieur total ne sont pas entièrement comparables, puisque la population agricole active est exprimée en unités de travail annuel (UTA) correspondant à des unités de travail à temps plein, alors que cette conversion n'est pas effectuée pour l'emploi total.

La part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe de l'économie donne une indication sur l'ampleur de l'investissement en agriculture par rapport à l'investissement dans l'ensemble de l'économie. Cette part est, avec 1,5% en 2007, relativement élevée par rapport à l'importance du secteur agricole en termes de valeur ajoutée brute.

L'évolution des indicateurs décrits ci-dessus est donnée dans le tableau 1.

La balance commerciale en produits agro-alimentaires de l'économie luxembourgeoise accuse un solde négatif. La part des produits alimentaires et animaux vivants dans les exportations totales de produits s'élève en 2008 (chiffres provisoires) à 4,8%, alors que pour les importations de ce mêmes catégories de produits, ce pourcentage est de 6,78 %. Le secteur de la transformation des produits agricoles est axé au Luxembourg principalement sur les produits provenant de l'agriculture indigène. Il est donc clair que, vu la petite taille du territoire, il ne peut pas couvrir une gamme très large de produits et par conséquent, le déficit de la balance commerciale en produits alimentaires et animaux vivants ne doit pas être surévalué. Les chiffres relatifs au commerce extérieur de produits alimentaires et animaux vivants sont repris dans le tableau 2.

Cependant les indicateurs analysés ci-dessus ne donnent qu'une image incomplète du rôle de l'agriculture dans l'économie. Le secteur agricole primaire est en effet fortement imbriqué dans l'activité des secteurs situés en amont (fournisseurs de biens de consommation et d'équipement pour l'agriculture, prestataires de services à l'agriculture) et en aval (industries et artisanat de l'agro-alimentaire) dont il est soit le pourvoyeur de matières premières, soit le principal client. Or l'importance du secteur agroalimentaire au sens large (tant en amont qu'en aval de l'agriculture) est loin d'être négligeable dans l'économie luxembourgeoise.

L'agriculture assume une position-clé en matière d'approvisionnement du pays en denrées alimentaires. Il convient également de relever le rôle social, écologique et d'occupation du territoire de l'agriculture multifonctionnelle et durable telle que pratiquée au Luxembourg et dans les pays membres de l'Union Européenne. Par ailleurs l'agriculture contribue déjà actuellement et de façon grandissante au développement des ressources d'énergie renouvelable du Luxembourg. Les indicateurs économiques analysés ci-dessus ne permettent pas de rendre compte de la production de valeur par l'agriculture sur le plan de l'environnement, de la qualité du paysage, du maintien et de la diversification des activités en milieu rural. La quantification de ces fonctions au moyen de processus de certification des modes de production agricoles vise à ce que les services rendus soient honorés par les consommateurs au moment de l'achat des produits alimentaires. Par ailleurs, ces fonctions sont prises en compte au niveau de la politique agricole par l'aménagement d'un système de paiements alloués en contrepartie des services rendus sur le plan de l'environnement, de la qualité du paysage et de maintien des activités en milieu rural.

Tableau 1: Importance de l'agriculture dans l'économie luxembourgeoise
(source: STATEC)

		1995	2000	2005	2006	2007
1	valeur ajoutée brute aux prix de base de en mio€:					
2	-de l'agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	140,60	134,30	116,00	116,30	137,50
3	-totale	13 675,1	19 623,4	27 052,9	30 582,7	32 647,5
3	-part de l'agriculture dans la v.a.b. au prix de base en %	1,0	0,7	0,4	0,4	0,4
4	population active agricole (milliers UTA)	4,9	4,3	4,0	3,9	3,8
5	emploi total (concept intérieur) (milliers de personnes)	214,0	264,8	310,4	322,4	336,6
6	part de population active agricole dans l'emploi total*	2,3	1,6	1,3	1,2	1,1
7	formation brute de capital fixe en agriculture (mio€)	50,9	62,3	96,7	109,5	109,5
8	formation brute de capital fixe dans l'économie (mio€)	3 004,5	4 572,7	6 163,8	6 276,1	7 110,7
9	part de l'agriculture dans la f.b.c.f. de l'économie en %	1,7	1,4	1,6	1,7	1,5

*la population active agricole est exprimée en UTA, alors que l'emploi total est exprimé en personnes;
une comparaison exacte des deux populations n'est donc pas possible

Tableau 2 : Commerce extérieur de produits alimentaires et animaux vivants unité: 1000€
source STATEC

exportations

CTCI	Divisions	1998	2000	2005	2006*	2007*	2008*
00	Animaux vivants	30 814	31 702	25 196	27 550	25 220	26 871
01	Viandes et préparations de viande	24 464	31 195	22 682	28 129	29 016	30 091
02	Produits laitiers et oeufs d'oiseaux	86 027	90 392	181 563	205 373	222 851	240 646
03	Poissons, crustacés, mollusques	10 670	16 268	14 623	13 048	13 064	10 255
04	Céréales et préparations de céréales	28 871	28 521	42 560	49 739	47 687	54 261
05	Légumes et fruits	51 220	68 703	129 694	121 095	116 259	97 327
06	Sucres, préparations de sucre et miel	340	885	1 676	1 328	1 356	995
07	Café, thé, cacao, épices	37 187	25 230	31 768	30 577	32 452	35 151
08	Nourriture pour animaux	2 922	2 977	6 784	7 002	10 337	13 329
09	Produits et préparations alimentaires divers	20 695	22 693	33 047	35 581	34 704	32 313
0	Produits alimentaires et animaux vivants	293 211	318 565	489 593	519 423	532 946	541 239
	tous les groupes de produits	7 222 274	8 497 646	10 319 395	11 306 900	11 791 856	11 271 586
	part relative en% des produits alimentaires et animaux vivants dans les exportations totales de produits	4,06	3,70	4,74	4,59	4,52	4,80

importations

CTCI	Divisions	1998	2000	2005	2006*	2007*	2008*
00	Animaux vivants	12 576	18 416	12 244	13 462	11 952	12 063
01	Viandes et préparations de viande	115 741	118 186	133 344	143 433	148 467	141 608
02	Produits laitiers et oeufs d'oiseaux	90 003	95 405	196 948	228 142	238 946	260 896
03	Poissons, crustacés, mollusques	60 804	64 905	63 906	67 920	69 750	60 643
04	Céréales et préparations de céréales	76 296	72 941	98 117	102 250	117 062	119 653
05	Légumes et fruits	143 522	174 608	254 015	258 642	263 880	234 899
06	Sucres, préparations de sucre et miel	20 131	20 919	22 953	23 362	26 074	23 398
07	Café, thé, cacao, épices	100 039	91 005	124 044	125 644	130 652	130 074
08	Nourriture pour animaux	30 500	34 625	38 950	42 101	46 965	46 950
09	Produits et préparations alimentaires divers	44 647	45 762	64 778	63 296	63 898	63 346
0	Produits alimentaires et animaux vivants	694 260	736 773	1 009 299	1 068 251	1 117 646	1 093 530
	tous les groupes de produits	9 735 567	11 632 812	14 187 055	15 644 144	16 273 595	16 139 907
	part relative en% des produits alimentaires et animaux vivants dans les importations totales de produits	7,13	6,30	7,11	6,83	6,87	6,78

* provisoire

B. L'année 2008 sur le plan agricole

Sur le plan agricole on retiendra pour l'année 2008 en premier lieu la chute des prix des produits agricoles de base, notamment des céréales, des oléagineux, des protéagineux et des produits laitiers après que ceux-ci avaient atteint des niveaux exceptionnels en début d'année.

L'épidémie de la fièvre catarrhale ovine (blue tongue), qui avait frappé durement les cheptels bovin et ovin de la partie septentrionale d'Europe et en particulier le Benelux, l'Allemagne et la France en 2007, a encore eu des effets négatifs sur ces productions en 2008 mais ceux-ci sont sans commune mesure avec ceux de 2007. Alors qu'en 2007, 1.500 exploitations d'élevage de bovins, ovins ou caprins étaient

officiellement touchées par la maladie, il n'y a eu que 20 exploitations touchées en 2008 avec 23 animaux sur lesquels la maladie a été constatée. La campagne de vaccination effectuée en 2008 et qui va être répétée en 2009 aura donc permis de maîtriser rapidement la maladie.

1. L'année 2008 sur le plan météorologique

Les conditions météorologiques au cours de l'automne 2007 ont permis le semis des cultures d'hiver dans de bonnes conditions. Une grande partie des terres arables a été ensemencée en cultures d'hiver, principalement en froment d'hiver, laissant relativement peu de place aux cultures de printemps (céréales de printemps, maïs ensilage). Après un hiver relativement doux, les semailles de printemps ont également pu se dérouler dans de bonnes conditions météorologiques.

Les conditions hivernales se sont prolongées jusqu'en mars 2008, de sorte que la période de végétation a démarré plus tard que les autres années. En 2008, à l'exception de quelques rares journées ensoleillées et chaudes, la période de végétation fut caractérisée par des conditions climatiques plutôt humides et fraîches.

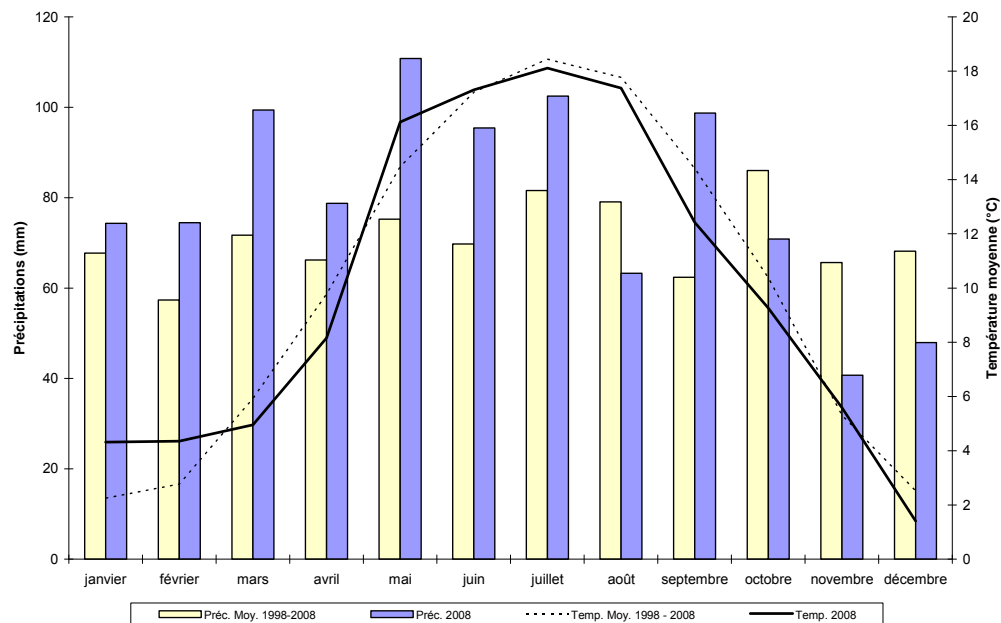
La moisson des céréales a connu quelques interruptions suite à des périodes pluvieuses mais s'est déroulée néanmoins dans de bonnes conditions météorologiques. Les rendements étaient variables mais très élevés en moyenne. Suite aux conditions humides de l'été, la teneur en protéines du blé panifiable était relativement faible.

Malgré la reprise de végétation tardive des prairies et pâturages et le printemps humide, les conditions favorables et chaudes de début mai ont permis une première coupe d'herbe relativement précoce et une deuxième coupe abondante en quantité au cours de l'été. Les fourrages récoltés étaient de bonne qualité.

Le mois de septembre a été caractérisé par une pluviosité au dessus de la moyenne pluriannuelle, mais des conditions anticycloniques de fin septembre à début octobre ont permis une récolte des pommes de terre, du maïs et des raisins dans de bonnes conditions.

Les mauvaises conditions climatiques au cours de la période de croissance ont freiné la maturation du maïs. Les résultats qualitatifs de la récolte de maïs ensilage, notamment en matière de teneur en amidon, ont été décevants. Sur le plateau des Ardennes, le maïs a de nouveau eu beaucoup de mal pour atteindre la maturité ensilage, soulignant le caractère limite de ces stations pour la culture du maïs.

Graphique : Les conditions météorologiques de l'année 2008



2. La situation des prix des produits agricoles en 2008

Les indices des prix agricoles output et input renseignent sur l'évolution des prix à la production des produits agricoles respectivement des prix d'achat des moyens de production agricoles. Tous les produits agricoles sont pris en compte lors du calcul de l'indice des prix des produits agricoles (indice output) avec leur pondération (valeur de production du produit en question au cours de l'année de base). Il en est de même pour l'indice des prix des moyens de production agricoles (indice input). L'année de base (indice =100) est actuellement l'année 2000.

Les indices output et input sont publiés à un rythme trimestriel et annuel. Pour l'année 2008 les résultats ne sont que provisoires à ce stade.

L'indice des prix des produits agricoles augmente de 6,1% en 2008 par rapport à l'année précédente. Une évolution positive des prix au producteur est enregistrée pour les produits végétaux (+2,3%), les animaux (+9,1%) et les produits animaux (+5,8%). Cependant, ce résultat globalement positif cache une baisse des prix des produits végétaux et du lait au cours de l'année. Après le niveau exceptionnellement élevé au cours du premier semestre de 2008, les prix de ces produits et en particulier le prix du lait se rapprochent à nouveau en fin d'année du bas niveau des prix enregistré avant la flambée des prix (2006 et premier semestre 2007). C'est d'ailleurs la perspective de la baisse des prix du lait au producteur qui a provoqué au printemps le mouvement de protestation des producteurs laitiers dans de nombreux pays de l'Union européenne, y compris au Luxembourg, avec des actions de non-livraison de lait aux laiteries pendant un court laps de temps.

L'indice des prix des biens et services habituellement consommés en agriculture (indice input 1) augmente très fortement en 2008 par rapport à l'année précédente (+16,5%) et se situe à 142,7 points en base 2000=100. Les principaux postes ayant connu une évolution des prix à la hausse sont l'énergie et les lubrifiants (+20,7%), les engrais et amendements (+71,2%), les produits de protection des cultures et antiparasitaires (+15,6%) et les aliments pour animaux (+14,5%). Ici encore une évolution contrastée a eu lieu dans le courant de l'année avec un retour

à la baisse au cours de la deuxième moitié de l'année pour l'énergie et les lubrifiants et les aliments pour animaux, alors que le prix des engrais n'a cessé d'augmenter.

L'indice des prix des biens et services contribuant aux investissements agricoles (indice input2) augmente de 2,2% et globalement, l'indice input total (input 1 + input2) augmente de 11,3%. Les termes de l'échange de l'agriculture (rapport entre l'indice output et l'indice input) se sont dégradés en 2008 de 4,8% par rapport à 2007 et se situent à un niveau de 91,1 points par rapport au niveau 100 pour l'année 2000, soit le niveau le plus bas enregistré au cours de cette décennie.

3. La PAC en 2008

Le chapitre III traite les faits marquants de la PAC en 2008 en détail.

C. Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise

Le STATEC effectue chaque année un recensement auprès des exploitations agricoles qui porte sur les principales caractéristiques structurelles des exploitations. En 2007, une réorganisation de ce recensement a eu lieu. Seules les données relatives à la main d'œuvre agricole, aux machines et bâtiments agricoles, aux autres activités des exploitations agricoles et les informations complémentaires sont recensées par le STATEC auprès des agriculteurs. Par contre les données relatives à l'utilisation de la surface agricole et aux cheptels détenus sont mises à disposition du STATEC par le SER. Ces données proviennent des déclarations annuelles des agriculteurs dans le cadre des régimes d'aide au revenu agricole.

Les résultats de ce recensement permettent de suivre le mouvement de concentration qui s'opère en agriculture : Le nombre d'exploitations et la main-d'œuvre agricole diminuent alors que la surface agricole utilisée reste plus ou moins stable. Les exploitations augmentent donc leur étendue. Parallèlement les exploitations se spécialisent, c'est-à-dire le nombre de spéculations pratiqué par exploitation diminue.

Les principales données relatives à l'évolution des structures de l'agriculture luxembourgeoise sont fournies dans les tableaux 1 à 14 de l'annexe « Statistiques agricoles » du présent rapport d'activité.

Le nombre total d'exploitations passe de 2.304 exploitations en 2007 à 2.287 en 2008, soit une diminution de 0,7%. La surface agricole utilisée reste relativement stable en 2008 par rapport à 2007 et passe de 130.884 ha à 130.962 ha. La superficie moyenne des exploitations agricoles, viticoles et horticoles est donc 57,26 ha. La surface moyenne des exploitations agricoles au sens strict tenant une comptabilité en partie double (uniquement exploitations professionnelles) se situe en 2007 à 91,04 ha. La surface moyenne des parcelles culturales est de l'ordre de 2,14 ha en 2007.

La surface agricole utile se répartit entre terres arables (47,3%), prairies et pâturages (51,5%), vignobles et autres terres de culture (1,2%).

Le cheptel est composé essentiellement de bovins et dans une moindre mesure de porcins, volaille et autres animaux. Exprimé en UGB (unité de gros bétail), le cheptel bovin représente plus de 84% de l'ensemble des cheptels, ce qui illustre sa prédominance.

Le redressement du cheptel bovin qui a eu lieu en 2007 après le mouvement de recul entamé au milieu des années 80 se poursuit en 2008. Il s'élève à 195.855 têtes au 15 mai 2008. Le cheptel bovin se compose du cheptel laitier, du cheptel allaitant et des bovins à l'engraissement. Le cheptel laitier est majoritaire mais son importance relative a diminué continuellement au cours des deux dernières décennies suite à l'effet

combiné de la limitation de la production laitière et de l'augmentation du rendement laitier par vache. Après l'augmentation du troupeau de vaches laitières en 2007 par rapport à 2006 qui s'explique par l'augmentation linéaire des quotas laitiers et la situation de rattrapage dans laquelle se trouvaient les éleveurs laitiers à la fin de la campagne de commercialisation 2006/07, le cheptel laitier reste stable en 2008 et atteint 40.036 têtes. En 2008, le troupeau de vaches allaitantes continue à augmenter nettement par rapport aux années précédentes et atteint 32.601 vaches. Les parts relatives des cheptels laitier et allaitant dans le troupeau reproducteur s'élèvent à 55 et 45% en 2008. En 2008, 863 exploitations étaient actives dans la production laitière et détenaient un quota moyen de 321.438 kg.

La production porcine se redresse de la crise profonde que ce secteur a connu en 2007. Les chiffres sur le cheptel porcin sont à voir en relation avec la situation conjoncturelle dans ce secteur. Le cheptel a connu une phase décroissante en 2000 et 2001 et une phase croissante de 2002 à 2005. Actuellement le cheptel se trouve en phase décroissante. Il s'élève en 2008 à 81.407 animaux, soit une diminution de 1.848 animaux par rapport à 2007. Le cheptel reproducteur continue sa diminution, après une relative stabilité entre 2003 et 2005, indiquant un malaise parmi les exploitations-naisseurs. Le cheptel porcin reproducteur s'élève en 2008 à 7.355 animaux et le cheptel des porcs destinés à l'engraissement (>50kg) atteint 30.842 animaux.

Les données sur la classification des exploitations en orientations technico-économiques (OTE) ne sont pas encore disponibles pour 2008. Les résultats pour 2007 sont les suivants : L'orientation technico-économique « herbivores », qui regroupe les exploitations spécialisées dans les productions bovines lait et viande bovine, représente 59,9% des exploitations en 2007. Ces productions permettent de valoriser au mieux les prairies et pâturages naturellement dominants suite aux conditions climatiques et pédologiques du territoire luxembourgeois. La grande majorité de ces exploitations s'est spécialisée dans la production laitière ou pratique à la fois les productions laitière et de viande. Relativement peu d'exploitations sont spécialisées uniquement en production de viande bovine, cette catégorie ayant toutefois connu un développement au cours des dernières années. Les autres orientations technico-économiques sont : viticulture (17,7%), exploitations agricoles mixtes (13,1%), exploitations spécialisées en grandes cultures (7,0%), exploitations spécialisées avec porcins et granivores (1,5%) et horticulture (0,8%).

La taille économique des exploitations, mesurée à l'aide de la marge brute standard totale des exploitations et exprimée en unités de dimension économique (UDE) , varie largement entre les différentes orientations technico-économiques et, à l'intérieur des orientations technico-économiques, entre exploitations individuelles. Ce sont les exploitations des orientations « productions animales hors sol » et « polyélevage » qui ont en moyenne la dimension économique la plus élevée, suivies de celles des orientations « herbivores » et « viticulture ». Les exploitations des autres orientations (polyculture, exploitations mixtes, grandes cultures) disposent en moyenne de dimensions beaucoup plus restreintes, ce qui s'explique par une forte proportion d'agriculteurs sans successeur et à titre accessoire dans ces orientations.

La main-d'œuvre agricole est exprimée en unités de travail année (UTA). Une unité de travail année correspond à une personne occupée à plein temps en agriculture. Les personnes occupées seulement partiellement en agriculture sont converties en personnes à plein temps sur base du nombre d'heures ou jours prestés annuellement en agriculture. La conversion se fait au moyen de la relation 1 UTA = 2.200 heures.

D'après les chiffres provisoires pour 2008, la main-d'œuvre agricole totale s'élevait à 3.690 UTA. Celle-ci se composait de 3.134 UTA de main-d'œuvre agricole familiale (non salariée) et de 556 UTA de main-d'œuvre salariée. La diminution de la

main-d'œuvre en agriculture a été de 1,6% en 2008 par rapport à 2007, après une baisse de 3% entre 2006 et 2007.

D. Les observations méthodologiques sur les statistiques économiques

Aux chapitres I.E. et I.F. sont présentées les séries statistiques d'indicateurs économiques de l'activité agricole issues des deux bases de données se rapportant à l'agriculture, à savoir les comptes économiques de l'agriculture (CEA) et le réseau d'information comptable agricole (RICA).

Les CEA donnent une description chiffrée de la situation économique du secteur agricole pris globalement. Les données de la statistique agricole de base (statistique de la production, statistiques des prix) servent à l'élaboration des comptes économiques de l'agriculture.

La méthodologie des comptes économiques de l'agriculture est définie par EUROSTAT et est uniforme pour tous les Etats membres de l'Union Européenne. Elle a été soumise à une révision en 1997 pour la rendre compatible avec celle des comptes nationaux appelés SEC95. La description détaillée de la méthodologie est consignée dans le règlement CE/138/2004.

Les CEA constituent un outil essentiel pour apprécier et analyser l'évolution globale de la situation économique du secteur agricole. Les CEA ne se prêtent cependant ni à l'analyse des résultats économiques au niveau des exploitations individuelles (pour ce faire il faut se reporter aux résultats du réseau de comptabilité d'exploitations agricoles) ni à la comparaison du revenu entre les différents secteurs de l'économie nationale.

Le réseau d'information comptable agricole RICA, institué par le règlement 79/65/CEE du Conseil, a pour but de recueillir au niveau de l'UE les données comptables des exploitations agricoles nécessaires pour la constatation annuelle des revenus des exploitations et l'analyse du fonctionnement économique des exploitations agricoles. Au Luxembourg le réseau RICA est géré par le SER. L'échantillon RICA est établi sur base des exploitations tenant une comptabilité auprès du SER ou de Agrigestion.

L'échantillon des entreprises comptables est stratifié en fonction de l'orientation technico-économique (OTE) et de la dimension économique des exploitations. Il ne prend en compte que les exploitations de taille supérieure à un seuil de dimension économique minimale. Cette dimension économique est mesurée par la marge brute standard totale de l'exploitation, avec une valeur seuil de 9.600 €, qui délimite les entreprises professionnelles.

Le calcul des valeurs moyennes est effectué à l'aide d'un système de pondération, destiné à corriger les déséquilibres de l'échantillon et basé sur les données du recensement agricole de l'année.

Les différences fondamentales entre les résultats obtenus par l'enquête micro-économique RICA et les statistiques macro-économiques des CEA, tant au niveau des définitions que du périmètre d'analyse, sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

	Réseau comptable des exploitations agricoles	Comptes économiques de l'agriculture (CEA)
champ couvert	agriculture, viticulture, à l'exception des exploitations non professionnelles avec une MBS < 9600 €	agriculture, viticulture, horticulture
activités secondaires non agricoles (transformation de produits agricoles, chevaux en pension, agrotourisme...)	comprises	comprises
subventions	toutes les subventions et aides publiques sont incluses	certaines subventions ne sont pas prises en compte, comme p.ex les aides à l'investissement
plus-values et moins-values de biens immobiliers	incluses	non incluses
production immobilisée	incluse	incluse
définition UTA	travailleurs de plus de 65 ans sont pris en compte au maximum pour 0,3 UTA	pas de limite pour le calcul des UTA

On voit que plusieurs caractéristiques des CEA impliquent une inadaptation fondamentale pour le calcul d'un « revenu moyen » par UTA, puisque plusieurs éléments du revenu particulièrement importants au Luxembourg (aides à l'investissement, plus-values,...) ne sont pas inclus.

Par ailleurs la définition des UTA utilisée dans le recensement agricole conduit à une surestimation très importante de la force de travail dans la catégorie d'âge des plus de 65 ans, et donc à une sous-estimation du revenu moyen par UTA.

E. Les comptes économiques de l'agriculture (CEA) ; le revenu agricole en 2008 (résultats provisoires) et au cours des années précédentes (résultats définitifs)

Les données présentées par la suite (tableau 6) retracent l'évolution des différents postes des CEA au cours des dernières années et les variations de valeur de 2008 par rapport à 2007. Ces variations de valeur sont scindées en variations de volume et variations de prix. La variation de prix ne reflète que l'impact de l'évolution des prix, alors que la variation de volume reflète les variations des quantités ainsi que tous les autres éléments, notamment la variation de la qualité des produits, pouvant avoir un impact sur la valeur d'un poste.

Les CEA sont établis sur la base du concept de branche d'activité et prennent en compte les activités agricoles des exploitations, que celles-ci soient gérées comme exploitations à titre principal ou à titre accessoire, ainsi que les activités secondaires non agricoles représentant une continuation de l'activité agricole et qui utilisent des produits agricoles (transformation de produits agricoles) ou des moyens de production agricoles (p.ex. agrotourisme, prestation de services au moyen de machines agricoles pour non-agriculteurs) et qui sont donc difficilement séparables des activités agricoles proprement dites. Sont exclues des CEA les unités produisant uniquement pour l'autoconsommation, comme p.ex. les jardins potagers et les petits élevages des non-agriculteurs.

La production agricole de la branche d'activité agricole correspond aux ventes des exploitations agricoles à l'exception des échanges d'animaux vivants entre exploitations agricoles, aux variations de stock (à la production), aux biens de capital fixe produits pour compte propre (plantations à production périodique, animaux productifs), à l'autoconsommation de produits agricoles, à la transformation de produits agricoles par

les producteurs (activités séparables) et à l'intraconsommation dans l'exploitation (uniquement produits végétaux utilisés dans l'alimentation des animaux).

La production est valorisée au prix de base. Celui-ci est défini comme le prix net au producteur déduction faite des impôts sur les produits mais y compris les subventions sur les produits. Ainsi la valeur de la production de biens agricoles dépasse la valeur intrinsèque de la production pour les produits pour lesquels existent des subventions sur les produits (primes par ha, primes par animal) et est inférieure à la valeur intrinsèque de la production pour les produits pour lesquels sont prélevés des impôts/taxes sur les produits (p.ex. prélèvement en cas de dépassement du quota laitier). Suite au découplage quasi-total des aides au revenu de la production agricole en 2005, il ne reste que quelques productions de petite taille avec une prime liée à la surface de production, à savoir les cultures de protéagineux, les cultures énergétiques et les fruits à coques. Pour 2008, les subventions sur les produits s'élèvent pour ces productions à (données provisoires) :

aide aux cultures destinées à la production d'énergie :	11.000 €
aide à la culture de protéagineux :	9.500 €
aide à la culture de fruits à coques :	2.700 €
total :	23.200 €

Suite au changement du mode de calcul des aides au revenu, les séries des valeurs de la production agricole au prix de base et de la valeur ajoutée brute au prix de base comportent une rupture de série en 2005.

Les impôts sur les produits compris dans la valeur de la production au prix de base se rapportent au lait (prélèvement supplémentaire) et s'élèvent pour la campagne 2007/08 (à imputer à l'année 2008) à 535.700 €.

Les tableaux à la fin de ce chapitre retracent l'évolution des prix nets au producteur départ ferme (tableau 4), des quantités produites des principales productions agricoles (tableau 5) et des principaux agrégats issus des comptes économiques de l'agriculture comme la valeur de la production, le coût de production et le revenu en agriculture en chiffres nominaux (tableau 6).

Les chiffres présentés dans ces tableaux sont définitifs jusqu'en 2007 et provisoires pour 2008. Les chiffres de 2008 sont relativement fiables en ce qui concerne la valeur de la production agricole. Pour les consommations intermédiaires et les amortissements, les résultats du réseau de comptabilités des exploitations agricoles qui servent normalement au calcul de ces postes ne pas encore disponibles pour 2008 au moment de la fin de rédaction du présent rapport, de sorte que ces postes ont dû être estimés. Il convient dès lors de souligner le caractère provisoire des chiffres relatifs au revenu agricole pour l'année 2008.

1. La production végétale

La valeur de la production végétale diminue nettement en 2008 par rapport à 2007 (-11,3%) sous l'effet de la baisse des prix des produits végétaux et malgré une hausse du volume de production. Le poste « production végétale » ne rend évidemment pas compte des évolutions parfois contrastées au niveau des principales spéculations végétales que sont les céréales, les plantes industrielles, les plantes fourragères, les produits maraîchers et horticoles, les pommes de terre, les fruits et le vin.

L'année 2008 est caractérisée par la baisse du prix des céréales et des cultures arables en général après une année 2007 aux prix exceptionnellement élevés. L'augmentation de la récolte mondiale de céréales et les effets de la crise

financière et économique qui ont freiné la consommation de céréales et de produits agricoles de base sont les principales raisons de la diminution du prix des céréales en 2008. La valeur de la production de céréales de 2008 diminue de 27% par rapport à 2007 sous l'effet de la baisse drastique des prix au producteur (-44%) et d'une augmentation du volume produit (+29%).

La récolte totale de céréales se situe avec 191.000 tonnes en 2008 à un niveau historiquement élevé. L'évolution positive tant des surfaces emblavées que des rendements explique ce résultat exceptionnel. Au niveau des surfaces emblavées, c'est surtout la mise à zéro de l'obligation de gel des terres arables qui a rendu possible l'extension des surfaces en céréales et en particulier celles du froment. Le seigle continue son expansion et l'avoine sa diminution de la surface ensemencée.

Avec 61 qtx/ha en moyenne, les rendements des céréales sont exceptionnellement élevés. La qualité de la récolte peut être qualifiée de bonne, bien que des différences significatives entre parties peuvent être observées. Alors que les faibles teneurs en protéines de 2008 sont appréciées pour l'orge brassicole, elles sont plutôt un facteur de dépréciation de la qualité pour le blé panifiable. Suite aux retards dans la maturation, la récolte du maïs grain a été particulièrement décevante en 2008.

La production de colza a connu un développement régulier et soutenu au cours des dernières années. En effet à côté des débouchés dans l'industrie alimentaire (huile) et des aliments pour animaux (tourteau), un débouché a pu être développé dans le secteur des biocarburants avec le biodiesel. En 2008, la surface en colza a diminué par rapport à l'année précédente suite à la mise à zéro de l'obligation de gel des terres et à la réduction importante des surfaces destinées aux usages non alimentaires du colza. Les rendements du colza sont avec 32 qtx/ha inférieurs à la moyenne des dernières années. La récolte de colza reste donc avec 16.000 tonnes inférieure à la récolte record de l'année 2007. Comme les prix ont augmenté substantiellement en 2008 (+33%), la valeur de la production d'oléagineux augmente de 36%.

La production de protéagineux (pois et féveroles récoltés secs) n'occupe qu'une place de deuxième ordre parmi les cultures arables, malgré la prime spéciale à la production de protéagineux. La surface cultivée continue à reculer en 2008. Les rendements ont été exceptionnellement élevés en 2008, de sorte que la récolte dépasse nettement le niveau de 2007. Suite à l'effondrement des prix au producteur, la valeur de la production diminue de 35% par rapport à l'année précédente.

Le tableau 3 retrace l'évolution des surfaces cultivées, des rendements et de la récolte des principales productions de grande culture.

Tableau 3 : Les productions de grande culture (céréales, oléagineux, protéagineux)

1. surfaces emblavées (ha)

	1995	2000	2005	2006	2007	2008
froment et épeautre	9 335	10 971	11 927	12 665	12 586	14 675
seigle	365	672	924	1 097	1 250	1 302
orge	12 681	10 538	9 939	9 512	9 227	9 739
avoine	2 790	1 909	1 696	1 502	1 443	1 260
maïs grain	:	255	215	288	281	379
triticale	2 874	3 635	3 411	3 471	3 545	3 623
autres céréales	729	659	385	313	181	255
total céréales	28 774	28 639	28 497	28 847	28 513	31 234
colza	1 954	3 965	4 061	4 782	5 394	5 230
pois et féveroles	474	426	458	337	348	211

2. rendement (dt/ha)

froment et épeautre	56,50	55,77	60,15	59,70	55,99	66,62
seigle	46,68	53,62	61,86	56,11	55,63	67,03
orge	49,54	50,80	53,18	52,63	48,38	54,23
avoine	43,55	48,28	45,61	44,29	39,05	49,85
maïs grain	:	80,00	95,76	65,20	75,40	60,01
triticale	50,77	54,59	54,33	56,69	49,83	59,66
autres céréales	49,03	51,75	50,14	46,05	48,04	48,66
total céréales	51,29	53,37	56,34	55,97	52,03	61,06
colza	26,14	25,79	36,21	33,98	33,93	31,54
pois et féveroles	29,11	28,66	32,18	32,86	22,86	52,44

3. production totale (t)

froment et épeautre	52 742	61 184	71 745	75 603	70 469	97 760
seigle	1 703	3 603	5 715	6 156	6 953	8 730
orge	62 821	53 533	52 853	50 061	44 640	52 816
avoine	12 150	9 217	7 734	6 650	5 634	6 279
maïs grain	:	2 040	2 043	1 875	2 120	2 276
triticale	14 591	19 843	18 530	19 678	17 666	21 618
autres céréales	3 579	3 410	1 932	1 438	870	1 243
total céréales	147 586	152 830	160 552	161 463	148 352	190 721
colza	5 108	8 370	14 704	16 250	18 302	16 493
pois et féveroles	1 380	1 235	1 474	1 107	797	1 106

4. production commercialisée (sans la production de semences commercialisée) (t)

froment et épeautre	29 161	40 789	52 465	54 128	45 179	56 086
seigle	1 236	3 339	4 000	4 709	5 214	5 354
orge	28 708	24 641	27 690	21 605	17 822	17 457
avoine	3 294	2 379	2 200	1 840	1 137	881
maïs grain	:	1 086	300	530	100	292
triticale	6 187	9 419	8 100	7 062	5 906	7 802
autres céréales	:	:	450	157	0	32
total céréales	68 586	81 653	95 205	90 031	75 358	87 904
colza	5 108	8 370	14 704	17 447	17 801	16 406
pois et féveroles	:	531	640	175	199	133

source : STATEC et SER

La production fourragère provient essentiellement des prairies et pâturages permanents, des prairies temporaires et du maïs destiné à la production d'ensilage. Ces cultures ne sont pas destinées à la vente, mais à l'alimentation des animaux des exploitations sur lesquelles les fourrages sont produits (intraconsommation). Néanmoins la production de fourrages fait l'objet d'une évaluation économique dans le cadre des CEA. L'évaluation des quantités produites est basée sur les résultats des essais comparatifs de cultures fourragères (prairie temporaire et permanente et

maïs ensilage) de l'ASTA et du LTAE. On constate une diminution des rendements par rapport à 2007 pour les prairies et pâturages et les prairies temporaires (-11,5%) alors que les rendements du maïs ensilage ne varient que très peu par rapport à 2007. La qualité (teneur en éléments nutritifs) de la récolte de fourrages à base d'herbe est bonne aussi bien pour la première coupe d'ensilage d'herbe que pour les coupes suivantes. Par contre, les ensilages de maïs ont eu des teneurs en amidon et en énergie moindres que normalement.

Le poste « plantes fourragères » se retrouve intégralement au niveau des consommations intermédiaires (poste : aliments pour animaux produits et consommés au sein de l'exploitation) de sorte que la valeur du poste « plantes fourragères » n'a pas d'influence ni sur la valeur ajoutée brute au prix de base ni le revenu agricole.

La production de maïs destiné à la production d'énergies renouvelables dans les installations de biogaz est également prise en compte dans le poste « productions fourragères ».

Les surfaces cultivées en pommes de terre ont diminué par rapport à 2007, mais les rendements des pommes de terre ont été particulièrement élevés (360 qtx/ha) de sorte que la récolte de pommes de terre est très bonne. La qualité des pommes de terre est également bonne en 2008. Les prix des pommes de terre ont légèrement fléchi par rapport aux prix de l'année 2007. Globalement, la valeur de la production a augmenté de 7%.

La production viticole a été, avec 130.000 hl de vin, inférieure à la moyenne pluriannuelle. Le prix de vente des raisins des viticulteurs aux négociants en vin ont diminué par rapport à 2007, de sorte que la valeur de la production viticole diminue de 14%.

2. La production animale

La production animale se compose de la production d'animaux (essentiellement animaux destinés à l'abattage dans les abattoirs luxembourgeois ou des régions limitrophes, mais aussi exportation d'animaux d'élevage et de rente, variation de stock d'animaux à l'engraissement et production pour compte propre de biens de capital fixe) et de la production de produits animaux (lait, œufs, miel).

La valeur de la production animale prise globalement augmente de 11% en 2008 et atteint 182 millions d'euros, soit 62% de la valeur de la branche agricole. Ceci souligne l'importance de ce secteur, et plus particulièrement des productions bovines dominantes parmi les productions animales, au sein de la production agricole luxembourgeoise.

La production de bovins (animaux), y compris les veaux, a augmenté en 2008 de 10% par rapport à 2007. Le prix de la viande bovine, après la chute drastique au début des années 2000 suite à la crise ESB, s'est progressivement redressé depuis lors avec un palier en 2007. Le prix des veaux exportés vivants a encore chuté en 2008 et atteint un niveau très bas. La production indigène brute de bovins (abattage de bovins + solde du commerce extérieur de bovins vivants), s'est redressée après une diminution au cours des dernières années suite à une diminution du cheptel bovin.

La valeur de la production porcine a augmenté en 2008 de 29% par rapport à l'année 2007 particulièrement mauvaise en production porcine. Les prix se sont redressés fortement en 2008 et la production indigène brute de porcs (abattage

porcins + solde du commerce extérieur de porcins vivants) augmente également. Le cheptel porcin d'élevage et d'engraissement diminue en 2008.

La production d'ovins et caprins a augmenté en valeur en 2008 suite à un élargissement de la production.

La production de viande de volaille, qui avait connu un essor en 2005, est restée stable depuis lors mais a fortement chuté en 2008. Le prix de la viande de volaille a également diminué en 2008 (-8%), de sorte que la production de viande de volaille ne représente plus que 44% de la valeur de 2007.

La production laitière qui, depuis 1984, est sous un régime de contingentement de la production (=quotas laitiers) a connu un mouvement de recul de la valeur de la production tout au long de l'actuelle décennie. Ce mouvement a pu être inversé en 2007 grâce l'augmentation du prix du lait au producteur enregistrée à partir d'avril 2007 et à une augmentation de la quantité produite suite aux majorations des quotas laitiers décidées sur le plan communautaire.

En 2008, la production de lait de vache a encore été élargie suite principalement à la majoration des quotas laitiers de 2,5% décidée sur le plan communautaire à partir du 1.4.2008. Le prix du lait a enregistré sur l'ensemble de l'année 2008 une augmentation de 5,3%. Toutefois ce chiffre positif cache une évolution très contrastée tout au long de l'année: Alors qu'il était encore élevé au cours de la première moitié de l'année, il s'est détérioré tout au long de l'année pour passer à partir d'août en dessous du prix de l'année 2007 et se situer à un niveau très bas en fin d'année. Les quantités de référence attribuées aux producteurs de lait dans le cadre du système des quotas laitiers continuent à être dépassées. Pour la campagne 2007/08, un prélèvement de 536.000 euros a été payé par les producteurs pour dépassement de leurs quantités de référence.

La production de lait de chèvre, qui est reprise dans les CEA au niveau du poste lait, a progressivement été élargie au cours des dernières années et représente en 2008 un volume de production de 1.150 tonnes de lait et une valeur de 540 milliers d'euros.

La production d'œufs progresse légèrement en 2008 après quelques années de stagnation. Les prix évoluent également de façon légèrement positive, de sorte que la valeur de la production d'œufs augmente de 5%.

3. Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole

Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole se composent de la transformation et de la vente directe de produits agricoles sur la ferme (par exemple jus de fruits, eau-de-vie, fromage fermier ou autres produits laitiers fermiers) et de la prestation de services (p.ex. tourisme à la ferme, prise en pension de chevaux, prestation de services pour non-agriculteurs avec des machines agricoles, production de biogaz). Ces activités connaissent un certain développement au cours des 10 -15 dernières années. C'est surtout la production de biogaz qui a connu ces dernières années un véritable essor. Ensemble, les activités secondaires non agricoles non séparables représentent en 2008 16,2 millions d'euros, soit 5,5% de la valeur de la production de la branche agricole.

4. Les consommations intermédiaires

Les consommations intermédiaires comprennent l'ensemble des biens et services achetés ou intra-consommés qui sont directement utilisés lors du processus de production agricole. Les données relatives aux consommations intermédiaires

pour 2008 n'ont qu'un caractère très provisoire à ce stade puisque les résultats de la comptabilité agricole pour 2008 ne sont pas encore disponibles. L'évolution en valeur des différents postes de consommation intermédiaire a été estimée à partir des prévisions de la comptabilité agricole pour 2008 et l'évolution des prix à partir des prévisions de l'indice des prix des inputs. Les consommations intermédiaires augmentent en 2008 de 12% par rapport à 2007 suite à une augmentation de cet ordre des prix des moyens de production agricoles. Des augmentations de prix très sensibles sont notées pour certains postes de consommation intermédiaire : énergie et lubrifiants (+24%), engrais et amendements (+67%), produits de protection des cultures et antiparasitaires (+15%), aliments pour animaux achetés hors de la branche agricole (+16%).

5. La valeur ajoutée, le revenu des facteurs, le revenu net d'entreprise

La valeur ajoutée brute aux prix de base, obtenue en déduisant les consommations intermédiaires de la production de la branche agricole diminue de 9% en 2008 par rapport à 2007 et s'élève à 110 millions d'euros. Le découplage des aides directes de la production avait fait chuter brusquement la valeur ajoutée brute en 2005.

La consommation de capital fixe (amortissements) est supposée augmenter de 5% en 2008 par rapport à 2007. La valeur ajoutée nette aux prix de base, obtenue en déduisant de la valeur ajoutée brute la consommation de capital fixe, s'élève pour 2008 à 29 millions d'euros (-34% par rapport à 2007).

Le revenu des facteurs est obtenu en déduisant de la valeur ajoutée nette aux prix de base les « autres impôts sur la production » et en ajoutant les « autres subventions sur la production ».

Les « autres subventions sur la production » représentent la quasi-totalité des aides directes allouées aux agriculteurs dans le cadre de la PAC. Pour l'année 2008 elles s'élèvent à (données provisoires):

Indemnité compensatoire annuelle	15.749.000 €
Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel	10.522.000 €
Prime unique	34.600.000 €
Agri-environnement	2.823.000 €
Biodiversité	1.357.000 €

TOTAL :	65.051.000 €

Si on ajoute les subventions sur les produits qui s'élèvent pour 2008 à 23.200 euros, on obtient un total des subventions directes de 65,074 millions d'euros.

Les autres impôts liés à la production comprennent notamment l'impôt foncier payé par les agriculteurs sur les biens immeubles à usage agricole détenus en propriété et s'élèvent à 1,1 millions d'euros.

Le revenu des facteurs s'élève à 92,7 millions d'euros (-13% par rapport à 2007).

Le revenu des facteurs divisé par le volume de la main d'œuvre agricole, exprimé en UTA, et déflaté au moyen de l'indice implicite des prix du produit intérieur brut est l'indicateur de revenu A utilisé par EUROSTAT pour analyser l'évolution du revenu agricole dans l'UE (cf publications d'EUROSTAT sur le revenu agricole dans la série « statistiques en bref »). L'indicateur A révèle une diminution de 12,5% du revenu agricole en termes réels en 2008 par rapport à 2007.

Le revenu net d'entreprise, obtenu à partir du revenu des facteurs en déduisant la rémunération des salariés, les fermages et les intérêts payés s'élève en 2008 à 56,2 millions d'euros. Si on rapporte le revenu net d'entreprise à la main d'œuvre agricole familiale et si on le déflate à l'aide de l'indice implicite des prix du PIB, on obtient une indication sur le revenu par unité de main d'œuvre agricole familiale (indicateur B). Cet indicateur se prête pour la mesure de l'évolution du revenu des exploitations agricoles organisées sous forme d'entreprises individuelles ou d'entreprises sans personnalité juridique propre, comme c'est le cas pour la quasi-totalité des exploitations agricoles au Luxembourg. L'indicateur B montre une diminution de revenu de 19% en 2008 par rapport à 2007.

L'évolution des indicateurs de revenu agricole au cours des dernières années est retracée dans le tableau 7. Les différents indices se rapportent à l'année de base 2000=100. On constate que l'indicateur de revenu agricole A, qui est exprimé en termes réels c'est-à-dire corrigé des effets de l'inflation, montre un redressement du revenu par actif en 2007, dépassant même le niveau de 2000, pour plonger ensuite à nouveau en 2008.

Une première estimation de l'évolution de l'indicateur de revenu agricole A en 2008 avait été effectuée fin novembre 2008 et avait fait l'objet d'un communiqué de presse en décembre 2008. Ce communiqué faisait état d'une diminution du revenu agricole réel par actif de 10% en 2008. Depuis lors, une deuxième prévision des CEA pour 2008 a été réalisée dont il est tenu compte dans le présent rapport d'activité. Les résultats définitifs des CEA pour 2008 ne seront disponibles qu'en novembre 2008. La série complète des CEA est publiée sur le site internet du SER (www.ser.public.lu) et d'EUROSTAT (<http://ec.europa.eu/eurostat>).

Tableau 4 : Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA

spécification	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008 prov.
froment panifiable	19,09	17,65	12,64	13,10	12,49	13,14	21,63	14,68
froment fourrager	:	14,50	10,91	10,13	9,14	11,32	17,00	12,50
épeautre	:	:	:	10,91	8,00	20,00	25,00	8,00
seigle panifiable	19,34	16,24	10,66	9,54	8,63	10,38	20,00	10,00
seigle fourrager	:	:	:	:	6,75	8,44	15,00	10,00
orge fourragère	18,34	14,50	10,78	9,48	8,25	9,38	15,00	10,00
orge de brasserie	:	17,60	14,30	11,53	9,25	11,75	21,00	10,00
avoine	17,35	14,01	9,92	10,16	7,50	8,75	14,00	10,00
maïs grain	:	:	:	11,90	8,50	9,40	21,00	10,00
triticale	18,34	14,50	10,66	9,05	8,00	10,00	15,00	11,00
colza alimentaire	46,85	37,56	17,25	17,60	18,90	22,00	27,00	30,00
colza industriel (=non alimentaire)	:	:	12,64	15,87	19,00	20,80	23,80	30,00
pois	:	24,05	11,90	11,16	10,30	11,00	17,00	12,00
féveroles	:	21,81	11,90	11,16	10,30	9,50	17,00	10,00
pommes de terre de consommation	14,87	16,73	21,57	16,11	29,09	39,00	35,33	36,22
plants de pommes de terre	:	:	:	:	15,83	15,83	22,07	22,07
raisins destinés à la vinification	:	:	:	:	97,66	99,47	97,74	103,39
viande bovine	3,20	88,06	75,53	92,87	2,48	2,58	2,56	2,75
viande de veau	4,26	3,11	2,86	2,33	5,74	5,45	5,56	5,59
veaux de 15 jours exportés vivants	200,25	220,63	193,36	148,29	144,19	139,39	101,75	87,27
viande porcine	1,94	1,72	1,48	1,43	1,20	1,23	1,14	1,51
porcelets	50,37	52,06	40,16	35,23	32,80	34,39	37,28	34,20
viande ovine	:	:	:	:	5,37	5,61	5,85	5,78
viande caprine	:	:	:	:	6,15	8,06	8,08	8,51
volaille	:	:	:	:	5,55	5,74	6,19	6,39
lait à 3,7%MG et 3,3%MP avec versement supplémentaire	0,2836	0,3582	0,3042	0,3041	0,2909	0,2875	0,3387	0,3584
lait au taux effectif de MG et MP	0,2848	0,3654	0,3183	0,3197	0,3079	0,3043	0,3570	0,3768
taux MG du lait	3,86	4,09	4,20	4,19	4,19	4,21	4,19	4,21
taux MP du lait	:	3,26	3,35	3,36	3,40	3,40	3,41	3,40
œufs	:	:	0,09	0,10	0,13	0,13	0,13	0,14

MG = matière grasse du lait

MP = matière protéique du lait

Tableau 5: Les quantités produites des principales productions agricoles

source SER

spécification	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008 prov.
céréales (t)	156 507	147 929	147 585	152 830	160 568	161 463	148 352	190 721
froment et épeautre (t)	31 976	43 513	52 745	61 184	71 745	75 603	70 469	97 760
seigle (t)	4 090	2 366	1 703	3 603	5 715	6 156	6 953	8 730
orge (t)(1)	74 732	69 612	62 822	53 533	52 853	50 061	44 661	52 816
avoine (t)	37 266	18 757	12 150	9 217	7 734	6 650	5 634	6 279
maïs grain (t)				2 040	2 060	1 875	2 120	2 276
triticale (t)	2 163	11 041	14 591	19 843	18 530	19 678	17 666	21 618
mélange de céréales et autres céréales (t)	6 280	2 640	3 574	3 410	1 932	1 438	870	1 243
colza (t)(2)	950	5 201	6 795	8 370	14 704	16 250	18 302	16 493
pois et fèves (t)	305	1 360	1 380	1 235	1 474	1 107	797	1 106
pommes de terre (t)	29 088	24 870	22 857	27 858	19 329	16 449	19 968	21 756
vin (hl)	107 000	151 120	149 654	131 931	135 366	123 652	141 972	129 669
viande bovine(t poids carcasse,abattage&export)	14 195	14 024	15 560	17 030	16 779	16 211	15 061	16 689
viande de veau (t poids carcasse, abattage)	34	140	245	475	355	366	329	292
exportation veaux vivants (têtes)	23 742	17 707	16 151	16 625	14 399	12 691	12 136	10 526
viande porcine (t poids carcasse,abattage&export)	6 870	8 402	8 950	11 710	13 728	12 972	13 262	13 843
abattage porcelets (têtes) (3)	59 000	48 187	41 200	34 426	30 526	24 431	19 582	16 650
exportation porcelets vivants (têtes)				19 584	7 095	10 906	14 789	12 149
viande ovine et caprine (t poids carcasse)	51	73	61	119	146	144	96	157
viande de volaille (t poids carcasse)	90	62	72	126	194	186	175	115
lait de vache (t, taux effectif de matière grasse)	300 463	290 250	268 600	264 480	269 654	268 073	274 243	277 672
taux de matières grasses du lait (%)	3,86	4,09	4,20	4,19	4,19	4,21	4,19	4,21
œufs (t)	986	915	775	1 095	1 291	1 240	1 276	1 322

pour les céréales et les pommes de terre: y compris la production de semences ou de plants

pour toutes les productions: y compris la consommation dans le ménage de l'exploitant (=autoconsommation)

pour le lait: y compris le lait intraconsommé (lait utilisé dans l'alimentation des animaux)

(1) orge brassicole incluse à partir de 1993

(2) colza à usage énergétique inclus à partir de 1994

(3) exportation de porcelets vivants incluse jusqu'en 1997

Tableau 6: Production, coût de production , revenu des facteurs, revenu net d'entreprise (en 1000 € hors TVA)
tous les postes sont exprimés en valeur au prix de base
1ère partie: production végétale

source SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008 prov.	variation 2008/2007		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
1000 céréales (y compris semences)(1100 à 1900)	29 303	23 647	22 789	23 176	15 770	18 471	28 522	20 695	72,6	128,9	56,3
1100 blé et épeautre	6 220	7 407	8 617	10 377	7 992	9 577	14 010	12 144	86,7	138,7	62,5
1200 seigle et méteil	808	412	260	476	462	631	1 416	812	57,4	125,5	45,7
1300 orge	14 038	10 843	9 447	7 370	4 706	5 164	8 265	4 689	56,7	118,3	47,9
1400 avoine et mélange de céréales d'été	6 649	3 275	2 308	1 926	901	819	1 237	759	61,4	115,6	53,1
1500 maïs grains	0	0	0	265	80	124	427	165	38,6	107,4	35,9
1900 autres céréales (triticale)	1 589	1 710	2 157	2 762	1 629	2 156	3 167	2 127	67,2	122,4	54,9
2000 plantes industrielles (2100+2200+2900)	548	2 266	2 175	3 461	3 059	3 753	5 075	5 952	117,3	92,0	127,5
2100 oléagineux	446	1 953	1 882	3 153	2 823	3 533	4 829	5 771	119,5	90,1	132,6
2200 protéagineux	102	312	293	307	176	159	186	121	64,9	137,9	47,1
2900 autres plantes industrielles	0	0	0	0	60	60	60	60	100,0	100,0	100,0
3000 plantes fourragères	24 058	22 620	20 833	19 331	19 006	20 826	19 286	19 933	103,4	91,6	112,9
4000 produits maraîchers et horticoles (4100+4200)	6 891	5 047	8 305	4 455	7 564	6 020	7 449	6 311	84,7	84,7	100,0
4100 légumes frais	2 256	2 380	1 696	1 423	3 044	2 723	2 562	2 562	100,0	100,0	100,0
4200 plantes et fleurs	4 636	2 667	6 609	3 032	4 520	3 297	4 888	3 749	76,7	76,7	100,0
5000 pommes de terre (y compris plants)	2 739	3 128	4 628	3 190	3 173	4 260	4 535	4 856	107,1	110,1	97,2
6000 fruits	2 578	1 403	3 780	3 946	3 504	3 153	3 452	3 624	105,0	105,0	100,0
7000 vin	14 425	22 419	20 895	28 565	28 578	26 237	30 071	25 846	85,9	91,3	94,1
9000 autres produits végétaux	285	12	149	342	340	328	305	349	114,3	115,9	98,5
10000 production végétale (01 à 09)	80 828	80 543	83 554	86 465	80 994	83 048	98 695	87 565	88,7	103,2	86,0

Tableau 6: Production, coût de production, revenu des facteurs, revenu net d'entreprise (en 1000€ hors TVA)

source SER

tous les postes sont exprimés en valeur au prix de base

2e partie: production animale, production agricole, production de la branche agricole

	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008 prov.	variation 2008/2007		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
11000 animaux (11100 à 11900)	66 336	63 897	71 891	72 697	72 344	69 707	68 560	78 754	114,9	102,3	112,3
11100 bovins	49 514	48 297	56 381	53 838	50 783	49 819	49 964	55 146	110,4	101,5	108,8
11200 porcins	16 287	14 849	14 846	17 412	19 562	17 963	17 095	22 128	129,4	105,0	123,3
11300 équidés	62	129	42	107	19	19	19	19	100,4	100,0	100,0
11400 ovins et caprins	183	342	297	620	1 001	968	629	827	131,5	131,5	100,0
11500 volailles	141	94	149	288	500	489	450	198	44,0	47,7	92,0
11900 autres animaux	149	186	176	434	479	450	404	436	108,0	98,3	109,9
12000 produits animaux (12100 à 12900)	84 031	100 104	84 863	83 488	82 182	79 917	95 901	103 160	107,6	102,3	105,1
12100 lait	81 973	97 977	82 707	81 708	79 483	77 330	93 120	100 230	107,6	102,3	105,3
12200 œufs	1 760	1 703	1 730	1 539	2 571	2 488	2 655	2 796	105,3	103,6	101,7
12900 autres produits animaux	297	424	426	240	129	100	126	134	106,2	106,2	100,0
13000 production animale (11+12)	150 367	164 001	156 754	156 185	154 526	149 625	164 461	181 914	110,6	102,3	108,1
14000 production de biens agricoles (10+13)	231 195	244 544	240 308	242 651	235 520	232 673	263 156	269 480	102,4	102,6	99,8
15000 production de services agricoles	1 686	2 933	5 092	7 447	7 755	7 553	8 173	8 127	99,4	100,6	98,8
16000 production agricole (14+15)	232 881	247 477	245 400	250 097	243 276	240 226	271 329	277 606	102,3	102,6	99,8
17000 activités secondaires non agricoles non séparables	4 938	6 254	5 102	6 130	11 982	12 771	13 719	16 180	117,9	120,5	97,8
17100 transformation de produits agricoles	3 946	3 612	2 204	2 529	2 618	2 743	3 516	3 590	102,1	112,2	91,0
17900 autres activ. secondaires non séparables (bien)	992	2 643	2 898	3 602	9 364	10 027	10 203	12 590	123,4	123,4	100,0
18000 production de la branche agricole (16+17)	237 819	253 731	250 502	256 228	255 258	252 997	285 049	293 786	103,1	103,4	99,7

Tableau 6: Production, coût de production, revenu des facteurs, revenu net d'entreprise (en 1000 €hors TVA)
3e partie : consommations intermédiaires, valeur ajoutée brute, valeur ajoutée nette, revenu des facteurs, revenu net d'entreprise

source SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008 prov.	variation 2008/2007	
									indice de valeur	indice de volume de prix
19000 consommations intermédiaires (19010 à 19900)	127 105	127 432	125 541	135 055	148 834	148 710	164 540	183 802	111,7	99,8
19010 semences et plants	4 616	4 834	5 094	5 215	6 414	6 570	7 275	7 231	99,4	100,0
19020 énergie, lubrifiants	9 271	8 627	7 848	9 112	13 014	14 352	15 239	17 778	116,7	94,4
19030 engrais et amendements	13 659	14 331	11 349	9 813	11 106	11 193	12 313	20 526	166,7	100,0
19040 produits de protection des cultures et antiparasitaires	1 785	3 490	3 872	4 824	7 017	6 806	7 809	8 973	114,9	100,0
19050 dépenses vétérinaires	1 562	2 147	2 392	6 707	7 982	7 877	8 896	9 171	103,1	104,0
19060 aliments pour animaux	70 077	58 106	49 021	49 980	52 869	52 150	59 406	65 564	110,4	104,7
19062 aliments pour animaux achetés hors branche agricole	28 185	22 819	21 961	26 822	28 171	27 072	32 677	37 971	116,2	100,0
19063 aliments pour animaux produits et consommés sur l'expl.	41 892	35 288	27 060	23 158	24 697	25 078	26 729	27 593	103,2	110,4
19070 entretien du matériel	11 252	14 095	15 597	11 555	15 213	14 518	16 131	16 454	102,0	87,4
19080 entretien des bâtiments	2 082	1 797	1 738	1 556	1 687	1 804	2 089	2 131	102,0	84,5
19090 services agricoles	1 587	2 933	4 906	5 967	6 402	6 264	6 884	6 953	101,0	100,0
19095 services d'intermédiation financière indir.mesurés										
19900 autres biens et services	11 215	17 072	19 534	24 626	3 320	3 370	2 120	2 141	101,0	101,0
20000 valeur ajoutée brute aux prix de base (18-19)	110 714	126 299	124 961	121 173	106 423	104 286	120 509	109 984	101,9	98,9
21000 consommation de capital fixe	21 443	29 722	36 815	52 487	68 009	69 350	77 248	81 265	91,3	108,4
22000 valeur ajoutée nette aux prix de base (20-21)	89 271	96 577	88 146	68 686	38 414	34 936	43 261	28 719	105,2	103,3
23000 rémunération des salariés	3 148	4 405	6 066	8 522	11 950	11 615	10 759	10 700	66,4	117,4
24000 autres impôts sur la production	625	2 898	816	1 024	1 065	1 065	1 065	1 065	100,0	
25000 autres subventions sur la production	11 351	15 642	16 934	29 063	61 957	64 696	64 891	65 051	100,2	
26000 revenu des facteurs (22-24+25)	99 998	109 321	104 264	96 725	99 306	98 567	107 087	92 706	86,6	
27000 excédent net d'exploitation/revenu mixte (22-23-24+25)	96 850	104 916	98 198	88 203	87 357	86 952	96 327	82 005	85,1	
28000 fermages	7 648	8 753	9 898	11 155	13 297	12 705	13 246	13 431	101,4	
29000 intérêts à payer	6 594	10 342	7 119	3 167	6 758	7 353	13 067	12 414	95,0	
31000 revenu net d'entreprise (27-28-29)	82 608	85 821	81 181	73 880	67 302	66 895	70 015	56 161	80,2	

Tableau 7: Evolution des indicateurs de revenu agricole au Luxembourg

source : SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008 prov.
REVENU DES FACTEURS (millions €)	98,805	109,321	104,263	96,725	94,402	96,598	107,087	92,706
REVENU NET D'ENTREPRISE (millions €)	81,416	85,821	81,181	73,881	62,397	64,926	70,015	56,161
indice implicite des prix du p.i.b. (2000 =100)	71,2	78,0	92,5	100,0	113,7	120,8	125,1	125,9
main-d'œuvre agricole totale (UTA)	7 275	5 955	4 931	4 292	3 987	3 864	3 751	3 690
main-d'œuvre agricole non salariée (UTA)	6 700	5 338	4 292	3 736	3 333	3 242	3 181	3 134
main-d'œuvre agricole salariée (UTA)	575	617	639	556	654	622	570	556
indicateur A (2000 = 100)	84,7	104,5	101,5	100,0	92,4	91,8	101,3	88,6
indicateur B (2000 = 100)	86,3	104,3	103,4	100,0	83,2	83,8	89,0	72,0
indicateur A (var. p. rapport année précédente)		94,2	108,6	94,6	100,7	99,4	110,3	87,5
indicateur B (var. p. rapport année précédente)		90,2	117,2	94,1	100,0	100,7	106,1	80,9

indicateur A: indice du revenu réel des facteurs (réel=déflaté au moyen de l'indice implicite des prix du p.i.b.) par unité de travail annuel

indicateur B: indice de revenu net réel d'entreprise (réel=déflaté moyen indice impl. prix du p.i.b.) par unité de travail non-salarié annuel

définitions voir chapitre IV "Les indicateurs de revenu de la branche d'activité agricole"

du Manuel des comptes économiques de l'agriculture et de la Sylviculture CEACES 97

F. La situation économique des exploitations agricoles

1. L'évolution à moyen terme des indicateurs économiques

L'évolution des différentes données économiques des entreprises agricoles est reprise dans le tableau 1. Les valeurs présentées sont déterminées à partir de l'échantillon du réseau comptable. Ce dernier comprenait 450 exploitations en 2007.

Tableau 1: Evolution des principaux indicateurs technico-économiques

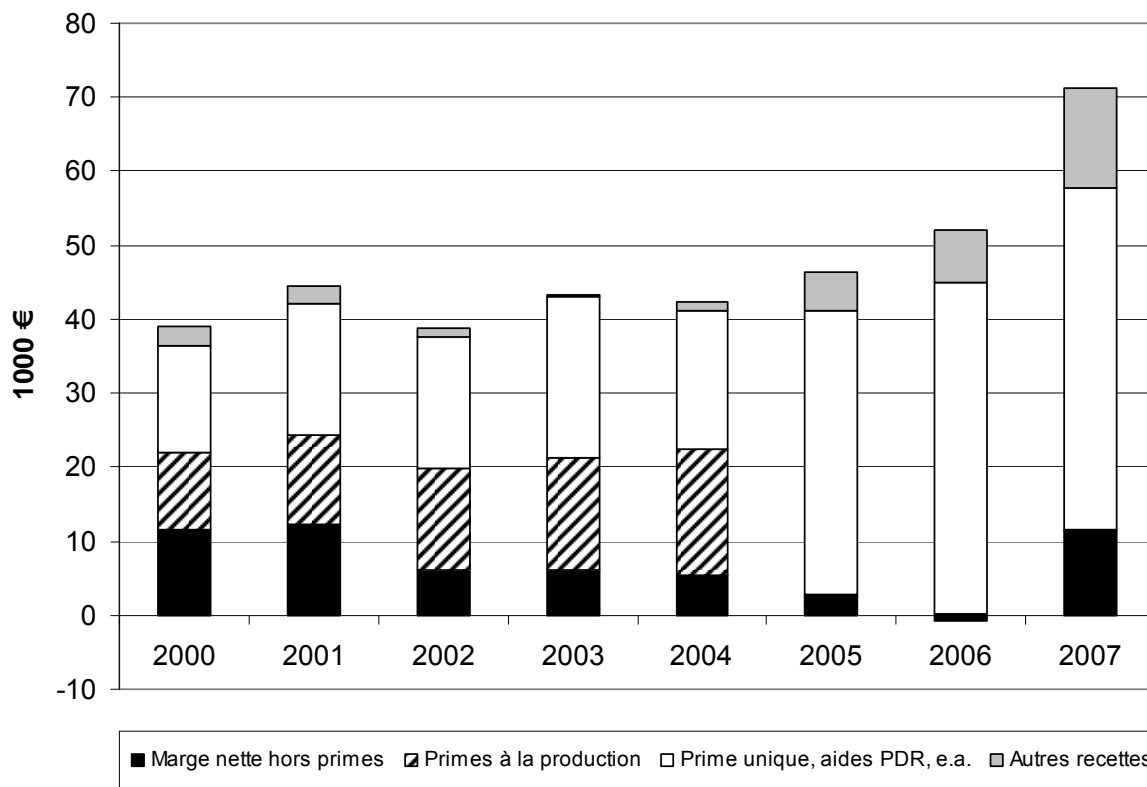
Indicateurs économiques	Unité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dimension économique	UDE	51	55	56	59	62	63	65	68
SAU (toutes les exploitations)	ha	64,8	65,4	69,2	71,8	72,4	71,5	75,6	79,8
SAU (exploitations agricoles)	ha	74,7	76,2	80,2	82,3	83,0	81,9	86,9	91,0
Cheptel	UB	90	91	91	90	94	88	91	96
Chiffre d'affaires	1000 €	131,3	138,7	143,1	147,6	162,6	139,6	143,6	167,4
dont primes à la production		10,9	12,6	14,2	15,8	17,6	0,1	0,2	0,4
Marge brute	1000 €	70,0	76,2	74,9	77,5	82,0	61,9	62,1	79,5
Coûts fixes	1000 €	-47,9	-51,9	-55,1	-56,2	-59,0	-59,2	-62,7	-67,8
dont amortissement		-27,1	-29,0	-30,3	-33,6	-35,8	-37,7	-40,2	-44,0
dont aides à l'investissement		3,2	3,4	4,5	6,8	8,3	9,7	11,3	14,4
Marge nette	1000 €	22,1	24,3	19,8	21,3	23,0	2,7	-0,6	11,7
Aides directes non liées à la production	1000 €	14,4	17,7	17,7	21,9	19,2	38,6	44,7	46,0
Bénéfice	1000 €	39,1	44,4	38,9	43,4	42,4	46,6	51,3	71,2
dont aides publiques totales		28,4	33,7	36,3	44,3	44,0	48,2	56,2	60,8
Aides totales / chiff. d'affaires	%	22	24	25	30	27	34	39	36
Aides totales / bénéfice	%	73	76	93	102	104	104	109	85

Les observations et tendances à court et à moyen terme, qui se dégagent de l'analyse de ces indicateurs pendant la période 2000-2007 sont les suivantes:

- L'année 2007 doit être considérée comme une année hors norme, vu l'évolution extraordinaire des prix des produits agricoles au cours du second semestre 2007. En effet, le secteur des céréales connut en 2007 une augmentation du chiffre d'affaires de 65 % par rapport à l'année précédente, le secteur du lait en connut une hausse de 26 %. Ceci explique l'augmentation hors pair du bénéfice moyen des exploitations agricoles du Grand-Duché de 51 300 à 71 200 € de 2006 à 2007.
- L'introduction du régime de paiement unique en 2005 avec découplage total des aides concernées a engendré une baisse du chiffre d'affaires, de la marge brute et de la marge nette par rapport aux années précédentes, étant donné que les primes découplées ne s'ajoutent plus à ces positions. D'ailleurs, le chiffre d'affaires connaît une augmentation de 20 % de 2005 à 2007.
- On observe une augmentation constante du rapport entre les aides totales et le bénéfice (50 % entre 2000 et 2006), culminant en 2006 à un niveau de 109%. La production agricole proprement dite générerait donc un résultat comptable négatif pendant cette période. Vu les conditions extraordinaires des marchés agricoles, le ratio aides/bénéfice redescend à 85 % en 2007.
- On constate une augmentation des coûts fixes et notamment des amortissements de 7% par année, à tel point qu'en 2006, la valeur des coûts fixes dépasse celle de la marge brute totale par exploitation. Il en résulte une marge nette négative pour l'année 2006. La marge nette positive de l'année 2007 n'a pu être réalisée que grâce aux circonstances très favorables des marchés agricoles.

- Les aides publiques totales augmentent constamment au cours des dernières années, ceci étant dû notamment à l'évolution des paiements de la prime unique, de la prime à l'entretien du paysage, de l'indemnité compensatoire, des aides à l'investissement et des paiements cumulés des primes dans le cadre des mesures agro-environnementales.

Graphique 1: Evolution des composantes du bénéfice agricole



Le graphique 1 montre la croissance considérable du bénéfice agricole au cours des dernières années. En outre, il visualise de manière très nette l'importance de l'influence des aides publiques. On constate que la marge nette hors primes (= marge brute - coûts fixes - primes liées à la production), qui correspond au surplus économique de l'activité agricole, est en net recul entre 2000 et 2006.

En même temps, les coûts fixes ont continué d'augmenter, pour atteindre en 2007 un niveau historique de 67 800 €. Il en résulte que la marge nette hors aides publiques a connu une tendance vers zéro pour atteindre une valeur négative en 2006. Ceci montre de manière évidente la dépendance économique de l'agriculture envers les aides publiques.

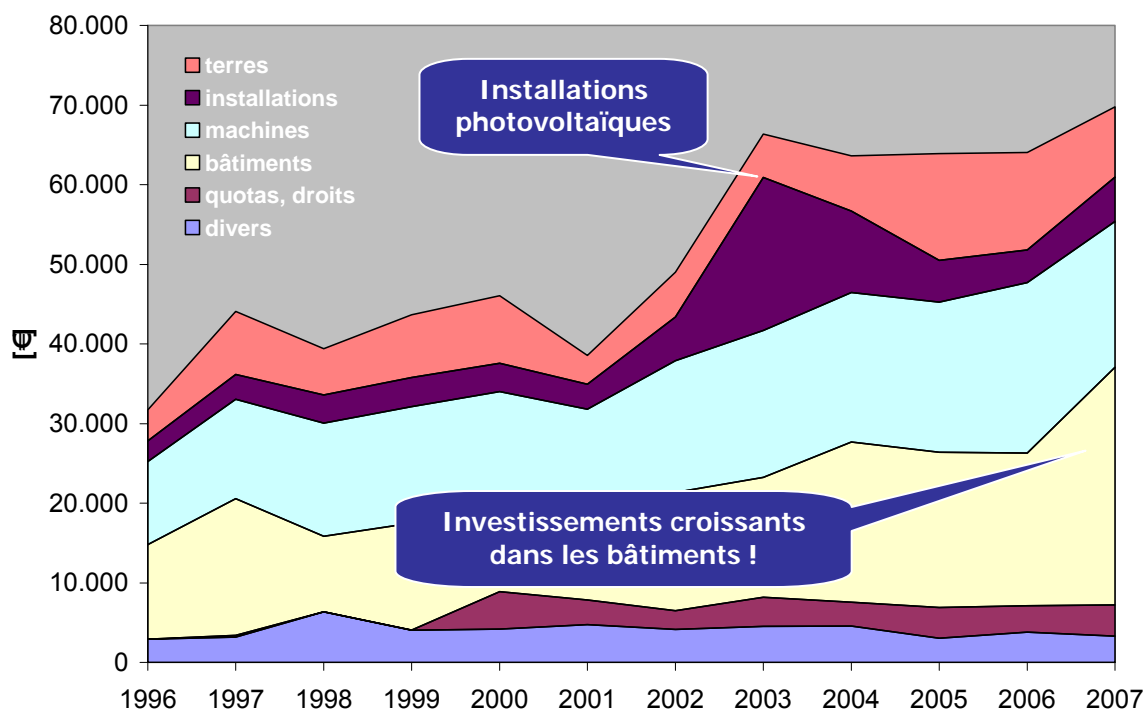
L'augmentation considérable de la marge nette en 2007 s'explique par le chiffre d'affaires extraordinaire dû à la situation des marchés expliquée ci-dessus. En faisant abstraction de cette situation exceptionnelle, on peut conclure que l'accroissement des aides publiques est le facteur essentiel de l'augmentation du bénéfice.

Le graphique 2 illustre la composition des investissements. En dépit d'une évolution positive des bénéfices, le niveau des investissements a connu une croissance de l'ordre de 40 % entre 2000 et 2003, pour se stabiliser pendant les années suivantes. Or, en 2006, les investissements, notamment dans les machines agricoles, prennent un nouvel essor, avec un niveau des investissements augmenté de 7% par rapport à 2005. En 2007, ce sont les investissements dans les immeubles

qui connaissent une évolution historique vers la hausse (+ 55 % par rapport à 2006), les investissements dans les machines et dans les immeubles atteignant alors un niveau de plus de 48 000 € par exploitation en termes d'amortissements.

A remarquer qu'en 2003, le pic d'augmentation des investissements dans des installations est dû aux installations photovoltaïques qui, à cette époque, ont connu un régime de subvention (Ministère de l'Environnement) très favorable. Il est également intéressant de noter que le niveau d'investissement dans les terrains agricoles ainsi que le prix de ceux-ci a augmenté constamment au cours de ces dernières années.

Graphique 2 : Evolution des dépenses d'investissement



Le bilan des projets d'investissement, qui ont été évalués dans le cadre d'un conseil économique par le SER et Agrigestion en 2007 et 2008, permet de prévoir à l'avenir une augmentation considérable des frais d'investissement (amortissements, entretien,...). En effet, en 2007, le SER et Agrigestion ont évalué 71 projets pour un montant global d'aides à l'investissement demandées de 9,8 millions € (138 561 € d'aides publiques par projet en moyenne). En 2008, le nombre de projets d'investissement évalués par les deux services de conseil s'élève à 107, pour un montant global d'aides publiques de 20,1 millions € (187 593 € d'aides en moyenne par projet). S'ajoutent en 2008 deux projets de biométhanisation pour un montant total d'aides à l'investissement de 12,6 millions €. Pour les deux premières années de la période d'application du Plan de Développement Rural 2007-2013, les exploitations agricoles ont donc demandé des aides à l'investissement d'un montant global de 42,5 Millions €, ce qui équivaut à 38 % des dépenses budgétaires prévues pour les entreprises agricoles individuelles pour l'ensemble de la durée (7 ans) du PDR en cours.

2. L'évolution à moyen terme du revenu agricole

L'évolution positive à moyen terme du revenu agricole ou bénéfice par UTAn s'explique notamment par l'effet conjugué d'une politique active d'aides publiques et d'une augmentation constante de la taille économique des exploitations, ainsi que de l'accroissement de la productivité du travail (tableau 2).

De plus, l'augmentation du revenu agricole de 36 150 € en 2006 à 49 600 € en 2007 par UTAn, c'est-à-dire de 37 %, est liée à l'évolution extraordinaire des prix des produits agricoles au cours de l'année 2007.

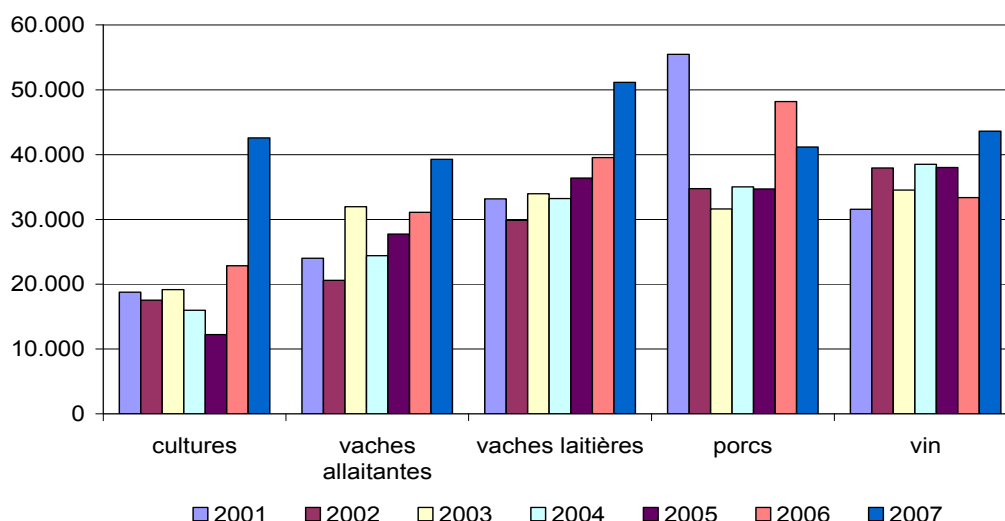
Tableau 2: Evolution de la productivité du travail et du revenu agricole

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
SAU par UTA (ha)	40	40	41	43	44	44	46	47
UB par UTA (UB)	55	55	55	54	57	54	55	57
Marge brute par UTA (1000 €)	43,0	46,1	44,9	46,3	47,9	37,9 ¹⁾	37,8 ¹⁾	47,0 ¹⁾
Bénéfice par exploitation (1000 €)	39,1	44,4	38,9	43,4	42,4	46,6	51,3	71,2
Bénéfice par UTAn (1000 €)	27,4	30,7	27,2	30,2	29,6	33,3	36,2	49,6

¹⁾ en tenant compte du découplage des primes

Le graphique 3 montre l'évolution du résultat d'exploitation selon les différentes orientations de production agricole.

Graphique 3 : L'évolution du résultat d'exploitation par UTAn suivant les orientations de production agricole (en €)



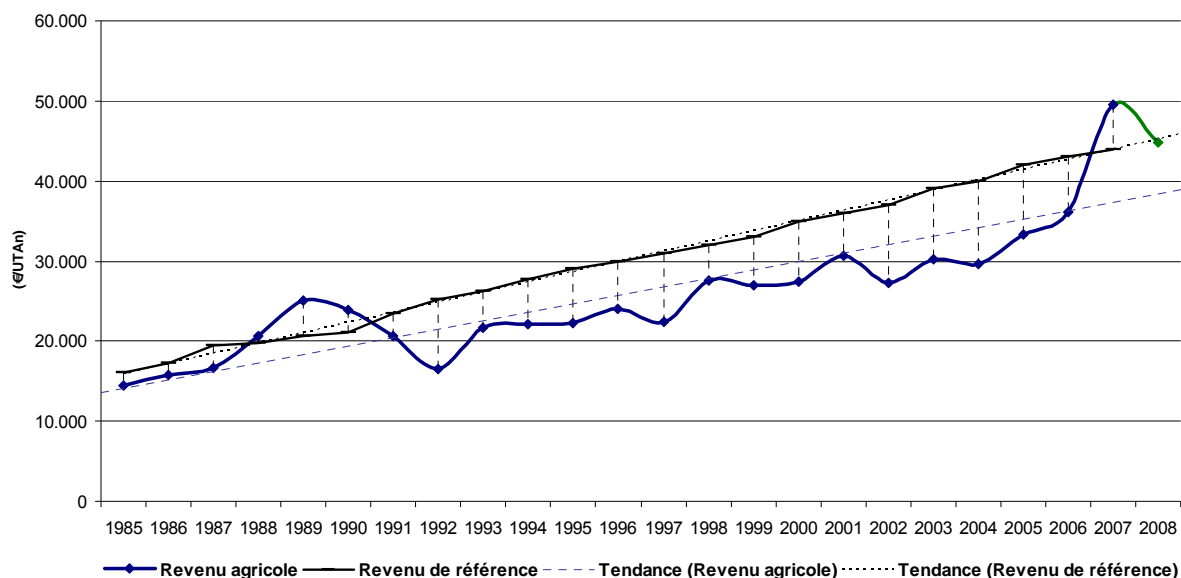
Le graphique 3 visualise la croissance du résultat suivant les orientations de production agricole. Les calculs ne se basent pas sur le bénéfice agricole, mais sur le résultat d'exploitation. Il s'agit du bénéfice corrigé des recettes et dépenses hors exercice courant, représentant une base plus fiable pour comparer les orientations technico-économiques.

Suite aux prix favorables des céréales et du lait, on observe une augmentation considérable du résultat des exploitations de grandes cultures (+ 86 %) et des exploitations laitières (+ 29 %). Le résultat des exploitations de vaches allaitantes augmente de 26 % malgré un marché de la viande bovine en stagnation. Ce phénomène est lié aux autres activités de production des exploitations de cette orientation (céréales, chevaux en pension,...). Le revenu viticole augmente suite à une forte augmentation du chiffre d'affaires due à des conditions climatiques et une récolte favorables.

Les exploitations porcines, dont le revenu avait augmenté fortement en 2006 (+ 65 % par rapport à 2005) voient leur résultat diminuer de 15 % face à des prix en recul (-16 % en production de porcelets et -6 % pour les procs à l'engrais).

Le graphique 4 illustre l'évolution du revenu agricole par rapport au revenu de référence, déterminé par le STATEC. A partir de 1991, un décalage de plus en plus grand du revenu agricole se marquait par rapport au revenu de référence. Néanmoins, suite à l'évolution positive des dernières années, le revenu agricole montrait une tendance à se rapprocher du revenu de référence. C'est en 2007, qu'il franchit ce dernier (44 000 €) pour atteindre un niveau de 49 600 €.

Graphique 4 : L'évolution du revenu agricole par rapport au revenu de référence



Le graphique 4 illustre également le résultat d'une prévision pour 2008, qui a été présentée dans le cadre du « Buchstellentag 2008 » du SER. Selon cette prévision, le revenu agricole diminuera de 10 % en 2008 suite au redressement partiel des prix du marché, pour se retrouver au même niveau que le revenu de référence, aux alentours de 45 000 €. Néanmoins, le revenu agricole 2008 se situera toujours 26 % au-dessus du niveau du revenu agricole 2006. On peut prévoir que, sous l'influence notamment des prix du lait toujours très élevés, le chiffre d'affaires des exploitations agricoles augmentera de 7 % en 2008. Parallèlement au chiffre d'affaires, les coûts variables (engrais, pesticides, alimentation animale,...) augmenteront de 18 %, les coûts fixes de 6 %. Le SER prévoit donc un bénéfice agricole par UTAn, qui diminuera de 10 % de 49 600 € en 2007 à 44 800 € en 2008.

La chevauchée des prix des matières premières a montré que le secteur agricole doit se préparer, pour les années à venir, à une plus grande volatilité des prix, face à la dérégulation des marchés agricoles et la connexion progressive au marché mondial. L'accroissement récent des opérations des fonds d'investissement sur les marchés à terme de marchandises agricoles pourrait aussi devenir une autre cause de la variabilité des prix. Le changement climatique peut également avoir des effets imprévisibles sur les récoltes et l'offre de produits végétaux et même animaux.

Définitions

- **Réseau comptable agricole**: ensemble d'environ 850 exploitations agricoles, regroupées dans les deux offices comptables d'Agrigestion et du SER. Un sous-échantillon de 450-500 exploitations, sélectionnées en fonction de leur orientation technico-économique et de leur taille

économique, constitue la base de données, servant à la détermination des statistiques économiques au niveau national et communautaire, dans le cadre du RICA, le réseau d'information comptable agricole au niveau de l'Union Européenne.

- **Chiffre d'affaires** : somme de toutes les ventes de produits et services agricoles, plus les variations de stocks, plus les aides liées à la production.

- **Bénéfice ou revenu agricole**: résultat du compte d'exploitation (bénéfice), mesurant le revenu annuel dégagé par l'activité agricole, y compris les activités accessoires. Le revenu agricole représente la rémunération du travail fourni ainsi que des capitaux propres engagés par les UTAn présents dans l'entreprise.

- **Revenu de référence**: moyenne nationale annuelle du salaire brut des salariés non-agricoles, calculée par le STATEC.

- **Coefficient de rentabilité**: le coefficient est égal au quotient du revenu agricole sur la somme des charges calculées, à savoir un intérêt forfaitaire de 3,5 % sur les fonds propres et une rémunération pour l'exploitant et les membres actifs de sa famille qui est fixée au niveau du revenu de référence national. Si le revenu est assez élevé pour permettre de rémunérer le capital et le travail familial au niveau fixé, le coefficient atteint la valeur de 100 % (= seuil de rentabilité).

- **Aides à la production**: sont remplacées à partir de 2005 par la prime unique, à l'exception des primes pour les plantes énergétiques, les protéagineux et les fruits à coque.

Aides non liées à la production: prime unique, indemnité compensatoire, prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, aides spécifiques dans le cadre du règlement UE 1257/99, aides pour certains coûts de production (électricité, eau, assurance grêle), aides agri-monnaies, bonifications d'intérêts, prime d'installation, ...

- **Cash-flow**: est à peu près égal au revenu + amortissements +/- variations des stocks. Il correspond au surplus monétaire dégagé par l'exploitation. Ces liquidités sont utilisées pour rembourser des dettes, assurer le train de vie privée, constituer des réserves et financer des investissements nouveaux. Si le cash-flow n'est pas assez important pour couvrir tous ces besoins, le solde devra être financé par un nouvel emprunt.

- **Marge brute**: différence entre la valeur de la production (y compris les aides à la production) et les charges opérationnelles (variables) d'un secteur d'activité spécifique (p.ex. culture céréalière, production laitière, ...) à l'intérieur d'une exploitation. La marge brute permet de comparer l'efficacité économique de différentes productions, ainsi que d'évaluer la capacité de gestionnaire de l'exploitant.

- **Marge brute standard (MBS)** : valeur moyenne nationale d'une marge brute standardisée par spéculation. La MBS totale par entreprise sert à évaluer la dimension économique (DE) et l'orientation technico-économique (OTE) de l'exploitation.

- **Marge brute totale** : somme des marges brutes des différentes spéculations d'une entreprise; elle représente le surplus dégagé par la production courante de l'entreprise.

- **Excédent brut**: est égal à la marge brute totale de l'exploitation, augmentée des aides non liées à la production et des autres recettes (activités connexes, travaux pour tiers, indemnités, ...), et diminuée des frais généraux (entretien bâtiments, assurances, frais divers, ...) hors amortissements et hors rémunération des facteurs de production externes (personnel salarié, fermages, intérêts) ; en enlevant les amortissements et la rémunération des facteurs de production externes (fermages, loyers, intérêts), on obtient le résultat courant.

- **Revenu des facteurs:** est égal à l'excédent brut, augmenté des aides à l'investissement et diminué des amortissements. Il doit rémunérer les facteurs de production externes, ainsi que le travail et le capital du chef d'exploitation.
- **Taux du coût de l'investissement :** est égal au rapport des amortissements nets (= amortissement – subventions à l'investissement) sur la marge brute totale. Il mesure le poids relatif des coûts des investissements par rapport au potentiel économique de l'exploitation.
- **Taux de coûts fixes :** est égal au rapport des amortissements nets et des autres coûts fixes (entretien, assurances, frais généraux, salaires, fermages, intérêts) sur la marge brute totale. Il mesure la partie de la marge commerciale absorbée par les coûts fixes.
- **Unité de travail annuel (UTA):** cette unité représente la quantité moyenne de travail qu'une personne peut prêter pendant une année; elle est fixée forfaitairement à 2.200 heures. On distingue par ailleurs entre UTA non rémunérées (UTAn), correspondant aux chefs d'exploitations et autres travailleurs non-salariés et UTA salariées (UTAs), dont les charges de salaire constituent une dépense d'exploitation.

II. LES ACTIVITES DU SERVICE D'ECONOMIE RURALE (SER)

Les activités du SER sont diverses et s'inscrivent d'une part dans l'application au Grand-Duché de Luxembourg d'un certain nombre de mesures de la PAC et comprennent d'autre part des missions en relation avec la situation économique et sociale de l'agriculture.

En vertu de la loi modifiée du 25 février 1980 portant organisation du Service d'Economie Rurale les missions générales sont réparties entre

la direction,
la division des comptes économiques et des statistiques agricoles,
la division de la gestion, de la comptabilité et de l'entraide agricoles et
la division des relations extérieures et des marchés agricoles.

Suite aux changements importants résultant de la réforme de la PAC de 2003 (abolition de la plupart des régimes d'aides, introduction du régime de paiement unique, paiement lié aux règles de la conditionnalité,...) les tâches à l'intérieur de ces divisions ont été nouvellement réparties. Cette répartition des tâches en 4 grandes catégories peut être résumée comme suit :

tâches incombant à la direction :

coordination générale, questions juridiques, questions relatives au personnel et au budget, équipements techniques,... ;

tâches incombant à la division des paiements directs :

gestion des aides directes (paiement unique, indemnité compensatoire, prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, autres régimes d'aide), relations avec les autres administrations dans le cadre du paiement unique, gestion du fichier des exploitations, procédure administrative non contentieuse ;

tâches incombant à la division de la gestion, de la comptabilité et de l'entraide agricoles :

établissement des comptes d'un certain nombre d'exploitations agricoles et viticoles ;
conseil économique de gestion ;

tâches incombant à la division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures :

élaboration de statistiques agricoles relatives à la production agricole, comptes économiques de l'agriculture,... ;
gestion et contrôle des marchés agricoles (gestion des quotas laitiers, intervention publique,...) ;
participation à l'élaboration de la PAC dans le domaine des marchés agricoles.

Les points A à C du présent chapitre contiennent une description des activités plus spécifiques des divisions nouvellement réparties.

A. La division des paiements directs

Les principales missions de la division des paiements directs peuvent être réparties dans les catégories suivantes :

- demande annuelle de paiements à la surface (« Flächenantrag ») : envoi des formulaires, saisie alphanumérique et graphique et instruction des demandes, élaboration des dossiers de paiement,... ;

- paiement unique : gestion des droits au paiement (demandes de transferts, contrôle de l'utilisation des droits au paiement, recalcul de la valeur des droits au paiement,...), élaboration de formulaires et communications,... (voir chapitre IV point A pour des informations concernant des travaux spécifiques en la matière pour l'année 2008 ainsi que des informations chiffrées) ;
- travaux en relation avec les contrôles sur place, notamment concernant la conditionnalité (Cross-Compliance) : coordination de son application (contacts avec les différentes autorités compétentes dans les domaines respectifs), contrôles administratifs, établissement de l'échantillon des contrôles sur place ;
- régimes d'aides couplées (prime aux protéagineux, aide aux cultures énergétiques, paiement à la surface pour les fruits à coque) (voir chapitre IV point B pour des informations chiffrées de l'année 2008) et la production de matières premières non alimentaires : élaboration de formulaires et communications, gestion et contrôle des contrats de livraison ou déclarations de culture, contrôle des engagements des collecteurs ou premiers transformateurs ;
- gestion de l'indemnité compensatoire et de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel (voir chapitre IV points G et H pour des informations concernant des travaux spécifiques en la matière pour l'année 2008 ainsi que des informations chiffrées) : élaboration de formulaires et communications, gestion et contrôle des engagements, ;

concernant plus particulièrement le nouveau programme de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, trois réunions d'information et de formation regroupant environ 1.600 participants ont été organisés en 2008 ;

- contrôles et procédures entraînant des réductions et des exclusions des régimes de paiement ou bien celles exigeant des remboursements de sommes indûment perçues.
- travaux en relation avec l'élaboration de la PAC au niveau de l'Union (participation aux comités de gestion de la Commission européenne) et de la mise en œuvre de ladite politique au Grand-Duché de Luxembourg (voir chapitre IV point A) ;
- travaux en relation avec la gestion du courrier entrant et sortant et avec la base de données des exploitations agricoles.

B. La division de la comptabilité agricole, du conseil de gestion et de l'entraide agricoles

Un volet essentiel du travail réalisé chaque année par la division « comptabilité » du SER réside dans la gestion des programmes informatiques de comptabilité économique agricole fournis par la NLB (Neue Landbuch Gesellschaft) et dans la mise en œuvre de ces programmes qui sont utilisés non seulement par le SER, mais qui sont aussi mis à la disposition d'Agrigestion et de plusieurs exploitations agricoles ou viticoles individuelles, sous la responsabilité du SER.

En 2008, la division « comptabilité » a établi les bilans, les comptes de profits et pertes, les marges brutes des principales productions ainsi que les bilans d'éléments nutritifs (N-P-K) de 385 exploitations agricoles ou viticoles. Ces données sont gratuitement mises à la disposition des chefs d'exploitation concernés, ce qui permet à ces derniers d'avoir un meilleur aperçu de l'état économique et financier de leur entreprise et de prendre les décisions adéquates afin d'améliorer leur revenu et leur situation sociale.

Ces résultats comptables servent également à établir des statistiques et à analyser l'agriculture luxembourgeoise dans son ensemble et à

- gérer le Réseau National Comptable Agricole (RNCA), un échantillon représentatif de l'agriculture luxembourgeoise; une partie des indicateurs économiques de 2007 fournis par l'analyse des données de ce réseau sont présentés au chapitre « La situation économique des exploitations (analyse micro-économique) » du présent rapport ;
- coopérer avec les instances communautaires dans le cadre du RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole de l'UE) ;
- représenter notre pays au niveau européen ou international et mettre à disposition des données statistiques dans le cadre de différents groupes spécifiques de l'OCDE, EUROSTAT ou FAO ;
- participer au réseau IFCN (International Farm Comparison Network) qui compare les coûts et recettes en production laitière de 134 exploitations laitières typiques dans 78 pays à travers le monde ;
- calculer les marges brutes standard (MBS), utilisées notamment:
 - pour la classification des exploitations agricoles selon leur dimension et leur orientation technico-économique (OTE) pour les besoins des statistiques RICA et STATEC ;
 - pour la détermination du revenu professionnel agricole cotisable (RPAC) permettant de définir les montants des cotisations sociales (assurance maladie, pension et assurance dépendance) ; depuis 2003, les calculs déterminant les RPAC sont effectués au SER, et non plus comme précédemment par le Centre Commun de la Sécurité Sociale ;
 - pour la détermination de l'éligibilité des exploitations aux différentes aides prévues dans le Plan de Développement Rural ;
- fournir des informations économiques et statistiques sur la situation de l'agriculture et de la viticulture dans leur ensemble, par région ou par catégorie d'exploitation pour les besoins du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural, mais aussi, et de plus en plus régulièrement, pour d'autres Ministères ou Administrations (Environnement, STATEC, ...).

D'une manière générale, la mise en œuvre des données fournies par le RNCA peut être d'une grande utilité pour la mise en œuvre de la PAC (analyse ex-ante).

Les résultats de ces études et autres informations socio-économiques sont largement diffusés moyennant un abonnement gratuit aux publications régulières comme « De Beroder » et « Compta-Info ». Depuis la mise en réseau du site internet du SER, ces brochures, ainsi que toute une série d'autres informations concernant la comptabilité, sont également disponibles en ligne.

En 2008, sept numéros « De Beroder », un numéro « Compta-Info » et une brochure en quadrichromie ont traité les thèmes suivants :

- statistiques des prix des intrants agricoles en 2007 (De Beroder Nr 41 et 45) ;
- résultats du Réseau National Comptable Agricole en 2006 (De Beroder Nr 42 et Compta-Info Nr 11) ;
- analyse des marges brutes des principales productions en 2006 (De Beroder Nr 43) ;
- quelle vision pour la ruralité et l'agriculture au Grand-Duché (De Beroder Nr 44) ;
- première installation dans le cadre de la nouvelle loi agraire (De Beroder Nr 46) ;
- rentabilité de la production laitière (De Beroder Nr 47) ;

- évolution du prix du lait et avenir des quotas laitiers au Luxembourg (brochure).

Durant l'année 2008, la division « comptabilité » a participé activement aux travaux finaux de mise en œuvre au niveau national du nouveau Plan de Développement Rural pour la période de 2007 à 2013.

Pour présenter au public un aperçu de la situation socio-économique des secteurs agricole et viticole luxembourgeois, le septième après-midi de la comptabilité s'est déroulé au Centre Culturel « An der Fabrik » à Bettborn le 11 décembre 2008. Tout comme l'année précédente, une analyse des résultats des exploitations agricoles de 2007, ainsi qu'une prévision détaillée de l'évolution du revenu agricole pour l'année en cours 2008 ont été présentées. Ensuite, le Dr Théo Göbbel de la Chambre d'agriculture de Rhénanie-Westphalie a donné une conférence très instructive au sujet de l'avenir de la production laitière. Cet exposé a été particulièrement bien suivi par les quelques 250 personnes présentes et a également eu un très bon accueil auprès de la presse agricole.

2008 a été une année importante pour la division « comptabilité » du SER : la division a pu fêter son 50^e anniversaire, puisque les premières comptabilités économiques agricoles ont été réalisées au Luxembourg il y a 50 ans. En effet, en 1958 sept exploitations agricoles (d'un total de 11.600 exploitations agricoles et viticoles que le pays comptait alors) ont pour la première fois fait établir leurs comptes économiques grâce au Ministère de l'Agriculture. Actuellement, environ 1.000 exploitants agricoles et viticoles (d'un total de 1.750) profitent de l'offre de l'Etat luxembourgeois pour faire effectuer leur comptabilité dans un des trois services de gestion économique agricole agréés (SER, Agrigestion et DELPA). Au total ces services de conseil emploient environ 50 personnes et le budget annuel mis à leur disposition par l'Etat est de 3,5 millions d'euros. L'offre des services du SER et d'Agrigestion est entièrement gratuite pour les agriculteurs et viticulteurs. Rien qu'au SER, au cours des 50 dernières années, un total 14.356 bilans et comptes profits et pertes ont été établis, ce qui correspond à une valeur monétaire équivalent à quelque 50 millions d'euros mis à disposition de l'agriculture luxembourgeoise. La tenue gratuite des comptabilités agricoles auprès du SER constitue donc une contribution non négligeable à l'amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles et viticoles luxembourgeoises.

Dans le cadre de ce 50^{ème} anniversaire de la tenue des comptabilités agricoles au Luxembourg, la division « comptabilité » a organisé une série de manifestations en plus de sa désormais traditionnelle après-midi de la comptabilité.

Pour permettre à tous les acteurs du milieu rural (agriculteurs, viticulteurs et horticulteurs, décideurs politiques, administrations publiques, organisations agricoles, ...) de mieux percevoir l'évolution et les défis du secteur primaire (agriculture, viticulture, horticulture), ainsi que les conflits qui en résultent, le SER a lancé en février 2008 un nouveau cycle de conférences autour de la problématique « Quel futur pour l'agriculture ? ». La première conférence de ce cycle a eu lieu au Centre Culturel « An der Fabrik » à Bettborn le 28 février 2008. Lors de cette première conférence, le Professeur Daniel Bodson, sociologue de la ruralité à l'Université Catholique de Louvain (UCL) a parlé sur le sujet « Quelle vision pour la ruralité et l'agriculture ? » Une bonne centaine de personnes, essentiellement des représentants des diverses administrations et organisations concernées de près ou de loin par le développement rural, ont assisté à cette manifestation.

Le 2 octobre 2008, toujours au Centre Culturel « An der Fabrik » à Bettborn, a eu lieu une séance académique pour fêter le 50^{ème} anniversaire de la comptabilité économique agricole en présence de Monsieur Fernand Boden et Madame Octavie Modert. Après la présentation d'un bref historique de l'évolution de la comptabilité agricole au Luxembourg, Monsieur Hans Peter Rehse, responsable de la comptabilité et

des statistiques de la Chambre d'agriculture de Rhénanie-Westphalie a fait un exposé sur la comptabilité, instrument indispensable pour la gestion – hier, aujourd'hui et demain. Pour finir, le SER a invité les 150 personnes présentes à une réception conviviale avec des produits d'origine luxembourgeoise, dont la cuvée spéciale offerte par l'Institut Viti-Vinicole à l'occasion de ce 50^{ème} anniversaire.

Une troisième manifestation dans le cadre du 50^{ème} anniversaire de la comptabilité agricole au Luxembourg a eu lieu dans la salle des chevaliers du château de Bourglinster le 23 octobre 2008. Il s'agissait cette fois d'un événement convivial et moins technique. En effet la division « comptabilité » a invité le monde rural à une soirée de lecture lors de laquelle ont été projetés des films sur l'agriculture luxembourgeoise réalisés dans les années 50, c'est-à-dire aux débuts de la comptabilité au SER. L'auteur de romans policiers Ralf Kramp a captivé le public avec son humour noir et ses histoires autant horripilantes qu'hilarantes faisant intervenir des personnages typiques de sa région natale, l'Eifel.

La division « comptabilité » organise chaque année une visite d'études à l'étranger à laquelle participent une cinquantaine d'agriculteurs. Fin 2008, les exploitants tenant leur comptabilité auprès du SER et des représentants du Maschinen- und Betriebshilfsring se sont rendus pendant deux jours dans la région de Franken en Allemagne (Bavière) pour se renseigner sur la gestion en commun des terres labourables par différents exploitants. Des visites d'exploitations laitières performantes et des informations détaillées sur les coûts et recettes liés à la production laitière des exploitations de la région ont complété ce voyage.

Ces visites, qui connaissent chaque année un vif succès, sont importantes dans la mesure où elles permettent aux agriculteurs luxembourgeois de confronter leurs propres façons d'agir à l'approche de leurs homologues étrangers. Ceux-ci orientent la plupart du temps leur politique de gestion et d'investissement sur le moindre coût et les économies possibles. La composante sociale de ces visites n'est pas non plus à négliger.

Le conseil de gestion constitue un domaine de travail essentiel de la division « comptabilité », tant par son importance et son utilité pour les chefs d'exploitation bénéficiaires, que par le volume de travail qui en découle. En 2008, suite à la mise en application de la nouvelle loi agraire du 18 avril 2008, les conseillers du SER ont été confrontés à une forte demande de conseils d'investissements. Rien que pour le SER, un total de 77 projets (dont 15 rétroactifs pour 2007 et 62 pour 2008) ont été traités. D'après les estimations des conseillers, ces investissements génèrent un volume 15 millions de subventions, soit en moyenne 139.000 € par projet en 2007 et 213.000 € en 2008. Remarquons que Agrigestion ainsi que le service de comptabilité DELPA de la Centrale Paysanne effectuent également de tels conseils d'investissements.

Pour pouvoir bénéficier des aides à l'installation lors de la reprise d'une exploitation agricole par un jeune, celui-ci doit élaborer avec un service de gestion (SER, Agrigestion ou DELPA) un plan de développement de l'exploitation faisant l'objet de l'installation. La division « comptabilité » du SER a traité 33 projets (dont 10 pour 2007 et 22 pour 2008).

De plus, à côté de l'analyse économique de projets individuels d'investissement et le suivi de jeunes lors de leur installation sur une exploitation, prévues dans le cadre de la loi agraire et les nombreuses demandes de renseignements ponctuelles, la division prodigue des conseils de gestion portant notamment sur

- l'association d'exploitations (« fusions ») ;
- la diversification, voire la réorientation vers d'autres productions d'une exploitation ;

- les questions économiques et juridiques liées à la location d'une exploitation entière ou de bâtiments ;
- l'étude approfondie des documents comptables et de la gestion générale de l'entreprise en vue d'améliorer le revenu, notamment dans le cas d'exploitations en situation économique difficile ;
- l'amélioration du revenu en lien plus spécifique avec une approche agro-environnementale.

A noter que dans le cadre de sa mission de promotion des différentes formes de coopération entre entreprises agricoles dans le but de diminuer les coûts fixes des exploitations d'une part, et de promotion d'une agriculture durable d'autre part, le travail du LMR (Verband der Luxemburger Maschinen- und Betriebshilfsringe) et celui de la FILL (Fördergemeinschaft Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg) a été soutenu activement.

Finalement, le SER a assuré la représentation de la FILL auprès de EISA (European Initiative for Sustainable Agriculture).

C. La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures

La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures regroupe les activités du SER dans le domaine de la statistique agricole, de l'organisation des marchés agricoles et des relations extérieures.

Les informations statistiques élaborées par la division concernent principalement la production agricole, les prix des produits agricoles départ ferme et des entrants agricoles et les comptes économiques de l'agriculture.

Ces informations statistiques sont élaborées selon des méthodologies définies sur le plan communautaire et sont communiquées à EUROSTAT, instance responsable au sein de la Commission de l'UE pour l'harmonisation et la publication des statistiques sur le plan communautaire. Elles sont également publiées dans le rapport d'activité du Ministère de l'Agriculture et dans les publications du STATEC. Les informations statistiques sont mises à disposition des utilisateurs (ministères ou administrations, instances professionnelles du secteur agricole, opérateurs du secteur agroalimentaire luxembourgeois, agriculteurs, particuliers ...) sur le site internet du SER et sur demande à adresser au SER.

Le SER collecte les informations de base directement auprès des acteurs économiques (agriculteurs, associations agricoles, entreprises opérant dans le secteur agroalimentaire,...) ou utilise les informations élaborées au sein du SER (informations provenant du système intégré de gestion et de contrôle ou du réseau de comptabilités) ou d'autres administrations ou services (STATEC, ASTA, Institut Viti-Vinicole, Administration des Services Vétérinaires,...) à des fins statistiques. Toutes ces informations sont intégrées dans un système cohérent de statistiques agricoles.

Le SER collabore étroitement sur le plan statistique avec l'institut national de statistique STATEC. L'échange d'informations statistiques est bi-directionnel : Le SER intègre les données relatives aux structures des exploitations agricoles élaborées par la division des statistiques agricoles du STATEC dans le système des statistiques agricoles et le STATEC utilise les comptes économiques de l'agriculture dans la comptabilité nationale en tant que comptes sectoriels de la branche d'activité agricole.

Le travail méthodologique ainsi que les améliorations à apporter au système de communication des données à EUROSTAT font l'objet de groupes de travail spécialisés (statistiques des produits végétaux, statistiques des produits animaux, comptes

économiques et prix agricoles,...) instaurés auprès d'EUROSTAT, le Comité Permanent de la Statistique Agricole (CPSA) assurant un rôle de coordination et de conception générale en matière de statistiques agricoles. Le SER participe activement aux travaux de ces groupes.

En 2008, plusieurs règlements relatifs aux statistiques agricoles ont été arrêtés sur le plan communautaire :

- le règlement (CE) n°1165/2008 du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 concernant les statistiques du cheptel et de la viande et abrogeant les directives du Conseil 93/23/CEE, 93/24/CEE et 93/25/CEE,
- le règlement (CE) n°1166/2008 du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relatif aux enquêtes sur la structure des exploitations et à l'enquête sur les méthodes de production agricole et abrogeant le règlement (CEE) n°571/88 du Conseil,
- un autre règlement relatif aux statistiques de la production végétale est sur le point d'être adopté.

Les travaux relatifs à la mise en œuvre de ces règlements au Luxembourg sont en cours. L'année 2010 sera à cet égard une année charnière puisque l'enquête sur la structure des exploitations agricoles sera menée sous sa nouvelle forme et la nouvelle enquête sur les méthodes de production agricole sera effectuée une première fois auprès des agriculteurs. La mise à disposition de données de la statistique agricole dans le cadre de l'inventaire des gaz à effet de serre a également été développée en 2008.

Dans le domaine des relations extérieures, le SER participe à l'élaboration de la PAC dans le cadre des instances communautaires du Conseil, de la Commission et du Parlement Européen. Le chapitre III retrace l'évolution de la PAC en 2008.

La mise en œuvre des mesures d'organisation de marchés agricoles sur le plan national incombe au SER pour les céréales, oléagineux et protéagineux (COP), le lait et les produits laitiers, le cheptel (bovins, porcins, ovins,...) et la viande issue de ces animaux.

Les mesures de gestion des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers sont détaillées au chapitre IV.F et celles relatives aux marchés du cheptel et de la viande au chapitre IV.E.

III. L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

A. La PAC en 2008

1. Le bilan de santé de la PAC, une évolution logique du processus de réforme

En 2008, les discussions sur la réforme de la PAC ont continué tout au long de l'année, dans le contexte du « bilan de santé ».

Ainsi, en mars 2008, sous Présidence slovène, les Ministres d'Agriculture européens ont adopté des conclusions du Conseil sur la communication de la Commission relative au « bilan de santé ».

Les propositions législatives proprement dites ont été présentées le 20 mai, de sorte que les ministres de l'agriculture ont eu une première occasion à analyser les textes en question lors de leur réunion informelle, qui s'est déroulée à Maribor et à Brdo, en Slovénie du 25 au 27 mai.

Les débats sur ce paquet législatif important ont continué tout au long du deuxième semestre 2008, sous Présidence française, tant au niveau technique qu'au niveau politique.

Après ces longues négociations, un accord politique a pu être trouvé lors du Conseil des Ministres de l'agriculture du 18 au 20 novembre 2008.

Les règlements du Conseil relatifs au «Bilan de santé» de la PAC ont finalement été publiés le 31 janvier 2009 au Journal officiel de l'Union européenne.

Parmi l'éventail de mesures adoptées, il est prévu de supprimer les jachères obligatoires et d'augmenter progressivement les quotas laitiers, avant leur disparition en 2015. Les modifications relatives à l'intervention sur les marchés visent à renforcer le statut de filet de sécurité de cet instrument.

Un autre aspect, controversé et largement débattu par les ministres était l'augmentation de la modulation, c.à.d. du mécanisme qui consiste à réduire les paiements directs en faveur des agriculteurs pour affecter les fonds correspondants au budget du développement rural. Un accroissement en étapes de 5 à 10% a finalement été retenu. Ces fonds additionnels seront réservés aux actions visant à mieux répondre aux nouveaux défis et opportunités auxquels l'agriculture européenne doit faire face, y compris le changement climatique, la nécessité d'une meilleure gestion de l'eau, la protection de la biodiversité et la production d'énergie verte. Les États membres pourront aussi aider les producteurs laitiers, notamment dans les régions sensibles, à s'adapter aux nouvelles conditions de marché qui résulteront de l'abolition des quotas laitiers.

2. Le compromis final sur le bilan de santé de la PAC en détail

a) La modulation

Les taux de modulation ont été fixés comme suit : (franchise de 5000€)

Année	compromis final du 20.11.2008 *
2009	5% + 2% = 7%
2010	5% + 3% = 8%
2011	5% + 4% = 9%
2012	5% + 5% = 10%

* Par rapport à la proposition initiale, qui prévoyait une modulation supplémentaire progressive de +3% entre 100 000 et 200 000€, de +6% entre 200 000 et 300 000€ et de +9% au-delà de 300 000€, le compromis final ne prévoit plus qu'un seuil unique qui a été fixé à 300 000€ et 4%, de sorte que les exploitations concernées se voient leur modulation augmentée jusqu'à 14% en 2012 pour les paiements dépassant les 300 000€.

A noter qu'aucune exploitation n'est concernée par cette progressivité au Luxembourg.

En sus des nouveaux défis (changement climatique, protection de la biodiversité, gestion de l'eau et production d'énergie), le champ d'utilisation des fonds issus de la modulation supplémentaire a été élargi aux mesures d'accompagnement du secteur laitier et aux mesures liées à l'innovation touchant aux aspects relatifs au changement climatique, aux ressources renouvelables, à la gestion de l'eau et à la biodiversité.

b) Le secteur laitier

- (1) Modification du calcul de la correction matière grasse :
le coefficient de correction actuel sera réduit de moitié, soit de 0,18% à 0,09%. Au niveau national, ceci sera comparable à une augmentation de la possibilité de livraison sans prélèvement de 2,5% - 3% respectivement de +/- 7 500 000 kg/an. Il n'y aura pas de changement de ce coefficient pour les producteurs ayant un taux de matière grasse inférieur au niveau de référence.
- (2) Une augmentation des quotas laitiers en vue du « soft landing » à hauteur de 1% par an en 5 étapes a été retenue en principe; elle sera accompagnée d'une étude sur la situation du marché du lait avant le 31 décembre 2010.
- (3) Pour l'Italie, l'augmentation de 5 % sera introduite dès la campagne 2009/2010. Pendant les campagnes 2009/2010 et 2010/2011, les agriculteurs qui dépasseront leurs quotas laitiers de plus de 6 % devront payer un prélèvement de 50 % supérieur à la pénalité normale.
- (4) Les investissements dans les étables (nombre de places de vaches) ne seront plus liés au quota disponible sur l'exploitation.
- (5) Les mesures d'accompagnement du secteur laitier (notamment les investissements dans les étables) feront partie des mesures pouvant bénéficier des fonds issus de la modulation supplémentaire.
- (6) Les règles concernant l'intervention pour le secteur laitier sont maintenues :
 - statu quo concernant le stockage privé pour le beurre, qui reste donc une mesure obligatoire, tandis que la Commission avait proposé d'en faire une mesure facultative,
 - maintien de l'intervention tel que décidé lors de la réforme de 2003, c.à.d. achat à prix fixe jusqu'à hauteur de 30 000 t de beurre et de 109 000 t de poudre de lait écrémé, puis continuation des achats par système d'adjudication.
- (7) La Commission fera un rapport avant le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2012 sur la situation du marché du lait, accompagné le cas échéant « des propositions », donc deux rapports à la place d'un seul. Il s'agit donc d'un

approfondissement de l'étude d'impact des décisions du bilan de santé en ce qui concerne le secteur laitier.

c) Les autres mesures de marché

- (1) Les règles d'intervention pour le secteur des céréales sont modifiées de façon à les rendre analogues à celles du secteur laitier : prix fixe de 101,31 €/t jusqu'à un maximum de 3 millions de tonnes, puis continuation des achats par système d'adjudication (période d'intervention du 1^{er} novembre au 31 mai).
- (2) Cependant les majorations mensuelles ont été supprimées, de sorte que le prix d'intervention reste inchangé pour les céréales durant toute la période d'intervention.

d) Le développement rural

- (1) Les mesures pouvant bénéficier des fonds issus de la modulation supplémentaire seront éligibles dès que le paiement se fait à partir de 2010, indépendamment si elles sont décidées respectivement si leur budget est engagé avant 2010.
- (2) Le cofinancement communautaire des actions relatives aux nouveaux défis et financés par les fonds issus de la modulation supplémentaire sera relevé à 75% des aides (avant 50%).
- (3) Le plafond de l'aide spécifique pour les jeunes agriculteurs est relevé de 55 000€ à 70 000€, avec effet au 1^{er} janvier 2009.

e) Le régime du paiement unique/simplification

- (1) La règle stipulant que les droits au paiement (DPU) augmentés de plus de 20% depuis la réserve nationale devront être utilisés 5 années de suite et non transférés pendant la même période est supprimée.
- (2) Allocation jeunes : le plafond de la valeur moyenne régionale pour l'augmentation de la valeur des droits DPU à partir de la réserve nationale est aboli. Ces DPU majorés pourront également être transférés sans délai.
- (3) La jachère obligatoire est abolie et les DPU « jachères » sont transformés en DPU normaux.
- (4) Le régime de soutien pour plantes énergétiques est supprimé.
- (5) Les primes pour fruits à coques et protéagineux sont découplées à partir de 2010 sur base de l'historique individuel des exploitations et intégrées dans le paiement unique.
- (6) Le seuil minimum pour bénéficier du PU est dorénavant de 100€/exploitation.

f) La conditionnalité

- (1) Le texte est clarifié de sorte qu'à partir de 2010 l'agriculteur qui a effectivement enfreint la conditionnalité sera sanctionné, dès que ce dernier a fait une demande d'aide pour l'année en question. Ceci est d'importance majeure en cas de transfert de terres (bail qui vient à terme).
- (2) Des conditions additionnelles en ce qui les bonnes conditions agricoles et environnementales seront mises en application à partir de 2010 (autorisation pour l'irrigation, maintien des éléments de paysage et des habitats). Ceci sera seulement le cas le 1^{er} janvier 2012 pour la mise en place de zones tampons le long des cours d'eau. Le Luxembourg étant zone sensible sur tout son territoire en ce qui concerne la protection de l'eau contre les nitrates, il n'y aura pas de changement concernant la mise en œuvre de la conditionnalité au Luxembourg, comme les zones tampons le long des cours d'eaux sont déjà obligatoires en zone sensible dans le cadre de la directive nitrates.

g) Les autres aspects relatifs aux régimes de paiement direct

- (1) Aide aux secteurs rencontrant des problèmes spécifiques (mesures dites de l'article 68) : les États membres pouvaient déjà conserver par secteur, 10 % de leur enveloppe budgétaire nationale destinée aux paiements directs et affecter cette somme, dans le secteur concerné, en faveur de mesures environnementales ou d'actions visant à améliorer la qualité des produits et leur commercialisation. Cette possibilité sera plus souple à l'avenir. Ainsi, ces fonds ne devront plus obligatoirement être utilisés dans le secteur dont ils proviennent. Ils pourront servir à soutenir les producteurs laitiers ainsi que les producteurs de viandes bovine, ovine et caprine et de riz dans les régions sensibles, ou les types d'activités agricoles vulnérables. Ils pourront aussi servir à promouvoir des mesures de gestion des risques, comme les systèmes d'assurance contre les catastrophes naturelles ou les fonds de mutualisation en cas de maladies animales. Enfin, les nouveaux États membres appliquant le régime du paiement unique à la surface (RPUS) pourront également recourir à ce mécanisme.
- (2) Prolongation du RPUS : les nouveaux États membres de l'UE appliquant le régime simplifié de paiement unique à la surface pourront continuer à le faire jusqu'en 2013 et ne seront pas contraints d'appliquer le régime de paiement unique d'ici à 2010 comme initialement prévu.
- (3) Utilisation des fonds actuellement non dépensés: les États membres appliquant le régime de paiement unique pourront soit utiliser les fonds actuellement non dépensés provenant de leur enveloppe nationale pour les mesures de l'article 68, soit les affecter au budget du développement rural.

3. Les négociations commerciales internationales

Tout au long de l'année, le Conseil a été régulièrement informé de l'état des lieux des négociations agricoles dans le cycle de Doha, conformément à l'engagement pris par la Commission.

Une phase de discussion plus intense avait été entamée à partir de septembre 2007, notamment sur base des modalités révisées pour les négociations agricoles, proposés par l'Ambassadeur Crawford Falconer, Président du comité sur l'agriculture à l'OMC.

Suite à ces négociations de septembre 2007 à janvier 2008, une deuxième version révisée de ce texte a été présentée le 8 février 2008. Ce nouveau texte restait cependant inacceptable pour une grande majorité des États Membres européens, surtout au regard du manque de parallélisme à l'intérieur du dossier agricole, mais aussi entre les différents autres chapitres de négociation, dont les produits non agricoles et les services.

De mars à avril, les discussions ont continué au niveau technique. Des progrès ont ainsi pu être réalisés en ce qui concerne le calcul des quotas tarifaires pour les produits sensibles.

L'analyse de la Commission allait dès lors dans le sens que le papier révisé Falconer aurait les mêmes effets macro-économiques que l'offre conditionnelle sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles du 28 octobre 2005.

Le 20 mai 2008, l'ambassadeur Falconer a présenté un nouveau papier révisé, de sorte que les négociations ont été intensifiées dans les semaines qui suivaient.

A ce stade des négociations, bon nombre de délégations avaient fait part de préoccupations. Beaucoup de questions restaient ouvertes, notamment les

disciplines relatives à la "boîte verte" pour lesquelles plusieurs d'Etats membres ont demandé des garanties d'ordre juridique : le volume des contingents d'importation à ouvrir pour les produits sensibles, la clause de sauvegarde spéciale, le maintien du système de prix d'entrée des fruits et légumes, le secteur de production de la banane, les modalités d'élimination des restitutions à l'exportation ainsi que les indications géographiques.

Une réunion ministérielle était pourtant convoquée à l'OMC à Genève pour le 21 juillet 2008.

Les discussions ministérielles se sont prolongées jusqu'au 29 juillet, mais sans résultat. Si bon nombre de difficultés ont pu être résolues, c'est surtout la question de la clause spéciale de sauvegarde qui était à l'origine de l'échec des négociations. Ce mécanisme permet à un partenaire de l'OMC d'augmenter ses tarifs, si un certain volume d'importation est dépassé. La proposition sur table était estimée trop restrictive par les Etats-Unis, avec des seuils de déclenchement jugés trop bas. Les pays émergents, l'Inde notamment, avaient une position diamétralement opposée.

C'est après une phase d'analyse de la situation que les négociations ont repris au mois de septembre. Mais même si dans le contexte de la crise financière mondiale qui venait d'éclater, le G20 avait fait lors de sa réunion à Washington le 18 novembre 2008, un engagement de poursuivre les efforts pour finaliser les discussions dans le cadre du cycle de Doha encore en 2008 et que des nouvelles modalités révisées sur l'agriculture ont été présentées le 6 décembre 2008, les négociations n'ont pas abouti.

Le directeur de l'OMC Pascal Lamy prévoit maintenant une nouvelle phase de discussion dès que l'administration du nouveau Président des Etats-Unis Barack Obama sera en place.

4. Les réunions informelles

Les réunions informelles des Ministres de l'agriculture européens en 2008 ont été consacrées à la thématique de l'examen de la PAC « au regard des enjeux présents et futurs » (Maribor et à Brdo, en Slovénie du 25 au 27 mai.) et au sujet « Comment préparer au mieux la PAC du futur ? » Annecy, France du 21 au 3 septembre).

B. Les autres décisions du Conseil en 2008

1. La conditionnalité

Le 21 janvier 2008, le Conseil est parvenu à un accord politique en ce qui concerne une adaptation des règles de conditionnalité. Ce texte tient compte des priorités d'action mises en lumière dans les conclusions du Conseil au mois de juin 2007.

La proposition prévoit de remanier quelque peu les règles de conditionnalité figurant dans le règlement (CE) n°1782/2003, notamment:

la règle de minimis

Afin de réduire la charge administrative, les Etats membres pourront décider de ne pas appliquer les réductions ou les exclusions d'un montant inférieur ou égal à 100 euros par agriculteur et par année civile, sous réserve que l'agriculteur réalise les actions correctives nécessaires.

les cas mineurs de non-respect

Une certaine tolérance est prévue pour les cas mineurs de non-respect des exigences, à condition que l'Etat membre concerné assure un suivi adéquat jusqu'à ce qu'il soit remédié au non-respect.

la fixation de la date de mise à disposition des parcelles

La fixation de la date à laquelle les parcelles doivent être à la disposition de l'agriculteur pour qu'il puisse bénéficier du régime de paiement unique (règle des dix mois). Se trouve ainsi abrogée l'obligation qui était faite à l'agriculteur de garder pendant au moins 10 mois à sa disposition les parcelles correspondant à la superficie ouvrant droit à l'aide.

la responsabilité

En cas de cession de terres, l'agriculteur qui présente une demande d'aide sera tenu pour responsable, vis-à-vis de l'autorité compétente, du non-respect des exigences en matière de conditionnalité pendant l'année civile concernée. Cette disposition s'appliquera sans faire obstacle aux dispositions de droit privé relevant du droit national entre l'agriculteur concerné et le bénéficiaire ou l'auteur de la cession des terres agricoles. Cette disposition s'appliquera à compter du 1^{er} avril 2008.

l'introduction progressive pour les nouveaux États membres

Les nouveaux Etats membres appliquant le régime de paiement unique à la surface pourront prévoir une mise en œuvre progressive étalée sur trois ans.

2. Les quotas laitiers

Lors du Conseil du 17 mars 2008, les Ministres européens de l'agriculture ont adopté à la majorité qualifiée un règlement modifiant le règlement « OCM unique » visant à augmenter de 2% les quotas nationaux de lait dès la campagne de lait débutant le 1^{er} avril 2008.

La Commission a fait inscrire une déclaration au procès-verbal du Conseil qui fait référence aux conclusions du Conseil sur le bilan de santé de la PAC reformée (voir ci-dessous) et qui stipule notamment que « °...lors de l'élaboration de ses propositions concernant le « bilan de santé » dans le secteur laitier, la Commission tiendra compte de l'adoption, par le Conseil, de la proposition d'augmenter les quotas laitiers de 2 % à partir du 1^{er} avril 2008 et de tous les autres éléments pertinents dans le cadre des travaux portant sur un « attrissage en douceur » pour les quotas en vigueur jusqu'en 2014-2015. Outre la question des quotas, d'autres points, tels que le superprélèvement ou le taux de référence pour la teneur en matières grasses, pourraient faire l'objet d'un examen ».

3. Le « Bilan de santé » de la PAC reformée – conclusions du Conseil

Le Conseil a adopté le 17 mars 2008 des conclusions sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative au bilan de santé de la PAC reformée.

4. La production biologique et étiquetage des produits biologiques

Le 29 septembre 2008 un règlement modifiant le règlement (CE) n°834/2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques a été adopté. Il s'agit de différer jusqu'au 1^{er} juillet 2010 l'utilisation obligatoire du logo

communautaire prévu par le règlement. Les opérateurs peuvent cependant utiliser le logo actuel jusqu'à la création d'un nouveau logo communautaire.

5. Les statistiques de la viande et du cheptel

Le Conseil a adopté lors de sa session du 27 octobre 2008, un règlement établissant un cadre juridique commun pour l'établissement de statistiques communautaires sur le cheptel et la viande dans les Etats membres, suite à un accord en première lecture avec le Parlement européen.

Le règlement porte sur la fourniture par les Etats membres de statistiques du cheptel, des abattages et de prévisions de la production dans les secteurs porcin, bovin, ovin et caprin. Les statistiques visées par le règlement sont essentielles pour la gestion et l'évaluation de la PAC.

Les directives 93/23/CEE, 93/24/CEE et 93/25/CEE sont abrogées.

6. Les fruits à l'école

Lors de leur réunion du 18 au 20 novembre 2008, les Ministres européens de l'agriculture ont trouvé un accord politique sur la proposition visant à permettre le cofinancement de programmes de distribution de fruits et légumes à l'école.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

Enfants concernés

Les enfants de 6 à 10 sont la cible privilégiée du programme mais les Etats membres pourront étendre la distribution aux crèches, autres établissements préscolaires ainsi que les écoles primaires et secondaires.

Les Etats membres peuvent, en sus de l'aide communautaire, octroyer une aide nationale pour la distribution des produits précités et pour le financement de certains coûts connexes.

Choix des fruits et légumes

Les Etats membres pourront choisir parmi les fruits et légumes frais, ou transformés y compris les bananes, en fonction de critères objectifs incluant la saisonnalité, la disponibilité des produits ou des préoccupations environnementales.

A cet égard, les Etats membres peuvent accorder la préférence aux produits d'origine communautaire.

Financement

L'aide communautaire est fixée à 90 millions d'euros par année scolaire, avec un minimum de 175 000 par Etat membre.

L'aide ne pourra pas excéder 50 % des coûts de distribution et coûts connexes visés dans le règlement.

7. Les conclusions sur l'avenir de la PAC après 2013

Malgré tous ses efforts, la Présidence française n'a pas pu rallier, lors d'une réunion des ministres de l'agriculture européens le 28 novembre 2008, toutes les délégations à un texte de conclusions du Conseil sur l'avenir de la PAC.

Ces conclusions, approuvées par 24 délégations dont le Luxembourg, devaient donner suite aux discussions tenues lors de la réunion informelle des ministres de l'agriculture à Annecy du 23 septembre 2008.

La Présidence a néanmoins conclu qu'il serait nécessaire que l'Union européenne continue de disposer après 2013 d'une PAC suffisamment ambitieuse.

S'appuyant sur ses principes initiaux et sur les objectifs définis dans le traité de Rome, la PAC se serait toujours adaptée à l'évolution de son environnement, permettant ainsi au modèle européen d'agriculture de relever les défis du marché mondial.

La future PAC devrait toutefois s'inscrire dans une vision plus large intégrant le développement durable, la compétitivité et les équilibres alimentaires mondiaux, qui doivent permettre notamment, d'assurer une disponibilité suffisante, en quantité et en qualité, des approvisionnements pour les citoyens de l'Union européenne. En outre, la PAC devrait chercher à renforcer la compétitivité et le dynamisme économique des zones rurales et contribuer aux équilibres alimentaires mondiaux et à la mise en place d'une agriculture durable dans les pays en développement, préserver les équilibres des espaces ruraux et viser le maintien de la diversité de l'agriculture sur l'ensemble du territoire européen et promouvoir la cohésion régionale afin de garantir le maintien de l'activité économique et des emplois dans les zones rurales conformément à la stratégie de Lisbonne. Elle devrait en outre assurer la pérennité de l'agriculture et participer aux efforts déployés pour contribuer au développement durable des zones rurales, notamment en atténuant les changements climatiques et en améliorant l'environnement et également assurer la juste rémunération des biens publics fournis par l'agriculture.

8. La situation du marché agricole et l'évolution des prix agricoles et alimentaires

Lors du Conseil « Agriculture » du 19 mai 2008, les Ministres ont eu l'occasion de débattre sur l'évolution exceptionnelle et spectaculaire des prix agricoles et alimentaires, qui ont marqué le deuxième semestre de l'année 2007 et le premier semestre de l'année 2008.

Mme Fischer Boel, membre de la Commission, a fait part de l'analyse des facteurs temporaires mais aussi structurels et à long terme responsables de la flambée des prix des denrées alimentaires en Europe et dans le monde. Ces causes ont d'abord été des mauvaises conditions météorologiques dans les zones de production clés du monde, la demande croissante dans des pays émergents à haute population tel que l'Inde et la Chine, le prix élevé du pétrole et également des restrictions à l'exportation de plusieurs acteurs traditionnels importants du marché mondial. En outre elle a souligné le rôle de la spéculation, qui aurait un effet non négligeable sur la flambée des prix.

Elle a fait observer que cette situation appelait une réaction coordonnée dans le cadre de la politique agricole de l'UE et dans le cadre de sa politique de développement. La Commissaire a annoncé que son institution présenterait une communication exposant l'action que pourrait mener l'UE en réponse à ce problème.

Les délégations ont en particulier souligné l'importance du "bilan de santé", qui pourrait être mis à profit pour adapter la PAC en vue de renforcer la capacité de l'UE à répondre aux besoins actuels des marchés en Europe, tout en ajoutant qu'il importait aussi d'accroître le potentiel de production et la productivité agricoles dans les pays en développement, afin d'améliorer l'approvisionnement des marchés locaux. Pour atteindre cet objectif, les délégations ont indiqué qu'il convenait d'encourager la recherche et les transferts de technologie. Elles ont en outre évoqué

le rôle important que peuvent jouer à cet égard des organisations internationales de premier plan telles que la FAO et l'OMC.

L'UE avait pris, en 2007 et en 2008, un certain nombre de mesures concrètes à court terme pour atténuer la pression sur les prix agricoles, dont la suspension de la mise en jachère obligatoire, l'augmentation des quotas laitiers, la réduction des stocks d'intervention et des restitutions à l'exportation ainsi que la suspension des droits à l'importation.

Dans ce contexte il convient de souligner que les décisions dans le cadre du « bilan de santé de la PAC » englobent la suppression des aides directes aux cultures énergétiques et l'abolition définitive de la mise en jachère obligatoire ainsi qu'une augmentation des quotas laitiers en cinq étapes de 5% au total.

IV. L'APPLICATION DE DIVERSES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

A. Le régime de paiement unique

1. Les caractéristiques générales de son application au Grand-Duché de Luxembourg

Le régime de paiement unique est un régime d'aide découplé (sans lien direct avec une production agricole quelconque). Il fonctionne sur base de droits au paiement (DPU) à faire valoir par les producteurs détenteurs à l'aide d'un nombre correspondant d'hectares de surfaces agricoles éligibles au paiement. Sont éligibles les terres arables, les prairies et pâturages permanents, ainsi que (à partir de 2008) les vergers et les surfaces de pépinières situés au Grand-Duché de Luxembourg.

Le régime de paiement unique a été introduit en 2005 au Grand-Duché de Luxembourg selon un modèle régional mixte (modèle hybride statique « 35/15/15 ») dans lequel le nombre de droits à allouer a été défini sur base de la surface éligible en 2005 et la valeur des droits a été constituée à la fois d'une composante régionale et d'une composante individuelle (« top up ») (à l'exception des droits gel qui ne comportent que la composante régionale). Les régimes d'aide précurseurs ont été remplacés à 100 % par le régime de paiement unique (découplage total).

En 2008, il existait trois sortes de DPU, à savoir :

- droits normaux ;
- droits gel (en distinguant entre droits gel ordinaires et droits gel bio) ;
- droits spéciaux.

Toutefois, suite à une décision prise par la Commission européenne (pour faire face à la situation tendue sur les marchés des produits agricoles), les détenteurs de droits gel n'étaient pas soumis à une obligation de gel en 2008.

Le régime de paiement unique est soumis aux dispositions de la conditionnalité et de la modulation (voir sous sections C. et D.).

Le règlement (CE) n°1782/2003 fixe un plafond de 37.051.000 euros pour le paiement unique (à partir de 2007). Etant donné que le régime de paiement unique fonctionne avec des droits alloués aux producteurs, la différence entre le plafond et la valeur totale des droits détenus par les producteurs constitue la valeur de la réserve nationale. La situation en termes de droits détenus par les producteurs et montants disponibles à la réserve nationale en date du 31 décembre 2008 est résumée au tableau 1 :

Tableau 1			
Type de droits	Nombre de droits	Valeur surfacique totale (en ha)	Valeur monétaire totale (en €)
Normaux	121.526	120.028,97	36.219.487,25
Gel	2.632	2.280,76	209.829,92
Gel bio	44	37,40	3.440,80
Spéciaux	6	6,00	5.444,99
Jeunes	16	15,14	4.587,42
TOTAL	124.224	122.368,27	36.442.790,38

A la date du 31 décembre 2008, la réserve nationale s'élevait donc à :

37.051.000 – 36.442.790,38 = 608.209,62 euros.

2. Le paiement de la prime pour l'année 2007

Le paiement unique est demandé dans le cadre de la déclaration de surfaces annuelle (« Flächenantrag »).

La réglementation communautaire prévoit que le versement de la prime unique se fasse en un seul paiement qui peut avoir lieu entre le 1er décembre de l'année de demande jusqu'au 30 juin de l'année suivante. 1.833 des 1.873 bénéficiaires (c.à.d. 97,8%) figuraient au premier dossier de paiement et touchaient leur aide mi-décembre 2007. Le montant total versé s'élève à 34.102.048,35 euros. Ce montant peut être ventilé comme suit :

Valeur totale des DPU activés :	36.034.871,80 €
Sanctions (hors conditionnalité) :	- 53.688,63 €
Sanctions conditionnalité :	- 80.074,91 €
Modulation :	- 1.799.059,91 €
Total :	= 34.102.048,35 €

La valeur totale des DPU détenus par les producteurs en date du 15 mai 2007 (date limite pour le dépôt des déclarations de surfaces de 2007) s'élevait à 36.427.640,09 €. Dès lors, des DPU d'une valeur totale de 392.768,29 € n'ont pas été activés, ce qui correspond à 1,08% de la valeur des DPU détenus. La surface éligible déclarée s'élevait à 123.592,68 hectares, ce qui correspond à 101,02% de la valeur surfacique totale des DPU détenus.

3. Les opérations en matière de DPU au courant de l'année 2008

a) Les transferts de droits

Les droits peuvent être transférés sans écrêtement et selon les modes suivants :

- par achat (avec ou sans terre) ;
- par bail (le bail de droits doit aller de pair avec le bail d'un nombre d'hectares correspondant au nombre de droits. La durée du bail des droits est identique à celle du bail des terres) ;
- par héritage ou héritage anticipé.

En outre, la répartition des droits en cas de scission d'exploitation et le regroupement de droits en cas de fusion d'exploitations sont assimilés à des transferts. Ces opérations sont à considérer soit comme un achat ou un bail de droits.

Le transfert est soumis à des contraintes en relation avec l'utilisation antérieure des droits, le statut du cessionnaire et des allocations antérieures à partir de la réserve nationale.

La situation des transferts ayant pris effet avant la demande de surfaces 2008 est reprise au tableau 2.

Tableau 2.					
Type de transfert	Nbre de notifications	Nbre de cédants (*)	Nbre de cessionnaires (*)	Nbre de DPU transférés (**)	Val. monétaire des DPU transférés (€)
Achat	93	73	92	1.258,42	338.476,50
Bail	67	45	59	455,46	110.379,12
Héritage	2	2	2	9,00	2.419,91
Achat (fusion)	9	9	5	970,64	323.717,13
Bail (fusion)	3	2	3	42,46	10.285,95
TOTAL	174	108	138	2.735,98	785.278,61

(*) Le total du nombre de cédants et cessionnaires ne correspond pas à la somme des colonnes respectives, comme respectivement un seul cédant peut avoir cédé des DPU à plusieurs cessionnaires et un seul cessionnaire peut avoir repris des DPU de plusieurs cédants.

(**) Le nombre des DPU transférés correspond au total des valeurs surfaciques des DPU.

Parmi les cédants, il importe de préciser que 18 cédants ont transféré l'intégralité de leurs droits (935,75 DPU d'une valeur totale de 296.944,48 euros).

b) L'allocation en faveur des jeunes producteurs

Le règlement grand-ducal du 24 novembre 2005 portant mesures complémentaires e.a. du régime de paiement unique prévoit en son article 17 une allocation à partir de la réserve nationale pour les jeunes agriculteurs nouvellement installés depuis le 16 avril 2004 et qui n'ont pas encore bénéficié ou demandé l'octroi d'un quota laitier supplémentaire au titre de leur installation. Sont considérés comme jeunes agriculteurs nouvellement installés ceux qui le dernier jour de la période de dépôt annuelle (c.à.d. le 31 janvier) remplissent les conditions prévues à l'article 11 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Dans les limites d'un montant de 3.030 euros (c.à.d. 10 fois la valeur moyenne régionale de 303 euros/ha), l'agriculteur éligible peut demander :

- l'augmentation de la valeur unitaire des droits qu'il détient déjà sans que la valeur unitaire puisse dépasser la valeur moyenne régionale de 303 euros/ha et/ou
- l'allocation de DPU supplémentaires.

L'agriculteur qui opte pour l'allocation de DPU supplémentaires peut déterminer le moment de leur allocation endéans un délai de 5 ans suivant l'accord d'allocation.

L'octroi des allocations se fait dans la limite des sommes disponibles dans la réserve nationale (tout en gardant une marge de sécurité de 50.000 euros).

Au titre de l'année 2008 (demandes introduites jusqu'au 31 janvier 2008), 7 producteurs ont introduit une telle demande.

c) La « compression » de DPU [article 7 du règlement (CE) n°795/2004]

Les modalités d'application du régime de paiement unique prévoient la possibilité d'adapter le nombre de droits détenus par un producteur qui déclare moins d'hectares que le nombre de droits initialement alloués et au cas où ce manque de terres est dû à une perte de terrains en faveur d'ouvrages d'intérêt public (construction de routes, création de zones industrielles ou commerciales, construction d'écoles, ...). Les pertes de terres dues à des actes spéculatifs ne sont pas couvertes par cette mesure (p.ex. vente de terrains à bâtir).

L'opération consiste à reconduire à la réserve nationale les droits initialement alloués au demandeur (à l'exception des droits gel) et à réallouer un nombre réduit de droits à partir de celle-ci, de sorte à ce que les droits finalement à la disposition du demandeur peuvent tous être activés à l'aide de la surface exploitée par ce dernier. La valeur totale des droits allouée à partir de la réserve nationale est identique à celle des droits reconduits.

Au courant de l'année 2008, 3 producteurs avaient introduit une demande de « compression » des droits.

d) Les cas de force majeure « mesures agro-environnementales »

La participation à un engagement de réduction de la charge de bétail ovine et bovine est assimilée de par les réglementations communautaire et nationale à un cas de force majeure si la période de l'engagement touche la période de référence et si le montant de référence calculé sur base des années de référence touchées est au moins 20% plus faible que celui calculé sur base des années non touchées ainsi que sur base de l'année 2003 (pourvu que 2003 n'ait pas été touché par un cas de force majeure).

En cas de demande recevable, le montant de référence n'est plus calculé sur base des années 2000-2002 (moyenne triennale), mais sur base de/des années non touchées par la période d'engagement. Au cas où l'engagement couvre les trois années 2000-2002, la période 1997-1999 est prise en compte (resp. les années non-touchées). Au cas où les 6 années de 1997-2002 sont touchées, le demandeur reçoit des droits à la valeur moyenne régionale (303 €/ha). Une demande de modification du montant de référence (avec prise en compte du cas de force majeure) n'est recevable que si la période d'engagement est venue à terme.

Au courant de l'année 2008, 3 producteurs ont introduit une telle demande.

e) Le paiement de la prime pour l'année 2008

Conformément aux dispositions réglementaires (voir point 2), les paiements ont commencé début décembre 2008. Jusqu'à la date du 1^{er} février 2009, 1.830 producteurs ont bénéficié d'un montant total de 33.824.648,75 euros. Certains producteurs bénéficieront de montants restants d'ici le mois de juin 2009 (suite à la clarification d'incohérences).

B. Les régimes d'aides couplées du 1^{er} pilier de la PAC applicables au Grand-Duché de Luxembourg

1. La prime aux protéagineux

Le régime de prime aux protéagineux constitue une aide à la surface versée pour les superficies emblavées en protéagineux et situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le taux de l'aide s'élève à 55,57 euros par hectare. Le bénéfice de l'aide est limité au niveau communautaire à une superficie maximale garantie de 1.648.000 d'hectares. En cas de dépassement de cette limite, la surface primable de chaque producteur est réduite proportionnellement.

Au titre de l'année 2007, 72 producteurs ont bénéficié de la dite prime pour au total 325,63 hectares et pour un montant total de 16.882,69 euros (compte tenu des sanctions et de la modulation).

Au titre de l'année 2008, 49 producteurs ont déclaré pour la dite prime une surface totale de 192,25 hectares.

Le régime de prime aux protéagineux est également soumis aux dispositions de la conditionnalité et de la modulation (voir sous sections C. et D.).

2. L'aide aux cultures énergétiques

Le régime d'aide aux cultures énergétiques constitue une aide à la surface versée pour les superficies emblavées en cultures énergétiques et situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Le taux de l'aide s'élève à 45 euros par hectare. Les cultures visées par ce régime sont celles qui sont principalement destinées à la production de produits énergétiques tels que des biocarburants et l'énergie électrique et thermique produite à partir de biomasse. Le bénéfice de l'aide est limité au niveau communautaire à une superficie maximale garantie de 2.000.000 d'hectares. En cas de dépassement de cette limite, la surface primable de chaque producteur est réduite proportionnellement.

Comme pour l'année 2007, le plafond visé ci-avant a été dépassé pour la première fois depuis l'introduction du régime en 2004 (avec 2.843.450 hectares), les surfaces éligibles ont été multipliées par le coefficient 0,70337 pour aboutir à un taux à l'hectare de $45 \times 0,70337 = 31,65$ euros/ha. Ainsi, 34 producteurs ont bénéficié de la dite prime pour au total 230,76 hectares (surface réduite) et pour un montant total de 9.806,00 euros (compte tenu également des sanctions et de la modulation).

Au titre de l'année 2008, 32 producteurs ont déclaré pour la dite prime une surface totale de 258,08 hectares. Contrairement à l'année 2007, le plafond communautaire de 2.000.000 ha n'a pas été dépassé en 2008.

Le régime d'aide aux cultures énergétiques est également soumis aux dispositions de la conditionnalité et de la modulation (voir sous sections C. et D.)

3. Le paiement à la surface pour les fruits à coque

Le régime de paiement à la surface pour les fruits à coque constitue une aide à la surface versée pour les vergers d'arbres à fruits à coque. Les espèces d'arbre à fruits à coque admises au Grand-Duché de Luxembourg sont les noyers et les noisetiers. L'aide n'est payée que pour les vergers qui présentent une surface homogène et d'un seul tenant. Les arbres isolés et les rangées d'arbres à fruits à coque plantées le long des routes ou d'autres cultures ne sont pas éligibles à la dite aide. En outre, les vergers doivent présenter une densité minimale d'arbres à fruits à coque (50 arbres par hectare pour les noyers, 125 arbres par hectare pour les noisetiers). Le taux de l'aide pour les vergers situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg s'élève à 240 euros par hectare pour les vergers à noyers et à 150 euros par hectare pour les vergers à noisetiers.

Au titre de l'année 2007, un montant total de 2.596,92 euros a été versé pour une surface totale de 11,39 hectares (compte tenu des sanctions et de la modulation). La surface totale déclarée pour l'année 2008 s'élève à 12,29 hectares (dont 11,58 ha de noyers et 0,71 ha de noisetiers).

Le régime de paiement à la surface pour les fruits à coque est également soumis aux dispositions de la conditionnalité et de la modulation (voir sous sections C. et D.).

C. La modulation et le montant supplémentaire de l'aide

1. La modulation

Le régime de paiement unique (section A.) et les trois aides couplées mentionnées à la section B. sont soumis à la modulation prévue à l'article 10 du règlement (CE) n°1782/2003. Celle-ci consiste en une réduction proportionnelle des montants d'aide de 5% (en 2007 et 2008). Les montants ainsi récupérés, après déduction des montants supplémentaires de l'aide visés au point 2, sont affectés, au titre du soutien communautaire supplémentaire, à des mesures relevant de la programmation en matière de développement rural.

Les montants résultant de la modulation restent en partie disponibles à l'Etat membre où les montants ont été générés (1%). Les montants restants sont attribués (redistribués) aux différents Etats membres sur base de critères relevant de la superficie agricole, de l'emploi agricole ainsi que du produit intérieur brut (PIB) par habitant en parité de pouvoir d'achat. Toutefois, un Etat membre reçoit au moins 80% des montants totaux générés dans le dit Etat membre par la modulation.

Le montant total modulé au titre de l'année 2007 s'élève à 1.800.608,16 euros. Par décision de la Commission, le Grand-Duché de Luxembourg a pu retenir 1.200.000 euros du dit montant total (80% de la différence entre le montant total de la modulation et l'enveloppe disponible pour l'aide supplémentaire visée au point suivant).

2. Le montant supplémentaire de l'aide

L'article 12 du règlement (CE) n° 1782/2003 prévoit une ristourne (partielle), appelée « montant supplémentaire de l'aide », des montants modulés aux producteurs. Cette ristourne est égale au montant résultant de l'application des pourcentages de réduction visés au point 1 aux 5.000 premiers euros de paiements directs (à savoir, pour le Grand-Duché de Luxembourg, le paiement unique et les 3 aides couplées mentionnées à la section B.) ou moins. Toutefois, le total des ristournes pouvant être accordées pour une année civile ne peut dépasser les plafonds nationaux de 400.000 euros (à partir de 2007).

Au titre de l'année 2007, 1.864 producteurs ont bénéficié d'une ristourne partielle de la modulation pour un montant total de 399.990,56 euros.

D. La conditionnalité

Le règlement (CE) n°1782/2003 dispose en son article 3 que « tout agriculteur percevant des paiements directs est tenu de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'annexe III, conformément au calendrier fixé dans cette annexe, ainsi que les bonnes conditions agricoles et environnementales établies conformément à l'article 5. ».

L'annexe III dudit règlement reprend les domaines suivants :

- environnement ;
- identification et enregistrement des animaux ;
- santé publique, santé des animaux et des végétaux ;
- notification des maladies ;
- bien-être des animaux.

Les mesures à prendre en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales sont fixées à l'annexe IV du dit règlement et concernent :

- l'érosion des sols ;
- les matières organiques du sol ;
- la structure des sols ;
- le niveau minimal d'entretien des sols.

En outre, les réglementations communautaire et nationale fixent des règles en matière de maintien des pâturages permanents.

La conditionnalité est applicable à toutes les aides du 1^{er} pilier de la PAC (dès 2005), au régime d'indemnité compensatoire aux producteurs de régions défavorisées (à partir de 2007) ainsi qu'aux mesures agro-environnementales du 2^{ème} pilier (dont notamment le régime de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel) (à partir de 2008).

Le non-respect des exigences émanant des dispositions reprises ci-avant conduit à une réduction proportionnelle des paiements directs. La dite réduction est fonction de la gravité, de l'étendue, de la persistance et de la répétition du non-respect.

E. La section cheptel et viande

1. Le contrôle de la classification du bétail de boucherie

a) L'entrée en vigueur de nouveaux règlements communautaires

En date du 01.07.2008, le règlement (CE) n°700/2007 du Conseil du 11 juin 2007 relatif à la commercialisation de la viande issue de bovins âgés de douze mois au plus est entré en vigueur. Les opérateurs se sont adaptés au nouveau système d'étiquetage des bovins non adultes.

b) Le contrôle sur place dans les abattoirs

Conformément au règlement grand-ducal du 15 juillet 1985 définissant les règles spéciales applicables à la commercialisation du bétail de boucherie et aux règlements européens en vigueur, les contrôles de la classification du bétail de boucherie sont réalisés par les agents du SER. Ces contrôles portent sur la présentation et la constatation du poids des carcasses bovines, porcines, ovines et caprines ainsi que sur la classification des carcasses bovines et porcines.

En 2008, les agents ont effectué 15 visites dans les abattoirs et contrôlé 505 gros bovins et 450 porcins. Le taux d'erreur toléré de 10 % n'a jamais été dépassé chez les gros bovins (97,2% de valeurs correctes en moyenne annuelle), tandis que chez les porcs, ce même taux d'erreur toléré a été dépassé lors d'un contrôle de 5 points de %.

c) Les projets entamés en 2008

En 2008 la section a démarré deux projets importants :

- L'adaptation de la formule pour estimer le taux de viande maigre des carcasses de porcs à base des paramètres collectés par la sonde invasive HENNESSY. La procédure administrative est lancée auprès de la Commission Européenne suivant la procédure exigée. Le volet pratique sera réalisé avec des spécialistes allemands du Max Rubner Institut

(Bundesforschungsinstitut für Ernährung und Lebensmittel) de Kulmbach en 2009.

- L'adaptation du règlement grand-ducal sur la commercialisation du bétail de boucherie au Grand-Duché de Luxembourg aux besoins du marché en tenant compte de la nouvelle législation européenne. Un projet de règlement rédigé par les responsables du SER a été transmis pour avis aux responsables concernés du secteur fin 2008.

d) La formation des classificateurs et des agents chargés du contrôle

Tandis que les agents du SER ont participé en 2008 aux cours de formation organisés par les spécialistes allemands du Max Rubner Institut à Kulmbach et Niederwalmenach, les classificateurs agréés des abattoirs poursuivront des cours en 2009 suivant le roulement défini.

2. L'organisation commune des marchés agricoles

Après la publication du règlement (CE) n°1234/2007 du 22 octobre 2007 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement «OCM unique»), la Commission européenne a dû réorganiser et adapter certains modes de fonctionnement. Afin de garantir une représentation appropriée du Luxembourg dans les comités de gestion organisés suivant ces nouvelles règles, le SER est devenu coordinateur entre les administrations nationales concernées.

F. Le lait et les produits laitiers

1. Le régime des quotas laitiers

Le régime des quotas laitiers a continué à faire l'objet de discussions controversées dans le monde agricole au cours de l'année 2008. Une partie des producteurs souhaite maintenir un contingentement de la production laitière bien au-delà de l'échéance du 31 mars 2015 par souci de se voir exposés à une baisse démesurée du prix du lait tandis que d'autres militent en faveur de l'abolition du régime des quotas laitiers en vue de pouvoir utiliser pleinement les potentialités de production disponibles.

Fin mars 2008 le Conseil de l'Union européenne a décidé une augmentation des quotas laitiers de 2,0 % pour faire face à une demande accrue en produits laitiers sur le marché mondial. Cette décision a fait l'objet de fortes critiques dans le monde rural qui s'est montré préoccupé par le fait que cette augmentation va conduire à une diminution importante du prix du lait payé aux producteurs qui risquera d'affecter sensiblement leurs revenus.

Fin mai 2008 le « Bundesverband Deutscher Milchviehhalter » (BDM) a lancé un appel de grève pour manifester son mécontentement à l'égard des prix du lait beaucoup trop bas payés aux producteurs. Le mouvement de grève, qui fut surtout mené en République Fédérale d'Allemagne, a été suivi partiellement par les producteurs de lait luxembourgeois (en premier lieu des producteurs membres du « Luxembourg Dairy Board » (LDB) qui ont ainsi voulu apporter leur soutien à leurs homologues allemands).

C'est dans un climat plutôt tendu que la Commission CE a présenté au courant du mois de mai 2008 au Conseil des Ministres de l'Agriculture ses propositions d'adaptation de la PAC dans le cadre du bilan de santé. Pour le secteur laitier, ces propositions prévoyaient en premier lieu une augmentation des quotas laitiers de 5%, augmentation qui serait opérée en cinq étapes identiques de 1 % au cours de la

période 2009 à 2013 et en second lieu certaines adaptations techniques qu'il y a lieu d'apporter aux instruments de gestion du marché.

Au cours du mois de novembre 2008 le Conseil CE s'est mis d'accord sur l'augmentation des quotas laitiers telle que proposée par la Commission CE. En même temps, il s'est mis d'accord pour réduire de moitié, dès la période 2009/10, la correction positive « matière grasse » appliquée aux livraisons de lait au moment de l'établissement du décompte final de l'année quota en cause. Les services de la Commission présenteront à la fin des années 2010 et 2012 un rapport sur l'évolution du marché du lait et des produits laitiers. Ce rapport comportera l'analyse d'une série d'instruments devant servir à parvenir à un atterrissage en douceur du secteur laitier au moment de l'expiration du régime des quotas laitiers au 31 mars 2015.

Sur le plan national, la gestion du régime des quotas laitiers continue à être régie par le règlement grand-ducal du 11 mars 2004 concernant l'application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de prélèvement sur le lait.

Au cours de la période 2008/09, les producteurs luxembourgeois se sont vu majorer leur quota individuel de 2,5 %. Cette majoration comporte la 3^e tranche de 0,5 % de l'augmentation globale de 1,5 % décidée par le Conseil CE dans le cadre du mid-term review de l'agenda 2000 ainsi que l'augmentation de 2,0 % décidée par ledit Conseil au mois de mars 2008.

Le régime de transfert définitif de quotas mis en place au Luxembourg se réjouit toujours d'un grand intérêt tant auprès des producteurs qui souhaitent abandonner la production laitière qu'auprès de ceux qui envisagent d'accroître leur production en vue de se doter de structures de production nécessaires pour faire face aux défis qui les attendent au moment où l'actuel régime des quotas laitiers viendra à son terme.

Au cours de la période 2008/09, 75 producteurs ont présenté une demande de transfert de quotas ; la quantité de référence totale transférée a porté sur 4.772.602 kg, soit 1,71 % du quota national.

Depuis l'instauration du régime de transfert définitif des quotas (1^{er} avril 2000), quelque 421 producteurs ont abandonné la production laitière et ont procédé à la vente de leur quota laitier à destination de 400 exploitations. Parmi les producteurs actifs, plus de 2 sur 5 ont ainsi investi dans l'achat de quotas laitiers au cours des neuf dernières périodes de douze mois, ce qui prouve le grand intérêt que les producteurs actifs apportent audit régime. La quantité de référence transférée au cours des neuf dernières périodes de douze mois a porté sur 46.874.066 kg, soit 16,83 % du quota national disponible.

Selon les informations communiquées par les producteurs ayant procédé à l'achat de quotas au cours de la période 2008/09 le prix des quotas s'est stabilisé à haut niveau avec un prix moyen enregistré de 0,81 €/kg. Les prix payés ont varié dans une fourchette comprise entre 0,31 €/kg et 1,45 €/kg ; dans quelques cas, les quotas ont été transférés gratuitement.

Consécutivement aux transferts précités, le quota laitier moyen par exploitation est passé en neuf ans de 216.732 kg à 321.438 kg, soit une progression de 104.706 kg ou de 48,31 %. Ces chiffres prouvent que la restructuration des exploitations laitières, plutôt stagnante avant le 1^{er} avril 2000, a connu le développement escompté. Toutefois, il faut remarquer que les prix payés par les producteurs actifs pour les quotas leur transférés aux cours des neuf périodes de douze mois écoulées ont été fort élevés et, dans certains cas, même exorbitants. Compte tenu du fait que le régime des quotas laitiers expirera au 31 mars 2015, il faut s'attendre à ce que le

prix des quotas laitiers sera nettement orienté à la baisse au cours des prochaines années.

Au cours de la période 2008/09, les disponibilités de la réserve nationale ont été allouées en premier lieu à 18 jeunes producteurs nouvellement installés, qui ont bénéficié de l'allocation d'un quota supplémentaire de 23.800 kg leur revenant au titre de leur premier établissement. Une quantité de 779.119 kg a été attribuée à 261 producteurs appartenant à la troisième catégorie prioritaire (producteurs disposant d'une quantité de référence propre inférieure respectivement aux livraisons de lait effectuées pendant l'année de référence 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif de production du plan de développement en voie de réalisation au moment de l'instauration du régime des quotas laitiers) ; ces derniers ont bénéficié d'une cinquième tranche du quota supplémentaire leur revenant au titre de l'ordre de priorité précité.

2. L'application du régime des quotas laitiers en 2008

La vingt-quatrième période d'application du régime des quotas laitiers (2007/2008) s'étendait du 1er avril 2007 au 31 mars 2008.

Livraisons de lait aux acheteurs

Les tableaux 3 et 4 résument la situation enregistrée pour la période 2007/08 en matière de

- répartition du quota national entre les divers acheteurs de lait
- livraisons corrigées de lait
- dépassement du quota national
- prélèvement à payer par les producteurs individuels.

Tableau 3	Quotas alloués au titre des livraisons de lait aux acheteurs (Période 2007/2008)		
Acheteur	Quota global (kg)	Transferts article 6 paragraphe 2 du régl. (CE) 1788/03 (*) (kg)	Quota définitif (kg)
LUXLAIT	124.900.527	---	124.900.527
EKABE	34.064.792	- 5.767	34.059.025
PROCOLA	105.587.207	----	105.587.207
CORELUX	4.055.355	----	4.055.355
FROMAGERIE DE LUX.	2.666.119	----	2.666.119
TOTAL :	271.274.000	- 5.767	271.268.233

(*) transferts opérés par les producteurs disposant d'un quota « livraisons » et d'un quota « vente directe »

Tableau 4	Livraisons et prélèvement (Période 2007/2008)			
Acheteur	Livraisons corrigées (kg) (*)	Dépassement du quota (kg)	Sous-utilisation du quota (kg)	Prélèvement dû (EUR)
LUXLAIT	125.928.143	1.027.616	---	267.588,79
EKABE	34.113.579	54.554	---	13.583,82
PROCOLA	106.605.464	1.018.257	---	259.936,37
CORELUX	3.967.408	---	87.947	---
FROMAGERIE DE LUX.	2.597.976	---	68.143	---
TOTAL :	273.212.570	2.100.427	156.090	541.108,98

(*) compte tenu de la correction appliquée aux livraisons suite au dépassement du taux de matière grasse de référence

Le tableau 5 reprend les chiffres en matière de répartition des quotas entre les différents acheteurs au cours de la vingt – cinquième période d'application du régime des quotas laitiers.

Tableau 5	Répartition des quotas entre les différents acheteurs au cours de la période 2008/2009 (situation au 16/01/2009)	
Acheteur	Quota total (kg)	en %
LUXLAIT	127.247.271	45,775
EKABE	34.887.589	12,550
PROCOLA	109.083.610	39,241
CORELUX	4.022.134	1,447
FROMAGERIE DE LUXEMBOURG	2.744.725	0,987
TOTAL :	277.985.329	100,000

Vente directe

Au cours de la période 2007/2008, une quantité de référence « vente directe » a été allouée à 3 producteurs; les quantités de référence totales attribuées se sont établies à :

Quota national « vente directe »	465.000 kg
Transfert article 6 paragraphe 2, R(CE) N° 1788/03	+ 5.767 kg
Quota national disponible	470.767 kg

Les quantités de lait et de produits laitiers commercialisées directement ont porté sur 499.252 kg en équivalant lait.

Un prélèvement d'un montant de 7.927,38 € a été perçu au cours de la période 2007/2008.

Réallocation de quotas

Pour la période du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008, il a été possible d'allouer, à partir de la réserve nationale, les quantités de référence supplémentaires indiquées au tableau 6.

Tableau 6	
Quotas supplémentaires alloués en 2007/2008 et motifs de l'allocation	Quantité de référence globale engagée
1) Allocation linéaire de 0,5 % à 891 producteurs laitiers	1.345.000 kg
2) Un quota supplémentaire de 23.800 kg a été alloué à 22 jeunes producteurs	523.600 kg
3) Allocation d'un quota supplémentaire à 293 producteurs appartenant à la troisième catégorie prioritaire. (producteurs disposant d'une quantité de référence propre inférieure respectivement aux livraisons de lait effectuées pendant l'année de référence 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif de production du plan de développement en voie de réalisation au moment de l'instauration du régime des quotas laitiers)	443.180 kg
Quantité de référence supplémentaire allouée :	2.311.780 kg

3. La situation structurelle du secteur laitier

La situation structurelle du secteur laitier au Grand-Duché de Luxembourg ressort du tableau 7 qui montre la répartition des quotas laitiers entre les différentes catégories d'exploitations laitières et le nombre d'exploitations dans chaque catégorie.

Tableau 7	Structure des exploitations laitières luxembourgeoises									
	Répartition par classe de grandeur									
	(répartition établie sur base du quota laitier détenu)									
	Situation au 16 juillet 2008									
Classe de grandeur (kg)	0 — 60.000	60.001 — 100.000	100.001 — 150.000	150.001 — 200.000	200.001 — 250.000	250.001 — 300.000	300.001 — 400.000	400.001 — 500.000	> 500.000	TOTAL
Quota détenu (kg)	541.664	1.836.944	8.820.216	22.380.892	34.273.318	33.071.626	50.680.018	41.392.684	84.403.553	277.400.915
%	0,20	0,66	3,18	8,07	12,36	11,92	18,27	14,92	30,43	100,00
Nombre de producteurs	13	23	71	126	151	121	147	93	118	863
%	1,51	2,67	8,23	14,60	17,50	14,02	17,03	10,78	13,67	100,00
Moyenne par classe (kg)	41.666	79.867	124.228	177.626	226.976	273.319	344.762	445.083	715284	321.438

Depuis l'introduction du régime des quotas laitiers, la situation structurelle du secteur laitier au Grand-Duché connaît un changement continu vers la diminution du nombre de producteurs et l'augmentation du quota individuel des exploitations restantes (voir tableau 8)

Tableau 8			
Campagnes	Nombre de producteurs	Quota moyen (kg)	Variation annuelle (%)
1984/85	2.226	131.626	
1985/86	2.222	130.513	-0,846
1986/87	2.042	142.018	+8,815
1987/88	1.970	139.137	-2,029
1988/89	1.869	143.111	+2,856
1989/90	1.800	150.444	+5,124
1990/91	1.776	152.477	+1,351
1991/92	1.640	162.394	+6,504
1992/93	1.590	167.604	+3,208
1993/94	1.524	175.917	+4,960
1994/95	1.463	183.252	+4,170
1995/96	1.373	195.264	+6,555
1996/97	1.309	204.811	+4,889
1997/98	1.276	210.108	+2,586
1998/99	1.259	212.944	+1,350
1999/2000	1.237	216.732	+1,779
2000/2001	1.149	233.467	+7,722
2001/2002	1.093	245.704	+5,241
2002/2003	1.058	253.832	+3,308
2003/2004	1.022	262.773	+3,522
2004/2005	991	270.993	+3,128
2005/2006	955	281.208	+3,769
2006/2007	923	292.415	+3,985
2007/2008	890	304.802	+4,236
2008/2009	863	321.438	+5,458

Remarque : Campagnes 1984/85 - 2007/2008 : Données de fin de campagne
Campagne 2008/2009 : Données du 16 juillet 2008

Le tableau 9 montre la répartition du quota national entre les différentes catégories d'âge de producteurs et le nombre de producteurs dans chaque catégorie.

Tableau 9 (Situation au 1 ^{er} avril 2008)						
Catégorie d'âge	Producteurs âgés de moins de 25 ans	Producteurs âgés de plus de 25 ans et de moins de 35 ans	Producteurs âgés de plus de 35 ans et de moins de 45 ans	Producteurs âgés de plus de 45 ans et de moins de 55 ans	Producteurs âgés de plus de 55 ans et de moins de 65 ans	Producteurs âgés de plus de 65 ans
Quota global détenu par catégorie d'âge (kg)	22.118.616	65.870.554	92.037.891	77.003.734	19.629.798	740.322
Part du quota national	7,974 %	23,746 %	33,179 %	27,759 %	7,076 %	0,267 %
Nombre de producteurs par catégorie d'âge	61	170	267	267	91	7
Pourcentage	7,068 %	19,699 %	30,939 %	30,939 %	10,545 %	0,811 %
Quota moyen par catégorie d'âge (kg)	362.600	387.474	344.711	288.403	215.712	105.760

4. L'allocation de quantités de référence supplémentaires

Le tableau 10 reprend les allocations de quantités de références effectuées depuis l'instauration du régime des quotas laitiers.

Tableau 10		
Catégorie	Nombre de cas	Quantité de référence supplémentaire allouée (kg)
Cas de rigueur	111	1.219.290
Anciens cas de rigueur	41	154.187
Plans de développement	241	14.109.756
Plans d'amélioration matérielle	369	15.934.956
Jeunes producteurs	967	22.965.881
Petits producteurs	178	1.134.340
Pool national	383	12.528.701 (*)
Cas 1983	323	3.437.143
Majoration 3,5 %	863	9.070.634
	Total	80.554.888 (**) soit 28,92 % du quota national

(*) dont 344.616 kg alloués en application de l'article 16 paragraphe (2) du règl. grand-ducal du 14 mars 1996 (allocation linéaire de 1.384 kg à 249 exploitations), 696.763 kg alloués en application des articles 25 et 26 dudit règlement (dispositions transitoires) et 11.487.322 kg alloués en application des articles 13 et 14 du règlement grand-ducal du 1^{er} mars 2000 respectivement en application des articles 13 et 14 du règlement grand-ducal du 11 mars 2004 (dissolutions transferts et fusions).

(**) le chiffre de 80.554.888 kg comprend la quantité de référence de 25 millions de kg alloués au Luxembourg depuis le début du régime des quotas laitiers en provenance de la réserve communautaire

5. Le pool national

Depuis le 1^{er} avril 2000, le pool national ne sert plus comme instrument de restructuration de la production laitière mais est exclusivement destiné à garantir l'allocation définitive de quotas à des producteurs ayant soit bénéficié d'un transfert

temporaire de quotas par voie de location soit profité de la jouissance d'une quantité de référence plus substantielle dans le cadre d'un contrat d'association; en effet, ces derniers bénéficient d'un droit d'allocation prioritaire des quotas transférés ou des quotas détenus par le co-associé au cas où les contractants décident d'un commun accord de mettre un terme, soit en raison de l'arrivée du terme soit en raison de sa résiliation anticipée, au bail ou à la convention qui les a engagés dans le passé.

A partir du 1^{er} avril 2000, 111 contrats de bail n'ont plus été reconduits ou ont été résiliés anticipativement et les quotas laitiers correspondants à ces contrats, représentant une quantité de 7.149.251 kg, ont été alloués définitivement aux producteurs en activité moyennant le passage par le pool national. En outre 23 associations de producteurs ont été dissoutes anticipativement et les producteurs continuant la production laitière se sont vus allouer définitivement les 4.338.071 kg de quotas de leur ancien associé grâce au recours au pool national.

6. Les transferts de quotas

Le tableau 11 reprend les quantités de référence ayant fait l'objet d'un transfert consécutivement à un contrat de location ou à un contrat de vente

Tableau 11					
Période	Nombre	Quota transféré consécutivement à un contrat de location	Nombre	Quota transféré consécutivement à un contrat de vente	Total général
1984/1985	0	0	0	0	
1985/1986	2 cas	85.147 kg	0	0	
1986/1987	0	0	0	0	
1987/1988	0	0	1 cas	350.948 kg	
1988/1989	1 cas	128.713 kg	0	0	
1989/1990	2 cas	417.162 kg	0	0	
1990/1991	2 cas	356.666 kg	0	0	
1991/1992	7 cas	424.240 kg	0	0	
1992/1993	5 cas	472.708 kg	0	0	
1993/1994	34 cas	2.887.482 kg	0	0	
1994/1995	19 cas	1.546.715 kg	0	0	
1995/1996	21 cas	2.262.637 kg	0	0	
1996/1997	12 cas	1.396.583 kg	0	0	
1997/1998	25 cas *	1.914.460 kg	0	0	
1998/1999	10 cas	875.861 kg	0	0	
1999/2000	19 cas	2.749.789 kg	0	0	
2000/2001	0	0	84 cas	8.477.271 kg	
2001/2002	1 cas	346.848 kg	53 cas	5.741.256 kg	
2002/2003	1 cas	349.765 kg	39 cas	3.958.078 kg	
2003/2004	0	0	44 cas	4.866.087 kg	
2004/2005	0	0	39 cas	4.298.529 kg	
2005/2006	0	0	44 cas	5.473.052 kg	
2006/2007	0	0	40 cas	5.028.887 kg	
2007/2008	0	0	36 cas	4.258.304 kg	
2008/2009	0	0	42 cas	4.772.602 kg	
Total	161 cas	16.214.776 kg	422 cas	47.225.014 kg	63.439.790 kg

* dont 13 cas (1.080.969 kg) qui ont fait appel aux dispositions transitoires de l'article 26 paragraphe (2) deuxième alinéa du règlement grand-ducal modifié du 14 mars 1996.

7. Le régime d'aide au lait scolaire

La réglementation communautaire prévoit une aide à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires.

A partir du 1^{er} janvier 2001 le financement communautaire pour le « lait scolaire » a été ramené de 95 % du prix indicatif du lait (valable à l'époque) à 75 % de ce prix avec la faculté pour les Etats membres d'accorder, en complément de l'aide communautaire, une aide nationale pour cofinancer la distribution de lait et de produits laitiers aux élèves fréquentant un établissement scolaire.

Au Luxembourg il est fait application de cette disposition. L'aide nationale accordée s'élève à 11,63 €/100 litres de lait entier.

Au cours de l'année scolaire 2007/2008, 66 établissements fréquentés par 18.645 élèves ont bénéficié dudit régime d'aide.

L'aide globale accordée pour le lait entier s'élevait à 30,3245 €/100 litres, dont 18,6945 €/100 litres à charge du FEAGA et 11,63 €/100 litres à charge du budget national.

L'aide payée au titre de l'année scolaire 2007/2008 est résumée au tableau 12.

Tableau 12		
Produits	Quantités (l)	Montant total de l'aide (EUR)
Lait entier	83.270,30	25.251,30
Lait entier chocolaté	31.359,85	9.509,72
TOTAL :	114.630,15	34.761,02

8. Le régime d'aide au beurre destiné aux institutions et collectivités sans but lucratif

La réglementation communautaire prévoit l'octroi d'une aide au beurre destiné aux institutions et collectivités sans but lucratif. Pour l'année 2008 le montant de l'aide s'élevait à 40 €/100 kg.

En ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, la portée de la mesure est illustrée au tableau 13.

Tableau 13		
Année	Quantités (kg)	Montant total de l'aide (EUR)
1992	147.352	265.585,69
1993	143.183	250.258,28
1994	141.801	234.558,17
1995	136.648	193.654,10
1996	136.055	185.490,02
1997	129.868	181.554,64
1998	124.640	155.012,33
1999	118.629	124.560,40
2000	113.606	119.286,29
2001	109.155	112.821,90
2002	98.027	98.027,00
2003	93.831	93.831,00
2004	95.988	95.988,00
2005	95.427	74.774,10
2006	96.514	57.908,10
2007	97.522	42.324,50
2008	85.983	34.393,20

9. Le régime d'aide au stockage privé de beurre

La réglementation communautaire prévoit l'octroi d'une aide au stockage privé de beurre pour le beurre entreposé pendant la période du 1^{er} mars au 15 août.

L'aide, qui est payée pour une durée de stockage contractuelle comprise entre quatre-vingt-dix jours au moins et deux cent dix jours au maximum, s'élève par tonne de beurre à :

- 15,62 € pour les frais fixes ;
- 0,23 € par jour de stockage contractuel pour les frais d'entreposage frigorifique ;

- un montant par jour de stockage contractuel calculé en fonction de 90 % du prix d'intervention du beurre et en fonction d'un taux d'intérêt de 4,25 % par an pour les frais de financement.

Au cours de l'année 2008 il a été fait appel audit régime d'aide au Luxembourg.

La quantité de beurre entreposée a porté sur 150 tonnes. Le montant d'aide global accordé s'est chiffré à 16.710,37 €.

10. Le régime d'aide aux personnes les plus démunies

La réglementation communautaire prévoit, dans le cadre de plans annuels, la mise à disposition gratuite de denrées alimentaires provenant des stocks d'intervention au bénéfice des personnes les plus démunies de la Communauté.

En cas d'indisponibilité de stocks d'intervention, la réalisation du plan annuel peut être opérée à partir de produits mobilisés sur le marché.

Au Luxembourg il est fait application dudit régime d'aide moyennant la mobilisation de produits achetés sur le marché.

Le programme mis en œuvre au cours de l'exercice 2008 prévoyait exclusivement la distribution gratuite de produits laitiers par l'intermédiaire de trois organisations caritatives.

Les quantités de produits laitiers distribuées au cours de l'exercice 2008 ont porté sur :

- lait UHT :	30.300,00 litres
- beurre :	2.262,00 kg
- fromage blanc :	2.196,00 kg
- fromage cuit :	835,60 kg
- crème UHT :	2.613,00 litres
- yaourts fruités :	5.953,65 kg

Le montant global engagé dans la réalisation du programme 2008 a porté sur 76.342,17 EUR.

G. L'indemnité compensatoire allouée aux producteurs des régions défavorisées

Le règlement grand-ducal du 24 juin 2008 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées, publié fin juin 2008 repose sur le plan de développement rural (PDR) 2007-2013 approuvé par la Commission européenne et prévu par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

L'indemnité compensatoire allouée aux exploitants agricoles s'élevait pour l'année civile 2008 à plus de 15,7 millions d'euros.

L'indemnité compensatoire est accordée aux exploitants agricoles :

- dont l'exploitation a une dimension économique correspondant à une marge brute standard totale d'au moins 9 600 € et une taille d'au moins 3 hectares de surface agricole éligible ;

- dont le siège de l'exploitation est situé dans les zones du Grand-Duché de Luxembourg qui figurent sur la liste communautaire des zones défavorisées définies pour le Luxembourg par la directive 75/274/CEE ;
- qui s'engagent à poursuivre leur activité agricole dans une zone défavorisée pendant au moins cinq ans à compter du versement de l'indemnité compensatoire ;
- qui respectent, sur l'ensemble de leur exploitation, les exigences de la conditionnalité et, en ce qui concerne les surfaces situées dans un pays limitrophe, les exigences de la conditionnalité applicable dans ce pays.

L'indemnité revenant à chaque exploitant est calculée comme suit :

en ce qui concerne les exploitations à titre principal:

- 150 € pour chacune des 60 premières unités
- 75 € pour chacune des 60 unités subséquentes

Depuis l'année civile 2004, la surface éligible pour l'aide est déterminée en modulant les plafonds repris ci-dessus par la prise en compte de la structure économique des exploitations afin de prendre davantage en compte les exigences économiques des exploitants à titre principal créant des emplois pour plusieurs personnes.

Cette modulation repose sur un système d'UTA (unité de travail annuel) calculées chaque année à partir des heures de travail moyennes annuellement nécessaires à l'entretien des différentes surfaces et le cheptel. Par palier de ces UTA calculées pour chaque exploitation, un coefficient multiplicateur des plafonds est déterminé pour le premier et le deuxième montant d'aide.

b) en ce qui concerne les exploitations à titre accessoire :

- 100 € pour chacune des 15 premières unités
- 62 € pour chacune des 10 unités subséquentes

Il en résulte une indemnité maximale de 2.120 € par exploitation à titre accessoire.

En 2008, 1.526 exploitations agricoles ont touché une indemnité compensatoire, dont 1.403 exploitations à titre principal et 128 exploitations à titre accessoire. Il faut noter que, depuis 2001 inclus, les exploitations ayant un chef d'exploitation retraité sont considérées aussi comme exploitations accessoires pour le calcul de l'indemnité compensatoire. Le montant payé se compose comme suit :

- un montant de 15.523.104 € a été attribué aux exploitants exerçant l'activité agricole à titre principal
- un montant de 240.944 € a été attribué aux exploitants exerçant l'activité agricole à titre accessoire

Le montant moyen par exploitation à titre principal s'élève à 11.064 € et celui par exploitation à titre accessoire à 1.882 €.

Le tableau 14 ci-après reflète l'évolution et la répartition de l'indemnité compensatoire pour la période de 2001 à 2008.

Tableau 14 : Evolution et répartition de l'indemnité compensatoire								
Année du paiement	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Crédits budgétaires (millions d'euros)	15.36 9	15.54 0	14.69 0	15.92 0	15.82 5	15.80 9	15.76 4	15.76 9
Exploitations bénéficiaires	2.122	2.071	1.598	1.596	1553	1553	1526	1541
- dont à titre principal	1.711	1.678	1.497	1474	1448	1441	1403	1383
- dont à titre accessoire	411	393	101	122	105	112	128	158
Montant moyen par exploitation bénéficiaire (en euros)								
- exploitations à titre principal	8.815	8.987	9.813	10.669	10.790	10.827	11.064	11.187
- exploitations à titre accessoire	1.180	1.172	1.982	1.585	1.927	1.859	1.882	1.880

H. La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel

La première période du programme de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage, mesure cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du règlement (CE) n° 2078/92, a été introduite fin 1996 (engagements à partir de l'année de récolte 1997) et s'adressait uniquement aux agriculteurs.

Depuis l'année de récolte 1998, peuvent également bénéficier de ce régime d'aides les pépiniéristes et les viticulteurs pour leurs surfaces exploitées respectivement comme pépinières ou vignobles (vignobles en pente moyenne $\geq 15\%$ et vignobles en pente raide $\geq 30\%$). Les horticulteurs s'y ajoutent à partir de l'année de récolte 1999 (arboriculteurs et maraîchers de plein air). La prime à verser au bénéfice des horticulteurs est entièrement à charge du budget national.

Le SER est chargé de la gestion et du contrôle administratif des demandes introduites par les agriculteurs, horticulteurs et pépiniéristes. Il prépare également les dossiers de paiements correspondants. L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture respectivement l'Unité de Contrôle sont chargés des contrôles sur place et en laboratoire.

Les demandes de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel introduites par les viticulteurs pour leurs vignobles éligibles sont gérées et contrôlées par l'Institut Viti-Vinicole. Cette administration est également chargée de la préparation des dossiers de paiement en question.

La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel vise notamment à encourager l'entretien des surfaces en honorant l'activité des producteurs en tant que prestataires d'un service d'entretien de l'espace naturel et du paysage. En outre, elle cherche à maintenir sous exploitation l'ensemble des surfaces à vocation agricole, viticole ou horticole dans le respect des formes d'exploitation adaptées au milieu naturel et au paysage et respectueuses de l'environnement.

Le règlement du 17 octobre 2008 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, fixant les modalités de paiement et de contrôle du nouveau programme de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel a été publié fin octobre 2009. Cette réglementation repose sur le plan de développement rural (PDR) approuvé par la Commission européenne et prévu par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Peuvent bénéficier de ladite prime, tous les producteurs dont l'exploitation est située sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui exploitent une surface minimale et qui respectent un certain nombre de conditions. Le nouveau programme a

été adapté en fonction des nouveaux défis. Le respect de la conditionnalité est obligatoire dans la nouvelle période de programmation.

D'autre part, le maintien et la création de prairies et pâturages permanents sont favorisés davantage. La couverture permanente du sol minimise le risque d'érosion et prévient le lessivage des sols. De plus, peu de pesticides et de fertilisants sont utilisés sur ces surfaces. Les exploitants ayant des surfaces dans les zones de protection des eaux sont obligés de participer avec une partie de ces surfaces dans des programmes agri-environnementaux ciblant l'amélioration de la qualité de l'eau suite à une diminution des intrants.

De plus, les exploitants ayant des surfaces labourées le long de cours d'eau sont obligés d'installer une bande de protection végétale d'une largeur minimale de 3 mètres sur les labours le long des cours d'eau définis par l'Administration.

Les demandeurs de la prime s'engagent à répondre à ces conditions pendant cinq ans à partir du premier versement.

Les exploitants qui se sont engagés dans le cadre du programme précédent et dont la période des cinq années n'est pas encore expirée, ont eu la possibilité de finir leur programme sous l'ancienne réglementation. Pour l'année culturale 2007/2008, 27 exploitations restent inscrites sous l'ancien régime.

Les montants de primes applicables sont repris au tableau 15 :

Tableau 15			
Bénéficiaires		Montants	
<i>Agriculteurs</i>	<i>à titre principal</i>	pour les 50 premiers hectares :	
		prairies permanentes	100 €/ha
		terre arable	85 €/ha
		(les prairies permanentes sont payées prioritairement	
	<i>à titre accessoire</i>	pour les hectares dépassant 50 ha	80 €/ha
		prairies permanentes	68 €/ha
		terre arable	
		Montant par hectare	
<i>Pépiniéristes</i>	<i>à titre principal</i>	prairies permanentes	80 €/ha
		terre arable	68 €/ha
	<i>à titre accessoire</i>	Montant maximum par demande	5.000 €
<i>Horticulteurs</i>	<i>à titre principal</i>	Montant par hectare	397 €/ha
		Montant par hectare	318 €/ha
		Montant maximum par demande	5.000 €
	<i>à titre accessoire</i>	Montant par hectare	397 €/ha
		d'arboriculture	794 €/ha
		Montant par hectare de culture maraîchères de plein air	*
		Montant par hectare	318 €/ha
		d'arboriculture	635 €/ha
		Montant par hectare de culture maraîchères de plein air	5.000 €
		Montant maximal par demande	

La situation en matière de participation au régime de la prime est résumée au tableau 16 :

Tableau 16	
Année culturale (*)	Nombre d'exploitants participant au régime au cours des années culturales en question (**)
1996/1997	1.874
1997/1998	1.878
1998/1999	1.910
1999/2000	1.898
2000/2001	1.787
2001/2002	1.795
2002/2003	1.751
2003/2004	1.777
2004/2005	1.764
2005/2006	1.781
2006/2007	1.725
2007/2008	1.451***

(*) du 1^{er} novembre jusqu'au 31 octobre de l'année suivante

(**) les variations peuvent s'expliquer à la fois par des résiliations et nouveaux engagements, ainsi que par la disparition d'exploitations individuelles au moment de la fusion d'exploitations.

(***) Nouvelle période de programmation 2008-2012

Depuis le nouveau programme, le versement (p.ex. pour l'année de récolte n) de ladite prime agriculture est en principe réalisé vers la fin de l'année, sauf pour les pépiniéristes et les horticulteurs pour lesquels le paiement se fait, en début de l'année suivant la demande.

Prime pour l'année de récolte 2008 : le tableau 17 précise les chiffres concernant les agriculteurs.

Tableau 17	
Nombre d'agriculteurs bénéficiaires	1429
dont à titre principal	1229
dont à titre accessoire	200
Surface agricole utilisée primée	104.641 ha
producteurs à titre principal	4.129 ha
producteurs à titre accessoire	108.771 ha
Solde versé	8.901.394 €

Prime pour l'année de récolte 2007 : le tableau 18 précise les chiffres concernant les arboriculteurs, maraîchers et pépiniéristes.

Tableau 18	
Nombre de pépiniéristes bénéficiaires	
dont à titre principal	3
dont à titre accessoire	1
Nombre de maraîchers bénéficiaires	14
dont à titre principal	9
dont à titre accessoire	5
Nombre d'arboriculteurs bénéficiaires	47
dont à titre principal	29
dont à titre accessoire	18
Surface de pépinières primée	23,14 ha
producteurs à titre principal	9,46 ha
producteurs à titre accessoire	13,68 ha
Surface maraîchère primée	19,77 ha
producteurs à titre principal	13,52 ha
producteurs à titre accessoire	6,25 ha
Surface arboricole primée	91,41 ha
producteurs à titre principal	60,28 ha
producteurs à titre accessoire	31,13 ha
Solde versé pépiniéristes	8.107 €
maraîchers	14.704 €
arboriculteurs	33.831 €

V. LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Le règlement modifié (CE) no 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune (adopté sous présidence luxembourgeoise) a redéfini les dispositions en matière de financement de la politique agricole commune. Il a notamment créé deux fonds agricoles européens, à savoir le Fonds européen de garantie agricole (FEAGA), destiné à financer les mesures de marché et d'autres mesures et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), destiné à financer les programmes de développement rural. Le règlement est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Les dépenses relatives à l'ancienne initiative communautaire LEADER+ (période 2000 – 2006), sont restés à charge de l'ancien Fonds FEOGA, section orientation en vertu de la règle dite N+2 (engagements communautaires valables pour les paiements des deux ans consécutifs suite à l'année d'engagement).

A. Le FEAGA

Le FEAGA finance, en gestion partagée entre les Etats membres et la Communauté, les dépenses suivantes :

- les restitutions fixées pour l'exportation des produits agricoles vers les pays tiers,
- les interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles,
- les paiements directs aux agriculteurs prévus dans le cadre de la politique agricole commune,
- la contribution financière de la Communauté aux actions d'information et de promotion en faveur des produits agricoles sur le marché intérieur de la Communauté et dans les pays tiers, dont la réalisation est effectuée par l'intermédiaire des Etats membres,
- l'aide à la restructuration, l'aide à la diversification, l'aide additionnelle à la diversification et l'aide transitoire prévues par le règlement (CE) no 320/2006 du Conseil du 20 février 2006, instituant un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière dans la Communauté Européenne.

Pour l'exercice 2007, les dépenses du FEAGA. Les dépenses totales pour toute la Communauté se sont élevées à 42.119,7 mio euros. Par rapport aux crédits disponibles, on constate une sous-consommation de l'ordre de 592 mio euros. A relever également que le montant de 42.119,7 mio euros représente 33% du budget total de l'Union Européenne.

En analysant les dépenses 2007 par catégorie, on constate que:

- les dépenses de restitution à l'exportation ont poursuivi leur baisse et ne représentent plus que 3,4 % du total des dépenses du FEOGA-Garantie ;
- les dépenses pour aides directes atteignent maintenant 87,9 % des dépenses totales ; cette augmentation par rapport aux années précédentes est due au fait que les dépenses du développement ne sont plus financées par le FEAGA, mais par le FEADER ;
- les dépenses de stockage ont été quasiment nulles,
- le pourcentage pour les autres dépenses (actions vétérinaires et phytosanitaires, actions d'information, etc.) s'est élevé à 8,7 % ; cette diminution par rapport aux années précédentes est due au fait que les dépenses du développement ne sont plus financées par le FEAGA, mais par le FEADER

Pour l'année 2008, le montant total des dépenses concernant le FEAGA peut être estimé à environ 43.339,8 mio euros. Cette exécution provisoire, indique une sous-exécution globale de quelque 3.736,4 mio euros par rapport aux crédits budgétaires initiaux. La part du Luxembourg s'élève à moins de 0,1 % de ces dépenses.

A noter que depuis 2004, le Luxembourg ne connaît plus de stocks d'intervention de produits agricoles.

B. Le FEADER

Le FEADER finance en gestion partagée entre les Etats membres et la Communauté la contribution financière de la Communauté aux programmes de développement rural.

L'année 2007 était caractérisée par l'adoption, à partir du milieu de l'année, des plans de développement rural des Etats membres par la Commission. Etant que ce processus a engendré un retard assez notable dans la mise en œuvre des programmes en question, seulement 77,1% des engagements prévus n'ont pu être payés par les Etats membres de l'Union Européenne.

Le tableau I fait état des montants versés au titre des deux fonds précités pour les exercices financiers 2006, 2007 et 2008. A noter que pour l'exercice 2006, ces fonds ont été payés au titre du FEOGA, section garantie.

TABLEAU I

Dépenses du FEAGA et du FEADER au Luxembourg (FEOGA, section garantie jusqu'au 15 octobre 2006) (Dépenses se rapportant aux années budgétaires des C.E. : 16.10-15.10)

en euros

	2006	2007	2008
<u>FEAGA</u>			
Régime du paiement unique	32.297.334,35	35.010.046,69	34.583.664,53
Cultures arables			
- Aide aux producteurs de céréales	135.358,40	-10.024,53	1933,62
- Aide à la production de graines de soja, de colza et de tournesol	34.694,26	37,54	-
- Aide à la production des protéagineux	-298,04	18.396,87	16.956,36
- Fruits à coque	2.744,71	2.651,90	2.596,92
- Retrait des terres arables	5.161,95	-1.308,51	-
- Prime aux cultures énergétiques	-	28.099,14	9862,62
Vin			
- Aides moûts concentrés	299.843,68	346.261,19	399.812,37
- Primes d'abandon définitif	6.203,90	6.075,70	5.319,00
- Actions de restructuration et de reconversion du vignoble	57.377,15	59.665,14	38.000,71
Semences			
- Aide à la production	-	-	-
Produits laitiers			
- Restitutions à l'exportation	4.912,80	8.846,65	1095,00
- Beurre destiné à la pâtisserie et à la glace	55.187,91	24.925,04	-
- Aide à l'achat de beurre pour collectivités	73.143,90	44.960,20	46.759,40
- Lait scolaire	21.513,02	29.657,96	24.704,39
- Prélèvement supplémentaire de coresponsabilité	-	-876.689,16	-204.730,01
- Prime aux produits laitiers	-	-	-
Viande bovine			
- Primes aux vaches allaitantes	15.661,20	-	-
- Primes spéciales	12.074,20	23.678,38	-
- Prime à l'abattage	15.382,74	298,85	-
- Restitutions à l'exportation d'animaux vivants	-	-	-
Viande ovine			
- Primes à la brebis	-	-	-
Distribution de produits agricoles aux démunies	25.813,82	61.129,46	82.082,27
Aide particulière à l'apiculture	14.516,49	19.294,64	18.897,00
Aides agri-monnaies	-	15,11	-
Apurement des exercices antérieurs	-	1.020.691,85	-897.640,15
Recouvrements	-58.564,04	-164.577,33	-82.000,31
Recouvrements conditionnalité	-52.560,73	-58.518,78	-82.142,28
<u>Total FEAGA</u>		<u>35.697.439,90</u>	<u>33.965.171,44</u>
<u>FEADER</u>			
Formation professionnelle et actions d'information	7.966,07	9.935,24	-
Installations de jeunes agriculteurs	163.931,00	171.564,31	-
Modernisation des exploitations agricoles	3.893.200,53	4.259.140,87	2.114.173,59
Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles	135.903,11	-	-
Amélioration de la valeur économique des forêts	65.177,72	35.132,76	10.129,74
Infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation des secteurs agricole et sylvicole	-	14.6871,00	40.540,72
Indemnités compensatoires	3.536.266,02	3.959.891,27	3.963.683,35
Paiements agroenvironnementaux	5.944.725,78	1.865.896,26	1.917.518,52
Paiements sylvoenvironnementaux	-	11.039,51	1.568,80
Diversification vers des activités non agricoles	27.851,09	67.549,92	44.899,32
Aide à la création et au développement des entreprises	-	19.645,06	-
Promotion des activités touristiques	24.843,10	12.821,53	14.112,84
Services de base pour l'économie et la population rurale	203.066,28	312.454,46	559.209,77
Rénovation et développement des villages	104.465,73	152.390,50	114.136,60
Conservation et mise en valeur du patrimoine rural	-	9.798,82	155.088,10
Formation et information des acteurs économiques	-	46.705,26	-
Recouvrements	-18.785,10	-	-5.474,76
<u>Total FEADER</u>		<u>11.080.836,77</u>	<u>8.929.586,59</u>
TOTAL:	45.072.490,21	46.948.099,71	42.894.758,03

C. Le FEOGA - section orientation

Au Luxembourg, les mesures financées par le FEOGA, section orientation, se limitent pour la période de programmation 2000 – 2006 à l'initiative communautaire LEADER+.

Le tableau II renseigne les montants que le FEOGA, section orientation, a versés au Luxembourg dans le cadre de l'action LEADER+.

TABLEAU II

***Montants versés au Luxembourg par le FEOGA
section orientation pour l'initiative communautaire LEADER+ (en euros)***

Action	2006	2007	2008
LEADER+	271.432	511.833	587.362

VI. L'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL

A. Les aides aux exploitations individuelles

Au cours de l'exercice 2008 un montant de 616.596,05 € a été liquidé à titre de soldes concernant diverses mesures prévues dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'agriculture. Un montant de 30.721.730,29 € a été liquidé au titre de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural et un montant de 26.192.725,42 € a été liquidé au titre de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural. Ainsi, des aides pour un montant total de 57.531.051,76 € ont été liquidées en 2008 à charge des crédits du Fonds d'orientation économique de l'agriculture au titre des diverses lois agraires subséquentes.

B. Les aides aux collectivités

Au cours de l'année 2008 le département a ordonnancé un montant de 12.993.789,58 € à titre de subventions pour des projets d'investissement présentés par des collectivités dans le cadre de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural.

Etant donné que la loi modifiée du 24 juillet 2001 était venue à terme le 31 décembre 2006 et que la nouvelle loi agraire portant l'intitulé « Loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural » n'est entrée en vigueur qu'en 2008, aucune nouvelle demande d'aide de la part des collectivités et concernant des investissements ayant pour objet l'amélioration des productions animales et végétales, des conditions et installations de stockage, de traitement, de transformation et de commercialisation de produits agricoles, n'a pu être ni avisée ni accordée.

Les membres de la commission prévue à l'article 54 de la loi et appelée à instruire les demandes concernant les aides prévues aux chapitres 6 et 7 du Titre II de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, ont été nommés par arrêté du Gouvernement en Conseil du 4 septembre 2008.

Au 31 décembre 2008 le département se trouvait saisi de 10 demandes d'aide introduites par des demandeurs d'aide au cours des années 2007 et 2008. A cette date trois de ces demandes d'aide étaient encore incomplètes. Avant la clôture de l'année 2008 une seule demande d'aide a pu être examinée par la commission spéciale et approuvée par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Deux autres dossiers ont pu être instruits mais l'approbation ministérielle n'est intervenue que le 8 janvier 2009.

Conformément aux stipulations de l'article 56 de la loi du 18 avril 2008 le présent rapport reproduit ci-après une description succincte des projets d'investissements introduits par des entreprises dans le cadre des dispositions de l'article 21 de la loi et dépassant le montant d'investissement de 250.000 €.

1. Projet d'investissement présenté par la société des Moulins de Kleinbettingen S.A. relative à la modernisation des installations de nettoyage du blé dur du moulin de Kleinbettingen

Ce projet d'investissement comprend deux parties dont la première concerne l'installation d'un système de nettoyage et de tri du blé dur et une deuxième partie

qui vise l'agrandissement des capacités de réception et de stockage de blé dur au site de production de Kleinbettingen.

L'installation de nettoyage et de tri est installée dans les bâtiments existants de l'ancien moulin. Ce système permettra d'enlever les pierres et les saletés du blé, de décortiquer les graines de blé et de les trier suivant leurs dimensions et qualités. L'installation comprend un système de contrôle qualité par caméra qui permet d'éliminer, par un système de jet d'air, les mauvaises graines. En outre garantit-il une meilleure qualité sanitaire du blé en éliminant les graines contaminées et la peau du blé avant mouture. Les travaux prévoient l'acquisition des équipements proprement dits, la construction d'une structure métallique pouvant accueillir les installations ainsi que tous les raccordements et les travaux d'intégration des installations aux installations existantes. Cette installation correspond au standard de qualité demandé par la clientèle.

L'extension des capacités de réception, de nettoyage et de stockage de blé au site du moulin de Kleinbettingen comprend l'installation d'une fosse de réception supplémentaire d'une capacité de réception de 150 to/h., de 2 silos de stockage ronds d'une capacité de 4.400 to chacun, d'une installation de pré-nettoyage du blé. Le projet comprend également la réalisation d'une structure métallique reliant les silos et les différents équipements, les travaux de raccordements, les éléments de commande et de surveillance des installations et leur intégration dans les installations existantes. Jusqu'ici une partie du blé était collectée dans les installations de réception/stockage à l'Agrocenter de Mersch ou dans d'autres installations de stockage à l'étranger, pour être ensuite rechargée et transportée vers le site de Kleinbettingen. Afin de pouvoir optimiser le prix payé au producteur les moulins de Kleinbettingen entendent privilégier le chemin le plus court du producteur vers l'utilisateur final.

Le projet d'investissement pourra bénéficier d'une aide au taux de 30% tel que prévu à l'article 34 (1) du règlement grand-ducal. Ce taux d'aide est appliqué au montant éligible de l'investissement de 3.254.877,15 € hors TVA (imprévus compris).

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu hors TVA	3.254.877,15 €
Part du demandeur (70%)	2.278.414,00 €
Part de l'Etat (30%)	976.463,15 €

Le demandeur d'aide entend financer la partie des investissements restant après déduction des aides publiques moyennant des moyens propres et un emprunt.

Les deux projets décrits ci-après ont été examinés par la commission spéciale fin décembre 2008 et approuvés par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural le 8 janvier 2009.

2. Projet d'investissement présenté par les Domaines de Vinsmoselle concernant divers investissements réalisés au cours de l'année 2007

Par le présent projet d'investissement, le demandeur d'aide envisage, pour ses sites de Grevenmacher, Remerschen, Wormeldange et Wellenstein, d'acquérir les équipements et de réaliser les travaux suivants : réfection de la cuverie en béton, achat d'une cuverie en inox (Grevenmacher, Remerschen), acquisition de cuves à pression et de cuves à plafond mobile (Wellenstein), adaptation d'une boucheuse MCA jupe longue (Wellenstein) et réfection cuverie de sédimentation (Wormeldange).

Dans le cadre de son projet de commercialisation d'un vin d'assemblage sous une dénomination commerciale les Domaines de Vinsmoselle entendent réaliser divers investissements pour l'embouteillage de bouteilles de 75 cl à savoir : adaptation d'une tireuse, acquisition d'une boucheuse à vis, d'une rinceuse et d'une étiqueteuse. Pour l'embouteillage de bouteilles de 25 cl ces investissements consistent en l'adaptation d'une tireuse et d'une rinceuse, l'acquisition d'une étiqueteuse, d'un système de contrôle de la conformité de la bouteille et de la propreté de celle-ci, d'un dépalettiseur et d'une dévisseuse de bouchons à vis.

Le montant total global de l'investissement s'élève à 314.301,48 € (hors TVA).

L'allocation d'une aide au taux de 35% applicable à un montant éligible de 60.513,60 € se justifie du fait que les investissements en cause ont un effet notable sur les conditions en matière d'hygiène conformément à l'article 34 (5) du règlement grand-ducal du 25 avril 2008.

Les autres investissements retenus pour un montant de 264.252,95 € pourront bénéficier d'une aide au taux de base de 30%.

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA)		
(5% imprévus inclus)		
		324.766,55 €
Part du demandeur	65% de 60.513,60 €	39.333,84 €
Part de l'Etat	35% de 60.513,60 €	21.179,76 €
Part du demandeur	70% de 264.252,95 €	184.977,07 €
Part de l'Etat	30% de 264.252,95 €	79.275,88 €

Le demandeur d'aide entend financer la partie des investissements restant après déduction des aides publiques moyennant des moyens propres.

3. Projet d'investissement présenté par les Domaines de Vinsmoselle divers investissements réalisés au cours des années 2008 et 2009

Le demandeur d'aide envisage d'acquérir les équipements et de réaliser les travaux suivants sur ses sites de Grevenmacher, Remerschen, Wormeldange, Wellenstein et Stadtbredimus. Il s'agit d'une part des travaux de réfection de la cuverie en béton, de l'augmentation des capacités de stockage pour la fermentation et le vieillissement du crémant Poll-Fabaire et d'autre part de l'acquisition des équipements suivants : une cuverie en inox (Grevenmacher, Remerschen), une installation de flottation, de cuves à pression, d'un filtre à membrane, d'un filtre à membrane et échangeur de chaleur, d'un filtre à Kieselguhr, d'une installation de carbonisation, d'un chariot élévateur, d'un bac à glace avec chargement automatique, de plaques pour le transport de palettes TSR et de palettes TSR.

Le montant total global de l'investissement retenu s'élève à 554.400,18 €.

L'allocation d'une aide au taux de 35% applicable à un montant éligible de 84.193,20 € se justifie du fait que les investissements en cause ont un effet notable sur les conditions en matière d'hygiène conformément à l'article 34 (5) du règlement grand-ducal du 25 avril 2008.

Les autres investissements retenus pour un montant de 497.926,98 € pourront bénéficier d'une aide au taux de base de 30%.

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA)
(5% imprévus inclus) 582.120,18 €

Part du demandeur	65% de 84.193,20 €	54.725,58 €
Part de l'Etat	35% de 84.193,20 €	29.467,62 €

Part du demandeur	70% de 497.926,98 €	348.548,88 €
Part de l'Etat	30% de 497.926,98 €	149.378,10 €

Le demandeur d'aide entend financer la partie des investissements restant après déduction des aides publiques moyennant des moyens propres.

C. Le résumé des dépenses à charge du Fonds d'orientation économique et sociale au cours de l'exercice 2008

* exploitations individuelles (loi du 18 décembre 1986)	616.596,05 €
* exploitations individuelles (loi modifiée du 24 juillet 2001)	17.727.940,71 €
* collectivités (loi modifiée du 24 juillet 2001)	12.993.789,58 €
* exploitations individuelles (loi du 18 avril 2008)	10.481.099,02 €
* collectivités (loi du 18 avril 2008)	15.711.626,40 €
Total :	57.531.051,76 €

D. La situation du Fonds d'orientation économique et sociale

- report de l'exercice précédent	11.610.108,78 €
- alimentation exercice 2008	52.000.000,00 €
- alimentation supplémentaire exercice 2008	0,00 €
- remboursement part FEOGA au cours de l'exercice 2008	5.780.689,85 €
- autres recettes au cours de l'exercice 2008	743.830,24 €
Total disponible pour l'exercice 2008 :	70.134.628,87 €

- total des subventions allouées en 2008	57.531.051,76 €
--	-----------------

- solde disponible à la fin de l'exercice 2008	12.603.577,09 €
- alimentation exercice 2009	53.500.000,00 €
- remboursement part FEOGA au cours de 2009 (estimation)	12.655.487,00 €
Total disponible pour 2009 :	78.759.064,09 €

VII. LE DEVELOPPEMENT RURAL

A. L'état actuel des Plans de Développement Communaux (PDC)

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural accompagne activement les communes dans l'élaboration des programmes et plans de développement rural (PDC) depuis 1990.

Outre une assistance logistique et technique, il participe aux frais d'élaboration des programmes de planification communale, avec un taux maximal de 50% du coût total à charge des communes commettantes.

Dans l'optique d'une planification concertée, le département Développement rural met à la disposition des communes intéressées et des groupements d'études mandataires un contrat-type PDC ainsi qu'un cahier des charges relatif aux prestations PDC définies. Ces dispositions d'élaboration et de concertation intégrées, définies en 1990, ont successivement été adaptées à l'évolution des processus de planification, les dernières actualisations datent d'octobre 2004, voire de février 2006.

Pour l'élaboration des PDC, les communes engagent un groupement d'études interdisciplinaire mandataire de leur choix.

En tout 87 communes des différentes régions du Grand-Duché de Luxembourg, la plupart à prédominance rurale, se sont intéressées à la planification intégrée PDC depuis 1990.

79 communes en milieu rural se sont concrètement engagées, soit dans l'élaboration d'une planification communale PDC, soit dans sa mise en œuvre au niveau des différents programmes communautaires de développement rural : Objectif 5b 1989-1994 / 1994-1999 ; PDR 2000-2006 / PDR 2007-2013).

A la fin de l'exercice 2008, 65 communes en milieu rural avaient parcouru les différentes phases de planification PDC, l'inventaire, l'analyse, la stratégie et les concepts étaient concertés avec le conseil communal et présentés au public.

Au cours de la démarche PDC intégrée et participative, les responsables communaux, les acteurs ruraux intéressés et les groupements d'études mandataires développent un diagnostic des localités sur base d'un inventaire détaillé pour les différents axes thématiques du PDC :

- le contexte régional, l'évolution démographique, les structures socio-économiques et équipements collectifs
- l'habitat et le milieu habité, l'aménagement communal et le développement urbanistique
- l'environnement naturel et humain, l'écologie en milieu habité
- les activités socio-culturelles, l'identité locale et les lieux de rencontre

L'interdisciplinarité d'une telle évaluation globale met en évidence les atouts et les faiblesses de la commune avec ses localités, son cadre de vie et ses activités socio-économiques. Elle relève également les potentialités et synergies de développement à favoriser, tout comme les déficiences et antagonismes de certaines évolutions à contrecarrer ou à redresser.

Sur la base d'une synthèse « atouts – faiblesses – opportunités – menaces » (AFOM) se dégagent des stratégies ainsi que les objectifs prioritaires du futur développement communal.

Dans le cadre de leur mission, le groupement interdisciplinaire d'aménageurs définit d'abord un cadre d'orientation avec des propositions de futur développement.

Ensuite un plan directeur intégré ainsi que les concepts de développement sont concrétisés avec les responsables communaux, aussi sont-ils présentés et discutés en cours de réunions thématiques et d'ateliers de travail avec les acteurs engagés de la société civile.

Enfin un catalogue de mesures coordonné aide à finaliser les options de développement retenues et décrit le programme d'actions pluriannuel en vue d'une mise en œuvre ordonnée.

Le but de cette démarche intégrée et participative est d'aboutir à une stratégie commune de développement durable, largement adoptée et soutenue tant par les édiles locaux que par les acteurs intéressés de la société civile.

Pour clôturer le processus de planification PDC, la stratégie ainsi que les concepts intégrés de développement retenus sont délibérés au conseil communal. Souvent la commune documente également ses concepts intégrés de développement communal à l'aide d'une publication de présentation et de sensibilisation à tous les ménages.

A ce stade, bon nombre de communes sont engagées dans la réalisation d'actions concrètes de développement communal et de partenariats entre responsables communaux, services publics compétents ainsi que groupes d'intérêts locaux. Tous ces acteurs concernés mettent en œuvre sur le terrain même des projets sectoriels et/ou intégrés, issus et finalisés sur base des phases de planification PDC antérieures.

Au-delà de la planification PDC, le département Développement rural poursuit encore l'accompagnement et la coordination de projets communaux retenus. Leur mise en œuvre est soutenue dans le cadre communautaire de développement rural, à savoir : le PDR 2000–2006 clôturé (Titre III de la loi du 24 juillet 2001), respectivement l'actuel PDR 2007-2013 par le biais du Titre III de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural : « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ».

Ainsi 64 communes rurales du Grand-Duché avaient communiqué leurs projets et initiatives de développement rural au département ministériel et à la Commission des Zones Rurales (Art 59 de la loi du 24 juillet 2001) à la fin du PDR 2000-2006. Sur les 73 projets PDR communaux engagés, la plupart émanait explicitement des planifications et concepts PDC retenus. Tous étaient soutenus dans le cadre du régime d'aides relatif à l'exécution du Titre III de la loi du 24 juillet 2001 sur le soutien au développement rural (Règlement grand-ducal du 17 mars 2003).

Dans l'esprit de démarche participative, près de 60 communes des régions rurales ont ouvert leur planification PDC, en présentant leurs concepts de développement au grand public. En cours d'élaboration les responsables communaux optaient soit pour une évaluation d'enquêtes menées auprès des ménages et acteurs économiques, soit pour des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des citoyennes et citoyens, ou encore pour des ateliers de réflexion proactive et de concours d'idées en partenariat avec les acteurs intéressés de la société civile. Souvent, la promotion de l'approche participative du « bottom up » reste bien illustrée dans des brochures de documentation PDC ou sur l'intranet communal. Ainsi ces communes engagées publient et communiquent leurs concepts de développement intégré, tout comme leur programme d'actions retenu vis-à-vis de la population concernée.

L'initiation au « bottom up » ou à la planification PDC participative est également proposée aux multiples acteurs ruraux dans le contexte de plusieurs colloques et séminaires de formation publics dans les régions rurales du pays.

En plus, le département ministériel du Développement rural soutient et accompagne des ateliers thématiques au niveau local tout comme la participation active de la société civile au processus PDC dans les communes. Les spécialistes des groupements d'études interdisciplinaires ou bien des experts en « coaching » externes associés assurent l'animation et la concertation de ces ateliers thématiques sur la planification et le développement communal.

Au courant de la planification PDC, 32 communes finalisent et réalisent des « projets de lancement » ou « projets-pilote » dans leurs localités. Initiés et réalisés dans un partenariat : Commune - groupes d'intérêts locaux/commissions consultatives - administrations et services publics concernés, de tels projets confirment toujours le succès manifeste de démarche proactive et de coopération communale/régionale.

En 2003 une étude d'évaluation était initiée par le département Développement rural du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, en concertation avec la Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (DATUR) auprès du Ministère de l'Intérieur.

D'abord les résultats d'évaluation ont confirmé les objectifs ainsi que la démarche choisie de planification intégrée et participative dans les communes. En plus, les expériences de presque 20 années et de plus de 65 plans de développement communaux réalisés, documentent assez bien les tous les aspects de succès, de force comme de faiblesse de planification communale. L'échantillon évalué a surtout mis le focus sur la grande majorité des communes en zone rurale (+/-35 PDC), mais aussi sur quelques plans de développement urbain (PDU) en région Sud. Il va sans dire que l'étude comparative, initiée par les 2 départements ministériels susmentionnés, supposait une consultation étroite et régulière avec les communes engagées.

Depuis 1990 et avec 65 planifications PDC clôturées, le département Développement rural, tout comme les communes engagées et les groupements d'études mandataires, ont su affiner leur méthodologie d'inventaire, d'analyse, de stratégie et de mise en oeuvre.

L'approche adaptée a permis de raccourcir raisonnablement surtout les phases initiales de planification : le recensement et la mise à jour des données de base sur les différents axes thématiques. Plusieurs réunions de concertation entre le ministère, les groupements d'études et les communes concernées ont su relever les priorités thématiques à traiter, la démarche de planification communale à poursuivre ainsi que la composition interdisciplinaire du groupement d'études requis. Ces constatations ont été déterminées dans les versions adaptées du contrat-type PDC et du cahier des charges PDC (MAVDR, 2004 & 2006).

Au-delà d'une première génération de planification PDC de 1990–2005, 54 communes manifestent leur intérêt actuel pour la planification PDC dans le contexte de la législation de 2004 relatif au PAG – « Plan d'aménagement général » et en vue de l'élaboration de l'étude préparatoire PAG obligatoire.

En effet, la loi du 19 juillet 2004 concernant « l'aménagement communal et le développement urbain » énonce que chaque commune est tenue d'élaborer une étude préparatoire PAG, préalablement à la procédure proprement dite d'actualisation ou de révision du PAG communal. Cette étude préliminaire met en évidence les futures options et orientations de développement communal.

Le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 sur le contenu de l'étude préparatoire PAG ou PAP (Plan d'aménagement particulier) définit le programme ainsi que l'enchaînement des prestations à documenter, cette programmation correspond en majeure partie aux prestations requises au cahier des charges relatif à la planification PDC (MAVDR, 2004).

Afin de mieux concerter les missions actuelles de planification communale entre partenaires concernés, à savoir :

- les Administrations Communales des 103 communes en milieu rural (sur le total des 116 communes)
- la Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain auprès du Ministère de l'Intérieur
- le Département Développement Rural du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural
-

le Département Développement Rural a proposé une démarche commune et coordonnée à partir de 2005.

Depuis 2004, la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain impose la présentation obligatoire de l'étude préparatoire PAG à toutes les communes.

D'autre part les communes en milieu rural peuvent opter pour l'élaboration ou bien l'actualisation de concepts de développement communal intégré par le biais de la planification PDC, soutenue par le département ministériel du MAVDR depuis 1990.

Dans cette optique les 2 départements respectifs : la Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain auprès du Ministère de l'Intérieur ainsi que le Département Développement rural du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural ont élaboré une circulaire conjointe aux administrations communales, qui énonce « les relations étroites entre les 2 processus complémentaires de planification communale : PDC et PAG ».

La circulaire N° : 2532 du 18 janvier 2006 définit également les modalités d'application et de coopération des 2 départements ministériels avec les communes concernées dans le contexte de l'élaboration et de présentation de l'étude préparatoire du PAG communal, elle est expédiée aux communes rurales concernées par l'intermédiaire des commissariats de districts respectifs.

En conséquence, une majorité de communes en milieu rural peut recourir à la démarche intégrée PDC : « élaboration / actualisation des concepts de développement communal » en guise de leur étude préparatoire PAG. Le taux d'aide publique de la part du département ministériel Développement rural ne peut dépasser 50% du coût total des prestations éligibles dans le contexte de la planification PDC.

Une formule de contrat-type : « Concepts PDC – Etude préparatoire PAG », élaborée par le département Développement rural (MAVDR, 2007) règle la nature et le déroulement des prestations de base en conformité avec règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 sur le contenu de l'étude préparatoire PAG. Le contrat-type PDC – PAG définit aussi différentes prestations spéciales de la démarche intégrée et participative du PDC, qui sont précisées au cahier des charges y relatif (MAVDR, 2004). En plus, le mode d'évaluation des honoraires est prescrit sur base des taux horaires appliqués suivant le barème OAI en vigueur.

Le département ministériel Développement rural engage sa participation d'aide publique sur base du contrat-type PDC – PAG approuvé et délibéré au collège des bourgmestre et échevins.

A la fin de l'exercice 2008, le département ministériel Développement rural avait soutenu 29 communes en milieu rural par un engagement de participation financière à des contrats « concepts PDC / étude préparatoire PAG », ceci suivant les dispositions de la circulaire 2532 de janvier 2006.

La plupart des 29 communes engagées visait une actualisation ou la révision des concepts et options de développement de leur planification PDC antérieure. 9 nouvelles communes en milieu rural, à savoir : Echternach, Ermsdorf, Hoscheid, Larochette, Mertzig, Rambrouch, Wahl, Waldbredimus et Weiler-la-Tour ont pris l'option de la démarche intégrée PDC pour l'élaboration de l'étude préparatoire relatif au PAG communal.

Par analogie avec le Plan de développement rural (PDR) de la période de programmation 2000-2006 clôturée, une mise à jour des concepts PDC intervient également dans l'appréciation, la mise en œuvre et le cofinancement potentiel des mesures et actions de l'actuel Programme de développement rural (PDR 2007-2013), telles qu'elles sont définies au Titre III de l'actuelle législation concernant le soutien au développement rural.

En effet le Titre III de la loi du 18 avril 2008 est intitulé : « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et Diversification de l'économie rurale », il met en œuvre l'axe thématique 3 du PDR 2007-2013.

Un 1^{er} appel aux projets PDR en juillet 2008 a su rassembler un total de 186 projets publics désignés par les acteurs communaux, à côté de la notification voire l'engagement de 24 projets privés / associatifs éligibles sous les différentes mesures proposées au Titre III.

Dans le contexte des synergies évoquées entre la planification intégrée PDC et la mise en œuvre des programmes de développement rural – PDR, le tableau ci-dessous donne un récapitulatif sur une vingtaine d'années de résultats et d'expériences en matière de développement communal intégré et de diversification socio-économique dans les zones rurales.

Communes ayant manifesté leur intérêt à la planification intégrée PDC	87
Communes engagées dans l'élaboration concrète d'un programme PDC	79
Communes ayant clôturé les différentes phases de planification PDC	65
Communes avec sensibilisation & présentation publiques des concepts PDC	60
Communes ayant réalisé des projets de lancement dans le contexte planif. PDC	31
Communes manifestant leur intérêt à la planification PDC/PAG (Circulaire 2532)	49
Communes avec engagement de contrat 'Planific. PDC / Et.préparat. PAG'	27
PDR 2000-2006 : Nombre total de projets 'PDR-Titre III' réalisés → fin 2007	111
PDR 2000-2006 : Nb. de projets communaux 'PDR-Titre III' réalisés → fin 2007	73
PDR 2000-2006 : Communes engag. dans réalisat. de mesures 'PDR-Titre III'	51
PDR 2000-2006 : Communes 'PDC' avec réalisation de mesures 'PDR-Titre III'	47
PDR 2000-2006 : Nb. projets communaux 'PDR-Titre III' émanant planific. PDC	64
PDR 2007-2013 : Communes éligibles au 'PDR -Titre III' (Total communes : 116)	103
PDR 2007-2013 : Communes ayant répondu au 1 ^{er} . appel à projets PDR (juil.2008)	54
PDR 2007-2013 : Nb. tot. de projets communaux 'PDR-Titre III' signalés → fin2008	186
PDR 2007-2013 : Nb. tot. de projets privés 'PDR-Titre III' signalés → fin 2008	24
PDR 2007-2013 : Nb. tot. de projets 'PDR Titre III' entamés/en cours → fin2008	28

Finalement il y a lieu de relever les succès confirmés dans le domaine du développement rural intégré et durable au niveau d'un concours international, organisé par la « *Europäische Arbeitsgemeinschaft Landentwicklung und Dorferneuerung (ARGE)* » siégeant à Vienne (A).

A côté de la Commune de Beckerich, « lauréat du prix européen de développement rural et de la rénovation des villages » en 1996, les communes de Heiderscheid (1998), Redange/Attert (2000), Munshausen (2002), Heinerscheid (2004) et Betzdorf (2006), ensemble avec leurs citoyens et acteurs locaux, ont su remporter successivement des « prix européen pour un développement rural global et intégré d'une qualité éminente ».

A noter qu'aux différentes éditions EDEP, les participations luxembourgeoises se présentaient régulièrement à « tête de peloton renommé » parmi une trentaine d'autres pays et régions d'Europe.

L'édition 2008 du concours « *Europäischer Dorferneuerungspreis (EDEP 2008)* » était placée sous la devise: « *Zukunft durch gesellschaftliche Innovationen* ».

L'idée-clé proclamée s'est focalisée à la fois sur les profondes mutations des villages et espaces ruraux au courant des dernières décennies, mais aussi sur les potentialités des communautés villageoises d'aujourd'hui.

Après une présélection nationale le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural avait désigné la Commune de Mompach comme « candidature nationale au EDEP 2008 ».

En référence aux critères et la devise posés du concours, les responsables communaux de Mompach ont mis l'accent de leur solide candidature sur les particularités spécifiques ainsi que l'identité locale de leurs localités, sur leurs projets typiques et leurs initiatives représentatives aux niveaux local, communal et régional.

Sur le vu des pièces de candidature 3 membres du jury EDEP ont inspecté les projets communaux et initiatives décrites sur place, lors d'une visite à la Commune de Mompach en mai 2008.

Le jury international ARGE a prononcé sa décision d'évaluation finale en juillet 2008. Au vu du niveau remarquable des 30 candidatures au EDEP 2008, le jury a sélectionné 11 aspirants-lauréats, dont la candidature luxembourgeoise de Mompach. Parmi ceux-ci la décision de « lauréat du prix européen de développement rural et de rénovation des villages 2008 » a finalement été décernée à la Commune de « Sand in Taufers, Südtirol » en Italie.

Ensemble avec les 9 autres candidatures européennes fortes de 2008, la Commune de Mompach a su remporter un « prix européen pour un développement rural global et intégré d'une qualité éminente ». Ainsi Mompach a pu fortifier la tradition luxembourgeoise des mentions de toute 1^{re}. catégorie au concours EDEP ambitieux de renommée européenne.

Une délégation luxembourgeoise de Mompach a assisté à la remise officielle des « prix EDEP 2008 » à Koudum aux Pays-Bas en septembre 2008.

**B. L'encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales (Titre III)
dans le cadre de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement
rural**

**1. Le bilan administratif et financier de l'exercice 2008 du volet 5 du PDR
2000-2006**

a) L'état de réalisation des projets

Pendant l'année 2008, 25 des 111 projets réalisés en total ont été achevés.
17 projets restent encore ouverts au 31 décembre 2008 et sont prévus d'être
liquidés au cours de l'année 2009.

b) Les paiements 2008

Mesures	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
Projets privés (a)			
Total mesure m	0,00	0,00%	0,00
Total mesure n	195.823,52	50,00%	97.911,76
Total mesure o	120.948,36	40,00%	48.379,34
Total mesure p	426.754,28	39,83%	169.962,92
Total mesure s	17.999,06	50,00%	8.999,53
Total projets privés	761.525,22	42,71%	325.253,55
Projets communaux (b)			
Total mesure m	0,00	0,00%	0,00
Total mesure n	1.557.797,88	48,72%	758.898,94
Total mesure o	2.087.101,06	39,15%	817.180,42
Total mesure p	0,00	0,00%	0,00
Total mesure s	0,00	0,00%	0,00
Total projets communaux	3.644.898,94	43,24%	1.576.079,36
Projets au total (a + b)			
Total mesure m	0,00	0,00%	0,00
Total mesure n	1.753.621,40	48,86%	856.810,70
Total mesure o	2.208.049,42	39,20%	865.559,76
Total mesure p	426.754,28	39,83%	169.962,92
Total mesure s	17.999,06	50,00%	8.999,53
Total projets privés et communaux	4.406.424,16	43,15%	1.901.332,91

2. Le bilan administratif et financier des exercices 2004 à 2008 du volet 5 du PDR

a) La réalisation globale des projets

Pendant la phase de programmation, 111 projets ont pu être engagés, dont
40 projets privés et 71 projets communaux. 94 projets ont été clôturés au cours
des années 2004-2008.

b) Les engagements 2004-2007

Engagé 2004-2007			
Mesure	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
Total mesure m	331 666,64 €	46,15 %	153 076,26 €
Total mesure n	1 004 779,00 €	50,00 %	502 389,50 €
Total mesure o	170 757,24 €	40,00 %	68 305,00 €
Total mesure p	3 019 927,03 €	40,00 %	1 208 038,24 €
Total mesure s	631 793,88 €	38,32 %	242 108,44 €
Total projets privés	5 158 923,79 €	42,14 %	2 173 917,43 €
Total mesure m	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Total mesure n	12 687 200,51 €	50,00 %	6 343 743,98 €
Total mesure o	7 830 923,35 €	40,00 %	3 132 724,07 €
Total mesure p	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Total mesure s	93 549,01 €	50,00 %	46 777,96 €
Total projets communaux	20 611 672,87 €	46,20 %	9 523 246,01 €
Total mesure m	331 666,64 €	46,15 %	153 076,26 €
Total mesure n	13 691 979,51 €	50,00 %	6 846 133,48 €
Total mesure o	8 001 680,59 €	40,00 %	3 201 029,07 €
Total mesure p	3 019 927,03 €	40,00 %	1 208 038,24 €
Total mesure s	725 342,89 €	39,83 %	288 886,40 €
Total projets privés et communaux	25 770 596,66 €	45,39 %	11 697 163,44 €

c) Le montant de l'aide publique engagée

Le montant total des investissements, toutes mesures confondues, engagé pendant la phase de programmation s'élève à 25.770.596,66 €, ce qui représente un taux de réalisation de 95,76% par rapport au montant réservé initialement au PDR, s'élevant à 27.105 000,00 €.

Le montant de l'aide publique engagée s'élève à 11.697.163,44 €, ce qui représente un taux de réalisation de 99,76 % par rapport au montant réservé initialement au PDR, se chiffrant à 11.724.500,00 €.

C. L'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale (Titre III) dans le cadre de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

1. Les mesures du Titre III de la loi du 18 avril 2008

Le Titre III de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural comprend sept mesures, à savoir :

Mesure 1 / 3.1.1. Diversification vers des activités non agricoles
Taux d'aide : 30%

Mesure 2 / 3.1.2. Aide à la création et au développement des micro-entreprises
Taux d'aide : 40%

- Mesure 3 / 3.1.3. Activités touristiques en milieu rural**
Taux d'aide : 30%
- Mesure 4 / 3.2.1. Services de base pour l'économie et la population rurale**
Taux d'aide : 45%
- Mesure 5 / 3.2.2. Rénovation et développement des villages**
Taux d'aide : 50% pour les dépenses liées à la planification et à la finalisation de mesures émanant des concepts du plan de développement communal (PDC) par les autorités communales. Toutefois, les actions d'élaboration resp. d'actualisation du PDC dans le contexte de la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain sont uniquement soutenues moyennant des fonds budgétaires nationaux et ne sont pas prévues d'être avisées par la CZR.
Taux d'aide : 40% pour les autres actions de rénovation et de développement des villages
- Mesure 6 / 3.2.3. Conservation et mise en valeur du patrimoine rural naturel**
Taux d'aide : 40%
- Mesure 7 / 3.3.1. Formation et information des acteurs économiques dans les domaines couverts par l'axe 3**
Taux d'aide : 40%

2. Le bilan administratif et financier de l'exercice 2008 du Titre III de la loi du 18 avril 2008

Après la publication au mémorial de la loi du 18 avril 2008 concernant le soutien au développement rural, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a publié une brochure d'information et de sensibilisation intitulée « Lebensqualität für den ländlichen Raum » qui informe sur les sept mesures et projets éligibles.

Parallèlement, des demandes d'aide standardisées téléchargeables ont été mises sur le site internet du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (MAVDR / cf. www.ma.public.lu, rubrique 'Formulaires').

En juillet 2008 le MAVDR a lancé un 1^{er} appel à projets relatif au Titre III de la loi du 18 avril 2008 concernant le soutien au développement rural (Axe 3 du PDR 2007-2013).

L'appel aux projets PDR écrit a été adressé aux 103 communes en milieu rural, éligibles en tant que porteurs de projets publics. En outre, l'appel aux projets a également été adressé à une vingtaine de porteurs de projets privés identifiés et oeuvrant régulièrement dans les domaines du développement rural.

54 communes ont répondu au 1^{er} appel avec la désignation optionnelle, voire l'engagement concret d'un ou de plusieurs projets communaux, cadrant avec les objectifs des sept mesures éligibles au Titre III du PDR.

Ainsi l'évaluation des 54 réponses communales révèle la notification d'un total de 186 projets. A noter que la plupart des projets communaux inscrits et désignés pour la période 2007-2013 découle directement des concepts de développement communal (PDC), retenus et délibérés par l'autorité communale respective, ce qui confirme les synergies manifestes entre la planification intégrée PDC et la mise en œuvre des programmes de développement rural dans les communes.

Compte tenu de l'enveloppe financière de l'axe 3 du PDR 2007-2013 et dans le souci de gérer au mieux une répartition équitable des aides prévues aux projets

éligibles au Titre III dans les communes en milieu rural, l'évaluation de l'appel aux projets de juillet 2008 a permis de définir des seuils d'investissement spécifiques aux communes en milieu rural. Les seuils d'investissement attribués respectifs sont communiqués aux communes impliquées avant tout engagement d'aides publiques relatives au soutien au développement rural.

A part les 186 projets publics désignés par les acteurs communaux, 24 projets privés ont été introduits.

La « Commission des zones rurales » (CZR), chargée d'examiner les demandes concernant les aides prévues au Titre III de la loi du 18 avril 2008 a été nommée par règlement grand-ducal en date du 21 octobre 2008. Les membres de la CZR se sont réunis pour la première fois le 11 décembre 2008.

Vu que les procédures législatives et administratives ont retardé la mise en œuvre du PDR 2007-2013, aucune dépense financière n'a pu être réalisée au cours de l'année 2008.

D. L'approche LEADER au Grand-Duché de Luxembourg

1. Introduction

Lancée en 1991, l'initiative communautaire LEADER « Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale », a été conçue pour aider les acteurs du monde rural à développer le potentiel de leur région à long terme. Au fil des trois périodes LEADER I, LEADER II et LEADER+, qui se sont succédées de 1991 à 2006, cette initiative a permis aux acteurs ruraux d'acquérir des compétences, en particulier en matière d'établissement de partenariats locaux, de partenariats privé-public, de coopérations et d'innovations ainsi que de bonne gouvernance locale.

LEADER a encouragé la mise en œuvre de stratégies intégrées et originales pour le développement durable, ainsi que la promotion de la coopération nationale et transnationale entre régions rurales. Le caractère pilote de l'initiative repose à la fois sur l'innovation des actions soutenues, sur des approches nouvelles de développement des zones rurales, ainsi que sur la démarche participative du fonctionnement des partenariats mis en place.

« La différence entre l'approche LEADER et d'autres mesures de politique rurale plus traditionnelles réside dans le fait qu'elle indique « comment » procéder plutôt que « ce qui » doit être fait. » [Communautés européennes 2006]

Au Grand-Duché de Luxembourg, le nombre des Groupes d'Action Locale (GAL) a augmenté d'une période de programmation à l'autre. Pendant la première période LEADER I de 1991 à 1993, un seul groupe a été formé dans la région du Lac de la Haute-Sûre tandis qu'entre 1994 et 1999 sous LEADER II, deux groupes (Redange-Wiltz et Clervaux-Vianden) ont pu profiter de l'initiative. LEADER+ (2000-2006) a finalement permis la constitution de quatre GAL cofinancés par des fonds communautaires, à savoir les GAL Redange-Wiltz et Clervaux-Vianden, ainsi que les nouveaux GAL Mullerthal et Lëtzebuerger Musel, et la constitution d'un GAL cofinancé par des fonds nationaux, à savoir le GAL Äischdall Plus.

Pendant la période de programmation actuelle (2007-2013), cinq GAL sont cofinancés par le FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural), à savoir les GAL Redange/Wiltz, Clervaux/Vianden, Mullerthal, Miselerland et Mamer-, Äisch- an Atertdall.

2. La clôture du programme LEADER+ 2000-2006

En 2008, le programme LEADER+ 2000-2006 a été clôturé définitivement.

a) Les dépenses relatives à l'année 2008

En 2008 (01.01-31.07), les dépenses des GAL se sont chiffrées à 1.760.169,85 € (volet 1 et 2), les dépenses totales éligibles se sont élevées à 1.791.216,85 € (volet 1-4).

b) L'état final des dépenses LEADER+ 2000-2006

De 2001 à 2008, les dépenses éligibles s'élevaient à 8.996.721,39 €, soit 97,01% du budget global prévu de 9,2 millions d'euros. Le soutien à des stratégies locales de développement des GAL (volet 1) constitue la part majoritaire du programme du point de vue financier et du contenu.

Etat final des dépenses LEADER+ 2000-2006

Volet 1

Soutien à des stratégies de développement rural territoriales, intégrées et pilotes s'appuyant sur l'approche ascendante et le partenariat horizontal

Budget initial	2001 - 2008	Solde disponible	% utilisé
8 193 490,00	8 178 021,62	15 468,38	99,81%

Volet 2

Soutien à des coopérations interterritoriales et transnationales

730 772,00	633 357,13	97 414,87	86,67%
------------	------------	-----------	--------

Volet 3

Mise en réseau de l'ensemble des territoires ruraux de la Communauté qu'ils soient bénéficiaires ou non de LEADER ainsi que de tous les acteurs du développement rural

140 0001,00	139 982,96	18,04	99,99%
-------------	------------	-------	--------

Volet 4

Assistance technique dans la gestion, le suivi et l'évaluation du programme

210 000,00	45 359,68	164 640,32	21,60%
------------	-----------	------------	--------

TOTAL	9 274 263,00	8 996 721,39	277 541,61	97,01%
--------------	---------------------	---------------------	-------------------	---------------

c) Les relations publiques

Le ministère a publié ensemble avec les GAL LEADER+ des brochures illustrant la qualité et la diversité thématique de près de 150 projets innovateurs réalisés au cours des sept dernières années de la période de programmation LEADER+.

Les projets LEADER+ « Mensch und Stein » (GAL Mullerthal) et « Von Basto nach Redange-Wiltz: Regionalentwicklung durch kulturellen Wandel » (GAL Redange-Wiltz) ont été publiés dans des brochures reprenant les meilleures pratiques LEADER+ de l'Observatoire européen des territoires ruraux.

3. L'approche LEADER 2007-2013

Pour la période de programmation actuelle 2007-2013, LEADER ne constitue plus une initiative distincte, mais est intégré dans la politique globale du développement rural de l'Union européenne. En tant que quatrième axe du PDR 2007-2013 (Programme de Développement rural), LEADER constitue une approche méthodologique pour la mise en œuvre des mesures relevant des trois premiers axes thématiques et surtout de l'axe 3 « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ».

Le soutien au titre de l'axe LEADER offre la possibilité, dans le cadre d'une stratégie locale de développement fondée sur les besoins et les atouts locaux, de contribuer à la réalisation des trois objectifs - compétitivité, environnement et qualité de la vie/diversification - prévus dans le cadre du soutien en faveur du développement rural. Des approches intégrées associant les acteurs ruraux permettent de sauvegarder et de valoriser le patrimoine local naturel et culturel.

Afin de poursuivre une intégration horizontale de l'approche LEADER 2007-2013, la zone d'application s'étend sur 103 communes rurales avec 240.661 habitants (STATEC 31.12.2006).

a) Les GAL LEADER 2007-2013

Après leur sélection fin 2007, les cinq nouveaux GAL ont été constitués début 2008 par la signature de leurs conventions respectives. Au cours des mois de mai et juin 2008, ils ont présenté officiellement leurs stratégies de développement en présence de Monsieur le Ministre Fernand Boden.

Les GAL cofinancés pendant la période de programmation LEADER 2007-2013 sont les suivants:

le GAL Redange-Wiltz

avec 30 membres, dont 14 communes (401,49 km²; 22.528 habitants) et 16 organisations

le GAL Clervaux

avec 30 membres, dont 14 communes (474,15 km²; 20.217 habitants), 2 syndicats intercommunaux et 14 organisations

le GAL Mullerthal

avec 32 membres, dont 15 communes (310,90 km²; 22.898 habitants) et 17 organisations

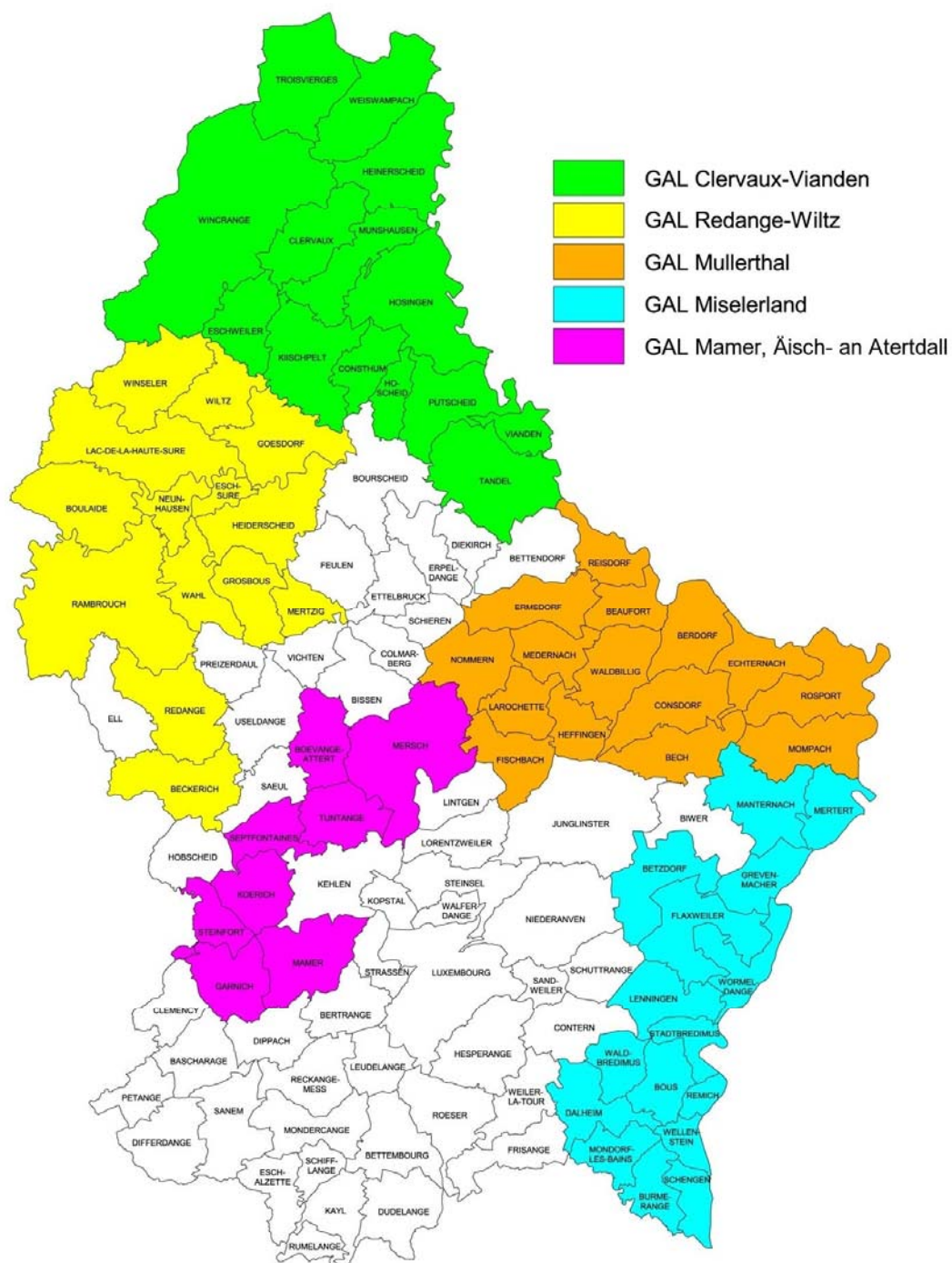
le GAL Miselerland

avec 42 membres, dont 16 communes (260,78 km²; 34.269 habitants) et 26 organisations

le GAL Mamer-, Äisch- an Atertall

avec 21 membres, dont 8 communes (181,84 km²; 26.053 habitants) et 13 organisations

GAL LEADER 2007-2013



Bearbeitung: P. Groen (Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'aménagement du territoire), März 2008

LEADER 2007-2013 se résume comme suit:

5 GAL
 67 communes
 85 organisations
 125.965 habitants
 1.629,16 km²
 77,32 hab./ km²

b) Le budget réservé à l'approche LEADER

Dans le cadre de l'approche LEADER, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (MAVDR) accorde une aide financière aux GAL pour mettre en œuvre des stratégies locales de développement intégré.

L'aide financière vise les trois mesures suivantes:

- la mise en œuvre des stratégies locales de développement;
- la mise en œuvre de projets de coopération interterritoriale et transnationale;
- le fonctionnement et l'animation des groupes d'action locale.

Le budget total réservé à l'approche LEADER 2007-2013 est de 13,7 millions d'euros avec une participation publique (FEADER et Etat) de 9,3 millions d'euros.

En raison des expériences faites au cours des trois premières périodes de programmation, les GAL sélectionnés sont appelés à favoriser davantage la coopération entre les régions rurales au Luxembourg (coopération interterritoriale) et surtout la coopération avec des GAL issus d'autres Etats membres de l'Union européenne (coopération transnationale).

c) La gestion administrative

Les rôles et les responsabilités du MAVDR en tant qu'autorité de gestion, ainsi que des GAL en tant que bénéficiaires, ont été formalisés à travers une convention. Cette convention définit en outre les procédures à suivre et arrête les modalités de gestion financière et de contrôle.

Un guide de gestion LEADER 2007-2013 fournit des précisions pratiques aux GAL et aux porteurs de projet concernant les principes d'éligibilité et les documents requis. Des formulaires standard ont été élaborés ensemble avec les responsables des bureaux LEADER.

Le MAVDR a présenté et expliqué les nouveaux documents à tous les membres des GAL dans leurs réunions de comité respectives. Des réunions d'information et de concertation sont organisées régulièrement avec les responsable-gestionnaires des cinq GAL.

d) Les projets LEADER 2007-2013

A partir d'automne 2008, 10 nouveaux projets LEADER 2007-2013 ont été approuvés.

Mesure - GAL	Intitulé du projet
Projets régionaux permettant d'atteindre les objectifs de l'axe 3 <i>Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale</i>	
Clervaux-Vianden	PIR II - Point d'Information Régional Nord
	Ecole du goût: étude initiale
Mullerthal	Mullerthal goes learning
	Markenbildung Mullerthal Trail – vom Produkt zum Profil
Miselerland	Miselerland e Genoss!
	Schleekenzucht am Miselerland
Mamer-, Äisch- an Atertdall	Touristische Entwicklungsstrategien für die Region Eisch- und Mamertal sowie die Gemeinde Boevange/Attert
	Natur-Zeit-Reise im Mamer-, Äisch- an Atertdall
	Téintener Geméis
Coopération interterritoriale	
Redange-Wiltz	Landakademie – Phase de consolidation

e) Les relations publiques

Entre avril et juin 2008, l'approche LEADER 2007-2013 a été présentée dans quatre réunions d'information régionale intitulées « Les communes et les programmes des fonds structurels de l'Union européenne ». Ces réunions avaient comme objectif de présenter les programmes financés par les fonds structurels (FEDER, FSE, INTERREG, FEADER) aux responsables communaux et de leur expliquer les démarches et procédures à suivre pour accéder à ces instruments, respectivement aux financements qui s'y rattachent.

Le 28 octobre 2008, des représentants du MAVDR, des GAL Redange-Wiltz, Mullerthal et Mamer-, Äisch- an Atertdall ont participé à la conférence « Successful on the basis of common projects in rural areas – opportunities for european cooperations » organisé par le réseau rural allemand dans le cadre de la foire EUREGIA à Leipzig.

E. Le réseau rural luxembourgeois

1. Introduction

D'après le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005, « *chaque Etat membre établit un réseau rural national qui regroupe les organisations et les administrations travaillant dans le domaine du développement rural* ».

Les activités financées dans ce contexte comprennent les structures nécessaires au fonctionnement du réseau ainsi qu'un « *plan d'action couvrant au moins l'inventaire et l'analyse des bonnes pratiques transférables ainsi que les informations à ce sujet, la gestion du réseau, l'organisation de l'échange d'expériences et de savoir-faire, l'élaboration de programmes de formation destinés aux groupes d'action locale en voie de constitution et l'assistance technique pour la coopération interterritoriale et transnationale* ».

Le réseau rural national est soutenu par le réseau européen de développement rural qui est chargé de la mise en réseau des réseaux nationaux et des organisations et administrations travaillant au niveau communautaire dans le domaine du développement rural. Le réseau européen a été officiellement lancé par la Commission européenne à l'occasion d'une conférence intitulée « Les zones rurales européennes en action: faire face aux défis de demain » les 16 et 17 octobre 2008.

2. Les missions

Au cours de 2008, le réseau rural luxembourgeois a été établi au sein du MAVDR. Le plan d'action a été présenté lors du premier comité de suivi du PDR 2007-2013 début juin 2008. Ce comité, qui regroupe toutes les organisations et administrations impliquées dans le développement rural au Grand-Duché de Luxembourg, assume en même temps le rôle de comité de coordination du réseau rural national.

Les missions relevant du plan d'action du réseau rural luxembourgeois se résument comme suit:

Communication :	information et promotion
Formation :	organisation de sessions de formation ainsi que de visites de terrain et de rencontres
Coordination :	animation, gestion et suivi du réseau, organisation des activités, liens avec le réseau rural européen et les autres réseaux ruraux nationaux
LEADER :	actions spécifiques pour LEADER

3. Les premières actions

Après l'élaboration d'une charte graphique pour le PDR 2007-2013, une brochure d'information sur les mesures de l'axe 3 « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale » a été publiée en juin 2008.

L'Administration des services techniques de l'agriculture a finalisé une brochure regroupant toutes les informations relatives aux investissements dans les exploitations agricoles pendant la période de programmation 2007-2013. Le Service d'économie rurale, pour sa part, a publié une brochure d'information sur la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, et a organisé des réunions d'information à ce sujet.

Le 1 octobre 2008, la première réunion du comité de coordination du réseau européen de développement rural a eu lieu à Bruxelles. L'objectif de cette réunion était de rendre le réseau européen opérationnel afin de pouvoir aider les réseaux nationaux à se développer durant leurs phases initiales.

Du 16 au 17 octobre 2008, des représentants du MAVDR et les présidents des GAL Clervaux-Vianden, Mullerthal et Mamer-, Äisch- an Atertdall ont participé à la conférence européenne « Les zones rurales européennes en action: faire face aux défis de demain » organisé par la Commission européenne en Chypre.

Le 26 novembre 2008, la première réunion du sous-comité LEADER du réseau européen de développement rural a eu lieu à Bruxelles. Le lendemain, le Contact Point du réseau rural européen de développement rural a organisé la première réunion des réseaux ruraux nationaux.

Suite à une demande de la part d'un groupe de 16 fonctionnaires-stagiaires du « Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald », une journée d'études LEADER, avec la visite de projets dans les régions Mullerthal et Miselerland, a été organisée en date du 3 décembre 2008.

VIII. LE REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX

A. Les opérations préparatoires au remembrement

Les opérations préparatoires comprennent la délimitation du périmètre de regroupement parcellaire, l'établissement des bulletins de propriété, l'organisation de l'enquête publique sur l'utilité du remembrement et de l'assemblée générale des propriétaires lors de laquelle ceux-ci se prononcent sur la proposition de remembrement.

Depuis 2000, l'ONR a été associé aux travaux relatifs à la construction de la Route du Nord (loi du 27 juillet 1997 pour la Route du Nord).

Dans ce contexte les travaux préparatoires ont été poursuivis sur deux plans des mesures compensatoires (article 2 du r. g-d. du 27 août 1997) déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck :

- renaturation de l'Alzette principalement dans les communes de LORENTZWEILER et LINTGEN.
- reboisement compensatoire du Grengewald, dans la commune de NIEDERANVEN et plus particulièrement à Ernster et au Senningerberg.

S'agissant de la renaturation de l'Alzette dans les communes de LORENTZWEILER et de LINTGEN, un projet alternatif a été élaboré par l'ONR. L'idée de ce projet est de maintenir le lit existant, tout en faisant débiter l'origine du projet plus en amont. Pour atteindre les 64 hectares soustraites à l'agriculture traditionnelle l'ONR a fait des propositions de réaffectation des emprises, en agriculture extensive, juste à la sortie du tunnel « Gousselter ». Pour ce dossier alternatif, l'ONR a attendu en 2008 la prise de position du Ministère de l'Environnement. Il en est de même des propositions de reboisement compensatoires. Toutefois en 2008 il y a eu du mouvement dans le dossier de la renaturation de l'Alzette. Aux mois de novembre et décembre des réunions de concertation entre le Ministère de l'Environnement, de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Travaux Publics ont eu lieu pour faire avancer le dossier. Les travaux de concertation seront poursuivis en 2009.

Pour les remembrements de renaturation de l'Alzette supérieure faisant partie du projet « Life-Nature », les actions d'offres d'achat et de compromis de bail à loyer ont été poursuivies à ROESER. L'ONR a su acquérir pour le compte de l'Etat 6,4 ha à ROESER (9 compromis). Depuis 2003, des contacts supplémentaires à l'amiable pour les baux à ferme ont été entrepris avec des propriétaires, ensemble avec la commune de Roeser, pour disposer d'un plus grand stock d'échange de terrains (20,4 ha), ceci en vue de satisfaire aux baux à ferme de certains exploitants. Ce dernier projet a été relancé en 2005 par le dépôt du périmètre du remembrement. Vu certaines oppositions de propriétaires et d'exploitants au projet de renaturation, l'ONR attend les dernières nouvelles du Gouvernement pour la poursuite du projet.

Des réunions d'information ont eu lieu ou ont été poursuivies respectivement entamées dans les communes de ROESER, de SCHIFFLANGE et de MENS DORF dans le contexte des remembrements poursuivant prioritairement des buts écologiques (renaturation de cours d'eau ou de ruisseaux), et avec les communes de STADTBREDIMUS, MOMPACH, LAC DE LA HAUTE-SÛRE, REMERSCHEN, WELLENSTEIN et MERTERT (Langsur), en vue de remembrer les biens ruraux sur leurs territoires, respectivement dans les communes de BURMERANGE et de

MONDORF pour finaliser leur projet de remembrement. Des initiatives ont été poursuivies dans les communes de HOSINGEN, de TROISVIERGES, de MUNSHAUSEN, de CLERVAUX et de HEINERSCHIED entre la Commune et les propriétaires dans le contexte d'un remembrement agricole/contournement (article 19bis de la loi du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux). Des réunions avec les communes d'ESCHWEILER, de BECKERICH, de HOBSCHEID et de SAEUL ont été entamées respectivement poursuivies en vue du lancement d'un projet de remembrement forestier, alors que des réunions d'information avec les propriétaires ont été organisées dans les communes d'ESCHWEILER et de BECKERICH dans le même contexte.

Les travaux préparatoires pour la fixation du périmètre et l'enquête sur l'utilité du remembrement ont été poursuivis dans les communes de BECKERICH, d'ESCHWEILER et de SAEUL, (sylviculture), alors que dans la commune de WINSELER la première et la deuxième enquête sur l'utilité du remembrement forestier ont eu lieu du 30 juin au 29 juillet 2008, respectivement du 18 novembre au 17 décembre 2008.

Plusieurs réunions de concertation ont eu lieu dans la commune de REMERSCHEN et de MERTERT/WASSERBILLIG entre la commune et les propriétaires exploitants pour la détermination de l'avant-projet et de l'étude d'impact de REMERSCHEN II et du projet de LANGSUR.

B. Les travaux de relotissement parcellaire

Ces travaux comprennent les phases suivantes:

1. L'ouverture des opérations

En 2008, aucun nouveau projet ne fut lancé alors que l'ONR et le service de la Conservation de la Nature du Ministère de l'Environnement ne partagent pas le même point de vue. Afin de résoudre ce problème un vade-mecum est élaboré entre les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement réglant les relations entre l'ONR et le service de la Conservation de la Nature, vade-mecum qui sera signé prochainement.

2. La classification des terres

Le regroupement des anciennes parcelles en des ensembles plus grands se faisant sur la base de la valeur de leur productivité et la classification des terres en fonction de critères pédologiques et topographiques, sont réalisés par l'ONR, assisté d'un collège d'experts. Les résultats de cette classification sont soumis à l'appréciation des propriétaires lors d'une double enquête publique.

En vue de la classification des sols forestiers dans la commune du LAC DE LA HAUTE-SÛRE, une campagne de prospection terrestre et par GPS a été poursuivie pour localiser exactement l'emplacement des chemins (inexactitude du cadastre bi-centenaire) en vue du repérage des parcelles d'une part et pour déterminer la qualité des boisements (peuplements) d'autre part. Les réunions avec l'association syndicale, la commission locale et le collège des experts ont été poursuivies en 2008 dans l'optique de définir la démarche dans ce projet pilote de remembrement forestier. Les travaux de la classification furent poursuivis également en 2008 et étendus sur les terres agricoles enclavées dans la forêt. A côté de la classification des sols, les valeurs des arbres (éléments transitoires) en forêt ont été estimées continuellement par voie d'expertise. Les mêmes travaux de repérage et de prospection par GPS ont été entamés dans la commune d'ESCHWEILER, respectivement de BECKERICH.

Les travaux pour la classification des terres ont été poursuivis dans le projet LANGSUR et REMERSCHEN II.

A Remerschen la 2^e enquête de la classification des terres a été menée du 4 février 2008 pendant 30 jours.

3. L'étude d'impact

D'après l'article 24bis de la loi du 25 mai 1964 précité une étude d'impact comportant une analyse écologique détaillée de l'état initial des éléments constitutifs du milieu naturel et du paysage et une analyse des incidences du projet sur le milieu naturel est établie pour chaque remembrement légal. L'étude comporte le cas échéant des propositions de mesures compensatoires jugées nécessaires pour la protection des sites touchés par le remembrement. L'étude est soumise pour avis à l'ONR et la décision au sujet des mesures compensatoires est prise conjointement par les Ministres de l'Agriculture et du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles. Le 7 novembre 2007 le règlement grand-ducal d'exécution relatif à l'étude d'impact de l'article 24bis, combiné à certaines directives de l'Union Européenne sur le même projet est entré en vigueur. Dorénavant tous les nouveaux remembrements devront observer les données de ce règlement grand-ducal lors de l'élaboration des études d'impact respectives.

En 2008 l'étude d'impact du remembrement de REMERSCHEN II a été lancée pour tout le périmètre. Elle sera finalisée en 2009.

Pour le 1^{er} projet de LANGSUR, le secteur « Neieberg », l'étude d'impact élaborée en 2007 et présentée aux Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement connaît une première application.

4. L'élaboration du projet de relotissement

Cette phase comprend une consultation des propriétaires pour connaître leurs vœux sur la concentration parcellaire souhaitée, l'établissement d'un avant-projet de remembrement, sa mise en enquête publique, la confection du projet définitif, son implantation sur le terrain et la prise de possession des nouvelles parcelles par les propriétaires.

La préparation du nouveau lotissement pour le remembrement forestier du LAC DE LA HAUTE SURE sur base de la réception des vœux, a été poursuivie en 2008 par des actions à l'amiable moyennant des échanges, ventes ou achats de parcelles.

Les travaux préparatoires du nouveau lotissement ont été poursuivis dans le secteur de SCHWEBSANGE «Lëtschberg ».

La 2^e enquête de remembrement viticole du secteur « Fëls-Déifert» à STADTBREDIMUS a eu lieu du 25 mars au 23 avril 2008.

La 1^{re} enquête de remembrement viticole du secteur « Lëtschberg » à SCHWEBSANGE a eu lieu du 13 juillet au 13 août 2008, alors que la 2^e enquête s'est déroulée du 20 octobre au 18 novembre 2008. Aucun recours en justice ne fut introduit.

5. Les opérations de nouvelles mensurations parcellaires

Le remembrement est généralement accompagné d'un nouveau levé topographique de l'ensemble des terres à remembrer. Ce levé comprend trois parties :

- le levé des limites du périmètre, des chemins, routes, cours d'eau et autres limites immuables,
- le levé du nouveau parcellaire après bornage des parcelles et
- la confection des nouveaux plans cadastraux.

Ces opérations sont conduites suivant les directives de l'Administration du cadastre et de la topographie.

Les travaux de mensuration ont été poursuivis respectivement entamés dans les remembrements de FLAXWEILER, DELLEN, GREVENMACHER-MERTERT, BURMERANGE, MONDORF, SCHENGEN, REMERSCHEN, MOMPACH, MENS DORF, SCHIFFFLANGE et du LAC de la HAUTE-SÛRE.

6. La rédaction de l'acte (notarié) de remembrement

L'article 35 de la loi du 25 mai 1964 précité dispose qu'après l'achèvement de l'abornement des nouvelles parcelles et après la confection des nouveaux plans parcellaires, l'acte de remembrement est dressé par le ou les notaires de la région, à désigner par la Chambre des notaires. Les difficultés en relation avec les actes notariés signalées dans les rapports d'activités antérieurs subsistent en partie également en 2007.

La nouvelle disposition légale de l'article 35 de la loi du 25 mai 1964 précité ne portera ses fruits que pour les nouveaux dossiers et pour les dossiers où les notaires se désistent volontairement, comme c'était le cas pour les remembrements d'OBERDONVEN-NIEDERDONVEN-MACHTUM, de WELLENSTEIN-BECH-KLEINMACHER et de GREVENMACHER-MERTERT.

Les dossiers suivants ont connu des progrès grâce notamment au recours à des spécialistes externes qui préparent les dossiers des actes légaux de :

- FLAXWEILER (en préparation) ;
- SCHENGEN « Markusberg » (en préparation) ;
- MONDORF (en préparation) ;
- SCHIFFFLANGE (en préparation)

alors que l'acte du remembrement de DELLEN fut signé le 28 novembre 2008 et l'acte du remembrement conventionnel de SCHENGEN « Markusberg » fut signé le 23 janvier 2009.

C. Les travaux connexes au remembrement

Remembrement de GREVENMACHER-MERTERT	Divers menus travaux de parachèvement
Remembrement de SCHENGEN-FELS	Travaux de parachèvement, stabilisation de glissements de talus par des murets et des gabions
Remembrement de BURMERANGE	Parachèvement de la voirie, réfection de drains
Remembrement de MONDORF	Achèvement des travaux connexes de voirie agricole, réfection de drains, conduites d'eau et abreuvoirs

Remembrement de SCHWEBSINGEN	Hanner Fëls : parachèvement de l'aménagement du secteur Lëtschberg : travaux d'aménagement et stabilisation des glissements
Remembrement de MOMPACH	Achèvement du projet des travaux connexes de voirie agricole et forestière Pose des conduites d'eau, parachèvement
Remembrement de STADTBREDIMUS-GREIVELDANGE	Parachèvement des secteurs « Uet » et « Fachkaul » à GREIVELDANGE ainsi que aménagement des secteurs « Fëls » et « Déiffert » à STADTBREDIMUS et à GREIVELDANGE, y compris construction de la voirie viticole Préparation du projet des travaux connexes des secteurs « Primerberg » et « Goldberg »
Remembrement du LAC de la HAUTE-SURE	Construction de la voirie forestière
Remembrement de LANGSUR	Elaboration et présentation du -projet d'aménagement du secteur « Neieberg »
Remembrement de REMERSCHEN II	Etude du projet d'aménagement et campagne approfondie de prospection géologique et hydro-géologique

D. La participation financière des propriétaires aux travaux connexes

En application de l'article 41 de la loi du 25 mai 1964 précité et du règlement grand-ducal du 14 décembre 1965 fixant la participation financière de l'Etat dans les travaux connexes au remembrement des biens ruraux, les propriétaires de l'association syndicale du remembrement sont tenus de rembourser au fonds de remembrement 10% du coût des travaux connexes.

En 2008, l'Office a continué les travaux préparatoires à l'établissement des rôles contributifs des dossiers de :

- SCHENGEN – « Markusberg », enquête sur le rôle contributif du 10 juin au 9 juillet 2008. Aucune réclamation ne fut introduite ;
- REMERSCHEN – « Flouer », préparation du rôle contributif ;
- BURMERANGE, préparation du rôle contributif ;
- MONDORF, établissement du rôle contributif.

Remembrement conventionnel

Remembrement de CRENDAL (commune de WINCRANGE) 5 ha 74a (remembrement agricole)	Préparation du plan à l'acte notarié en 2009
Remembrement de SCHENGEN (commune de Schengen) (remembrement viticole) 63 ares	Markusberg : travaux de mensuration et de lotissement achevés La rédaction de l'acte notarié fut dressée le 23 février 2008

IX. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE

A. La division du génie rural

1. Les constructions rurales

Les activités du service des améliorations structurelles portent essentiellement sur deux domaines différents, à savoir :

a) L'élaboration des plans et devis de bâtiments d'exploitations agricoles

Le tableau ci-après renseigne sur le nombre et le devis global des projets réalisés par les services de l'ASTA au cours des 5 années révolues. Ces chiffres représentent au moins 60% de l'ensemble des projets réalisés dans le pays.

année 2004		année 2005		année 2006		année 2007		année 2008	
nb	devis	nb	devis	nb	devis	nb	devis	nb	devis
94	19.530.439	83	16.770.706	71	19.534.295	58	17.589.541	51	18.436.385

Le nombre des projets est en baisse par rapport aux années précédentes. Quelques remarques et observations :

- La diminution du nombre des exploitations agricoles et l'augmentation de leur dimension se répercute sur le nombre de projets de construction. Les projets de construction ont une envergure et une complexité plus grandes.
- L'élaboration des projets plus complexes et volumineux, engendrant un travail d'élaboration des projets important et oblige le service de refuser l'élaboration de certains projets standard, peu complexes ou de faibles envergures (halls, silo à fourrages verts, transformation de bâtiments), pour lesquels les exploitants ont recours à d'autres services de planification ou directement aux entrepreneurs ou constructeurs.
- Le devis global des projets ne tient pas compte de la hausse des prix à la construction due à la montée des prix de l'acier et de l'énergie observée pendant la première moitié de l'année 2008. Vers la fin de l'année 2008, les prix ont plutôt une tendance vers la baisse. Pour cette raison, le coût d'une partie des projets réalisés pendant l'année 2008 dépasse les devis estimatifs.
- Dans le secteur laitier, la planification des investissements est marquée par l'abolition prévue du système des quotas laitiers. Certaines exploitations envisageant une extension future de la production laitière attendent encore pour entamer les projets d'investissements immobiliers importants. L'investissement dans la technique du robot de traite est une voie engagée par d'autres exploitations qui cherchent plutôt à optimiser l'utilisation des bâtiments existants sans devoir construire de nouveaux bâtiments.
- La situation économique difficile depuis plusieurs années du secteur porcin se répercute sur l'élaboration de nouveaux projets d'investissement. Les lourdeurs et les difficultés rencontrées, encore d'avantage pour le secteur porcin, au niveau des procédures d'autorisation, jouent également en défaveur d'une relance souhaitée du secteur.

b) L'exécution de la loi agraire

Le service s'occupe de la gestion des dossiers et de l'organisation des réunions de la commission chargée d'instruire les demandes concernant le soutien au développement rural, désignée « commission économique et technique » (CET).

Pendant l'année 2008 la CET nommée par arrêté du Gouvernement en Conseil du 7 décembre 2001 pour la loi agraire de la période 2000-2006 s'est réunie encore pour aviser les demandes d'aides reprises dans le tableau I.

Tableau I : Nombre de dossiers d'aides examinés et avisés positivement par la commission économique et technique ainsi que le nombre d'exploitations concernées, le volume d'investissement envisagé et l'aide public estimatif (Loi agraire pour la période 2000-2006).

Type d'aide	Nombre de demandes	Nombre d'exploitations concernées	Coûts éligibles	Aides prévisionnelles
Aide art. 6 (meuble)	30	23	440.630,52	153.187,94
Aide art. 6 (immeuble)	29	21	357.161,16	165.868,00
Aide art. 6 (suppl. pour inst. biogaz)	-	-	-	-
Aide suppl. jeunes	3	2	-	4.356,30
Aide infrastr. porcherie	-	-	-	-
Aide suppl.envir. art. 6 meubles	-	-	-	-
Aide suppl. envir. art. 6 immeuble	1	1	1.800,00	360,00
Aide art. 6 Intégrat. environ.	5	5	45.273,85	40.746,47
Aide art. 7 (meuble)	3	3	38.696,24	9.282,76
Aide art. 7(immeuble)	9	5	42.583,54	13.763,24
Aide art. 7 (suppl. pour inst. biogaz)	-	-	-	-
Aide suppl. envir. art. 7	-	-	-	-
Aide art. 7 Intégrat. environ.	1	1	-	11.935,35
Prime à l'installation (contrat d'exploit.)	-	-	-	-
Reprises jeunes (Prime à l'inst.)	-	-	-	-
Reprises jeunes (Bonif. d'int.)	-	-	-	-
Reprises jeunes (remb. droits enreg.)	-	-	-	-
Aide en capital	42	41	-	163.150,63
Aides remb. frais d'entraide	-	-	-	-
Habitat rural	1	1	-	25.000,00

La commission chargée d'instruire les demandes concernant les aides prévues au Titre I et au Titre II, chapitres 1^{er}, 2,3,4,6,7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013 a été nommée par arrêté du Gouvernement en Conseil du 4 septembre 2008. Pendant l'année 2008 la CET s'est réunie 6 fois pour débiter l'instruction des demandes d'aides. Pendant l'année 2008 seulement les demandes d'aides à l'investissement reprises dans le tableau II furent examinées.

Tableau II : Nombre de dossiers d'aides examinés et avisés positivement par la commission économique et technique ainsi que le nombre d'exploitations concernées, le volume d'investissement envisagé et l'aide public estimatif (Loi agraire pour la période 2007-2013).

Type d'aide	Nombre de demandes	Nombre d'exploitations concernées	Investissements envisagés	Coûts éligibles	Aides prévisionnelles
Aide art. 3/7 immeuble	105	63	13.295.880,01	11.181.417,66	5.031.637,95
Aide art. 3/7 meuble	124	82	4.138.249,18	4.034.928,98	1.192.652,61
Aide suppl. jeunes	15	5	-	-	98.800,48
Aide suppl. Envir./bien-être anim.	17	17	-	-	36.590,86
Aide intégrat. Bâtiments	26	21	-	-	370.366,45
Aide infrastr. Porcheries	1	1	-	-	91.305,00

Les attributions du service comportent également la réception des dossiers d'aides à l'investissement, c. à d. le contrôle des investissements réalisés, l'établissement du coût sur base des factures ainsi que le calcul des aides et l'établissement du dossier de paiement des aides.

L'année 2008 fut encore une année de transition pendant laquelle uniquement les aides relatives à la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural couvrant la période 2000-2006 fussent liquidées. Le paiement des aides pour la période 2007-2013 tombant sous le régime de la nouvelle loi ne débutera qu'au début de l'année 2009.

Pendant l'exercice 2008, le service a traité et liquidé les aides de 452 dossiers d'aides à l'investissement (art. 6 et 7). Tous ces paiements concernaient des dossiers d'aides relatifs à la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural couvrant la période 2000-2006. Un montant total de 9.970.102,63 € a été liquidé pour toutes les aides confondues. Ce montant se rapporte à 503 dossiers d'aides et à 286 exploitations bénéficiaires. Au 31 décembre 2007 un montant de 4,3 mio d'EUR d'aides autorisées d'après la loi du 24 juillet 2001 reste à être liquidé.

2. Les conduites d'eau

Les bureaux régionaux ont présenté pour 2008 9 projets de conduites d'eau visant à desservir une surface totale d'environ 180,00 ha de pâturages, dont les devis s'élèvent au total à 127.118,00 €.

3 projets pour la confection de conduites d'eau vers les fermes isolées à Bettendorf ont été réalisés, avec une dépense totale estimée à 381.000,00 €.

3. Les bâtiments

Pour les viticulteurs et agriculteurs, 3 projets de construction et de transformation de bâtiments furent élaborés pour un montant total de 323.675,00 €.

Pour le compte de la commune de Stadtbredimus, le projet pour la construction d'un dépôt pour le stockage de produits phytopathologiques fut établi avec une dépense estimée à 132.250,00 €. Le projet pour la construction d'un hangar pour le stockage de copeaux de bois pour le compte de la même commune émerge une dépense de 233.450,00 €.

4. Le drainage de terres agricoles humides

Divers drains dans des terrains agricoles ont été débouchés et nettoyés pour le compte de syndicats et de particuliers. Les dépenses s'élèvent à un montant de 9.400,00 €.

5. La voirie rurale et viticole

89 projets d'entretien ordinaire de la voirie rurale et viticole furent élaborés en 2008. Le chiffre total des devis s'élève à 6.109.684,00 €. La longueur totale est de 93.457,00 mètres.

Des travaux extraordinaires de voirie sont prévus dans 15 projets pour un montant total de 629.400,00 €. Longueur : 10.579,00 mètres.

Travaux connexes aux chemins ruraux et viticoles :

11 projets concernant la construction de murs de soutènement, filets d'eau, évacuation des eaux superficielles, stabilisation de talus et réfections de tabliers de ponceaux ont été réalisés pour un montant total de 294.529,00 €.

6. Le développement rural

Dans le cadre de l'assistance technique dans le domaine du développement des zones rurales, 24 projets relatifs aux différentes mesures ont été réceptionnés en 2008, dont 17 par la circonscription de l'ASTA à Grevenmacher pour un montant de 2.489.078,17 € et 7 par la circonscription de l'ASTA à Diekirch pour un montant de 3.225.389,00 €. Le levé d'une maison à Holtz sur le territoire de la commune de Rambrouch fut exécuté par les agents de la circonscription de Mersch.

7. La météorologie

Au courant de l'année 2008, l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture (ASTA) a continué la modernisation de son service météorologique. La station météorologique de Bourscheid n'a pas été remplacée tandis que les stations manuelles existantes de Dahl et de Clemency ont été remplacées par des stations météorologiques automatiques. La mise en place d'une deuxième station mobile automatique a largement facilité les observations météorologiques dans le secteur de l'agriculture. Les stations automatiques de Merl, Grevenmacher et Reuler ont été rendues plus performantes par des ajouts d'interfaces, permettant d'enregistrer les rafales de vent. L'amélioration et l'extension du système informatique a rendu possible un échange de données météorologiques entre différents services voir même entre différents pays, facteur important dans la prévision des phénomènes climatologiques exceptionnels. A côté des 3 stations météorologiques manuelles à Asselborn, Roodt-Redange et Waldbredimus, l'ASTA compte aujourd'hui 25 stations météorologiques automatiques, dont 2 stations mobiles, et 16 stations pluviométriques manuelles.

8. Le service agri-environnement

a) L'exécution des contrôles officiels des pulvérisateurs agricoles

Ce contrôle est obligatoire dans le cadre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, régime d'aides qui a été mis en place en décembre 1996. Avec l'introduction de la nouvelle loi agricole en 2008, il est devenu dorénavant obligatoire dans tout régime d'aide agro-environnemental.

Le déroulement pratique des contrôles est le suivant : Tous les agriculteurs sont convoqués individuellement au contrôle. Les contrôles ont lieu auprès des revendeurs de machines agricoles désirant être intégrés dans l'opération à condition qu'ils mettent à disposition un emplacement adéquat. Ainsi, si des réparations sont nécessaires, l'agriculteur peut s'adresser immédiatement au service technique du revendeur, ce qui lui évite de devoir passer une deuxième fois au contrôle. Pour le contrôle des pulvérisateurs utilisés par les vignerons, l'équipement de test a été complété par des instruments adaptés.

En 2008, les contrôles ont eu lieu pendant la période avril – septembre en collaboration avec les revendeurs de machines agricoles. Pendant cette campagne, 537 pulvérisateurs agricoles ont été contrôlés.

Un bilan des contrôles de 2008 figure au tableau ci-joint.

A. Pulvérisateurs agricoles

nombre de pulvérisateurs convoqués:	601
nombre de pulvérisateurs contrôlés:	532
<i>taux de pulvérisateurs sans observations majeures:</i>	76,5 %
<i>taux de pulvérisateurs avec manomètre défectueux:</i>	6,2 %
<i>taux de pulvérisateurs avec buses défectueuses:</i>	15,4 %
nombre de pulvérisateurs agréés après réparation:	0
nombre de pulvérisateurs rejetés:	0
nombre de pulvérisateurs déclarés hors service:	40
nombre de pulvérisateurs non présentés:	38

Par ailleurs, une vignette de contrôle a été émise pour 24 machines neuves pour lesquelles un contrôle n'est requis qu'après 3 années d'utilisation.

b) Le programme agri-environnemental dans le cadre du règlement (CEE) 2078/92 et du règlement (CEE) 1259/99

A côté de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage, un deuxième volet du programme agri-environnemental national a été mis en place par le règlement grand-ducal du 27.10.1997 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Ce régime d'aides, qui a connu un assez grand intérêt auprès des agriculteurs, a été remplacé par un nouveau régime par le biais du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel. Il est basé sur le règlement (CE) 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements, qui prévoit le cadre communautaire pour le soutien de mesures agro-environnementales. Ce régime

d'aides comprend 14 mesures différentes en faveur de pratiques agricoles extensives ou respectueuses de l'environnement, à savoir :

1. Agriculture biologique
2. Réduction / maintien charge bétail
3. Fumure azotée réduite (terres arables)
4. Réduction de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques
5. Mesures contre l'érosion
6. Epandage du lisier avec réduction des émissions
8. Gestion extensive des prairies
7. Gestion extensive des bordure des champs
9. Entretien et protection des bords des cours d'eau et des étangs
10. Entretien et plantation de haies
11. Entretien des vergers traditionnels
12. Lutte biologique contre le ver de la grappe
13. Retrait de terres agricoles/ gestion terres abandonnées
14. Elevage de races locales menacées (les chevaux de race ardennaise)

Fin 2001, le nouveau régime d'aides a été présenté aux agriculteurs au cours de plusieurs séances d'information dans différentes régions du pays. Il a connu un très grand succès auprès des agriculteurs. Ainsi, pour la période culturale 2002, environ 403 exploitations ont introduit environ 689 demandes distinctes au total (principalement des nouvelles demandes ainsi que quelques demandes de modification/renforcement d'engagements existants).

Pour la période culturale 2003 (la date limite de dépôt de demande étant le 1^{er} août 2002), 276 exploitations ont introduit 372 demandes distinctes au total. 60 à 70% de ces demandes ont été introduites par des exploitations ayant déjà participé aux mesures agro-environnementales pendant un cycle quinquennal complet (1998-2002) et ont renouvelé ou renforcé leurs engagements pour une nouvelle période de 5 ans.

Pour la période culturale 2004 (la date limite de dépôt de demande étant le 1^{er} août 2003), 193 exploitations ont introduit 228 demandes distinctes au total. Environ 40-50% de ces demandes ont été introduites par des exploitations ayant déjà participé aux mesures agro-environnementales pendant un cycle quinquennal complet (1999-2003) et ont renouvelé ou renforcé leurs engagements pour une nouvelle période de 5 ans.

Pour la période culturale 2005 (la date limite de dépôt de demande étant le 1^{er} août 2004), 137 exploitations ont introduit 172 demandes distinctes au total. Environ 28% de ces demandes ont été introduites par des exploitations ayant déjà participé aux mesures agro-environnementales pendant un cycle quinquennal complet (2000-2004) et ont renouvelé ou renforcé leurs engagements pour une nouvelle période de 5 ans.

Pour la période culturale 2006 (la date limite de dépôt de demande étant le 1^{er} août 2005), 128 exploitations ont introduit 159 demandes distinctes au total. Environ 19% de ces demandes ont été introduites par des exploitations ayant déjà participé aux mesures agro-environnementales pendant un cycle quinquennal complet (2001-2005) et ont renouvelé ou renforcé leurs engagements pour une nouvelle période de 5 ans.

Régime transitoire 2007

Le plan de développement rural (PDR) de la période 2000-2006 a expiré le 31 décembre 2006, et sera remplacé par un nouveau PDR pour la période 2007-

2013, après accord de la Commission Européenne obtenu en septembre 2007 et la mise en vigueur de la nouvelle loi agricole attendu pour le premier semestre 2008. Le régime transitoire prévoit le prolongement d'une année des demandes expirées fin 2006, ainsi que la conclusion de nouveaux contrats pour l'agriculture biologique pour la période 2007-2011 moyennant une clause de révision dès l'entrée en vigueur du nouveau PDR.

Pour la période culturale 2007 (la date limite de dépôt de demande étant le 1^{er} août 2006), 4 exploitations ont introduit une demande de conversion à l'agriculture biologique. 395 demandes expirées ont été prolongées pour un an.

Le projet de nouveau règlement grand-ducal a été élaboré et finalisé en 2008. Il prévoit la reconduction et l'adaptation des mesures agro-environnementales pour la période 2008-2013.

9. Le service SIG

Le service SIG a comme mission principale la création, la gestion et la mise à jour des couches d'informations géospatiales relevant du domaine de l'agriculture.

Les activités de ce nouveau service ont commencé en 2004 avec la création d'un nouveau système d'identification des parcelles agricoles (SIPA) servant de base au paiement des primes dans le cadre du régime de soutien direct. Le nouveau SIPA se base sur une couverture d'ortho-imagerie aérienne de 2004 et a été mise en place par digitalisation des limites de parcelles visibles en utilisant les techniques d'un SIG. Il remplace depuis l'année 2006 l'ancien système de référence à base cadastrale.

En 2007, des nouvelles photos aériennes ont été prises par l'Administration du Cadastre et de la Topographie et ont permis de réaliser une première actualisation complète du SIPA du cours de l'année 2008. Les nouvelles orthophotos ont été mises à disposition du service SIG début avril en couleurs RGB et infrarouge. La qualité exceptionnelle des orthophotos a eu des conséquences inattendues :

Les limites des parcelles de référence très nettes à causes de contrastes de couleurs augmentés par rapport à l'année 2004 ont dévoilé de nombreuses imprécisions de digitalisations indétectables sur base des orthophotos des années précédentes. Ceci a eu comme conséquence que de nombreuses actualisations de parcelles étaient nécessaires. S'y rajoute, que les auditeurs de la Commission et de la Cour des comptes ont recommandé certaines adaptations de règles de digitalisation pour les parcelles situées le long des forêts ainsi que pour celles qui longent le réseau routier.

Au total, 75.000 parcelles ont été passées en revue en 2008 et 73% de ces parcelles ont subi des modifications. Environ 23% des parcelles modifiées se sont vu attribuer un nouveau numéro FLIK suite à une fusion ou division de parcelles, les 50% de parcelles restantes ont subi une modification de surface.

Les modifications de surface constituaient pour environ 35% des cas de différences de surface de moins d'un are, de façon à ce que la décision a été prise par le Ministère de soumettre à la procédure de validation uniquement les parcelles pour lesquelles la surface a variée de plus d'un are et pour celles ayant reçu un nouveau numéro FLIK. Malgré l'application de ce seuil, 99% des exploitations qui font une demande de surface au SER sont concernées par la procédure de validation qui est entamée dès le début de l'année 2009.

Pour l'actualisation et la validation du SIPA, l'application SIG-REFE a subi des évolutions majeures : un module de validation et d'actualisation a été programmé qui permet de sélectionner et d'identifier les parcelles modifiées et de réaliser des générations en masse et unitaires d'extraits d'orthophotos. Après la phase d'actualisation des parcelles, presque 20.000 PDFs avec des parcelles modifiées ont été générés via l'application SIG-REFE.

1.292 mesurages GPS effectués par l'unité de contrôle dans le cadre de leurs contrôles d'éligibilité aux aides communautaires ont été intégrés au niveau du SIPA et les communications relatives aux changements de surface envoyées aux exploitants via le dossier de validation.

Etant donné que la commission exige une actualisation continue du SIPA même en dehors de la période d'actualisation globale sur base de nouvelles orthophotos, le service SIG a envoyé aux exploitants un formulaire de demande de modification de parcelles éligibles avec l'objectif, à long terme, de recevoir un maximum d'informations sur les changements de limites via l'exploitant même. Par ce formulaire, il a été demandé aux exploitants de déclarer des augmentations, diminutions, rajouts ou disparitions de parcelles de référence. Au total, 124 exploitations ont renvoyé des demandes de modifications de FLIKs suite à ce courrier. La grande majorité des modifications demandées a requis une visite de terrain avec mesurage GPS.

Pendant l'année sous revue, le service a effectué de nombreuses analyses géospatiales sur base du SIG pour différents services et organismes agricoles et a participé à différents groupes de travaux en rapport avec ses attributions. Au niveau communautaire, le service SIG a effectué le suivi des procédures et techniques d'actualisation du SIPA au cours de différents workshops organisés par le JRC d'ISPRA.

B. La division agronomique

1. La production animale

Le service de la production animale a pour mission l'organisation et l'orientation de la production et de l'élevage des animaux de ferme. Il assure l'application de la législation zootechnique communautaire et nationale, et le contrôle de sa mise en œuvre. Il définit ensemble avec les organisations professionnelles les programmes mis en place pour l'amélioration génétique des animaux et des produits dérivés. Il soutient l'élaboration et le développement de démarches associées à une production animale de qualité et leur promotion.

a) Les données d'élevage

A la fin de l'année 2008 en races viandeuses, 1.687 animaux ont été contrôlés dans les troupeaux d'élevage, 2.535 animaux ont été testés dans le cadre du programme « Broutard luxembourgeois de qualité ». Des gains de poids plus faibles ont été constatés suite aux conséquences de la fièvre catarrhale ovine, ainsi que dû aux faibles prix du marché payés pour les broutards et une hausse des prix des céréales et fertilisants. 1.410 vaches Limousine ont été inscrites en 2008 aux herdbooks (70,2%), 192 en race charolaise (9,6%), 173 en Angus (8,6%), suivi des races Blonde d'Aquitaine, Aubrac et des autres races à faible effectif.

En races laitières, en 2007/2008, 678 troupeaux ont été enrôlés au contrôle laitier avec un effectif de 33.215 vaches contrôlées, ce qui représente 81% des vaches laitières présentes au Luxembourg, parmi lesquels 78,4% reviennent à la

race Holstein-Noir et 18,0% à la Holstein-Rouge. Pendant la période en question, le nombre moyen de vaches laitières par troupeau est de 49,0. La production laitière annuelle par troupeau s'élève à 7.353 kg avec 11 producteurs laitiers atteignant une moyenne supérieure au 10.000 kg. 14 vaches s'inscrivent en 2008 au palmarès des 100.000 kg.

Après une année 2007 lourde de conséquences pour l'élevage des moutons à cause de la fièvre catarrhale, l'année 2008 se présente avec un bilan beaucoup plus positif. Le Lëtzebuerger Schoofzuchtverband (Flock-Book), dont le service de la production animale assure le secrétariat, la trésorerie et la conduite du livre généalogique a organisé au cours de l'année 2008 le concours national ovin à Ettelbruck, la journée de la tonte des moutons à Remich et a participé à la Foire Agricole d'Ettelbruck. En 2008, 282 moutons (2007 : 268) furent inscrits au livre généalogique. Lors du concours national ovin le jury international a apprécié l'excellente qualité des jeunes béliers de la race Texel. Concernant le génotypage 258 moutons ont été testés dont environ 65% étaient porteurs du double allèle ARR/ARR et 98% du simple allèle ARR - ceci étant dû à une sélection très stricte de la part des éleveurs.

b) Les marques nationales

Le service assure aussi la gestion des marques nationales du beurre luxembourgeois, des salaisons fumées et de la viande porcine :

- Afin de pouvoir obtenir l'appellation de qualité, le beurre de « Marque Rose » doit être soumis à un examen organoleptique portant sur l'aspect, la consistance ainsi que sur l'odeur et le goût. Lors de cet examen, le beurre doit avoir été classé au moins dans la classe de qualité I-. En 2008, 15 concours beurriers ont été exécutés en vue de l'obtention de la Marque Nationale « Beurre de Marque Rose ». Il faut noter que le délai entre 2 concours beurriers ne peut pas dépasser 30 jours. Les tests microbiologiques et organoleptiques ont démontré que la qualité du beurre luxembourgeois est constante, comparable et même supérieure à celle des beurres étrangers ayant servi comme témoins. En 2008, la production de beurre de la Marque Nationale s'élevait à 2.045.830 kg (2007 : 2.179.596 kg).
- La production de jambons Marque nationale a présenté un certain équilibre par rapport à l'année 2007. En 2008 20.285 jambons ont été scellés (2007 : 19.314) et 18.990 (2007 : 20.673) ont été soumis à l'estampillage sur trois sites de production, permettant une mise en vente en tant que jambon « Marque Nationale ». Ceci porte le nombre total de jambons contrôlés à 39.275 (2007 : 39.987) ; le nombre de contrôles effectués sur place étant de 148 (2007 : 162). En 2008, une nette augmentation fut constatée pour le nombre de porcs abattus : 75.749 porcs ont été présentés pour l'obtention de la « Marque Nationale de la viande de porc », parmi lesquels 67.115 porcs ont été admis – ce qui représente un taux d'acceptation de 88,6%. Par rapport à 2007 ceci présente une croissance nette de 32% du nombre total de porcs abattus pour la Marque nationale.

2008 fut marqué par le début des travaux de restructuration des Marques nationales relatives à la viande de porc et au jambon fumé. Le service de la production animale ensemble avec les représentants de la Commission de la Marque nationale a réalisé une enquête auprès des différents groupements de producteurs de la Marque nationale afin d'identifier les besoins d'adaptation des critères de production relatifs aux deux Marques nationales – la viande de porc et le jambon fumé. Les représentants contactés ont été les producteurs de porcs, les abattoirs, les salaisonnières et bouchers, ainsi que les supermarchés. Sur base

des recommandations faites et des nouvelles exigences réglementaires (au niveau national et communautaire), le service de la production animale a élaboré de nouveaux cahiers des charges pour la Marque nationale – ces cahiers des charges définissent les critères de production spécifiquement pour chaque étape de la production. Comme la Commission de la Marque nationale est à la recherche d'une reconnaissance d'équivalence par le système de qualité allemand QS, les nouveaux critères de production de la Marque nationale s'alignent davantage sur les exigences et dispositifs du système allemand, tout en instaurant quelques critères permettant une meilleure démarcation de la Marque nationale en tant que label de qualité. Afin d'atteindre l'objectif d'une meilleure valorisation de la viande de porc, les premières démarches ont également été entreprises pour une introduction de nouveaux produits de la Marque nationale, comme la saucisse, le pâté, le Mettwurst « Marque nationale », ainsi qu'une réévaluation du cahier des charges pour la production du jambon cuit « Marque nationale ». La réunion d'information organisée au mois de novembre a permis de renseigner tous les producteurs de porcs « Marque nationale » sur les nouveautés envisagées pour la Marque nationale. En fin 2008, la commission de la Marque nationale, sur avis des représentants du secteur, a également pris la décision de l'introduction d'un fond de promotion. Ceci permet de créer des ressources financières pour la réalisation des campagnes d'information et de promotion dans le cadre de la « Marque nationale de la viande de porc et du jambon fumé ». Les ressources financières en question sont réunies par les abattoirs sur base d'un prélèvement d'une contribution à la promotion pour chaque porc présenté pour l'obtention de la Marque nationale de la viande de porc dont le taux a été fixé à 0,5 € par porc. Le fond de promotion est lancé au 15 février 2009.

c) Le contrôle officiel des aliments pour animaux

En fin 2008, après un dernier appel officiel pour l'enregistrement, 99% des exploitants agricoles et établissements avaient notifié leurs activités dans le secteur de l'alimentation animale auprès du service du contrôle officiel des aliments, conformément au règlement (CE) 183/2005. Pendant l'année 2008, les agents du service ont contrôlé l'application des exigences du règlement (CE) 183/2005 sur 54 exploitations agricoles. Le contrôle des exploitations portait essentiellement sur la vérification des conditions d'hygiène de l'alimentation animale et de la documentation. 90% des exploitations contrôlées s'avéraient conformes à la législation en vigueur. Pour le restant des établissements contrôlés, les non-conformités constatées étaient mineures. Les agents de contrôle ont également vérifié les procédures écrites (HACCP) de deux moulins mobiles, ainsi que la fabrication d'aliments médicamenteux. Au cours de l'année 2008 ont également été contrôlés les établissements (hangars de stockage et points de vente) des revendeurs d'aliments pour animaux quant au respect des exigences réglementaires des produits mis en circulation. Lors de ces inspections la conformité de l'étiquetage et les dates limites d'utilisation des produits, ainsi que l'état d'hygiène des endroits de stockage ont été vérifiés. En 2008 un total de 220 échantillons d'aliments pour animaux a été prélevé auprès des différents établissements. Les aliments pour animaux prélevés ont été vérifiés quant à l'exactitude des déclarations faites sur l'étiquetage, sur l'absence de substances indésirables, ainsi que sur la qualité microbiologique. Dans le cadre des événements internationaux concernant les dioxines (Irlande) et la mélamine (Chine), tous les contrôles effectués à ces fins au niveau national n'ont pu révéler la présence de ces substances. A côté des tâches de contrôle, les agents du service ont contribué, en collaboration avec le service de microbiologie et de biochimie, à l'amélioration continue du système intégré LAMS (Labo ASTA Management System) utilisé pour la gestion des échantillons. En vue d'une accréditation du service de contrôle des aliments pour animaux, les efforts pour

l'obtention de l'accréditation ont été également poursuivis en 2008. Depuis 2008 le responsable du service du contrôle des aliments pour animaux est détaché à raison de deux jours par semaine à l'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA). La mission du représentant est la défense et la représentation des intérêts de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture auprès de l'OSQCA, ainsi que la contribution au fonctionnement et à l'accomplissement des missions de l'OSQCA.

d) La gestion des programmes sanitaires

Le service de la production animale assure en collaboration avec l'Administration des Services Vétérinaires, la gestion et le développement des programmes nationaux de lutte contre les maladies infectieuses. Le service est en charge des travaux de programmation, de maintenance et d'adaptation du programme informatique « InterTrace ». En 2008, le service a contribué à la gestion et au suivi de la campagne nationale de vaccination contre la fièvre catarrhale.

En 2008, les travaux de programmation ont été requis pour une reprise du programme de lutte contre l'IBR par InterTrace. A cet effet, les données historiques relatives aux analyses IBR ont été intégrées dans la base de données et les statuts de troupeaux ont été réévalués. Les adaptations faites ont permis de réaliser des simplifications et des économies au niveau administratif et analytique. En février 2008 l'application internet pour la visualisation des résultats et statuts relatifs à la paratuberculose a été mise en place.

e) La promotion des produits agricoles

Le service accompagne aussi des actions d'information et de promotion afin de soutenir la demande, maintenir et développer la place des produits agricoles nationaux dans la consommation.

Le service de la production animale assure au niveau national, l'appui technique, l'analyse et la coordination des mesures de promotion communautaire. Une demande de promotion pour le lait introduite par le groupement des producteurs Luxlait a trouvé un accord favorable par la Commission européenne en juin 2008. Le coût total du programme de promotion envisagé pour une durée de 3 ans est de 1,427 mio €, dont 50% seront remboursés par l'Union Européenne et 30% par le Gouvernement luxembourgeois. Il s'agit d'une campagne de sensibilisation triennale qui sera conduite au Grand-Duché de Luxembourg et dans la Grande-Région. L'objectif de la campagne est de souligner les bienfaits du lait pour la santé des jeunes et des personnes âgées. Le service de la production animale assume le suivi et le contrôle de cette campagne. Le service a également réceptionné et analysé une demande de promotion communautaire « multipays » introduite par la Fédération de l'Union des Apiculteurs en collaboration avec l'Agence Wallone pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité.

En collaboration avec la Chambre d'Agriculture et les Naturpark Our et Uewersauer, le service de la production animale a lancé les travaux de préparation pour la réalisation de la campagne 2009 « Sou schmaacht Lëtzebuerg – Luxembourg à la carte ». L'objectif de cette campagne sera la sensibilisation des consommateurs vis-à-vis d'une utilisation plus poussée des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise et l'introduction des produits luxembourgeois au niveau des restaurations collectives.

f) Les journées internationales de la prairie

En 2008 dans le cadre du 125^{ème} anniversaire de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture et du Lycée Technique Agricole, le service de la production animale a été responsable de la coordination de l'organisation des deuxièmes journées internationales de la prairie. La journée internationale de la prairie est le résultat d'une collaboration étroite entre divers organismes et institutions de trois régions (Région wallonne, Grand-Duché de Luxembourg et Rhénanie-Palatinat). Dans un village prairial composé de 13 tentes à thème, différents sujets sur la prairie ont été présentés : la gestion de la prairie à travers la fertilisation, le semis, les aspects économiques, écologiques et paysagers, la protection de la nature et de l'environnement, les techniques de pâturage jusqu'aux aspects de sélection animale et les produits issus de la prairie.

Parallèlement aux posters présentés dans les différentes tentes à thème, sur une surface de 6 ha, la gamme complète des techniques de pâturage a été présentée, du semis à la mise en place de clôture jusqu'aux dispositifs de rassemblement. Les journées internationales de la prairie ont débuté par le premier colloque international scientifique sur la prairie (en anglais). De nombreux scientifiques et chercheurs des Pays-Bas, de Finlande, de Norvège, de France, de Belgique, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Amérique du Sud et de l'Europe de l'Est y ont participé avec des contributions intéressantes. Ce colloque a abordé quatre sujets : méthodes de gestion d'amélioration des plantes et qualité fourragère, digestion des ruminants et optimisation de l'absorption des substances nutritives, flux des substances nutritives et impacts environnementaux, optimisation du revenu des exploitations laitières en cas de pâturage intensif.

g) La construction des stations d'élevage

A la demande de l'Union des Sociétés Avicoles du Grand-Duché de Luxembourg (USAL), le Ministère de l'Agriculture alloue des aides aux sociétés avicoles pour la construction de nouvelles stations d'élevage pour animaux de basse-cour. Le service a rédigé les lignes directrices pour les demandes de subvention pour la construction des stations d'élevage qui définissent les démarches administratives, les règles de financement en listant les matériaux ouverts et les travaux effectués admissibles pour une subvention. Bien que certains intérêts se soient manifestés pour la construction des stations d'élevage, en 2008 aucune demande n'a été introduite. Pour 2009, deux projets de construction sont en cours de planification.

h) La remise en état du Kuelbecherhaff

L'année 2008 a été marquée par le lancement des travaux de remise en état de la station d'élevage porcine Kuelbecherhaff. Les travaux de restructuration comprenaient entre autre la remise en état du système de stockage du lisier, le défrichage du site, l'aménagement de l'approvisionnement en eau, le renouvellement des toitures, la remise en état du chemin d'accès, la mise en place des installations techniques et d'un distributeur automatique des rations alimentaires, l'aménagement du système de ventilation et d'isolation, Le suivi technique des travaux a été garanti en collaboration avec le personnel du génie rural de la circonscription de l'Ouest.

i) L'identification électronique des équidés

Suite à l'adoption du nouveau règlement européen sur l'identification électronique des équidés en juin 2008, le service de la production animale a

rédigé un projet de règlement grand-ducal définissant la mise en œuvre de ce nouveau règlement et de ses dispositions. A ce sujet le service a réuni le maximum d'éléments d'appréciation afin de se lancer ensemble avec les acteurs sur la détermination de la stratégie luxembourgeoise, aussi au regard de celle envisagée ou déjà mise en place par les autres partenaires européens.

j) La comitologie

Au niveau communautaire et international, le service participe à différents réseaux internationaux et exerce une fonction d'expertise et participe, en assurant le rôle de porte-parole aux groupes de travail et comités de gestion de la Commission, à plusieurs groupes de travail du Conseil en vue de préparer et de défendre la position nationale. Il assume la représentation du Luxembourg dans le « comité permanent zootechnique », dans les comités des « indications géographiques et appellations d'origine », celui des « attestations de spécificité », ainsi que dans le groupe « promotion des produits agricoles » et celui de la « qualité des produits alimentaires ». Le service de la production animale est en charge du traitement des dossiers relatifs à l'enregistrement des appellations d'origine et des indications géographiques protégées. Le service du contrôle des aliments pour animaux participe également à divers groupes de travail et comités nationaux et européens dans le domaine de l'alimentation animale.

2. La production végétale

a) Le contrôle et la certification des semences

De façon générale, on peut noter que la production nationale de semences et de plants de pommes de terre est en augmentation constante depuis des années. Ainsi les surfaces de multiplication s'élevaient en 2008 à plus de 3.200 ha (+ 53% par rapport à 1990). La qualité des semences et plants produits à Luxembourg procure aux producteurs de nombreux débouchés tant sur le marché national qu'international.

Ces semences ne peuvent cependant être commercialisées que si elles ont été contrôlées préalablement au champ de production et au laboratoire, conformément aux exigences de plusieurs directives de l'UE. Cette procédure de contrôle de la production des semences est communément appelée « certification des semences ». Ainsi les cultures de semences sont contrôlées lors d'inspections sur pied des champs de production et après la récolte, les semences sont examinées au laboratoire d'analyses de semences de l'ASTA.

L'ASTA constitue l'autorité luxembourgeoise compétente en matière de certification des semences. Cependant jusqu'au 1^{er} mai 2008, l'ASTA avait délégué certaines activités, entrant dans le champ d'activité de la certification des semences à la Centrale Paysanne. Il s'agissait notamment des contrôles sur pied et de certaines analyses de laboratoire.

Depuis mai 2008, toutes les tâches de contrôles dans le cadre de la certification des semences et plants de pommes de terre sont exclusivement accomplies par l'ASTA.

A cette fin, le service de la production végétale actualise la réglementation concernant la commercialisation, la production et la certification des semences et plants, notamment en application des directives de l'UE et de l'OCDE. Le service contrôle à tous les stades la commercialisation des semences et plants et surveille les opérations de production et de certification des semences indigènes. L'ASTA délivre les étiquettes et plombs officiels et perçoit les taxes de contrôle et

de plombage. Les analyses des semences quant à elles, sont effectuées au laboratoire de semences de l'ASTA.

Par ailleurs, au Luxembourg, suite au plan d'action provisoire établi par la Commission européenne pour détecter dans les semences la présence fortuite d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), tous les lots de semences des espèces sensibles, comme le soja, le maïs etc., importés de pays tiers, sont analysés à cette fin. Les semences de ces mêmes espèces en provenance des autres Etats membres de l'UE sont contrôlées par sondage. Dans des lots de semences conventionnelles, aucun OGM non autorisé pour la mise en culture dans l'UE n'est toléré. Par contre, la présence fortuite dans des lots de semences conventionnelles d'OGM autorisés pour la culture ne permet pas de retirer ces semences du marché, puisque l'OGM accidentellement présent est autorisé, conformément à la législation communautaire. Mais pour ces OGM autorisés pour la mise en culture dans l'UE, tel que par exemple le maïs Mon 810, toute présence fortuite détectable doit simplement être clairement indiquée sur l'étiquette officielle accompagnant le lot de semences.

Ainsi, dans le cadre de ses activités de contrôle de la commercialisation des semences en 2008, l'ASTA a prélevé par sondage des échantillons de semences de maïs, en vue de détecter la présence accidentelle d'OGM. Les analyses, qui ont été effectuées par le laboratoire d'analyse des denrées alimentaires du Laboratoire Nationale de Santé, n'ont relevé la moindre présence d'OGM dans les semences analysés.

D'autre part selon la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques, le service de la production de l'ASTA est responsable pour effectuer tous les contrôles obligatoires encadrant les cultures de plantes transgéniques. A cet égard, il convient de préciser qu'aucun OGM n'a été cultivé en 2008 au Luxembourg.

b) Les essais variétaux et la liste nationale recommandée des variétés agricoles

Le choix judicieux des variétés d'espèces agricoles revêt une grande importance économique en production végétale.

Il est dès lors indispensable qu'une instance officielle et neutre se charge de l'expérimentation des nouvelles variétés pour recommander les plus productives et les mieux adaptées aux conditions naturelles de notre pays. Ainsi, la commission technique pour l'admission des variétés d'espèces agricoles, dont l'ASTA assume la présidence et le secrétariat, a pour mission de sélectionner et de recommander les variétés les plus performantes sous nos conditions climatiques. Les variétés recommandées sont inscrites à la liste nationale des variétés de plantes agricoles et publiées annuellement au Mémorial. A cette fin, le service de la production végétale de l'ASTA et le Lycée Technique Agricole organisent tous les ans, à plusieurs reprises et en différents endroits du pays, des essais variétaux.

Il est intéressant de noter que les performances des variétés recommandées (rendements, résistances au climat, résistances aux maladies, etc.) ont augmenté en moyenne de plus de 100% depuis les années cinquante jusqu'à nos jours.

Aucune variété génétiquement modifiée ne figure sur la liste nationale des variétés de plantes agricoles.

c) L'amélioration de la production fourragère

Vu les conditions pédo-climatiques, la vocation de l'agriculture luxembourgeoise est essentiellement herbagère. Ainsi, 55% de notre surface agricole utile sont constitués de prairies et de pâturages permanents et 70% de nos terres sont destinés à la production fourragère. Quelque 90% de la production agricole finale proviennent de productions animales, tel que le lait et la viande bovine, produits qui résultent essentiellement de la transformation de fourrages.

La production fourragère joue de ce fait un rôle très important dans l'agriculture luxembourgeoise et le service de la production végétale se consacre particulièrement à l'amélioration de ce type de production. A cette fin le service a fait élaborer une carte herbagère couvrant les principales zones herbagères du pays et permettant d'orienter la production fourragère selon les conditions pédo-climatiques régionales.

Par ailleurs, le service de la production végétale a établi plusieurs champs d'essais fourragers (maïs, graminées, trèfles etc..) et organise dans le cadre de la formation continue des agriculteurs des démonstrations de vulgarisation au sujet de cette production. Ainsi, en collaboration avec le Lycée Technique Agricole et des partenaires allemands et belges, le service de la production végétale organise régulièrement des manifestations transfrontalières au sujet des prairies.

Ces journées de démonstration internationales qui s'adressent aux agriculteurs des zones herbagères de la Wallonie, du Rhénanie-Palatinat et du Luxembourg, ont lieu à tour de rôle dans la Grande-Région, dans une des régions citées ci-avant. Ainsi en 2008, cette manifestation, d'une très grande envergure, a eu lieu lors de la Foire Agricole d'Ettelbruck pour célébrer le 125^{ème} anniversaire de l'ASTA et a attiré un très grand nombre de visiteurs.

d) La production de biomasse et de plantes énergétiques

La production de plantes énergétiques représente un grand potentiel non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour notre approvisionnement en énergie et surtout pour la réduction de l'émission de gaz à effet de serre. Evidemment les cultures énergétiques doivent respecter les mêmes critères pour protéger l'environnement que les cultures agricoles alimentaires traditionnelles. Bien que l'alimentation humaine reste la priorité absolue pour l'agriculture, plusieurs études, se basant sur les objectifs très ambitieux des autorités nationales et de la Commission européenne en matière de politique d'énergie et de réduction de CO₂, prévoient que les plantes énergétiques vont se développer constamment au cours des années à venir, notamment pour valoriser les excédents produits par l'agriculture.

Pour mieux encadrer ces cultures, le service de la production végétale a établi, outre ses essais culturaux et variétaux d'espèces fourragères, en plusieurs endroits du pays des essais pour plantes énergétiques. Il s'agit d'essais qui portent sur des espèces végétales en vue de la production de biométhane par fermentation. Ces essais visent à déterminer les meilleures variétés pour la production de biomasse et ainsi à optimiser les cultures énergétiques, tout en respectant les exigences de la protection de la nature.

3. La protection des végétaux

a) Le contrôle des plants de pommes de terre au laboratoire du service de la protection des végétaux

Evolution depuis 1990 de la superficie de pommes de terre plants présentées pour la certification et superficie ayant effectivement été certifiée:

Année de récolte	Superficie déclarée (ha)	Superficie certifiée (ha)	Taux de certification (%)
1990	359,17	353,08	98,3
1991	384,39	356,34	92,7
1992	411,41	399,61	97,1
1993	369,68	365,56	98,9
1994	391,34	345,70	88,3
1995	427,94	424,14	99,1
1996	441,78	437,88	99,1
1997	533,52	529,07	99,2
1998	540,98	502,53	92,9
1999	562,39	544,71	96,9
2000	582,67	579,21	99,4
2001	521,99	496,05	95,0
2002	456,47	438,81	96,1
2003	429,75	423,15	98,5
2004	410,17	408,80	99,7
2005	430,87	430,87	100,0
2006	417,00	408,13	98,7
2007	429,90	422,79	98,3
2008	421,31	410,40	97,4

Les plants utilisés par les producteurs de pommes de terre de consommation sont des plants certifiés (classes A et B). La production de ceux-ci exige un plant de meilleure qualité (plants de base: classes S, SE ou E) produits par des multiplicateurs.

Ces plants de base proviennent eux de plants de prébase (F1 à F5) produits en partie par le syndicat des producteurs de plants de pommes de terre (Synplants) et en partie par des multiplicateurs.

La certification des plants a pour but de garantir une bonne qualité sanitaire de ceux-ci, principalement en ce qui concerne leur infection par des virus. En effet, la présence de virus dans un plant-mère conduit à une forte multiplication de ce virus dans les plants-filles et souvent à la dégénérescence de ces derniers. D'autre part, les pieds malades contribuent largement à la dissémination de la maladie dans le champ concerné ainsi que dans les champs voisins, ce qui conduit à une application plus fréquente de pesticides.

La certification est basée sur des inspections visuelles répétées en champ pendant la période de végétation ainsi que sur des tests effectués en laboratoire

sur les tubercules afin de détecter une présence éventuelle de virus et de certaines bactéries.

Les plants de prébase sont soumis aux contrôles les plus sévères, avec la recherche de 6 virus différents (Leafroll, Y, X, S, A et M) ; 3 virus sont recherchés sur les plants de base des classes S et SE (Leafroll, Y et X) et 2 virus sont recherchés sur les plants appartenant aux classes E, A et B (Leafroll et Y).

Les plants certifiés et de base sont testés sur deux maladies bactériennes, le flétrissement bactérien provoqué par *Ralstonia solanacearum* (Smith) Smith et la pourriture annulaire provoquée par *Clavibacter michiganensis* (Smith) Davis et al *ssp. sepedonicus* (Spieckerman et Kotthoff) Davis et al. Ces deux maladies bactériennes sont également recherchées sur les pommes de terre nouvellement importées, afin d'éviter l'importation de ces maladies par la même occasion. Jusqu'à présent, aucun cas d'infection par l'une ou l'autre de ces bactéries n'a été détecté au Luxembourg.

La détermination des classes auxquelles vont appartenir les différents lots de tubercules est basée sur leur degré d'infection par les virus Leafroll (LR) ,Y et X.

En 2008, les pourcentages d'infection maximum autorisés étaient les suivants :

Classe	S	SE	E	A	B
Infection maximale (%) permise (virus LR + Y + X*)	1	2	3	7	10
*pour certaines catégories					

Evolution de la superficie de pommes de terre plants certifiées répartie selon les différentes classes de certification :

Année de récolte	Classes F+S (ha)	Classe SE (ha)	Classe E (ha)	Classe A (ha)	Classe B (ha)
1990	59,43	25,80	62,34	185,43	20,08
1991	17,40	65,44	94,95	153,08	25,47
1992	10,54	52,76	102,64	205,18	28,49
1993	9,93	53,84	164,86	125,46	11,47
1994	9,80	33,61	99,98	169,67	32,64
1995	33,94	67,78	165,52	141,24	15,66
1996	14,46	106,09	171,34	144,29	1,70
1997	19,32	48,24	237,91	216,62	6,98
1998	58,21	71,45	209,26	160,03	3,58
1999	23,04	69,93	285,19	157,61	8,94
2000	25,63	42,13	333,24	177,61	0,60
2001	11,21	67,77	235,19	177,33	4,55
2002	21,70	44,97	175,49	182,96	13,69
2003	1,04	118,17	199,27	99,52	1,45
2004	3,29	122,62	179,37	103,52	0
2005	10,42	39,93	275,95	104,57	0
2006	37,65	23,15	218,85	123,67	4,81
2007	34,38	97,02	73,67	217,72	0
2008	46,13	178,97	92,36	92,94	0

b) Les contrôles phytosanitaires à l'importation

La législation sur la quarantaine végétale contient les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté. A cette fin elle fixe les conditions sous lesquelles les végétaux ou produits végétaux peuvent être importés dans l'Union Européenne et circuler sur le territoire de l'Union. Ces produits doivent remplir des critères phytosanitaires spécifiques avant l'importation et être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par le service de la protection des végétaux du pays d'exportation.

A l'importation ces produits sont soumis à une inspection phytosanitaire effectuée par le service de la protection des végétaux.

Les contrôles sont limités à des contrôles documentaires si les envois sont destinés à des importateurs agréés dans des Etats membres avec lesquels le service a conclu un accord spécifique. Dans ces cas le service délivre un certificat de transit vers le lieu de destination. Actuellement de tels accords existent avec le Pays Bas, la Belgique et l'Allemagne

Dans les autres cas une inspection complète, comprenant le contrôle documentaire, le contrôle d'identité et une inspection physique de la marchandise, est effectuée.

Le Cargo Center de l'Aéroport de Luxembourg est un point d'entrée dans l'Union Européenne privilégié pour les produits végétaux. Le service de la protection des végétaux y assure une permanence de 24h/24h, 7j/7j pour effectuer les contrôles phytosanitaires à l'importation.

En 2008 quelque 715 envois ont été soumis à un contrôle documentaire pour le transit. Pour 521 envois, un contrôle phytosanitaire complet a été réalisé.

c) Les contrôles phytosanitaires à l'exportation

De même qu'à l'importation, les produits destinés à l'exportation doivent être contrôlés et un certificat phytosanitaire est délivré par le Service de la protection des végétaux.

Ces contrôles visent essentiellement les plants de pommes de terre et le matériel de transport en bois.

d) L'agrément des produits phytopharmaceutiques

Les produits phytopharmaceutiques utilisés en agriculture, en viticulture, par les services publics (communes, voirie, chemins de fer) ou par les jardiniers amateurs doivent, en vue de l'utilisation ou de la mise sur le marché, être agréés par les Ministres de l'Agriculture et de la Santé.

Les produits sont autorisés s'il est établi qu'ils sont suffisamment efficaces et qu'ils ne présentent pas de risques inacceptables pour la santé humaine et pour l'environnement (sol, eaux, animaux dont la conservation est souhaitable). A cette fin le demandeur doit effectuer des essais et études et présenter un dossier permettant d'évaluer le produit. Les agréments accordés sont modifiés régulièrement pour les adapter aux conditions d'utilisation ou de protection, qui varient dans le temps.

Les procédures d'autorisation des produits phytopharmaceutiques sont harmonisées au niveau communautaire par la directive 91/414/CE. Cette directive établit une liste positive des substances actives pouvant entrer dans la composition des produits phytopharmaceutiques. La Commission, en collaboration avec les Etats membres, a mis en place un programme de révision de toutes ces substances actives, afin de vérifier si elles correspondent aux critères de cette directive.

Depuis la mise en œuvre de ce programme de révision 310 substances sont incluses dans la liste positive des substances actives. 702 substances actives ont été retirées du marché communautaire. Les dernières décisions seront prises en mars 2009.

Actuellement le nombre de produits phytopharmaceutiques agréés au Luxembourg est de 432. Le nombre de substances actives composant ces produits est de 221.

Le site internet du Service de la protection des végétaux donne des informations sur l'agrément des produits phytopharmaceutiques, les valeurs limites des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires, le comportement des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement et des actualités dans

le domaine de la protection des végétaux. Adresse du site :
<http://www.asta.etat.lu/>

En 2008 le Parlement Européen et le Conseil ont finalisé les discussions sur les propositions visant à modifier la législation sur les produits phytopharmaceutiques, à savoir :

- 1) Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques
- 2) Projet de directive concernant l'utilisation durable des pesticides

Parmi les **changements** prévus par ces propositions on peut citer :

- **Au niveau de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques :**

Formation obligatoire pour tous les utilisateurs professionnels et les vendeurs de produits phytopharmaceutiques.

Application obligatoire des principes de lutte intégrée.

Elaboration d'un plan national de réduction des risques résultant de l'utilisation des pesticides.

- **Au niveau de l'autorisation des produits phytopharmaceutiques :**

Approbation des substances actives sur base de critères propres à la substance active (jusqu'à présent les décisions étaient prises sur base du risque que présentait l'utilisation des produits phytopharmaceutiques).

Réorganisation des procédures d'approbation des substances actives.

Nouvelles dispositions facilitant la reconnaissance mutuelle des autorisations entre les Etats membres.

e) L'agriculture biologique

Le mode de production biologique respecte particulièrement bien les principes d'une agriculture durable et protectrice de l'environnement. Dans les exploitations biologiques, les agriculteurs renoncent volontairement à l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques de synthèse, de bon nombre d'aliments pour animaux usuels ainsi que d'organismes génétiquement modifiés ou de leurs dérivés. Quelques autres caractéristiques essentielles de cette forme d'agriculture sont une rotation des cultures variées et le respect poussé du bien-être animal.

La demande pour les produits issus de ce mode de production a continué à croître en 2008. Par le contrôle annuel obligatoire de chaque exploitation et de chaque transformateur, l'agriculture biologique est un exemple modèle de transparence en ce qui concerne l'origine, la production et la préparation ou transformation. Par l'achat de produits issus de l'agriculture biologique, les consommateurs soutiennent en même temps un mode de production respectueux de l'environnement et des ressources naturelles.

Jusqu'au 31.12.2008, l'agriculture biologique a encore été réglementée au niveau communautaire par le règlement du Conseil 2092/91/CEE, qui définit notamment les règles de production, de transformation et d'importation des produits agricoles à suivre par les différents opérateurs, afin que ces produits puissent être qualifiés de « biologiques ». Le règlement définit cependant aussi les règles à observer pour l'étiquetage de ces produits ainsi que les procédures de contrôle à respecter pour la certification des opérateurs travaillant dans cette filière.

Ce contrôle des opérateurs biologiques, prévu par le règlement 2092/91/CEE, est assuré par le service de la protection des végétaux de l'ASTA, qui est l'autorité compétente, en collaboration avec 3 organismes de contrôle privés et indépendants, agréés par le Ministère de l'Agriculture et satisfaisant aux exigences de la norme EN 45011. Le service effectue également des contrôles d'étiquetage dans le commerce.

En 2008, 85 producteurs (dont des agriculteurs, 12 maraîchers, 4 viticulteurs, 5 fruiticulteurs et 12 apiculteurs) exploitant au total une superficie de 3535 ha, 33 transformateurs (p.ex. boulangerie ; boucherie ; laiterie/fromagerie ; chocolaterie ; etc.) et 1 importateur (miel) étaient enregistrés auprès du service.

Le secteur de la production biologique est donc toujours en progression. Depuis le début des contrôles en 1988, le nombre d'exploitants est ainsi passé de 8 à 85, et la surface agricole exploitée selon ce mode de production est passée de 368 à 3535 ha durant la même période.

La nouvelle proposition de texte pour remplacer l'actuel règlement du Conseil (CEE) no 2092/91 et ses annexes avait été présentée en janvier 2006 sous présidence autrichienne. Lors du Conseil des ministres de l'agriculture en décembre 2006, un texte présentant une approche générale, c.-à-d. les grandes lignes et choix politiques en la matière, a finalement été adopté.

Le nouveau règlement du Conseil no 834/2007, qui remplace le règlement (CE) no 2092/91 dès le 1^{er} janvier 2009, se présente de façon plus structurée et les domaines de l'aquaculture ainsi que de la vinification en cave ont été inclus dans le domaine d'application. Par contre, le secteur de la restauration a été clairement exclu, vu les grandes divergences de vues entre les Etats membres. Ce domaine va donc devoir être réglementé au niveau national à partir de 2009.

Les réunions du groupe de travail au niveau de la Commission européenne ont, durant toute l'année 2008, été très nombreuses et intensives afin de finaliser le règlement d'application du nouveau règlement du Conseil.

En outre, toute la réglementation concernant les importations en provenance de pays-tiers a dû être ré-écrite et finalisée également pour fin 2008.

En ce qui concerne le groupe de travail de la Commission concernant la promotion des produits de l'agriculture, sa tâche principale a été la finalisation des matériaux de promotion. Un bureau de communication avait été chargé de mettre sur pieds une campagne de promotion comprenant divers matériaux comme des brochures, des spots télévisés, des posters, ainsi que le nouveau site internet de la Commission : http://ec.europa.eu/agriculture/organic/splash_en

Ces nouveaux matériaux de promotion ont été présentés en juillet 2008 lors de la foire agricole de Libramont.

Finalement, au sujet du nouveau logo européen qui devait également être présenté lors de cette même occasion, sa parution a dû être reportée. Un concours destiné aux étudiants de toutes les écoles d'art et de design en Europe va être lancé pour l'élaboration d'un nouveau logo. Le projet qui sortira vainqueur de ce concours sera primé et le logo devra alors être présent sur tous les produits bio emballés à partir du 1^{er} juillet 2010.

Au Luxembourg aussi, les travaux en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique ont continué bon train et ont mené à l'élaboration finale du projet grâce à la participation active et motivée du groupe

dénommé « Task Force pour la promotion de l'agriculture et de l'alimentation biologiques », composés d'acteurs représentatifs des différents secteurs, allant de la production au consommateur. Le projet sera présenté par Monsieur F. Boden en février 2009 lors d'une conférence de presse.

4. Le service de l'horticulture

a) L'engagement au niveau international

Le service de l'Horticulture a représenté le Luxembourg dans différents comités de gestion et groupes d'experts et groupes de travaux concernant l'horticulture aux près des instances européennes. La réforme et la simplification des règles concernant les normes de commercialisation des fruits et légumes étaient un des sujets importants et marquants à cet égard.

Dans le domaine de la fruticulture, la collaboration étroite avec le « Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum – Rheinpfalz » a permis à nos producteurs de profiter des conseils spécialisés des experts de cette institution.

b) Le service au niveau national

Dans le cadre de sa mission de contrôle de qualité sur les fruits et les légumes, le service a effectué 240 contrôles au niveau du commerce et des grossistes. Lors de ces contrôles, plusieurs constats de non-conformité, la majorité au niveau de l'étiquetage, ont été dressés.

Concernant l'aménagement des alentours des fermes et bâtiments agricoles, horticoles et viticoles, le service a élaboré une cinquantaine de plans de plantation et a également fourni gratuitement des arbres (ca. 500) et arbustes (ca. 16.000) aux établissements agricoles et horticoles.

Les travaux d'entretien des vergers de démonstration à Stadtbredimus et à Remich (arbres fruitiers à tige basse resp. à mi-tige) et à Echternach (arbres fruitiers à haute-tige) servant à propager notre arboriculture fruitière, se sont poursuivis. Ces vergers vont regrouper une centaine de variétés fruitières anciennes et nouvelles. Une trentaine de variétés de potirons mangeables et d'ornement ainsi que plusieurs sortes de fruits et de légumes exotiques (Poivrons, melons, physalis, gourgettes) ont été cultivées sur une surface de 20 ares sur un champs d'essais à Rolling/Bous.

Dans le cadre d'une convention avec le Ministère de l'Economie, des plantations nouvelles ont été réalisées dans les zones industrielles à Foetz et à Echternach. Dans 20 zones industrielles nationales et régionales les travaux de taille des arbres d'allée ainsi que l'organisation des travaux de fauchage et d'entretien des plantations existantes ont été effectués par des agents du service de l'horticulture.

Dans le domaine de l'information, le service a offert sa collaboration aux organisations des secteurs agricole, horticole et apicole et a porté conseil aux producteurs des différents secteurs.

Concernant les remembrements viticoles à Schwebsange, Schengen et Remerschen les agents du service de l'horticulture ont effectué le contrôle des surfaces nouvellement plantées et ont dressé les relevés nécessaires pour calculer l'aide de l'Etat.

Suite à un changement dans l'exploitation industrielle, la disponibilité de chaleur d'échappement ne peut plus être garantie au site « in Tidert » sur le territoire de la commune de Hesperange, le projet d'une zone horticole pouvant profiter d'une source de chaleur d'échappement n'y est plus possible. Des approches alternatives sur ce site et sur d'autres sites ont été examinées.

c) L'apiculture et la marque nationale du miel

En 2008, la récolte de miel était bien inférieure à la moyenne. 142 apiculteurs, gérant 3.350 ruches, se sont inscrits à la Marque Nationale du Miel. Ils ont présenté 133.453 livres (145.829 livres en 2007) de miel, en vue d'obtenir la Marque Nationale.

250 échantillons de miel (288 en 2007) ont été analysés dans les 13 réunions organisées par la Commission de la Marque Nationale (15 réunions en 2007). 16 échantillons n'ont pas répondu aux sévères critères de sélection et ont été refusés. A la suite 111.839 étiquettes de la Marque Nationale ont été distribuées en 2008.

Taux d'échecs	en 1999	11,5%
	en 2000	5%
	en 2001	10%
	en 2002	5%
	en 2003	5,6%
	en 2004	5,9%
	en 2005	8,2%
	en 2006	8,2%
	en 2007	8,0%
	en 2008	6,4%

Dans le but de promouvoir la vente du miel MN, on a été présent à la Foire de Printemps à la LUXEXPO/Kirchberg et à la Foire Agricole à Ettelbruck En plus, on a soutenu la campagne « cuisine au miel » organisée annuellement par la FUAL et le Lycée Technique Alexis Heck.

En dernier, 450 kilogrammes de semences plantes mellifères et 11.555 plantes ligneuses ont été mises à la disposition des apiculteurs dans le cadre de la campagne de distribution de plantes mellifères en vue d'enrichir la flore en place.

Dans le cadre du « programme apicole » établi sur base de l'article 108 du règlement (CE) no 1234/2007, le service a fait plusieurs contrôles sur place et a réalisé le contrôle administratif de ce programme important pour notre apiculture.

5. Le service de la mutualité agricole

En vertu de l'arrêté grand-ducal modifié du 17.9.1945 sur l'organisation des associations agricoles, le Ministre de l'Agriculture exerce par l'organe de l'ASTA, le contrôle des associations agricoles et des fédérations.

Le service de la mutualité agricole près de l'ASTA est chargé de cette mission.

Le contrôle du service de la mutualité agricole s'exerce en sorte qu'il porte sur l'organisation juridique et administrative, sur l'organisation et la tenue de la comptabilité, sur l'exactitude des résultats comptables, cela au moyen de sondages ayant le caractère d'un super contrôle qui ne s'étend cependant pas sur le contrôle

commercial et matériel ; le contrôle commercial et matériel relevant des obligations des comités et des conseils de surveillance.

Chaque année font l'objet d'un tel contrôle :

- ~ 50 associations et fédérations régies par l'arrêté grand-ducal modifié du 17/09/1945, ainsi que la Chambre de l'Agriculture + prg. LEADER, le Fonds de Solidarité Viticole, la Marque Nationale du Vin et du Miel, l'OPVI (organisation des viticulteurs indépendants), la Caisse d'assurance des Animaux de Boucherie, la Fédération des Sociétés de Secours contre la perte du Bétail, les Anciens de l'Ecole de Viticulture, l'Amicale des Anciennes de Mersch.

Le service de la mutualité agricole a en outre porté son aide aux petites associations gérées en « bénévolat » pour clôturer leurs exercices ; c.à d. :

- * dresser le BILAN, le cpte des PROFITS et PERTES, le tableau d'amortissement et autres tableaux synoptiques.
- * remplir les déclarations TVA et IMPOTS – IR/ICC.

Le service de la mutualité agricole a aidé à élaborer un projet de statuts concernant la création

- ° d'une asbl « Luxbg. Marketingboard für die Fleischwirtschaft »
- ° des associations agricoles (section CTF) de Hollerich et du Limpertsberg,

il a prêté conseil lors de la finalisation d'un projet de statuts concernant la CONVIS (s.c.) et a élaboré un projet d'une modification de statuts de l'association agricole « Téi vum Séi ».

Le service a aidé et donné conseils en vue de la DISSOLUTION de diverses associations et était présent aux assemblées générales extraordinaires appelées à cette fin.

La comptabilité de la Marque Nationale de la Viande de Porc et des Jambons Marque Nationale des porcs, ainsi que de la « Fördergemeinschaft Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg » FILL, est assurée par le service de la mutualité agricole.

C. La division des laboratoires de contrôle et d'essais

1. Le Service de pédologie

Les activités du service de pédologie portent essentiellement sur deux domaines différents, à savoir:

a) Les analyses de sol

Le laboratoire des analyses de sol traite les échantillons de sols provenant de l'agriculture, de la viticulture, de l'horticulture et des jardins privés. Sont également analysés des échantillons de sol provenant de l'Administration des Eaux et Forêts dans le cadre de l'inventaire forestier, de l'Administration de l'Environnement dans le cadre du « Bodenmonitoring » et des organisations professionnelles dans le cadre de projets de vulgarisation agricole dans des zones de protection des eaux. Les analyses consistent en des déterminations chimiques et/ou physiques.

L'analyse de routine se limite au dosage des éléments majeurs (P, K) et mineurs (Mg, Na) exprimé en mg/100g terre sèche (d'après les méthodes VDLUFA - Verband Deutscher Landwirtschaftlicher Untersuchung- und Forschungsanstalten), ainsi qu'à la mesure du pH_{CaCl_2} . En fonction du résultat de l'analyse, l'échantillon est évalué, pour chacun des éléments P, K, Mg et Na, par rapport à un référentiel de 5 classes de niveau de fertilité A, B, C, D, E. (tableau2). En fonction du type de sol, de la classe nutritive et de la culture, un avis de fumure est émis (tableau 3). A la demande du client, sont également déterminés le taux d'humus par l'analyse du $C_{organique}$ (%), le rapport C/N ainsi que l'azote minéral sous forme nitrate (N_{min} en kg N/ha) dans le sol. Sur les échantillons de compost sont réalisés la teneur en sel, le taux d'humidité et la masse volumique.

Le tableau 1 reprend les totaux des différentes déterminations en 2008 par rapport à 2007 et 2006.

Tableau 1 : Effectif d'analyses de sol du laboratoire de pédologie

	pH_{CaCl_2} , P, K, Mg, Na	N_{min}	Corg	Granulométrie
2006	17600	3500	4300	372
2007	16258	2337	2539	173
2008	18735	5931	1769	350

En 2008, le laboratoire de pédologie a été équipé d'un nouvel appareillage de pipettage pour l'analyse granulométrique ainsi que d'un spectromètre d'émission optique ICP-OES (Inductively Coupled Plasma-Optical Emission Spectrometer) pour l'analyse des éléments majeurs, mineurs et traces dans les sols.

En 2008, les 5 classes de fertilité A, B, C, D et E ont été réformées pour les éléments nutritifs P, K, Mg et Na et adaptées aux directives du VDLUFA.

Tableau 2 : Classes de fertilité des sols

GUTLAND		
sol de type M (moyen) : sols sablo-limoneux à limono-argileux		
classe de sol	P ₂ O ₅	K ₂ O
mg/100 g terre sèche		
A (très basse)	0-5	0-5
B (basse)	6-11	6-11
C (bonne)	12-20	12-20
D (élevée)	21-30	21-30
E (très élevée)	≥31	≥31
sol de type L (léger) : sols sableux à limono-sableux		
classe de sol	P ₂ O ₅	K ₂ O
mg/100 g terre sèche		
A (très basse)	0-5	0-4
B (basse)	6-11	5-9
C (bonne)	12-20	10-15
D (élevée)	21-30	16-23
E (très élevée)	≥31	≥ 24
sol de type S (lourd) : sols argileux à argileux lourds		
classe de sol	P ₂ O ₅	K ₂ O
mg/100 g terre sèche		
A (très basse)	0-5	0-6
B (basse)	6-11	7-13
C (bonne)	12-20	14-25
D (élevée)	21-30	26-38
E (très élevée)	≥ 31	≥ 39
OESLING		
sol du type OM (moyen) : sols limono-caillouteux de l'Oesling		
classe de sol	P ₂ O ₅	K ₂ O
mg/100 g terre sèche		
A (très basse)	0-7	0-7
B (basse)	8-14	8-14
C (bonne)	15-23	15-23
D (élevée)	24-35	24-35
E (très élevée)	≥36	≥36

Tableau 3 : Avis de fumure en fonction des classes de fertilité

classe de sol	kg /ha.an			
	P ₂ O ₅	K ₂ O	MgO	N _a
A (très basse)	Export + 60	Export + 80	Export + 50	60
B (basse)	Export + 30	Export + 40	Export + 25	45
C (bonne)	Export	Export	Export	30
D (élevée)	1/2 Export	1/2 Export	1/2 Export	15
E (très élevée)	0	0	0	0

Des travaux de traitement informatique et d'analyse statistique sont en cours pour étudier, sur base des analyses de terre des années 1995 à 2008, l'évolution des teneurs en éléments majeurs et du pH dans les sols agricoles luxembourgeois.

Depuis l'automne 2007, les échantillons de sols provenant de parcelles agricoles sont pourvus de leur numéro FLIK (Flächen Indikations-Karteinummer) dans le référentiel national RPG. Par ce biais, les résultats d'analyse sont géoréférencés et pourront être ultérieurement exploités dans un Système d'Information Géographique (GIS) et servir à un monitoring, dans le temps et dans l'espace de la fertilité des sols agricoles.

Au niveau de l'informatisation du service de pédologie, des travaux d'informatique ont été terminés en vue de l'intégration de toutes les analyses du service de pédologie dans les fonctionnalités d'application du système LAMS (Laboratory ASTA Management System).

Dans les zones de protection des eaux de Bigelbach, Beaufort, Eppeldorf et Ermsdorf, le service de pédologie mène depuis 18 années consécutives un conseil de fumure en culture de maïs sur base d'analyses de nitrates du sol (Nmin) auprès de 20 exploitations agricoles. Une campagne de prélèvement dans la culture de maïs est organisée en juin pour évaluer la nécessité d'une fumure azotée minérale complémentaire. Après la récolte du maïs, de nouvelles analyses Nmin permettent d'évaluer le reliquat azoté susceptible d'être lessivé en période hivernale. Parallèlement, les résultats permettent d'ajuster la fumure azotée et l'itinéraire technique du maïs pour la saison suivante.

b) La cartographie des sols

Le service de pédologie est en charge de la réalisation de la carte des sols à l'échelle 1/25.000. A l'heure actuelle, 7 planches sur 13, représentant 50% du territoire national, sont cartographiées et publiées sous format papier et numérique. Un inventaire des travaux de levées réalisées en 2007 a révélé un volume de 15% du territoire cartographié mais non-publié. En 2008, des travaux informatiques ont été commandés en vue de la digitalisation et de la numérisation des originaux en question à l'échelle du 1/10.000 dans un système d'information géographique (GIS). Les travaux réalisés concernent les cartes pédologiques n° 5 de Diekirch, n° 3 de Wiltz et n° 7 de Rédange, soit un total de 35.000 ha (14,5%). Parallèlement, la structuration des symboles pédologiques dans la banque de données a été alignée, pour la partie nouvelle, sur la légende de la carte numérique des sols de Wallonie conformément aux directives élaborées par le Projet de Cartographie Numérique des Sols de Wallonie (PCNSW). En effet, la carte des sols du Luxembourg se réfère depuis sa création sur la légende belge. La concordance a été réalisée via un appui scientifique et technique du Laboratoire de Géopédologie de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux (Belgique), en charge du projet PCNSW.

Les travaux de cartographie proprement dits du service se concentraient en 2008 sur la carte n° 7 de Rédange et notamment dans la région de Rédange-Eltz-Lannen-Nagem-Roodt sur une surface de 1.000 ha.

Une convention de recherche de 18 mois a été signée avec le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann concernant l'établissement d'une banque de données nationale sur les sols luxembourgeois (BD_SOL), incorporant l'ensemble des données géo-morpho-pédologiques et physico-chimiques des profils pédologiques établies depuis les années 1960 dans le cadre de la cartographie des sols et conservées au service de pédologie sous format papier. Le projet BD_SOL vise non seulement la valorisation de données historiques mais prévoit également la description de nouveaux profils selon une méthodologie internationale et l'incorporation de données provenant d'auteurs ou d'administrations tiers. Les objectifs à moyen terme sont le renforcement de la

carte des sols et l'établissement de cartes thématiques notamment sur l'érosion, le bilan hydrique, le lessivage des nutriments ou la valeur agricole des terres.

2. Le service d'analyse des fourrages

Le nombre total des échantillons de fourrages analysés en 2008 s'élève à 5.690 unités, soit une augmentation de 16% par rapport à 2007 et même de 49% par rapport à 2006. Ces échantillons ont trois origines différentes :

- 68% des échantillons examinés proviennent des champs d'essais du service de la production végétale de l'ASTA, en vue de la sélection des variétés de graminées et de maïs les mieux adaptées à nos différents types de sol et à nos conditions climatiques.
- 12% des échantillons ont comme origine les essais prairiaux comparatifs établis par le Lycée technique agricole à des fins didactiques.
- les 20% restants concernent les fourrages produits à la ferme. Ils sont envoyés par différents services de vulgarisation et des particuliers pour la détermination des nutriments et des minéraux, afin de pouvoir les utiliser de façon optimale dans la ration journalière des ruminants.

L'analyse standard d'un fourrage comprend 20 paramètres, qui sont la matière sèche, l'albumine brute totale, l'albumine brute digestible, les protéines digestibles dans l'intestin, le bilan des protéines dégradables, la digestibilité, la cellulose brute, l'hémicellulose, les NDF (neutral detergent fiber), les cendres brutes totales, le sucre (pour les fourrages verts et les ensilages d'herbes), l'amidon (pour les ensilages de maïs), les valeurs énergétiques VEM et VEV et pour les ensilages, les facteurs de conservation pH et le rapport N-NH₃/N-tot, ainsi que les éléments minéraux calcium, phosphore, potassium, magnésium et sodium.

Il va sans dire que la qualité alimentaire des fourrages, qui représentent près de 70% de la masse d'aliments utilisés au niveau de la ferme, peut varier de façon importante en fonction de la région, des conditions culturelles et de la technicité de l'exploitation agricole.

La qualité d'un fourrage est avant tout fonction de sa teneur en protéines, de sa teneur en sucre (pour les herbes), de sa teneur en amidon (pour le maïs), de sa valeur énergétique VEM et de sa composition en minéraux.

Les tableaux 4 et 5 ci-après donnent un aperçu des valeurs qualitatives moyennes des principaux fourrages de la campagne d'analyse de 2008 par rapport à 2007 et par rapport à la moyenne pluriannuelle établie sur les dix dernières années.

Du tableau 4 il résulte que les ensilages d'herbes de la campagne 2008 sont d'une excellente qualité, étant donné leur teneur élevée en protéines et une valeur énergétique assez importante.

Les ensilages de maïs peuvent être qualifiés satisfaisant, bien qu'ils n'atteignent pas les valeurs pluriannuelles. A noter surtout la faible teneur en amidon.

Quant aux valeurs moyennes des éléments minéraux dans les fourrages, reprises au tableau 5, elles ne diffèrent pas significativement de celles des années précédentes

Tableau 4: Comparaison des valeurs moyennes des fourrages de 2008 par rapport à 2007 et par rapport à la moyenne de 10 ans

	% M.S.	% A.B.T.	g/kg A.B.D.	g/kg DVE	g/kg OEB	% C.B.	% C.T.	% amidon	VEM/kg
ENSILAGES D'HERBES									
Moyenne 1999-2008									
Moyenne de 2008	43,1	15,0	104,4	57,5	21,0	28,6	10,9	-	814
Moyenne de 2007	46,3	15,1	105,6	62,0	16,8	27,3	10,3	-	835
	44,4	14,5	100,1	58,7	13,9	28,4	10,3	-	824
ENSILAGES DE MAÏS									
Moyenne 1999-2008	31,7	7,7	36,6	42,5	-24,1	21,5	4,2	27,4	925
Moyenne de 2008	30,9	7,5	34,1	41,8	-25,9	21,7	4,3	25,4	921
Moyenne de 2007	30,3	7,2	31,6	41,5	-28,0	21,8	4,3	24,9	920

M.S. = matière sèche / A.B.T. = albumine brute totale / A.B.D. = protéines digestibles / DVE = protéines digestibles dans l'intestin / OEB = bilan des protéines dégradables / C.B. = cellulose brute / C.T. = cendres brutes totales / VEM = valeur énergétique

Tableau 5: Valeurs moyennes des éléments minéraux dans les fourrages de 2008 par rapport à 2007 et par rapport à la moyenne de 10 ans (résultats exprimés en g/kg de M.S.)

	PHOSPHORE -P-	POTASSIUM -K-	CALCIUM -Ca-	MAGNESIUM -Mg-	SODIUM -Na-
ENSILAGES D'HERBES					
Moyenne 1999-2008	3,4	28,1	6,4	2,5	1,0
Moyenne de 2008	3,5	27,0	6,6	2,5	1,1
Moyenne de 2007	3,4	27,7	6,4	2,6	1,1
ENSILAGES DE MAÏS					
Moyenne 1999-2008	2,3	11,5	2,5	1,5	0,2
Moyenne de 2008	2,4	12,0	2,5	1,5	0,1
Moyenne de 2007	2,4	12,1	2,5	1,5	0,2

Une autre activité du service d'analyse des fourrages consiste en la détermination de la teneur des macroconstituants (protéine brute, sucre, amidon, matière grasse brute, cellulose brute et cendres brutes) dans les aliments simples ou composés du commerce, prélevés dans le cadre du contrôle officiel des aliments des animaux ou entrés par des particuliers. 316 échantillons ont ainsi été analysés en 2008.

3. Le service de chimie

La mission prépondérante du service est l'analyse des aliments pour animaux pour le compte des organes de contrôle et de différents services de l'agriculture.

A cet effet, un nombre appréciable de méthodes d'analyse et de techniques analytiques très différentes sont appliquées à la détection et au dosage de substances indésirables, des macroconstituants, des éléments minéraux et des additifs tels que oligo-éléments, vitamines, coccidiostatiques et enzymes. L'évolution des techniques analytiques exige un effort permanent quant à l'application et la mise au point pour les besoins du laboratoire.

Suite à la restructuration en 2006/2007 qui a impliqué une diminution du personnel analytique en faveur du contrôle, il est devenu très difficile de garantir l'accomplissement des tâches analytiques dont le service est responsable dans un

délai de temps raisonnable et à un niveau de compétence élevé. Cette situation devrait être redressée au plus vite.

Comme les années précédentes, suite à la diversification de la production agricole (cultures alternatives, installation à biogaz, ...), un nombre croissant de déterminations spécifiques ont été réalisées. De par l'analyse des produits de la fermentation, la surveillance et le fonctionnement des installations à biogaz a ainsi pu être optimisé.

Les engrais et amendements du sol mis sur le marché luxembourgeois sont régulièrement analysés pour vérifier la conformité avec la législation nationale et communautaire.

Dans le cadre de l'application du dispositif instituant une prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage et stipulant que le fertilisant organique représentatif de l'exploitation agricole doit être analysé au moins tous les trois ans quant à sa teneur en éléments nutritifs majeurs, environ 500 à 600 échantillons de lisier et de fumiers ont été analysés.

Les tableaux 6 et 7 donnent un aperçu des résultats dans les différentes catégories de fertilisants organiques de la ferme pour la période 1997-2008, ainsi que pour la saison 2007/2008.

Tableau 6 : Valeurs moyennes des principaux éléments nutritifs de différents supports organiques analysés (1997-2008)

	pourcentage	Nbre d'échant.	Matière sèche (%)	N total (kg/t matière telle quelle)	P ₂ O ₅ (kg/t matière telle quelle)	K ₂ O (kg/t matière telle quelle)	MgO (kg/t matière telle quelle)
Lisier de bovins							
Total	100	3064	8,55	3,75	1,6	5,0	1,1
0-4 % MS	3,45	106	2,75	1,75	0,55	2,9	0,4
4-6 % MS	7,3	223	5,2	2,65	1,0	3,75	0,7
6-10% MS	66,1	2025	8,4	3,75	1,6	5,1	1,1
>10 % MS	23,15	710	11,0	4,35	2,0	5,5	1,4
Lisier de porcs							
Total	100	219	6,00	4,85	3,8	3,3	1,45
0-4 % MS	43,85	96	2,25	3,15	1,2	2,6	0,45
4-6 % MS	16,45	36	4,85	4,75	2,95	3,4	1,2
6-10% MS	21,45	47	8,05	6,15	5,1	3,75	2,05
>10 % MS	18,25	40	13,65	7,65	9,3	4,35	3,4
Purin							
	100	80	1,7	1,9	0,2	4,85	0,3
Fumier de bovins							
Total	100	2507	20,3	5,00	2,65	6,9	1,65
0-10 % MS	0,20	5	7,65	3,55	1,20	3,65	0,7
10-20% MS	57,45	1440	16,9	4,3	2,4	5,5	1,4
20-25% MS	27,75	696	22,15	5,45	2,75	7,95	1,7
>25 % MS	14,6	366	30,4	7,1	3,5	10,4	2,5

Tableau 7 : Valeurs moyennes des principaux éléments nutritifs de différents supports organiques analysés entre 08/06/2007 et le 22/07/2008

	pourcentage	Nbre d'échant.	Matière sèche (%)	N total (kg/t matière telle quelle)	P ₂ O ₅ (kg/t matière telle quelle)	K ₂ O (kg/t matière telle quelle)	MgO (kg/t matière telle quelle)
Lisier de bovins							
Total	100	286	8,55	4,45	1,6	4,7	1,15
0-4 % MS	2,8	8	2,55	2,3	0,45	1,95	0,35
4-6 % MS	8,75	25	4,95	3,3	0,95	3,15	0,6
6-10% MS	65,75	188	8,4	4,5	1,6	4,75	1,15
>10 % MS	22,7	65	11,05	5,1	2,1	5,4	1,45
Lisier de porcs							
Total	100	24	4,7	5,45	2,55	3,15	1,15
Fumier de bovins							
Total	100	233	22,55	6,15	2,75	7,55	1,7
10-20% MS	45,05	105	17,3	5,25	2,4	5,7	1,4
20-25% MS	30,05	70	22,5	6,15	2,6	7,9	1,6
>25 % MS	24,9	58	32,05	7,8	3,5	10,5	2,4

Un nombre important d'analyses d'eau d'abreuvement a été réalisé à la demande des agriculteurs.

Le service gère la commission de la marque nationale des eaux-de-vie, réalise une grande partie des analyses en vue de l'évaluation de la qualité des eaux-de-vie et contribue largement au fonctionnement de différentes « marques nationales ». Les distillateurs luxembourgeois profitent également des services offerts pour améliorer leur production.

Le tableau 8 indique les résultats de la commission de contrôle de la marque nationale des eaux-de-vie en 2008 par rapport à 2007 et par rapport à la moyenne pluriannuelle.

Il en résulte que le volume des eaux-de-vie présentées a diminué de plus de 40% comparé à celui de 2007. Le pourcentage d'admission se situe avec 96 points largement au-dessus de la moyenne pluriannuelle.

Tableau 8 : Comparaison des résultats de 2008 de la Commission de Contrôle de la Marque Nationale des Eaux-de-vie par rapport à 2007 et par rapport à la moyenne pluriannuelle.

Nature et espèce	Volumes des eaux-de-vie présentés en litre			Pourcentage d'admission/ volumes présentés		
	Moyenne 1986-2006	2007	2008	Moyenne 1986-2006	2007	2008
Cidre	371	220	-	100	100	-
Coing	196	120	120	79	100	100
Framboise	454	590	390	86	92	77
Grain	1.291	1.080	850	81	100	94
Kirsch	1.308	1.470	400	69	100	100
Lie de vin	296	370	480	90	100	100
Marc	876	2.580	2.540	79	97	100
Mirabelle	5.793	7.575	3.995	76	90	97
Mûre sauvage	15	-	-	100	-	-
Neelchesbiren	1.345	750	350	85	100	100
Poire	1.039	-	60	82	-	100
Poire Williams	1.917	1.965	600	77	100	63
Pomme	2.403	2.010	-	88	97	-
Prunelle	339	-	-	65	-	-
Quetsche	2.163	500	1.350	84	100	100
Spieren	104	230	-	95	100	-
Sureau	130	-	200	73	-	100
Total	20.041	19.460	11.335	80	95	96

L'administration des douanes et accises sollicite le service pour un nombre considérable d'analyse d'alcools et de bières. Occasionnellement des analyses de bière sont faites à la demande des brasseries nationales.

La participation du service à divers groupes de travail et comités de l'UE dans les domaines de l'alimentation animale et des engrais est une tâche nécessaire en vue de l'élaboration d'une réglementation communautaire, d'autant plus que ces règlements UE sont d'application au niveau national.

4. Le service de microbiologie et de biochimie

Le service de microbiologie et de biochimie est sous-divisé en trois unités :

a) La station de contrôle des semences

La tâche principale de la station est l'échantillonnage et l'analyse des semences dans le cadre de la certification officielle des semences. Ces activités

sont accréditées par l'ISTA (International Seed Testing Association), ce qui permet à la station d'établir les Bulletins internationaux Oranges et Verts de lot de semences et les Bulletins internationaux Bleus d'échantillon de semences, requis notamment pour l'exportation.

Jusqu'en mai 2008 la station avait surtout pour mission le contrôle des semences de plantes fourragères, ainsi que le contrôle du laboratoire d'Agriconsult, autorisé d'effectuer les analyses requises pour la certification des semences de céréales, de pois et de féveroles.

Au cours de l'année 2008, la station a reçu comme nouvelle charge la réalisation des analyses de certification de semences de céréales. Le premier semestre de l'année a été consacré aux préparations nécessaires pour accueillir les échantillons supplémentaires. L'infrastructure et l'équipement ont été adaptés aux nouveaux besoins. Des nouvelles méthodes d'analyse ont été introduites, d'autres méthodes existantes adaptées pour être à même d'effectuer un nombre élevé d'analyses en peu de temps. Un laborantin supplémentaire a été engagé à temps plein et formé à l'analytique des semences. L'agent remplaçant le congé de maternité du chef de service a été également chargé de l'analyse de céréales pendant la période de juin à septembre. Ces mesures se sont avérées nécessaires pour répondre à la demande du secteur semencier qui a besoin des résultats d'analyses dans des délais extrêmement courts.

La priorité du contrôle par sondage dans le commerce a été en 2008 la vérification de l'absence d'organismes génétiquement modifiés. La station de contrôle des semences a échantillonné des lots selon les règles de l'ISTA, l'analyse étant effectuée par le laboratoire national de santé.

Une autre attribution de la station est la détermination de la qualité des céréales panifiables et des farines. Ainsi les échantillons de froment provenant des champs d'essais officiels ont été analysés quant à la qualité boulangère. Ces analyses interviennent dans le choix des variétés figurant sur la liste nationale des variétés des espèces de plantes agricoles.

Le tableau 9 ci-dessous résume le nombre et les types d'analyse effectués :

Tableau 9 : Activité analytique de la station de contrôle des semences en 2008

Domaine	Nombre d'échantillons	Paramètres analysés
Certification de semences de plantes fourragères	123	Echantillonnage, faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences, teneur en eau
Certification de semences de céréales	461	Faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences, teneur en eau, poids par hectolitre, poids par mille grains
Semences de céréales et de pois fourragers : antérieures à 2008	168	Faculté germinative
Autres analyses de semences	46	Faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences
Céréales panifiables / céréales fourragères	153	Indice de Hagberg, indice de Zeleny, protéines, teneur en eau
Contrôle du laboratoire d'Agriconsult	14	Faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences
Contrôle par sondage du commerce	11	Echantillonnage

b) L'unité de microbiologie

L'analyse des paramètres microbiologiques des aliments pour animaux, notamment la vérification de l'absence de salmonelles, la détermination et la classification des germes totaux, des levures et des moisissures est une mission principale du service. La majorité de ces analyses sont effectuées pour le service de contrôle officiel des aliments pour animaux.

Le laboratoire de microbiologie recherche en outre les salmonelles et les entérobactéries dans les boues d'épuration, ainsi que les germes totaux et les germes coliformes dans les eaux d'abreuvement dans le but d'évaluer la qualité microbiologique de celles-ci.

En ce qui concerne le lait et les produits laitiers, la tâche consiste surtout en l'analyse du beurre dans le cadre de la Marque Nationale du Beurre, ainsi que du beurre subventionné contrôlé par le service d'économie rurale. Les critères microbiologiques sont les germes coliformes, les levures et les moisissures.

Le tableau 10 ci-dessous résume le nombre et les types d'analyses effectués :

Tableau 10 : Activités analytiques du laboratoire de microbiologie en 2008

Domaine	Nombre d'échantillons	Paramètres analysés
Contrôle des aliments pour animaux	132	Salmonelles, levures et moisissures, germes totaux, qualité microbiologique
Autres analyses d'aliments pour animaux et eaux d'abreuvement	31	Salmonelles, levures et moisissures, germes totaux, qualité microbiologique, germes coliformes
Analyse de boues d'épuration	48	Salmonelles, entérobactéries
Analyse du beurre subventionné	233	Germes coliformes, levures et moisissures
Marque Nationale du Beurre	30	Germes coliformes, levures et moisissures
Analyse d'autres produits laitiers	10	Germes coliformes, levures et moisissures, germes totaux, germes contaminants

c) L'unité de biochimie

Le laboratoire de biochimie effectue deux à trois fois par mois l'analyse des échantillons étalons de lait pour le laboratoire de contrôle du lait cru.

De plus il lui incombe d'analyser les échantillons de beurre pour le service d'économie rurale et dans le cadre de la Marque Nationale du Beurre. En 2008, le laboratoire a introduit et mis au point des nouvelles méthodes d'analyse pour le beurre subventionné. Les paramètres mis au point sont la matière grasse et l'indice de peroxyde, ainsi que l'acidité de la matière grasse qui peut être déterminée par l'unité depuis début 2009.

Depuis avril 2008, le service n'effectue plus les analyses dans le cadre du contrôle du lait et des produits laitiers provenant directement des laiteries prévu par règlement grand-ducal. Cette activité a cessé suite aux conclusions du groupe de travail lait et produits laitiers présidé par l'OSQCA (Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire). Il a été décidé que le contrôle des laiteries incombe exclusivement à l'administration des services vétérinaires. Le service de la production animale de l'ASTA n'étant plus impliqué dans ce contrôle, les analyses en question ne sont plus à effectuer par le service de microbiologie et de biochimie.

Le tableau 11 ci-dessous résume le nombre et les types d'analyses effectués :

Tableau 11 : Activités analytiques du laboratoire de biochimie en 2008

Domaine	Nombre d'échantillons	Paramètres analysés
Analyse du lait étalon pour le laboratoire du lait cru	96	Protéines, matière grasse, matière sèche
Analyse du beurre subventionné	233	Teneur en eau, matière sèche non grasse, matière grasse, indice de peroxyde
Marque Nationale du Beurre	30	Teneur en eau, matière sèche non grasse, matière grasse, indice d'iode, phosphatase
Analyse d'autres produits laitiers	30	Protéines, matière sèche, matière grasse, phosphatase, antibiotiques, pH

D'autres activités du service de microbiologie et de biochimie sont :

- * la participation du chef de service aux réunions du Comité d'accréditation institué auprès du Ministère de l'Economie en tant que déléguée du Ministère de l'agriculture. La mission principale dudit comité est de donner son avis sur l'octroi, l'extension, le maintien, la prolongation et le retrait d'une accréditation,
- * la coordination des activités du Plan National pour la Promotion de la Qualité du secteur agricole par le chef de service en tant que membre du Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et déléguée du secteur agricole. Le Plan 2007-2009 a été adopté par le Conseil de gouvernement en janvier 2007,
- * la participation à l'organisation des formations INAP dans le cadre du projet spécifique « Plan de formation pour les agents des laboratoires et des organismes d'inspection » / organisation de formations internes pour le service de microbiologie et de biochimie et pour la division des laboratoires,
- * la collaboration avec le CRP Gabriel Lippmann dans le cadre du projet de recherche sur le développement et la validation d'un système de screening antibiotiques dans les aliments pour animaux.

5. Le service de contrôle du lait cru

Le service a pour mission d'effectuer le contrôle officiel du lait cru fourni par les producteurs luxembourgeois aux laiteries, dans le cadre du règlement grand-ducal du 23 mars 1988 concernant l'établissement des décomptes entre acheteurs et producteurs de lait.

Les échantillons de lait cru, prélevés par les laiteries lors de la collecte du lait à la ferme sont soumis à des analyses portant sur la composition et la qualité de ce lait. Les paramètres analysés sont :

- en ce qui concerne la composition : la matière grasse et les protéines, l'extrait sec dégraissé et l'urée,

- en ce qui concerne la qualité du lait : les cellules somatiques, les germes totaux, le point cryoscopique ainsi que la recherche des substances inhibitrices.

En 2008 un total de 102.651 échantillons ont été analysés, la fréquence étant de 10 analyses par mois pour la matière grasse et les protéines et de 2 analyses par mois pour les germes.

La recherche des substances inhibitrices est effectuée de façon uniforme deux fois par mois pour tous les producteurs. En 2008 le taux des échantillons décelés positifs est de 0,14% sur 19.427 échantillons examinés, chiffre sensiblement identique à celui de l'année passée. Enfin 20.552 échantillons ont été analysés quant à leur qualité bactériologique.

En début 2008 les instruments d'analyse *CombiFoss 6000*, pour la détermination de la composition et *Bactoscan FC*, pour le dénombrement des germes, ont été équipés d'un nouveau logiciel, le Foss Integrator. Ce logiciel, commun aux 2 instruments, dispose d'une plus grande flexibilité dans les déroulements du travail et d'une meilleure assurance qualité, notamment en ce qui concerne la traçabilité des résultats.

Tous les résultats analytiques sont disponibles sur notre site internet www.labolait.etat.lu ; à l'aide d'un mot de passe les producteurs peuvent consulter individuellement à tout moment leurs analyses. Vu que conjointement avec la matière grasse et les protéines, des paramètres supplémentaires tels que l'urée et les cellules somatiques sont analysés, les fournisseurs peuvent s'informer sur l'évolution de la qualité de leur lait. Actuellement près de 65% des producteurs utilisent ce service.

Les producteurs sont avisés par courrier dès qu'un critère de qualité hygiénique dépasse les limites fixées pour la classe de qualité I, c.à.d. 250.000 cellules somatiques/ml et/ou 50.000 bactéries/ml et/ou présence de substances inhibitrices. A la fin du mois un bilan mensuel complet des analyses est communiqué aux producteurs. Un fichier avec les analyses du mois est mis à la disposition des laiteries.

Le service coopère avec le département qualité du Centre de Recherches Agronomiques de Gembloux dans le cadre de la guidance, qui est un accompagnement scientifique des laboratoires interprofessionnels belges. Cette guidance comprend deux volets :

- d'une part la constitution par le service toutes les 2 semaines d'un échantillon étalon luxembourgeois, destiné à maintenir l'étalonnage du Milko-Scan. Les valeurs de référence de cet étalon sont déterminées par analyse circulaire dans 5 laboratoires officiels belges et luxembourgeois, dont le laboratoire à Ettelbruck. Ces échantillons étalons sont utilisés également par les laboratoires des 2 laiteries luxembourgeoises ainsi que par le laboratoire Convis, qui effectue le contrôle des vaches individuelles des exploitations membres. Le service de contrôle du lait cru assure d'ailleurs pour Convis le calibrage de leur appareil infrarouge.
- Deux fois par an un étalonnage complet est réalisé à l'aide d'échantillons recombinés à teneurs croissantes en matière grasse et en protéines.
- d'autre part la participation du service aux analyses comparatives mensuelles concernant notamment la matière grasse et les protéines, les cellules somatiques ainsi que le point cryoscopique. Ces analyses permettent une

comparaison entre laboratoires luxembourgeois, notamment les laboratoires Convis, Luxlait et Ekabe, mais aussi avec les laboratoires belges.

En outre l'utilisation de standards internationaux à teneur certifiée pour les cellules somatiques et les germes totaux, garantit un ajustement correct des instruments d'analyse.

Les normes de qualité minimales européennes, prescrites par la législation (directive CEE 853/2004) sont de 100.000 /ml en ce qui concerne les germes et de 400.000 /ml pour les cellules somatiques. L'année passée 99,3% des producteurs ont respecté cette norme quant aux germes et 98,6% quant aux cellules somatiques. Les critères pour le classement du lait cru en catégorie I, à savoir ≤ 50.000 germes/ml et ≤ 250.000 cellules somatiques/ml, sont remplies pour 2008 en moyenne respectivement par 96,8% et 85,8% des producteurs.

X. L'ADMINISTRATION DES SERVICES VETERINAIRES

A. Introduction

Comme la fièvre catarrhale ovine avait causé d'importants dégâts au cheptel indigène en 2007, une campagne de vaccination obligatoire contre cette maladie a été organisée par l'Administration des Services Vétérinaires. Du fait que le vaccin pour la fièvre catarrhale ovine, type 8, a été livré en début mai 2008, la campagne de vaccination des animaux domestiques sensibles a pu commencer. En fin d'année existait toujours une certaine circulation de virus. Cette maladie émergente est dorénavant maîtrisée et seulement quelques animaux malades ont été signalés. Ces cas concernaient des animaux non encore vaccinés.

Le Luxembourg, ayant pratiqué des tests de dépistage pour la B.S.E. depuis 2002 pour tous les bovins âgés de plus de 30 mois abattus dans les abattoirs et pour tous les bovins morts âgés de plus de 24 mois livrés au clos d'équarrissage, a pu adresser une demande à la Commission, d'après le règlement (CE) 999/2001 du Parlement européen, en vue d'une réduction d'analyses à partir du 1^{er} janvier 2009. Seulement les bovins âgés de plus de 48 mois sont testés dans les abattoirs, ce qui va représenter une réduction des tests d'environ 40%.

Par contre une ancienne maladie virale a fait sa réapparition au pays, la myxomatose. Ceux qui ont vécu cette maladie dans les années 50, se souviennent des ravages que cette infection virale a causé chez le lapin de garenne jusqu'à anéantir toute la population. Cette maladie s'est concentrée en 2008 aux alentours de la ville de Bettembourg. Aucun nouveau foyer n'est plus signalé de sorte que les conséquences étaient heureusement limitées.

Les programmes de surveillance pour salmonelles dans les exploitations de poules pondeuses sont appliqués d'après le règlement (CE) 1168/2006. Tous les prélèvements officiels ont donné un résultat négatif.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, de nombreuses demandes d'agrément d'établissements traitant des produits d'origine animale ont été avisées et la surveillance de ces établissements est garantie par les vétérinaires officiels.

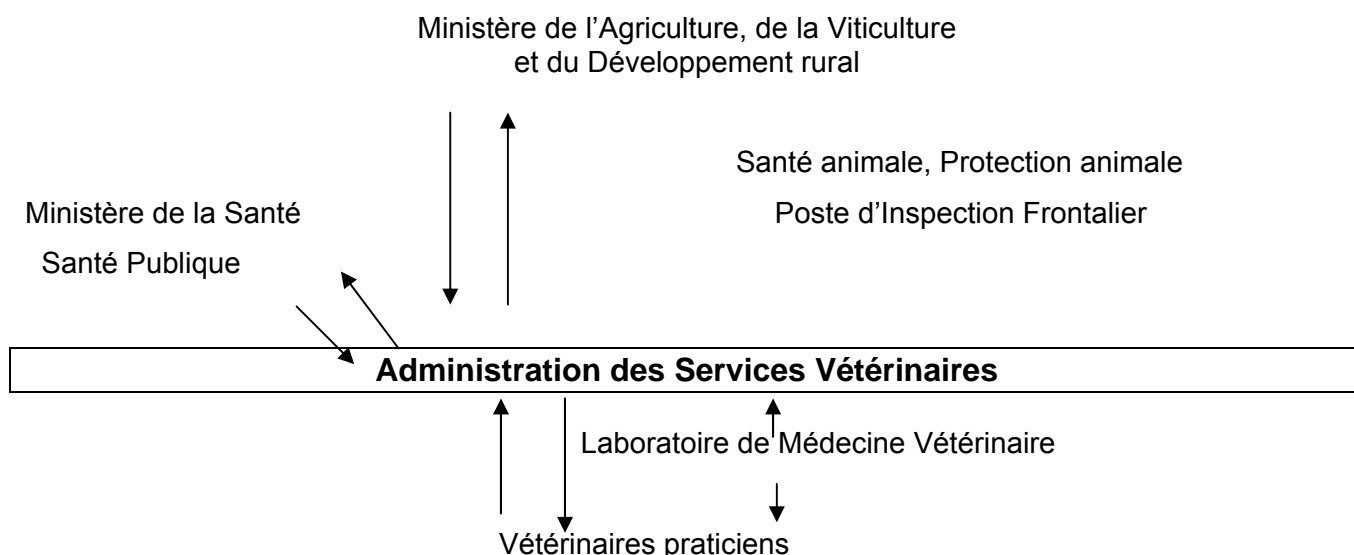
La promotion de la Marque Nationale pour viande de porc et pour jambon fumé est relancée. Un nouveau cahier de charges a été élaboré pour les détenteurs de porcs et pour les abattoirs afin de satisfaire les nouvelles exigences concernant le bien-être animal. Les opérateurs du secteur ont exprimé un certain intérêt pour intégrer dans le label des produits de viande tels que saucissons pur porc, pâtés et autres salaisons. Pour bien relancer ces produits, un fonds de publicité est créé avec participation financière du secteur et de l'Etat.

La loi du 9 mai 2008 relative aux chiens est entrée en vigueur. Des cours de formation des détenteurs et des cours de dressage des chiens ont été organisés par l'intermédiaire de l'Administration des Services Vétérinaires. Les plaintes concernant des chiens susceptibles d'être dangereux adressées aux bourgmestres des communes sont traitées par les vétérinaires officiels.

Par ailleurs, l'Administration des Services Vétérinaires a été placée en 2008 sous une nouvelle direction. Après le départ à la retraite du Dr Arthur Besch, directeur depuis le 1^{er} janvier 1999, le Dr Albert Huberty est directeur de la prénommée administration depuis le 1^{er} juin 2008.

B. L'Administration des services vétérinaires

	Nombre de vétérinaires
Inspection Vétérinaire	17
Laboratoire de Médecine Vétérinaire	3
Vétérinaires praticiens	134
Prestataires de service	53
Vétérinaires employés privés	3
Vétérinaires retraités	15
Total :	225



C. La situation sanitaire

1. La peste porcine classique

L'historique de la récente épidémie de la peste porcine classique nous fait remonter à la détection du 1^{er} cas de cette maladie sur un sanglier fin octobre 2001 et le 1^{er} foyer dans les porcs domestiques en février 2002 pour noter jusqu'en août 2003 un total de 13 foyers entraînant l'abattage sanitaire de quelques 18.410 porcs.

La mise en place des campagnes de vaccination orale des sangliers contre la peste porcine classique en 2003 et 2004 a finalement contribué à l'éradication officielle de la maladie sur notre territoire au mois d'août 2004, c'est-à-dire 12 mois après le dernier cas de cette épidémie, au lourd tribut économique pour les propriétaires et notre cheptel porcin.

La surveillance de cette maladie est assurée actuellement par examen sérologique et par analyse P.C.R. des sangliers abattus et livrés au centre de traitement de gibier avant la mise sur le marché. Le P.C.R. est effectué sur amygdale tandis que la sérologie est effectuée, si possible, sur le sang récolté par le chasseur formé sur le lieu de chasse.

En dépit d'une faible prévalence sérologique, l'Administration des Services Vétérinaires doit rester vigilante à l'égard de la peste porcine classique qui est passée à l'état endémique en Rhénanie-Westphalie du Nord, au Nord-Est de la Rhénanie-Palatinat et dans les Vosges.

Les résultats de ce monitoring sont représentés dans le tableau à la page suivante.

mois	abattu	sero+	sero-	% SERO+	viro+	sero+ <1an	sero- <1an	% SERO+ <1an	abattus <1 an	% abattus <1an
juil-03	113	43	63	40,57	0	22	46	32,35	73	64,60
août-03	120	54	55	49,54	1	22	29	43,14	59	49,17
sept-03	145	65	69	48,51	0	21	39	35,00	68	46,90
oct-03	703	342	259	56,91	0	128	168	43,24	366	52,06
nov-03	1.247	516	507	50,44	0	201	315	38,95	646	51,80
déc-03	762	319	331	49,08	0	102	181	36,04	349	45,80
janv-04	500	197	263	42,83	0	58	159	26,73	265	53,00
févr-04	249	93	137	40,43	0	37	85	30,33	137	55,02
mars-04	135	43	86	33,33	0	20	45	30,77	59	43,70
avr-04	112	59	50	54,13	0	22	25	46,81	46	41,07
mai-04	195	122	60	67,03	0	38	28	57,58	72	36,92
juin-04	183	103	71	59,20	0	51	50	50,50	104	56,83
juil-04	87	36	44	45,00	0	9	31	22,50	44	50,57
août-04	123	56	64	46,67	0	20	43	31,75	65	52,85
sept-04	110	54	48	52,94	0	15	31	32,61	51	46,36
oct-04	388	197	154	56,13	0	37	72	33,94	124	31,96
nov-04	1.156	551	512	51,83	0	199	309	39,17	554	47,92
déc-04	443	179	219	44,97	0	65	129	33,51	219	49,44
janv-05	311	106	167	38,83	0	37	84	30,58	143	45,98
févr-05	117	44	57	43,56	0	15	31	32,61	54	46,15
mars-05	95	27	58	31,76	0	12	25	32,43	44	46,32
avr-05	90	23	55	29,49	0	5	20	20,00	32	35,56
mai-05	245	68	156	30,36	0	22	82	21,15	119	48,57
juin-05	195	40	134	22,99	0	13	71	15,48	96	49,23
juil-05	121	30	77	28,04	0	12	46	20,69	70	57,85
août-05	150	19	111	14,62	0	4	72	5,26	91	60,67
sept-05	77	16	59	21,33	0	11	37	22,92	49	63,64
oct-05	x	8	155	4,91	0	5	104	4,59	x	x
nov-05	x	29	572	4,83	0	17	293	5,48	x	x
déc-05	x	4	318	1,24	0	2	143	1,38	x	x
jan-juin-2006	x	29	518	5,30	0	21	267	7,29	x	x
juil-sept-2006	x	3	157	1,88	0	2	72	2,70	x	x
oct-dec-2006	x	7	776	0,89	0	0	400	0,00	x	x
janv-fev-2007	x	5	205	2,38	0	3	131	2,24	x	x
mars-dec-2007	x	11	912	1,19	0	8	594	1,33	x	x
janv-juin-2008	x	3	173	1,70	0	0	130	0,00	x	x
juil-dec-2008	x	3	266	1,12	0	0	51	0,00	x	x
total		3.964	8.573	31,62	4	1.420	4.831	22,72		

2. Les encéphalopathies spongiformes transmissibles (E.S.T.)

Les E.S.T. sont des maladies marquées par une dégénérescence vacuolaire des neurones de la substance grise, progressive et fatale. Les espèces animales atteintes par la maladie sont :

- les bovins (maladie de la vache folle ou E.S.B.)
- les ovins et caprins (scrapie).

Le Luxembourg a connu à ce jour 3 cas d'E.S.B. (1997, 2002 et 2005) tandis qu'aucun cas de scrapie n'a été détecté dans la population ovine et caprine.

La maladie d'E.S.B., qui a connu une incidence importante surtout au Royaume-Uni mais à une échelle moins importante dans d'autres Etats membres, montre désormais une nette régression dans tous les Etats membres de l'U.E. C'est pourquoi une décision de la Commission autorise certains Etats membres, dont le Grand-Duché de Luxembourg, à réviser leur programme annuel de surveillance de l'E.S.B. en augmentant l'âge des bovins abattus pour la consommation humaine ou morts à soumettre à un test B.S.E. à partir du 1^{er} janvier 2009.

En 2008, les catégories d'animaux suivants ont été soumis à un test E.S.T. :

NOMBRE DE TESTS d'E.S.T. EFFECTUES EN 2008	
BOVINS	
Animaux morts (> 24 mois)	3.280
Animaux présentés à l'abattage d'urgence (> 24 mois)	5
Animaux présentant des signes cliniques (> 24 mois)	1
Animaux sains abattus pour la consommation humaine (> 30 mois)	10.566
Animaux suspects	7
OVINS	
Animaux morts (> 18 mois)	177
Animaux sains abattus pour la consommation humaine (> 18 mois)	248
CAPRINS	
Animaux morts (> 18 mois)	67
Animaux sains abattus pour la consommation humaine (> 18 mois)	293
CERVIDES :	
Animaux abattus à la chasse (> 18 mois)	12
T O T A L	14.656

Tous les tests ont donné un résultat négatif.

Génotypage des ovins en 2008

Programme d'élevage relatif à la résistance aux encéphalopathies spongiformes transmissibles chez les ovins

Depuis la mise en place en 2003 au Luxembourg d'un programme d'élevage permettant la sélection de souches de race d'ovins résistants aux encéphalopathies spongiformes transmissibles, quelque 102 moutons ont été testés.

Les résultats de ces analyses démontrent pour le cheptel ovin luxembourgeois l'évolution suivante en matière des génotypes résistants aux encéphalopathies spongiformes transmissibles :

2003 :
porteur du double allèle ARR/ARR : 18,97%
porteur du simple allèle ARR : 37,69%

2004 :
porteur du double allèle ARR/ARR : 22,06%
porteur du simple allèle ARR : 41,86%

2005 :
porteur du double allèle ARR/ARR : 32,51%
porteur du simple allèle ARR : 45,70%

2006 :
porteur du double allèle ARR/ARR : 37,69%
porteur du simple allèle ARR : 47,23%

2007 :
porteur du double allèle ARR/ARR : 55,15%
porteur du simple allèle ARR : 97,79%

2008 :
porteur du double allèle ARR/ARR : 61,76%
porteur du simple allèle ARR : 99,02%

Les résultats du génotypage pour 2008 sont retenus dans le tableau ci-après.

On peut constater une augmentation continue des porteurs du double allèle ARR/ARR et de porteurs du simple allèle ARR.

Ceci est dû à la réalisation du programme depuis 2003. Les porteurs de l'allèle ARR/ARR ainsi que leur descendance n'ont plus besoin d'être analysés. Le nombre d'ovins à analyser va par la suite en décroissant.

Résultats du génotypage en 2008

	ARR/ARR	ARR/ARQ	ARR/ARH	ARR/AHQ	ARH/ARQ	Total par race	Pourcentage par race
Heidschnucke	3	3				6	5,88%
Texel	48	14	9	3	1	75	73,53%
(non précisé)	12	2	7			21	20,59%
Total par génotype	63	19	16	3	1	102	100,00%
Pourcentages par génotype	61,76%	18,63%	15,69%	2,94%	0,98%	100%	

3. La fièvre aphteuse

Le Luxembourg a connu son dernier foyer de fièvre aphteuse en 1964.

Une vigilance permanente est maintenue en place au niveau de l'Administration des Services Vétérinaires aux fins de prévenir pour autant que possible l'introduction sur notre territoire de cette maladie hautement contagieuse et aux conséquences socio-économiques désastreuses.

Le risque d'introduction de la fièvre aphteuse à partir des pays tiers par le biais d'animaux vivants sensibles à la maladie ou de leurs produits est toujours donné vu que la vaccination préventive contre cette maladie dévastatrice a été arrêtée dans toute l'U.E. depuis 1992.

Un test, avec résultat négatif, a été effectué en 2008 dans le cadre du diagnostic différentiel avec la fièvre catarrhale ovine.

4. La rage

En 2008 aucun cas de rage n'a été détecté sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Grand-Duché de Luxembourg est déclaré pays officiellement indemne de la rage par l'Office International des Epizooties en juillet 2001.

Le dernier cas de rage diagnostiqué sur notre territoire remonte au 15 janvier 1999 sur un poney localisé à Noertrange.

Le monitoring en matière de rage, toujours en place au Luxembourg, a donné pour 2008 le tableau suivant :

Animaux examinés, ces dernières années, pour suspicion de rage

Espèce	Résultats positifs			Résultats négatifs		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Renards				23	24	20
Chevreuils				1		
Fouines				2		
Bovins					1	7
Moutons				1		
Caprins						
Chiens				2		
Chats				2	5	4
total				31	30	31

La surveillance en matière de la rage va se concentrer également en 2009 dans notre pays sur l'examen de laboratoire des renards et des animaux domestiques et sauvages morts avec des symptômes neurologiques.

5. La tuberculose

En 2008 : aucun cas de tuberculose n'a été détecté.

Le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré « pays officiellement indemne de tuberculose » par décision 97/76/CE de la Commission du 17 décembre 1996. Ce statut a été confirmé par décision 1999/467/CE du 15 juillet 1999.

Ce statut sanitaire a pu être maintenu en 2008 en respectant les dispositions de l'annexe du règlement grand-ducal du 20 août 1999 relatif à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intra-communautaires d'animaux des espèces bovine et porcine, à savoir :

- le pourcentage des troupeaux bovins infectés par la tuberculose n'a pas été supérieur à 0,1% par an pendant 6 années consécutives ;
- il existe un système d'identification conforme au règlement (CE) no 1760/2000 ;
- tous les bovins abattus sont soumis à une inspection post mortem officielle et aucun cas de tuberculose n'a été détecté.

En 2008, 11 damans des rochers - appartenant à la famille des rongeurs - ont été analysés pour tuberculose : 1 cas a été trouvé positif.

Tous les animaux ont été mis à mort et les lieux ont été désinfectés. Des enquêtes épidémiologiques ont été entreprises pour détecter toute contamination possible.

La tuberculose n'est toujours pas éradiquée au Royaume-Uni, en Irlande, en Espagne, au Portugal et aux pays baltiques. Une vingtaine de cas ont été également signalés en Allemagne. A cet effet une circulaire a été adressée aux vétérinaires inspecteurs des viandes afin de rester vigilant lors de l'inspection à tout nodule ou ganglion suspect et de procéder à une analyse de laboratoire.

6. La brucellose

En 2008 : aucun cas de brucellose n'a été détecté.

C'est la 13^e année consécutive sans foyer de brucellose bovine.

Tous nos cheptels ont le statut « officiellement indemne de brucellose ». Il faut souligner que, par la décision 99/466/CE de la Commission du 15 juillet 1999, le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré « Etat membre officiellement indemne de la brucellose bovine ».

Pour garantir et maintenir ce statut les mesures de prévention et de contrôle continuent à être appliquées.

En 2008, les exploitations laitières ont été testées avec un total de 868 analyses sur le lait de collecte. Tous les résultats étaient négatifs.

Le nombre de bovins d'élevage et de rente âgés de plus de 12 mois, testés avec résultat négatif, était pour 2008 de 679, alors que pour la brucellose ovine, 198 animaux ont été testés avec résultat négatif.

7. La leucose bovine enzootique

En 2008, aucun foyer de leucose bovine n'a été détecté.

Le dernier foyer de leucose bovine enzootique détecté au Grand-Duché de Luxembourg remonte à 1999.

Par la décision 99/465/CE du 13 juillet 1999, le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré « Etat membre officiellement indemne de la leucose bovine enzootique ».

Pour maintenir ce statut, 871 cheptels laitiers ont été testés avec en fin de compte un résultat négatif pour la leucose bovine enzootique. S'y ajoutent 678 examens sérologiques négatifs provenant de bovins respectivement exportés et importés.

8. L'I.B.R.

Le programme de surveillance et de lutte mis en place à titre volontaire dans notre pays, connaît pour l'année 2008 les chiffres suivants :

Nombre d'exploitations participant au programme : 125 (avec plusieurs sites)

Nombre total d'échantillons analysés : 15.232

Résultats :

6.149 échantillons étaient positifs en I.B.R. – gB, c.-à-d. vaccinés avec un vaccin délété, soit 40%

1.804 échantillons étaient positifs en I.B.R. – gE, c.-à-d. porteurs d'anticorps contre le virus sauvage ou vaccinés avec un vaccin non délété, soit 12%

38 échantillons donnaient un résultat non conclusif

30 exploitations sont indemnes de l'IB.R.

60 exploitations sont classées dans la catégorie 1, c'est-à-dire qu'il y a encore présence de virus sauvage

35 exploitations sont classées dans la catégorie 2, c'est-à-dire qu'il y a vaccination avec un vaccin délété mais sans présence de virus sauvage.

9. La para-tuberculose

La campagne officielle de surveillance et de lutte contre la para-tuberculose, organisée durant la période de stabulation 2007/2008, a permis à continuer de détecter les animaux séropositifs respectivement les excréteurs du germe de cette maladie et d'en continuer l'assainissement.

Rappelons à cet effet que l'échantillonnage sérologique est opéré sur les bovins allaitants à partir de l'âge de 24 mois, alors que les vaches laitières sont analysées sur le lait.

Les porteurs d'anticorps sont examinés, par analyse des matières fécales, sur une éventuelle excrétion du germe pathogène.

Au vu du grand risque de la transmission de la maladie, surtout pour le jeune bétail, les excréteurs testés positivement, sont censés être éliminés endéans les 3 semaines.

L'Etat subventionne cet assainissement par une indemnisation de l'ordre de grandeur de 250 € par bovin éliminé.

La situation de la para-tuberculose au Grand-Duché se présente de la façon suivante à la fin de la campagne de surveillance et de lutte 2007/2008 (3^e campagne) :

La classification en fonction du pourcentage d'animaux porteurs d'anticorps est la suivante :

Statut A (0% d'anticorps positifs) :	52% = 810 exploitations
Statut B (< 5% d'anticorps positifs) :	35% = 537 exploitations
Statut C (< 10% d'anticorps positifs) :	9% = 156 exploitations
Statut D (> 10% d'anticorps positifs) :	4% = 62 exploitations

Les chiffres individuels sont les suivants :

Sérologie :

54.846 négatifs

97 non conclusifs

999 positifs

soit 55.942 analyses au total.

Nombre d'échantillons de lait analysés :

27.540 négatifs
482 positifs
soit 28.022 analyses au total

Les analyses par le test P.C.R. des matières fécales prélevées sur des bovins porteurs d'anticorps ont donné les résultats suivants :

1.710 négatifs
151 non conclusifs (traités comme positifs)
453 positifs
soit 2.314 analyses au total.

Au vu de cette situation sanitaire et en vue de l'élimination conséquente des excréteurs du germe pathogène, un assainissement de notre cheptel en matière de la para-tuberculose devrait être un objectif réaliste à moyen terme. Cette perspective implique évidemment que les exploitations les plus fortement infectées mettent en application un programme hygiénique conséquent aux fins d'améliorer la situation sanitaire de leur cheptel.

A noter que la 4^e campagne de surveillance et de lutte contre la para-tuberculose a débuté en septembre 2008 pour se terminer avec la mise en pâture des bovins au printemps 2009.

10. La maladie d'Aujeszky

En 2008 : aucun cas n'a été détecté.

Par la décision 99/399/CE de la Commission Européenne du 2 juin 1999, le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré « Etat membre officiellement indemne de la maladie d'Aujeszky ».

Par ce fait, le Grand-Duché bénéficie des garanties supplémentaires accordées par la Commission par la décision 93/24/CE du 11 décembre 1992.

En 2008, un total de 171 échantillons de sang, provenant de diverses exploitations porcines luxembourgeoises, ont été testés avec un résultat négatif.

De ce fait le statut de cheptel porcin domestique officiellement indemne a pu être maintenu, suite à un programme de surveillance incluant un examen sérologique de toutes les truies abattues dans les abattoirs agréés au Luxembourg et suite à un contrôle sérologique aléatoire des porcs d'élevage et de rente exportés.

Il y a lieu de noter que sur 162 sangliers échantillonnés, 2 ont donné un résultat douteux et 2 autres un résultat positif.

11. La maladie vésiculeuse du porc

En 2008, 1 échantillon a été testé avec un résultat négatif pour la maladie vésiculeuse, fortement apparentée à la symptomatologie de la fièvre aphteuse.

12. La maladie hémorragique des lapins

En 2008, 3 cas de RHD ont été notifiés, à savoir dans les localités de Garnich, Bergem et Weidig.

13. La myxomatose

Après la constatation de cette maladie en automne dans un clapier à Wellenstein, cette maladie a réapparu. En fin d'année, elle s'est concentrée aux pourtours de la ville de Bettembourg où une population dense de lapins de garenne existait.

Notons que cette maladie virale est très meurtrière et qu'elle se transmet par l'intermédiaire d'insectes piqueurs ou suceurs dans les populations sauvages. C'est généralement pendant la saison chaude et humide qu'elle atteint son apogée avec la décimation de la population infectée.

14. La maladie de Visna-Maedi chez le mouton

Le programme de dépistage de la maladie de Visna-Maedi, mis en place à titre volontaire en 1990, a été poursuivi en 2008 avec le bilan que sur 199 ovins échantillonnés, 9 ont donné un résultat positif et 3 un résultat douteux.

15. L'influenza aviaire (peste aviaire – grippe aviaire)

L'épidémie de la grippe aviaire, causée par la souche hautement pathogène (H5 N1) et détectée fin 2003 pour la première fois dans le Sud-Est de l'Asie, a été notifiée entretemps dans la plupart des régions du globe, surtout dans les pays en développement où l'élevage des volailles se fait sous des conditions hygiéniques et sanitaires rudimentaires. Cette épidémie, au caractère potentiel d'une zoonose, a entraîné jusqu'à ce jour la mort respectivement l'abattage sanitaire de plus de 250 millions de volailles de par le monde alors que le nombre de décès humains, survenus dans les pays du Sud-est asiatique et dans plusieurs pays de l'Afrique, s'élève à 216 cas.

En Europe la grippe aviaire a été notifiée en 2007 en Allemagne, au printemps en Bavière et en automne au Nord-est de Brandebourg, en Tchéquie, au Royaume-Uni, en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en France dans les régions marécageuses autour de la Grande Creusière à Diane Capelle (Moselle), à quelques 90 km de la frontière du Luxembourg incitant à la haute vigilance sur notre territoire.

Des mesures préventives ont été mises en place afin d'éviter, pour autant que possible, que notre cheptel avicole ne soit atteint par ce virus hautement pathogène susceptible de se transmettre à l'être humain, par contact prolongé et intensif avec les animaux malades.

Durant les périodes de migration printanière ou automnale des oiseaux, des mesures de biosécurité ont été mises en place. Ces mesures nous ont permis de rester indemne de cette épidémie jusqu'à ce jour. Des communiqués officiels ont sensibilisé la population et des mesures de précaution furent édictées par les organes des médias.

Un programme de surveillance active et passive de la grippe aviaire repose entre autres sur l'échantillonnage des volailles domestiques et des oiseaux sauvages.

A noter que l'échantillonnage des oiseaux sauvages est réalisé en collaboration avec les experts de la « Ligue Nationale pour la Protection des Oiseaux et de la Nature ».

En 2008, un total de 375 analyses ont été effectuées au Laboratoire National de Santé – Institut d’Immunologie ; tous les résultats étaient négatifs pour l’IAHP (influenza aviaire hautement pathogène).

306 de ces échantillons proviennent de volailles d’élevage alors que 69 échantillons ont été prélevés sur des oiseaux sauvages.

306 échantillons ont été examinés sérologiquement et 69 frottis cloacaux d’oiseaux sauvages ont été envoyés au Laboratoire National de Santé – Institut d’Immunologie.

Tous ces résultats étaient négatifs.

En 2008, 253 échantillons de sang de volailles ont été envoyés au CERVA, laboratoire de référence, dans le cadre du programme de surveillance demandé par la Commission Européenne dans l’attente du nouveau laboratoire vétérinaire à construire.

16. La maladie de Newcastle ou pseudopeste aviaire

Cette maladie de volailles est en progression dans différents Etats membres et dans les Pays Tiers. Aux conséquences économiques moins graves que l’influenza aviaire, cette maladie exige néanmoins une surveillance sanitaire rigoureuse.

Le dernier foyer de la maladie de Newcastle a été notifié au Luxembourg en 1999 sur des pigeons voyageurs.

En 2008, 181 échantillons de sang ont été envoyés au CERVA dont 44 échantillons ont été séropositifs, soit 24,3%.

17. La tuberculose aviaire

En 2008, aucun cas n’a été détecté. Les deux derniers foyers ont été diagnostiqués au Luxembourg en 2000.

18. La leucose aviaire

En 2008, aucun cas n’a été détecté. Le dernier foyer au Luxembourg remonte à 2000 et était localisé à Bertrange.

19. La laryngo-trachéite infectieuse

En 2008, aucun cas n’a été détecté. Les 2 derniers foyers au Luxembourg remontent à 1999.

20. La psittacose

Avant 2005, cette maladie transmissible à l’homme n’a plus été détectée pendant 6 ans au Luxembourg. En 2005, 5 foyers ont été notifiés.

En 2006, il y a eu notification d’un seul foyer dans le Sud du pays, alors qu’en 2007, il y a eu détection de 2 cas (Rodange et Dudelange).

En 2008, 1 cas a été notifié à Rumelange.

Rappelons que la psittacose, de par son caractère zoonotique, est une maladie à déclaration obligatoire.

21. La varroase

La varroase continue à être présente à l'état endémique au Luxembourg et il faut s'apprêter à vivre avec cette maladie qui provoque des pertes surtout indirectes par l'affaiblissement des colonies d'abeilles en les rendant ainsi plus réceptives à d'autres maladies.

Pour cette raison, il est fortement recommandé de soumettre les colonies à un traitement préventif en automne et d'appliquer surtout des mesures hygiéniques.

En 2008, les substances suivantes ont été mises à la disposition des apiculteurs par les soins de l'Administration des Services Vétérinaires :

- acide formique
- acide oxalique
- Thymovar.

22. La loque américaine

En 2004, il y a eu notification de 6 cas de cette maladie hautement contagieuse entraînant l'élimination sanitaire de 8 ruchers alors qu'en 2005 aucun cas ne fut détecté.

L'épidémie de la loque américaine, qui a entraîné la destruction de 18 ruchers en 2006, a connu quelques séquelles en 2007 avec la destruction de 2 autres ruchers notifiés comme faiblement infectés.

En 2008, aucun cas n'a été détecté.

23. L'échinococcose

Par accord ministériel il a été possible, depuis août 2001, d'intensifier la collaboration entre le « Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken » et le Laboratoire de Médecine Vétérinaire.

Les résultats d'analyses démontrent une certaine stabilité dans la prévalence des renards infestés, à savoir :

2001 :	100 renards avec	20 infestations,	soit 20%
2002 :	69 renards avec	18 infestations,	soit 26%
2003 :	4 renards avec	1 infestation,	soit 25%
2004 :	35 renards avec	5 infestations,	soit 14,5%
2005 :	303 renards avec	66 infestations,	soit 21,8%
2006 :	23 renards avec	7 infestations,	soit 30,43%
2007 :	23 renards avec	3 infestations,	soit 13,04%
2008 :	20 renards avec	2 infestations,	soit 10%

24. La fièvre catarrhale ovine

Cette maladie exotique a émergé pour la première fois au-delà de la latitude Nord 50° en août 2006 près de Maastricht d'où elle s'est propagée dans le Sud des Pays-Bas, dans une grande partie de la Belgique, en Rhénanie-Westphalie du Nord, en Rhénanie-Palatinat, dans le Nord-est de la France et dans le Nord du Luxembourg. Fin 2006, le Luxembourg a compté 4 cas asymptomatiques détectés au laboratoire, sur des bovins revenant du pacage passé en Belgique. Cela

n'empêche que, dès l'apparition de la fièvre catarrhale ovine (F.C.O.) dans le Sud des Pays-Bas, le Luxembourg a été intégré dans la zone de surveillance d'un rayon de 150 km et soumis à des mesures restrictives des mouvements des espèces sensibles y détenues.

Après la mise en place de la zone saisonnièrement indemne du vecteur le 18 décembre 2006, de commun accord avec les autres Etats membres avoisinants infectés, la F.C.O. ne s'est ré-manifestée dans notre pays qu'à partir du 17 août 2007 pour se propager dans la suite à une allure fulgurante sur tout le territoire du pays.

Grâce à la vaccination et à l'immunité naturelle acquise au cours de l'année 2008, la F.C.O. ne s'est manifestée que par quelques cas cliniques (23 cas dont 22 bovins et 1 chèvre) et aucune mortalité n'a pu être mise en évidence. Notons que les animaux concernés n'étaient pas encore vaccinés contre la F.C.O. Dans un cas, le bovin n'était vacciné qu'une seule fois.

Résultat des analyses :

8.670 analyses sérologiques dont 7.680 positives (89%)
700 analyses P.C.R. dont 60 positives

Une 2^{ème} campagne de vaccination obligatoire contre le sérotype 8 sera effectuée en 2009.

25. Le herpes virose de la carpe Koï (Cypvirus carpio)

Au mois de juin 2007, la maladie émergente « Herpes virose de la carpe Koï » a été détectée pour la première fois dans notre pays dans un établissement de vente de poissons d'agrément.

Cette maladie, inoffensive pour l'homme, atteint exclusivement quelques variétés de l'espèce carpe commune et plus particulièrement le poisson d'agrément « carpe Koï ». Cette maladie, hautement contagieuse, est causée par un virus de la famille des Herpes et les poissons infectés peuvent mourir endéans les 24 à 48 heures sous des symptômes spécifiques ou bien présentent un comportement caractérisé par de la léthargie, des troubles respiratoires et des mouvements de nage incoordonnés. Les branchies peuvent présenter des tâches rouges et blanches voire être hémorragiques alors que les écailles sont ternes et boursoufflées, recouvertes de glaires, et les yeux sont enfoncés.

La mortalité atteint entre 80 et 100% parmi les poissons infectés alors que les survivants risquent de rester porteurs de virus.

L'enquête épidémiologique a dépisté l'origine de l'infection dans un établissement piscicole sis en Tchéquie d'où les poissons, par le biais d'une chaîne commerciale allemande, ont été introduits au Luxembourg.

Dans la suite, l'infection a été mise en évidence dans plusieurs points de vente du Luxembourg ainsi que dans des piscicultures privées.

Finalement, avec les températures d'eau plus fraîche de l'automne, le virus a perdu sa virulence pathogène et l'épidémie s'est arrêtée avec la possibilité de réapparition avec le printemps 2008.

Retenons qu'il n'existe ni médicament, ni vaccin contre cette maladie et que seul l'assainissement sanitaire arrive à juguler cette épidémie du carpe Koï.

En 2008, 2 poissons Koi ont été testés avec résultat positif.

D. La sécurité alimentaire

La sécurité des denrées alimentaires n'est pas seulement une priorité du Gouvernement, mais répond également à une attente du consommateur.

La nouvelle réglementation communautaire relative à la sécurité alimentaire met en évidence les principes de précaution, de responsabilité et de traçabilité en termes de production et de fabrication des denrées alimentaires alors que l'information des consommateurs en devient partie intégrante.

Dans l'esprit du suivi intégré des denrées alimentaires d'origine animale de l'étable à la table, il s'agit de la part de l'Administration des Services Vétérinaires d'assurer non seulement le statut sanitaire du cheptel national au niveau de la production primaire, mais de surveiller également les procédures et l'infrastructure des établissements actifs dans le secteur agro-alimentaire.

Cette approche intégrée implique le contrôle des quelque 50 fermes vendant et transformant des produits alimentaires provenant de leur propre production d'animaux, des quelques 240 boucheries et points de vente ainsi que des établissements agréés.

1. Le contrôle des établissements

Suite à la réorganisation de l'Administration des Services Vétérinaires, la division « Santé Publique », comprenant 4 vétérinaires officiels, effectue ces contrôles en commun avec des vétérinaires officiels affectés aux 3 abattoirs agréés au Luxembourg.

Les contrôles consistent dans la surveillance des différents paramètres :

- 1) état d'entretien des infrastructures et des équipements ;
- 2) état d'hygiène du personnel et du matériel ;
- 3) procédures de fabrication ;
- 4) application respectivement des plans H.A.C.C.P. et des guides de bonnes pratiques.

En 2008, il a été procédé, en dehors du contrôle continu des établissements agréés, à 231 visites de contrôle dans 187 établissements.

Le tableau ci-dessous résume les non-conformités constatées pour les différents paramètres.

	Nombre de non-conformités
Entretien des équipements	38
Hygiène générale	16
Organisation du travail	20
Mise en application du guide de bonnes pratiques	66
Visites	231
Entreprises	187

Prélèvement d'échantillons

Dans 157 établissements, 1.090 échantillons ont été prélevés en vue de la recherche de germes pathogènes (*Listeria monocytogenes*, *Salmonella*, *Echerichia Coli* O:157 H:7, *Clostridium perfringens*, *Campylobacter*, *Staphylocoques*) et de

germes contaminants (Echerichia Coli). Sur les 1.090 échantillons, 5.938 analyses ont été effectuées par le laboratoire de médecine vétérinaire.

Aucun E. Coli O:157 H:7 n'a été isolé.

En général, très peu de Salmonelles et Clostridies ont été détectés. Les Campylobacters ont été détectés essentiellement dans des produits de volailles. Il faut donc accorder une grande attention à ces produits et éviter la contamination croisée de ces produits vers d'autres denrées alimentaires.

Les germes de Listeria, Staphylocoques et E. Coli ont été isolés plus fréquemment mais seulement en très faibles quantités ce qui ne représente cependant aucun danger pour la santé publique, si toute multiplication ultérieure est évitée par un strict respect de la chaîne du froid. Il faut donc insister sur l'importance du respect de la chaîne du froid ainsi que sur une surveillance permanente de l'hygiène et des bonnes pratiques de fabrication.

2. Le contrôle de l'étiquetage

Le contrôle de l'étiquetage de la viande bovine est réalisé - conformément à l'article 12 du règlement grand-ducal du 8 janvier 2008 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) no 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et du règlement (CE) no 700/2007 du Conseil du 11 juin 2007 relatif à la commercialisation de la viande issue de bovins âgés de douze mois au plus - par l'Administration des Services Vétérinaires ainsi que par l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture.

Durant l'année 2008, 16 tests ADN ont été effectués afin de contrôler la concordance entre les morceaux de viande bovine prélevés dans le commerce et les échantillons d'oreilles conservés à l'abattoir. Pour 15 échantillons, la concordance a été constatée et par conséquent la traçabilité a été correctement appliquée tandis que pour 1 échantillon la traçabilité n'a pas été correctement appliquée.

Tandis que les mentions obligatoires de l'étiquetage sont fixées par la réglementation communautaire et nationale, les labels - qui désirent faire figurer des mentions facultatives sur leur étiquetage - doivent insérer ces dernières dans leur cahier de charges qui est à agréer par le Ministre de l'Agriculture.

En 2008, les cahiers de charge de 4 labels ont été agréés par le Ministre de l'Agriculture, à savoir :

- * Biolabel et Demeter
- * Cactus – « Fleesch vum Letzebuerger Bauer »
- * Produits du Terroir – « Letzebuerger Rëndfleesch »
- * Véih vum Séi – « Regioun Naturpark Uewersauer ».

3. La surveillance de la prévalence des salmonelles chez les porcs et chez les volailles

La réglementation communautaire sur les zoonoses, et plus spécifiquement sur les Salmonelles, prescrit des programmes de surveillance à tous les stades pertinents de la production, de la transformation et de la distribution dans l'objectif de réduire la prévalence et le risque que les Salmonelles représentent pour la santé publique.

Ces programmes de surveillance concernent actuellement les porcs reproducteurs, les poules pondeuses et les poulets de chair.

Alors que les résultats sur les volailles sont en général favorables, la prévalence des Salmonelles pour les exploitations porcines est fort variable et est dans les grandes lignes en relation avec l'état d'hygiène des locaux d'hébergement.

En 2008 une évaluation des salmonelles appelée « baseline study » a été réalisée chez les porcs reproducteurs et les carcasses de poulets de chair.

Pour les porcs reproducteurs, 44 exploitations ont été examinées à l'aide de matières fécales.

Pour les poulets de chair, 4 exploitations ont été examinées à l'aide de fientes.

Les programmes de surveillance dans les exploitations des poules pondeuses ont également été poursuivis.

4. La surveillance de la prévalence des campylobacters chez les volailles

3 exploitations ont été examinées 3 fois. Des caecums ont été utilisés. Les exploitations ont été examinées en pool de 10 caeca. Des antibiogrammes ont été réalisés sur les souches de Campylobacters.

5. L'étude sur la prévalence de staphylococcus aureus résistant à la méthicilline (SARM)

Les infections par *Staphylococcus aureus* résistant à la méthicilline (SARM) sont reconnues depuis des décennies comme un risque important en milieu hospitalier. Le SARM est résistant aux antibiotiques les plus communément utilisés et il est particulièrement dangereux pour les patients dont l'immunité est affaiblie. Au Royaume-Uni, le nombre des décès attribués au SARM est estimé à quelque 3.000 par an. Le coût estimé du traitement est de 12.000 à 15.000 € par patient. Des dépenses additionnelles pour des programmes d'hygiène et de contrôle visant à prévenir ou à limiter les infections en milieu hospitalier viennent s'y ajouter.

Une nouvelle souche de SARM (ST398) a récemment été détectée chez les animaux de rente dans plusieurs Etats membres. Les porcs, notamment, ont été reconnus comme une importante source d'infection pour les éleveurs de porcs ou leurs familles en contact direct avec les porcs. Des infections par la nouvelle souche peuvent faire leur entrée dans les hôpitaux, comme l'a déjà fait le SARM dans plusieurs Etats membres.

Afin de renforcer la sensibilisation et d'évaluer s'il est nécessaire de prendre des mesures pour la détection et le contrôle du SARM afin de réduire sa prévalence et le risque qu'il représente pour la santé publique, il est nécessaire de disposer de données comparables sur le pourcentage d'exploitations de porcs reproducteurs infectées par le SARM (ST398) dans les Etats membres. Ces informations n'étant pas disponibles, il convient de réaliser une étude spécifiquement consacrée à l'observation de la prévalence de SARM chez les porcs reproducteurs pendant une période suffisante pour que les variations saisonnières éventuelles puissent être prises en compte.

Au Luxembourg 44 exploitations de porcs reproducteurs ont été échantillonnées et les échantillons ont été envoyés au CERVA pour analyses.

6. Les animaux de boucherie

Total des animaux abattus dans les abattoirs

	2005	2006	2007	2008
gros bovins	26.241	24.676	23.818	24.923
veaux	3.719	3.267	2.475	1.680
porcs	103.138	94.179	94.170	95.366
porcelets	47.690	42.499	43.625	45.991
chevaux	24	14	24	27
ovins	2.208	4.008	1.570	1.481
caprins	433	736	336	316
autruches	69	18	141	142
chevreuils	non rec.	non rec.	134	224
cerfs	non rec.	non rec.	3	5
muffles/daims	non rec.	non rec.	2	9
sangliers	non rec.	non rec.	106	350
petit gibier	non rec.	non rec.	1	0
TOTAL	183.522	169.397	166.405	170.514

Total des animaux abattus chez les agriculteurs pratiquant l'abattage à la ferme

	2005	2006	2007	2008
bovins	263	63	71	269
veaux	289	168	159	258
porcs	2.378	1.913	1.807	2.570
porcelets	5.315	5.771	6.215	5.910
ovins/caprins	950	648	148	670
chevaux	12	0	0	2
volailles	34.524	39.742	37.591	34.529
lapins	1.581	2.780	1.649	755
TOTAL	45.312	51.085	47.640	44.963

Inspection du gibier dans les centres de collecte en 2008

cerfs	300
chevreuils	248
	1
sangliers	233
	2
daims	8
mouflons	3

Résultats de l'inspection des viandes en 2008

Saisies

Abattoirs

	<u>nombre de carcasses saisies</u>	<u>cadavres</u>
gros bovins	28	1
veaux	0	1
porcs	347	106
porcelets	527	40
ovins/caprins	3	1
chevaux	0	0

TOTAL	905	149
<u>Abattage à la ferme</u>	<u>nombre de</u>	<u>saisies</u>
	<u>carcasses saisies</u>	<u>partielles</u>
bovins adultes	6	28 foies
veaux	0	0
porcs	5	105 foies
porcelets	16	14 kg
ovins/caprins	10	0
volailles	37	0
lapins	4	0
TOTAL	78	133 foies, 14 kg

E. L'Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (O.S.Q.C.A)

La réglementation communautaire concernant la sécurité alimentaire prévoit des dispositions à l'intention des opérateurs du secteur alimentaire ainsi que de nouvelles exigences pour les organismes de contrôle officiel comme p.ex. l'élaboration de plan de contrôle national pluriannuel intégré. Cette tâche demande une coordination des contrôles de la chaîne alimentaire effectués au niveau national. C'est pourquoi un organisme permanent « l'O.S.Q.C.A. » a été créé pour remplacer la Cellule de Concertation Agriculture – Santé qui ne siégeait que périodiquement à un rythme trimestriel.

Alors que la mission principale de l'O.S.Q.C.A. est la coordination des contrôles officiels dans le but d'établir un plan de contrôle national pluriannuel intégré, d'autres missions de l'O.S.Q.C.A. ont été définies par règlement grand-ducal du 25 avril 2008 déterminant certaines modalités d'application du règlement (CE) no 882/2004 :

- point de contact pour le Luxembourg du système d'alerte rapide ;
- élaboration du plan de gestion de crise ;
- coordination des registres des établissements du secteur alimentaire ;
- coordination de la formation continue des agents chargés du contrôle officiel ;
- réalisation et/ou évaluation des audits ;
- point de contact pour la Commission Européenne dans le cadre des contrôles officiels ;
- point de contact pour l'E.F.S.A. (Agence européenne pour la sécurité alimentaire).

A l'heure actuelle cet organisme est composé de 6 membres et d'un secrétaire administratif et est placé sous l'autorité des Ministres ayant respectivement la Santé et l'Agriculture dans leurs attributions.

F. Les mouvements internationaux

1. Les échanges, importations et exportations d'animaux vivants et de produits d'animaux

Espèce d'animaux	2005	2006	2007	2008
bovins d'élevage et de rente	4.255	5.897	6.112	4.471
bovins de boucherie	1.963	1.642	955	350
porcs d'élevage et de rente	52.790	57.139	72.668	67.570
porcs de boucherie	39.829	32.485	43.431	46.324

chevaux	114	96	105	93
ovins	660	337	347	266
caprins	892	1.063	1.699	518
volailles	179.490	134.453	175.253	156.062
chiens	305	71	0	0
embryons bovins	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
sperme (doses)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
autres	581	5.316	10.380	6.122

Echanges à destination des pays de l'UE

Espèce d'animaux	2005	2006	2007	2008
bovins d'élevage et de rente	6.119	4.917	3.704	5.190
bovins de boucherie	16.912	17.828	16.705	19.166
veaux	14.399	12.691	12.136	10.526
porcs d'élevage et de rente	223	334	212	230
porcs de boucherie	40.807	48.967	55.846	57.440
porcelets	7.095	10.906	15.231	12.149
chevaux	63	26	42	66
ovins	745	785	604	773
caprins	651	350	201	327
lapins	5.259	6.166	4.629	1.993
autruches	0	0	0	0
volailles	44.016	45.555	53.829	75.817
singes	0	3	0	0
embryons bovins	4	12	64	13
sperme bovin (doses)	954	679	7.313	5.871
sperme équin (doses)	0	0	0	0
sperme porcin (doses)	527	1.714	1.327	991
abeilles (colonies)	82	8	40	6

P.I.F. – Findel – Animaux vivants

Provenance	Destination	Quantité
<u>Chevaux</u>		
Brésil	Allemagne	3
Brésil	Belgique	13
Brésil	Espagne	10
Brésil	France	12
Brésil	Grande-Bretagne	38
Brésil	Irlande	4
Brésil	Italie	7
Brésil	Portugal	5
Canada	Allemagne	34
Canada	Autriche	2
Canada	Belgique	7
Canada	Espagne	1
Canada	France	30
Canada	Grande-Bretagne	10
Canada	Irlande	2
Canada	Pays-Bas	13
Canada	Pologne	2
Canada	Slovénie	3
Canada	Suisse	12
Etats-Unis	Allemagne	81
Etats-Unis	Autriche	8

Etats-Unis	Belgique	12
Etats-Unis	Danemark	2
Etats-Unis	France	52
Etats-Unis	Grande-Bretagne	13
Etats-Unis	Irlande	5
Etats-Unis	Italie	15
Etats-Unis	Luxembourg	2
Etats-Unis	Norvège	1
Etats-Unis	Pays-Bas	7
Etats-Unis	Pologne	3
Etats-Unis	République Tchèque	6
Etats-Unis	Slovaquie	4
Etats-Unis	Suisse	7
Nouvelle Zélande	Italie	3
Nouvelle Zélande	Pays-Bas	5

Mini-chevaux

Etats-Unis	Allemagne	27
Etats-Unis	Autriche	6
Etats-Unis	Belgique	4
Etats-Unis	Danemark	4
Etats-Unis	France	24
Etats-Unis	Grande-Bretagne	14
Etats-Unis	Irlande	2
Etats-Unis	Italie	3
Etats-Unis	Pays-Bas	57
Etats-Unis	Suède	6
Etats-Unis	Suisse	20

Mini-ânes

Etats-Unis	Allemagne	11
Etats-Unis	Autriche	6
Etats-Unis	Belgique	4
Etats-Unis	Irlande	2
Etats-Unis	Pays-Bas	4
Etats-Unis	Suisse	2

Chenilles

Chili	Allemagne	180.000
Chili	Belgique	967.800
Chili	Pays-Bas	50.000

Hatching eggs

Etats-Unis	Hongrie	3.554.690
------------	---------	-----------

Alpacas

Chili	Allemagne	88
Chili	Autriche	70
Chili	Belgique	71
Chili	France	154
Chili	Pays-Bas	328
Nouvelle-Zélande	Allemagne	61
Nouvelle-Zélande	Belgique	18
Nouvelle-Zélande	France	14
Nouvelle-Zélande	Grande-Bretagne	7
Nouvelle-Zélande	Suisse	13

Porcs

Canada	Pays-Bas	124
Canada	Russie	192

Ovins

Nouvelle-Zélande	France	16
------------------	--------	----

Poissons d'ornement

Malaisie	France	8.828
Malaisie	Luxembourg	6.741
Singapour	Belgique	37.916
Singapour	Luxembourg	179.509
Thaïlande	Hongrie	11.900

Langoustes

Afrique du Sud	Belgique	500
----------------	----------	-----

Visons

Etats-Unis	Pays-Bas	360
------------	----------	-----

Ânes

Etats-Unis	Allemagne	1
------------	-----------	---

Guépards

Émirats Arabes Unis	France	2
---------------------	--------	---

Oiseaux

Emirats Arabes Unis	Belgique	13
---------------------	----------	----

P.I.F. – Findel : Produits d'origine animale

	Provenance	Destination	Quantité (kg)
Viande chevaline	Canada	France	2.123.067
	Canada	Suisse	967.986
Viande de bison	Canada	France	234.152
	Canada	Suisse	51.669
	Etats-Unis	Belgique	75.310
Viande de gibier	Canada	Suisse	65.473
	Canada	France	97
Produits de viande	Brésil	Grande-Bretagne	15.072
Boyaux salés	Liban	Allemagne	450
	Liban	Suède	298
	Pakistan	Allemagne	14.070
	Pakistan	Espagne	7.462
	Pakistan	France	170
	Pakistan	Suisse	285
	Syrie	Allemagne	240.602
	Syrie	Espagne	37.652
	Syrie	France	4.746
	Syrie	Italie	1.250
	Syrie	Royaume-Uni	55

Filets de poissons	Vietnam	Belgique	48.621
Crustacés	Afrique du Sud	Belgique	3.944
	Canada	Allemagne	9.485
	Canada	Belgique	13.359
	Canada	Danemark	9.259
	Canada	Espagne	56.674
	Canada	Pays-Bas	18.240
	Etats-Unis	Luxembourg	600
	Mexique	Belgique	1.280
Trophées	Afrique du Sud	Allemagne	8.711
	Afrique du Sud	Autriche	3.917
	Afrique du Sud	Belgique	3.063
	Afrique du Sud	Bulgarie	607
	Afrique du Sud	Danemark	9.940
	Afrique du Sud	Espagne	7.941
	Afrique du Sud	Estonie	150
	Afrique du Sud	Finlande	780
	Afrique du Sud	France	5.005
	Afrique du Sud	Grande-Bretagne	5.706
	Afrique du Sud	Grèce	170
	Afrique du Sud	Hongrie	1.884
	Afrique du Sud	Islande	98
	Afrique du Sud	Italie	2.117
	Afrique du Sud	Luxembourg	887
	Afrique du Sud	Norvège	10.780
	Afrique du Sud	Pays-Bas	3.501
	Afrique du Sud	Portugal	291
	Afrique du Sud	République Tchèque	3.227
	Afrique du Sud	Suède	4.157
	Afrique du Sud	Suisse	193
	Australie	Luxembourg	64
	Botswana	Allemagne	197
	Botswana	Danemark	240
	Botswana	Finlande	160
	Botswana	Norvège	56
	Botswana	République Tchèque	685
	Canada	Norvège	239
	Etats-Unis	Allemagne	366
	Etats-Unis	Belgique	1.405
	Etats-Unis	Espagne	197
	Etats-Unis	République Tchèque	94
	Etats-Unis	Suède	197
	Namibie	Belgique	113
	Namibie	Espagne	40
	Tchad	Pologne	88
	Zambie	Croatie	261
	Zambie	Finlande	105
	Zimbabwe	Allemagne	2.508
	Zimbabwe	Autriche	1.614
	Zimbabwe	Belgique	402
	Zimbabwe	Bulgarie	240
	Zimbabwe	Danemark	1.069
	Zimbabwe	Finlande	421
	Zimbabwe	France	1.171
	Zimbabwe	Hongrie	219

	Zimbabwe	Italie	1.782
	Zimbabwe	Lituanie	2.177
	Zimbabwe	Norvège	797
	Zimbabwe	République Tchèque	68
	Zimbabwe	Zimbabwe	102
	Zimbabwe	Suisse	55
Produits biologiques	Australie	Belgique	4
	Canada	Belgique	100
Embryons	Canada	Danemark	25
	Canada	Suède	120
Sperme bovin	Canada	Danemark	1 dose
	États-Unis	Allemagne	616 doses
Sperme équin	Etats-Unis	Allemagne	27 doses
	Etats-Unis	Espagne	39 doses
Aliments pour animaux	Taiwan	Danemark	354
Caviar	Chine	Luxembourg	666
	Etats-Unis	France	53
	Hong-Kong	Luxembourg	1
Produits biologiques	Canada	Belgique	100
	Australie	Belgique	4
Oeufs de poisson	Etats-Unis	Suède	1.306
Produits lactés	Etats-Unis	Royaume-Uni	900
Poils de chèvre	Chine	France	192

Saisies de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine à l'Aéroport de Findel/Luxembourg

En 2008, l'Administration des Douanes et Accises a procédé à 91 saisies de colis illégaux de produits d'origine animale, notamment de :

171 kg de viande et de produits à base de viande ;
39 kg de lait et de produits laitiers ;
375 kg de produits de la pêche.

Tous ces produits ont été éliminés et détruits sous la surveillance de l'Administration des Services Vétérinaires.

2. Le package

a) Le package en zones étrangères de bétail luxembourgeois

Pendant la bonne saison du bétail passe dans des pâtures transfrontalières, soit du Grand-Duché de Luxembourg vers les Etats membres avoisinants, soit, le cas échéant, à l'inverse à partir d'autres Etats membres vers le Luxembourg. Ces échanges temporaires se font sous contrôle vétérinaire et se répartissent de la façon suivante :

pays de destination	autorisations accordées	bovins	ovins	chèvres	chevaux
Belgique	71	3.485	0	0	0
France	11	445	0	0	0
Allemagne	9	261	17	0	0
total	91	4.191	17	0	0

b) Le pacage en territoire luxembourgeois de bétail étranger

pays d'origine	autorisations accordées	bovins
Belgique	1	50
France	1	9
Allemagne	0	0
total	2	59

A noter qu'au niveau Benelux un nouveau accord a été élaboré en 2007 dans l'objectif d'améliorer le suivi sanitaire des animaux échangés en évitant la surcharge administrative.

G. Le bien-être des animaux

L'Administration des Services Vétérinaires est instituée par la législation afférente comme l'autorité compétente en matière de bien-être animal.

La surveillance du bien-être animal concerne les conditions de détention, de transport et d'abattage des diverses espèces animales.

La surveillance du bien-être des animaux de production se fait partiellement en synergie avec les agents de l'Unité de Contrôle (UNICO) fonctionnant auprès du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, alors que les vétérinaires-praticiens y collaborent par deux visites annuelles des élevages dans le cadre de l'épidémio-surveillance.

En 2008, l'Administration des Services Vétérinaires a procédé à 235 visites spécifiques résultant dans la transmission d'un dossier au Parquet et de 7 dossiers au Service d'Economie Rurale dans le cadre de l'éco-conditionnalité.

Ces visites de contrôle concernaient notamment :

animaux de compagnie : 42 fois (dont 12 pensions pour animaux, 11 commerces pour animaux et 19 privés)

équidés : 27 fois
volailles : 2 fois
bovins : 104 fois
porcins : 26 fois
ovins : 11 fois
autres : 23 fois

H. Le clos d'équarrissage

Le centre de collecte intermédiaire du Clos d'Equarrissage au Schwanenthal est géré par la firme RENDAC C.E.S., conformément à un accord interministériel avec la Belgique datant de 1984 et révisé le 1^{er} juillet 2004.

Cette société gère à la fois la collecte des cadavres des animaux de production et de compagnie ainsi que les sous-produits provenant du secteur agro-alimentaire.

Il est évident que dans le cadre des mesures préventives à l'égard des encéphalopathies spongiformes transmissibles, les cadavres d'animaux et les sous-produits ne sont plus réutilisés dans la fabrication de farines animales et que depuis le 1^{er} janvier 2001 les cadavres bovins, ovins et caprins sont systématiquement soumis à un test de détection rapide en matière des encéphalopathies spongiformes transmissibles (bovins âgés > 24 mois, ovins et caprins âgés > 18 mois).

Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur le nombre de cadavres ramassés.

Avortons de bovidés	680
Veaux	9.695
Gros bovins	5.389

total bovidés : 15.764

Déchets truies/porcelets	1.390
Porcelets	2.560
Porcs	4.832
Truies/verrats	426

total porcins : 9.208

Divers	887
--------	-----

Volailles	475
Ovins & caprins	1.240
Chevaux & poulains	309
Agneaux	1.110

I. La transposition en droit national des directives CE en 2008

- Règlement grand-ducal du 8 janvier 2008 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et du règlement (CE) n° 700/2007 du Conseil du 11 juin 2007 relatif à la commercialisation de la viande issue de bovins âgés de douze mois au plus.
- Règlement grand-ducal du 8 janvier 2008 modifiant le règlement grand-ducal du 11 décembre 1993 établissant des mesures générales de lutte contre certaines maladies animales ainsi que des mesures spécifiques à l'égard de la maladie vésiculeuse du porc (directive 2007/10).
- Règlement grand-ducal du 11 janvier 2008 relatif aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relatif à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies (directive 2006/88).
- Règlement grand-ducal du 25 avril 2008 déterminant certaines modalités d'application du règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux.

- Règlement grand-ducal du 7 novembre 2008 modifiant le règlement grand-ducal du 11 janvier 2008 relatif aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relatif à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies (directive 2008/53).
- Règlement grand-ducal du 19 décembre 2008 déterminant les modalités d'application et les sanctions des dispositions :
 1. du règlement (CE) no 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;
 2. du règlement (CE) no 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;
 3. du règlement (CE) no 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
 4. du règlement (CE) no 854/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.

J. Le laboratoire de médecine vétérinaire

L'objectif légal du Laboratoire de Médecine Vétérinaire de l'Etat (LMVE) est de réaliser les diagnostics suivants :

- Diagnostic des maladies infectieuses à déclaration obligatoire
- Diagnostic des infections animales transmissibles à l'homme ou zoonoses :
 - Infections zoonotiques causant des dégâts chez les animaux et chez l'homme
 - Infections zoonotiques causant des dégâts chez l'homme et où les animaux sont des porteurs sains
- Détermination de la salubrité microbiologique des denrées alimentaires d'origine animale

L'envergure des diagnostics de la première catégorie est passée au second plan au profit de la deuxième catégorie dont la lutte est devenue capitale pour assurer une protection efficace contre les contaminations du public.

Ces luttes contre les zoonoses sont fondées sur la directive 2003/99/CE ainsi que sur des règlements et décisions communautaires y afférents.

Sur le plan du laboratoire, cette lutte consiste à faire le diagnostic des germes pathogènes pour l'homme et pour lesquels les animaux soit contractent des maladies, soit sont des porteurs sains.

Il est important de noter que le LMVE ne réalise pas tous ces résultats d'analyse par des tests de référence. Donc plusieurs résultats doivent être confirmés par cette méthode de référence qui est réalisée par le CERVA de Bruxelles.

C'est aussi la troisième année consécutive que le LMVE est accrédité selon la Norme ISO 17025.

Enfin les législations nationale et communautaire obligent l'autorité compétente à désigner des Laboratoires Nationaux de Référence pour tous les agents pour lesquels un Laboratoire Communautaire de Référence (CRL) existe.

Sans avoir pour autant négligé les activités en pathologie animale, le LMVE a fortement augmenté en 2008 ses activités dans le domaine des zoonoses, ce en grande partie suite à des « baseline surveys » organisés par la Commission Européenne.

Le LMVE a ajouté la PCR de la fièvre catarrhale ovine à son éventail de diagnostics pour répondre à une large demande du monde agricole.

1. Les zoonoses

a) Les salmonelles

Il est connu que les salmonelles constituent une source principale de contamination de l'homme à partir de produits d'origine animal infectés. Les sérotypes les plus incriminés sont *Salmonella typhimurium* et *Salmonella enteritidis*.

Concernant le secteur porcin, une « base-line study » a été effectuée dans les exploitations de porcs d'élevage. 440 échantillons de matières fécales ont été prélevés dans les élevages porcins de plus de 30 truies. Sur 44 exploitations, 10 ont été analysées positivement pour salmonelles, c.-à-d. 22,7%.

Par contre dans le secteur volailles, aucune des 7 exploitations de plus de 1.000 poules n'a été testée positivement. Parmi les 4 exploitations de poulets de chair, tous les prélèvements ont donné un résultat négatif.

Résultats des analyses de salmonelles :

Salmonelles	Recherche réalisée suivant l'annexe D de la norme ISO 6579, accréditée						
Motif	Espèces *	Dénom.**	Nombre *	Echantillon	négatifs	positifs	En %
Baseline study	p.r.	Expl.	44	Mf	34	10	0,227272727
Diagnostic	bovins	ind.	81	Mf ou organes	74	3	0,037037037
Diagnostic	caprins	ind.	3	Mf ou organes	3	0	0
Baseline study	p.p.	Expl.	7	chaussettes	6	1	0,142857143
Baseline study	p.c	Expl.	4	carcasses	4	0	
Diagnostic	ovins	ind.	10	Mf	10	0	
Diagnostic	pigeons	ind.	2	organes	2	0	
Diagnostic	dindon	ind.	1	organes	1		
Baseline/diag.	p.c.	Expl.	4	Caecum	3	1	
* Espèces							
p.r.	porcs reproducteurs						
p.p	poules pondeuses						
p.c	poulets de chair						
**Dénom	Dénomination						
Expl.	Exploitation						
ind.	individuel						
Labos en cause							
LMVE							

Motif	Espèces*	Id.	Nbr e	Id.	Nbr e	Id.	Nbr e	Id.	Nbr e	Id.	Nbr e	Id.	nbre
Baseline	p.r	S.t.m.	3	S.D.	1	S.derby	11	S.inf.	2	s.liv.	1		
Diagnostic	bovins	S.t.m.	3										
Diagnostic	caprins												
Baseline	p.p	s.t.m.											
Baseline	p.c												
Diagnostic	Ovins												
Diagnostic	pigeons												
Diagnostic	dindon												
Baseline												S.New.	1
* Espèces													
p.r.	porcs reproducteurs												
p.p	poules pondeuses												
p.c	poulets de chair												
S.t.m.	Salmonella typhimurium												
Id.	Identification												
Nbre.	Nombre												
S.D.	Salmonella dublin												
S.derby	Salmonella derby												
S.inf.	Salmonella infantis												
s.liv.	Salmonella livingstone												
S.New.	Salmonella Newport												

A première vue, il ressort que :

Dans la baseline study des porcs reproducteurs, la prévalence en salmonelles est de ~23%. Le sérotype S. derby prédomine.

Dans la baseline study des volailles, la prévalence est 0 à très faible.

Peu de salmonelles sont détectées dans des analyses de diagnostics, d'ailleurs peu nombreuses.

Salmonelles retrouvées lors d'autopsies							
Espèce	Echantillon	Nbre	Négatif	Positif	Identification		
Bovins	organes	2	2	0			
Ovins	organes	1	0	1	S. choler. arizonae		
Porcin	Mf	1	1	0			

b) Les antibiogrammes des salmonelles

Salmonella typhimurium	S	I	R	Souches testées	Salmonella Infantis	S	I	R	Souches testées
A+C	4	0	0	4	A+C	2	0	0	2
Amp	2	0	2	4	Amp	2	0	0	2
Tetr	2	0	2	4	Tetr	2	0	0	2
S+Trim	4	0	0	4	S+Trim	2	0	0	2
Céph	2	0	0	2	Céph	2	0	0	2
Strep.	0	0	4	4	Strep.	2	0	0	2
Sulph	1	0	3	4	Sulph	2	0	0	2
Gent.	4	0	0	4	Gent.	2	0	0	2
Enro.	2	0	0	2	Enro.	2	0	0	2
Néo.	3	1	0	4	Néo.	2	0	0	2
Céfo.	4	0	0	4	Céfo.	2	0	0	2
Chlor.	3	1	0	4	Chlor.	2	0	0	2
Cipro.	4	0	0	4	Cipro.	2	0	0	2
Kana.	4	0	0	4	Kana.	2	0	0	2
Nal.	2	2	0	4	Nal.	2	0	0	2
Trim.	4	0	0	4	Trim.	2	0	0	2
Col	2	2	0	4	Col	2	0	0	2
Flor.	4	0	0	4	Flor.	2	0	0	2

Salmonella cholerae arizonae	S	I	R	Souches testées	Salmonella dublin	S	I	R	Souches testées
A+C	1	0	0	1	A+C	1	0	0	1
Amp	1	0	0	1	Amp	1	0	0	1
Tetr	1	0	0	1	Tetr	1	0	0	1
S+Trim	1	0	0	1	S+Trim	1	0	0	1
Céph	1	0	0	1	Céph	1	0	0	1
Strep.	1	0	0	1	Strep.	1	0	0	1
Sulph	1	0	0	1	Sulph	1	0	0	1
Gent.	1	0	0	1	Gent.	1	0	0	1
Enro.	1	0	0	1	Enro.	1	0	0	1
Néo.	1	0	0	1	Néo.	1	0	0	1
Céfo.	1	0	0	1	Céfo.	1	0	0	1
Chlor.	1	0	0	1	Chlor.	1	0	0	1
Cipro.	1	0	0	1	Cipro.	1	0	0	1
Kana.	1	0	0	1	Kana.	1	0	0	1
Nal.	1	0	0	1	Nal.	1	0	0	1
Trim.	1	0	0	1	Trim.	1	0	0	1
Col	1	0	0	1	Col	1	0	0	1
Flor.	1	0	0	1	Flor.	1	0	0	1

Salmonella derby	S	I	R	Souches testées	Salmonella Livingstone	S	I	R	Souches testées
A+C	7	0	0	7	A+C	1	0	0	1
Amp	7	0	0	7	Amp	1	0	0	1
Tetr	1	0	0	1	Tetr	1	0	0	1
S+Trim	7	0	0	7	S+Trim	1	0	0	1
Céph	1	0	0	1	Céph	1	0	0	1
Strep.	7	0	0	7	Strep.	1	0	0	1
Sulph	7	0	0	7	Sulph	1	0	0	1
Gent.	5	0	0	5	Gent.	1	0	0	1
Enro.	1	0	0	1	Enro.	1	0	0	1
Néo.	7	0	0	7	Néo.	1	0	0	1
Céfo.	7	0	0	7	Céfo.	1	0	0	1
Chlor.	7	0	0	7	Chlor.	1	0	0	1
Cipro.	7	0	0	7	Cipro.	1	0	0	1
Kana.	7	0	0	7	Kana.	1	0	0	1
Nal.	5	0	0	5	Nal.	1	0	0	1
Trim.	7	0	0	7	Trim.	1	0	0	1
Col	7	0	0	7	Col	1	0	0	1
Flor.	2	0	0	2	Flor.	1	0	0	1

Salmonella Infantis	S	I	R	Souches testées	Salmonella Newport	S	I	R	Souches testées
A+C	2	0	0	2	A+C	1	0	0	1
Amp	2	0	0	2	Amp	1	0	0	1
Tetr	2	0	0	2	Tetr	1	0	0	1
S+Trim	2	0	0	2	S+Trim	1	0	0	1
Céph	2	0	0	2	Céph	1	0	0	1
Strep.	2	0	0	2	Strep.	1	0	0	1
Sulph	2	0	0	2	Sulph	1	0	0	1
Gent.	2	0	0	2	Gent.	1	0	0	1
Enro.	2	0	0	2	Enro.	1	0	0	1
Néo.	2	0	0	2	Néo.	1	0	0	1
Céfo.	2	0	0	2	Céfo.	1	0	0	1
Chlor.	2	0	0	2	Chlor.	1	0	0	1
Cipro.	2	0	0	2	Cipro.	1	0	0	1
Kana.	2	0	0	2	Kana.	1	0	0	1
Nal.	2	0	0	2	Nal.	1	0	0	1
Trim.	2	0	0	2	Trim.	1	0	0	1
Col	2	0	0	2	Col	1	0	0	1
Flor.	2	0	0	2	Flor.	1	0	0	1

Salmonella dublin	S	I	R	Souches testées	Salmonella Livingstone	S	I	R	Souches testées
A+C	1	0	0	1	A+C	1	0	0	1
Amp	1	0	0	1	Amp	1	0	0	1
Tetr	1	0	0	1	Tetr	1	0	0	1
S+Trim	1	0	0	1	S+Trim	1	0	0	1
Céph	1	0	0	1	Céph	1	0	0	1
Strep.	1	0	0	1	Strep.	1	0	0	1
Sulph	1	0	0	1	Sulph	1	0	0	1
Gent.	1	0	0	1	Gent.	1	0	0	1
Enro.	1	0	0	1	Enro.	1	0	0	1
Néo.	1	0	0	1	Néo.	1	0	0	1
Céfo.	1	0	0	1	Céfo.	1	0	0	1
Chlor.	1	0	0	1	Chlor.	1	0	0	1
Cipro.	1	0	0	1	Cipro.	1	0	0	1
Kana.	1	0	0	1	Kana.	1	0	0	1
Nal.	1	0	0	1	Nal.	1	0	0	1
Trim.	1	0	0	1	Trim.	1	0	0	1
Col	1	0	0	1	Col	1	0	0	1
Flor.	1	0	0	1	Flor.	1	0	0	1

Salmonella Newport	S	I	R	Souches testées
A+C	1	0	0	1
Amp	1	0	0	1
Tetr	1	0	0	1
S+Trim	1	0	0	1
Céph	1	0	0	1
Strep.	1	0	0	1
Sulph	1	0	0	1
Gent.	1	0	0	1
Enro.	1	0	0	1
Néo.	1	0	0	1
Céfo.	1	0	0	1
Chlor.	1	0	0	1
Cipro.	1	0	0	1
Kana.	1	0	0	1
Nal.	1	0	0	1
Trim.	1	0	0	1
Col	1	0	0	1
Flor.	1	0	0	1

c) La sérologie des salmonelles

La recherche des anticorps sert à trouver les exploitations de porcs à l'engrais, qui ont le plus de chances d'avoir des porcs porteurs de salmonelles.

Voici les résultats :

Recherche d'Ac anti-salmonelles par le HerdChek Salmonellose-Ab. (IDEXX)						
Nbre Tests	Espèce	Négatifs	douteux	positifs	Total	En %
2286	porcins	1872	4	410	2286	0,179352581
58 exploitations ont été analysées en 2008						
13 exploitations sont séronégatives, mais seulement 4 exploitations ont abattu 20 porcs et plus						
45 exploitations ne sont pas séronégatives avec un grade de séropositivité cité ci-dessus						
pour les 35 exploitations ayant abattu plus de 20 porcs en 2008						

Les exploitations porcines avec un nombre de porcs abattus de plus de 20 porcs et une prévalence non négative sont indiquées ci-dessous :

Exploitation	Négatifs	douteux	positifs	Total	En %
1	59	0	1	60	0,016666667
2	53	0	1	54	0,018518519
3	39	0	1	40	0,025
4	38	1	1	40	0,025
5	77	0	3	80	0,0375
6	19	0	1	20	0,05
7	19	0	1	20	0,05
8	37	0	2	39	0,051282051
9	75	0	5	80	0,0625
10	55	0	5	60	0,083333333
11	18	0	2	20	0,1
12	90	0	10	100	0,1
13	120	1	19	140	0,135714286
14	137	1	22	160	0,1375
15	17	0	3	20	0,15
16	34	0	6	40	0,15
17	68	0	12	80	0,15
18	134	0	26	160	0,1625
19	50	0	10	60	0,166666667
20	33	0	7	40	0,175
21	66	0	14	80	0,175
22	32	0	8	40	0,2
23	31	0	9	40	0,225
24	77	0	23	100	0,23
25	29	0	11	40	0,275
26	43	0	17	60	0,283333333
27	199	0	81	280	0,289285714
28	14	0	6	20	0,3
29	28	0	12	40	0,3
30	13	0	7	20	0,35
31	26	0	14	40	0,35
32	38	0	22	60	0,366666667
33	43	0	37	80	0,4625
34	10	0	10	20	0,5
35	9	0	11	20	0,55

11 exploitations qui ont abattu plus de 20 porcs ont une séroprévalence >10%.

14 exploitations qui ont abattu plus de 20 porcs ont une séroprévalence >20%.

d) Les campylobacters thermotolérants

Les campylobacters rencontrés et reconnus pathogènes pour l'homme sont surtout *Campylobacter jejuni* et *Campylobacter coli*, faisant partie des campylobacters thermotolérants.

Voici les résultats.

Recherche de campylobacters par la méthode décrite dans la décision 2007/516/CE						
Motif	Espèces	Dénomination	Nombre*	Echantillon		
Baseline study	poulets de chair	Exploitations	4	caecums		
Négatifs	positifs	non examinés	En %	Identification	nbre	
0	10	3	1	C. coli	10	
				C. jejuni		
2 exploitations ont été examinées 3 fois						
1 exploitation a été examinée 4 fois						
1 exploitation n'a pas été examinée						

Remarque :

Les exploitations ont été examinées en pool de 10 caecum, sauf une qui a été examinée individuellement. Dans cette exploitation aussi bien *C.coli* que *C.jejuni* ont été détectés.

e) L'antibiogramme des campylobacters

Antibiotiques testés

Amoxicilline+Clavulanate
Cefotaxime
Chloramphenicol
Ciprofloxacine
Gentamycine
Nalidixane
Gentamycine
Streptomycine
Erythromycine

Aussi bien les 10 souches de *C.coli* que *C.jejuni* ont été sensibles à tous les antibiotiques testés.

f) La brucellose

Le pays est officiellement indemne de brucellose. Toutefois il est obligé de procéder à des screenings annuels pour bien prouver que le territoire est toujours indemne.

Résultats des analyses

Recherche Brucellose			Bengatest (Synbiotics)						
			Elisa Brucellose lait monocupules (Pourquier)						
Espèce	Diagnostic	Export	Import	Exposition	Screening	Vente	Achat	Autopsie	Lait de collecte
bovin	82	21	103	45	407	19	1	1	
bovin					868				866
caprin	25	0	0	0	19	0	0	0	
ovin	2	10	0	0	186	0	0	0	
porcin	0	12	39	0	5	0	0	0	
lama	1								
Espèce	Total	Négatifs	Positifs						
bovin	679	679	0						
bovin	866	861	5						
caprin	44	44							
ovin	198	198							
porcin	56	56							
lama	1	1							

Remarque

Les 5 positifs en screening se sont confirmés négatifs après confirmation au CERVA

Répartition dans les laiteries

Laiterie Nombre

LUXLAIT 494
Procola 244
EKABE.SA 119
Coboulux 11
Total 868

Labos en cause

LMVE
CERVA, Bruxelles

g) Les trichines

Le règlement (CE) n° 2075/2005 fixe les règles spécifiques applicables aux contrôles officiels concernant la présence de *Trichinella* dans les viandes.

Le LMVE exécute le contrôle des trichines chez :

- Les sangliers destinés à la consommation humaine
- Les porcs abattus dans des abattoirs privés
- Les chevaux (viande de cheval importée)

Les abattoirs publics contrôlent leurs porcs eux-mêmes.

Les renards sont contrôlés par le LSGV (Landesamt für Soziales, Gesundheit und Verbraucherschutz) de Saarbruck

Ci-dessous, les résultats d'analyses :

Recherche de trichines		Digestion artificielle suivant règlement CE N° 2075/2005						
Motif	Espèce	Nombre	Négatifs	Positifs	Total	En %	non réalisés	Douteux
Screening	porcins	2.305	2.305	0	2.305	0		
Screening	sangliers	907	876	0	877	0	30	1
Screening	équidés	24	24	0	24	0		
		3.236			3.206			
Screening	renards	21	20	0	20	0	1	
Remarque: Le douteux s'est révélé négatif								
Labos en cause								
LMVE								
LSGV, Saarbruck								

h) Les échinocoques

Les types d'échinocoques rencontrés au Luxembourg sont :

Echinococcus granulosus :

- Hôtes définitifs : chiens et chats
- Hôtes intermédiaires : bovins, ovins, caprins surtout, accidentellement l'homme

Echinococcus multilocularis

- Hôtes définitifs : renards, chiens et chats
- Hôtes intermédiaires : microtidés sauvages, accidentellement l'homme

Echinococcus granulosus est contrôlé dans les abattoirs chez les bovins, ovins et caprins abattus

Les analyses sont sous-traitées au LSGV

Les résultats

Echinococcus multilocularis

Test	Echantillon	Espèce	Nombre	Négatifs	Positifs	Total	En %	Non réalisés
Microscopie+PCR	MF	renard	21	18	2	20	0,1	1
Labo en cause								
LSGV, Saarbruck								

i) La rage

Déclaré officiellement indemne de rage par l'Office International des Epizooties en 2001, le Luxembourg fait tous les ans un screening pour ne pas être privé de son statut.

Voici les résultats :

Test*	Espèce	Nombre	Négatifs	Positifs	Total	En %	non réalisés	
I.	renard	21	20	0	20	0	1	
I.+IF.	bovins	7	7	0	7	0	0	
I.+IF.	Chat	4	4	0	4	0		
Labos en cause			*	I. = isolement				
LMVE				I.+IF. = isolement et immunofluorescence				
LSGV, Saarbruck								
ISP-Institut Pasteur, Bruxelles								

j) L'influenza aviaire (I.A.)

Le diagnostic de l'influenza aviaire est entièrement sous-traité à d'autres laboratoires.

Le diagnostic porte d'une part sur les oiseaux sauvages, d'autre part sur des volailles domestiques suite à la législation communautaire.

Test	Espèce	Echantillon	Nbre	Négatifs	positifs	Total examiné
IHAH5	volaille	Sang	236	236	0	236
IHAH7	volaille	Sang	253	253	0	253
PCR	volaille	Frottis cloacal	33	33	0	33
Labos en cause						
CERVA, Bruxelles						
LNS, Luxembourg						

k) L'encéphalopathie spongiforme bovine (E.S.B.)

L'E.S.B. est réalisée sur les espèces animales susceptibles, qui sont les bovins, les ovins, les caprins et les cervidés. Ce sont ces animaux surtout qui sont destinés à la consommation humaine.

Le LMVE réalise une partie des analyses tandis que le Laboratoire Luxembourgeois de Contrôle Sanitaire (LLuCs) à Junglinster réalise le reste.

Voici les résultats :

Recherche de l'esb par le test rapide de Biorad					
Espèce	Echantillon	Négatif	Positif	Douteux	Total
bovins	Cerveau	7.288	0	0	7.288
ovins	Cerveau	235	0	0	235
caprins	Cerveau	71	0	0	71
cervidés	Cerveau	12	0	0	12

Animaux examinés au total:		7.606
dont	Bovins	7.288
	Ovins	235
	Caprins	71
	Cervidés	12
Abattoirs en cause		
Coboulux, Wecker		3.967
Clos d'équarrissage		3.619
privés		20

I) Les staphylococcus aureus résistants à la méthicilline (SARM)

Les infections par *Staphylococcus aureus* résistant à la méthicilline (SARM) sont reconnues depuis des décennies comme un risque important en milieu hospitalier. Le SARM est résistant aux antibiotiques les plus communément utilisés et il est particulièrement dangereux pour les patients dont l'immunité est affaiblie. Au Royaume-Uni, le nombre des décès attribués au SARM est estimé à quelque 3.000 par an. Le coût estimé du traitement est de 12.000 à 15.000 € par patient. Des dépenses additionnelles pour des programmes d'hygiène et de contrôle, visant à prévenir ou à limiter les infections en milieu hospitalier, viennent s'y ajouter.

Une nouvelle souche de SARM (ST398) a récemment été détectée chez les animaux de rente dans plusieurs Etats membres. Les porcs, notamment, ont été reconnus comme une importante source d'infection pour les éleveurs de porcs ou leurs familles en contact direct avec les porcs. Des infections par la nouvelle souche peuvent faire leur entrée dans les hôpitaux, comme l'a déjà fait le SARM dans plusieurs Etats membres.

Afin de renforcer la sensibilisation et d'évaluer s'il est nécessaire de prendre des mesures pour la détection et le contrôle du SARM afin de réduire sa prévalence et le risque qu'il représente pour la santé publique, il est nécessaire de disposer de données comparables sur le pourcentage d'exploitations de porcs reproducteurs infectées par le SARM (ST398) dans les Etats membres. Ces informations n'étant pas disponibles, il convient de réaliser une étude spécifiquement consacrée à l'observation de la prévalence de SARM chez les porcs reproducteurs pendant une période suffisante pour que les variations saisonnières éventuelles puissent être prises en compte.

Au Luxembourg 44 exploitations de porcs reproducteurs ont été échantillonnées et les échantillons ont été envoyés au CERVA pour analyses.

Résultats

Exploitations	Négatifs	Positifs	En %	
44	27	17	0,38636364	

Toutes les souches se sont révélées positives en PCR (t011)

m) La maladie de Newcastle (NC)

La NC ou pseudopeste aviaire est une maladie typique des oiseaux. Le diagnostic a été sous-traité au CERVA. Elle n'est pas une zoonose.

Voici les résultats :

Négatif	Positif	Douteux	Total	En %
137	44	0	181	0,24309392

La prévalence sérologique est due aux vaccinations contre la NC

n) L'herpesvirose des poissons Koï

Cette maladie a été sous-traitée au CER de Marloie.

Voici le résultat :

Négatif	Positif	No testé	Total	En %
0	2	1	3	

2. La pathologie animale :

a) La peste porcine classique (PPC)

Eradiquée en 2003, mais ayant vacciné les sangliers encore en 2004, le Luxembourg doit toujours veiller à ce que l'épizootie ne réapparaisse surtout chez les sangliers. Donc le LMVE fait un screening annuel sur sangliers surtout, pour pouvoir détecter chaque nouveau cas le plus tôt possible après son apparition.

Tests en cours :

PCR pour les amygdales
ELISA-Ac pour les sangs

Les PCRs autant que les ELISAs positifs sont envoyés au CERVA pour confirmation, soit par culture cellulaire, soit par séroneutralisation.

Voici les résultats d'analyses :

Espèce	Test	Nombre	Négatifs	positifs	Confirmés CERVA	douteux	Confirmés CERVA
Porcin	PCR	2	2	0			
	ELISA-Ac	72	72	0			
sanglier	PCR	327	327	0			
	ELISA-Ac	511	488	11	3	12	0

b) La maladie d'Aujeszky (M.A.)

Comme le Luxembourg est officiellement indemne d'Aujeszky depuis 1999 (Décision 99/399/CE), le screening est axé sur la sérologie des porcs domestiques.

De même les sangliers ont été analysés pour évaluer la séroprévalence dans la population des sangliers.

Voici les résultats d'analyses :

Sangliers						
Séra examinés	Séra envoyés	négatifs	positifs	douteux	En %	En %*
172	214	147	19	6	0,110465116	0,145348837
42 sérums n'étaient pas utilisables						
214 sérums ont été envoyés au LMVE						
* En%: Les douteux sont inclus						
172						
42						
214						
Porcins						
Séra examinés	Séra envoyés	négatifs	positifs	douteux	En %	En %*
171	171	171	0	0	0	0

Dans cette population, la séroprévalence est d'environ 11% ou 15% si les douteux sont inclus.

c) La recherche de l'antigène par immunofluorescence directe sur coupe d'organe

Sangliers						
Amygdales examinées	envoyées	négatifs	positifs	douteux	En %	En %*
162	180	158	2	2	0,012345679	0,024691358

d) La fièvre catarrhale ovine (FCO)

Une épizootie de FCO recouvrant tout le pays a conduit le LMVE à réaliser des tests virologiques par PCR et de les différencier suivant le sérotype en question.

Le sérotype BTV-G8 a été rencontré jusqu'à présent, mais pas le sérotype BTV-G1.

Ci-après les résultats d'analyses :

Test*	Espèce	Nombre	Négatifs	Positifs	Total	En %	douteux	inhibés	non utilisable.
E-Ac	bovin	8.778	1.071	7.756	8.827	0,878667724	61		21
E-Ac	caprin	4	3	1	4	0,25			
E-Ac	ovin	14	10	3	13	0,230769231	1		
E-Ac	chevreuil	95	92	1	93	0,010752688			2
PCR	bovin	512	482	25	511	0,048923679			1
PCR	caprin	14	12	1	13	0,076923077		1	
PCR	ovin	5	4	1	5	0,2			
PCR	chevreuil		16	0	16	0			
Tous les cas positifs ont été typés:									
Sérotypes trouvés: Sérotype BTV G8									
Le sérotype BTV G1 n'a pas été trouvé									

Il en ressort qu'en 2008, ~5% des bovins ont été trouvés positifs ; l'évaluation des caprins et ovins a été aléatoire, vu le petit nombre d'animaux analysés.

Les cas positifs sont survenus surtout quand les bovins étaient en pâture. La vaccination contre le type BTV-G8 a été efficace, mais il s'agit de veiller à vacciner aussi contre le BTV-G1 ou le BTV-G6 dès qu'ils apparaîtront.

e) La leucose bovine enzootique

Par la décision 99/465/CE du 13 juillet 1999, le Grand-Duché de Luxembourg a été déclaré « Etat membre officiellement indemne de la leucose bovine enzootique ».

Voici les résultats des screenings annuels :

Leucose bovine enzootique			Elisa Leucose Bovine lait monocup. (Pourquier) ¹					
			BLV Ab Mono Blocking Serelisa (Synbiotics) ²					
			Elisa Leucose Bvine lait monocup. (Pourquier)					
Test	Espèce	Echantillon	Négatif	Positif	Douteux	Total	En %	En %*
BLV ¹	bovin	sang	186	0	0	186	0	
BLV ²	bovin	sang	492	0	0	492		
Total	bovin	sang	678			678	0	0
	bovin	lait de collecte	863	4	4	871	0,004592423	0,009184845
Les 8 laits positifs et douteux ont été envoyés au CERVA pour confirmation								
Tous ont été négatifs								

Le Visna-Maedi

La lutte contre le Visna-Maedi étant volontaire, aucun échantillonnage structuré n'a été pris.

Voici les résultats des analyses réalisées :

Visna-Maedi		Chekit CAEV/MVV (Bommeli)						
Test	Espèce	Echantillon	Négatif	Positif	Douteux	Total	En %	En %*
Chekit	caprin	Sang	40	2	2	44	0,045454545	0,090909091
Chekit	ovin	Sang	187	9	3	199	0,045226131	0,060301508

f) La para-tuberculose

Un programme de lutte contre la par-tuberculose a été entamé, il y a 3 ans. Le succès a été plus ou moins satisfaisant.

En 2009, uniquement les cheptels à statut plus mauvais seront testés.

Ci-dessous les résultats de 2008 :

Test*	Espèce	Nombre	Négatifs	Positifs	Total	En %	douteux	inhibés	non utilisable	absents
PCR	bovin	2.746	2.086	481	2.567	0,187378263	145	19	6	9
	caprin	2	2	0	2	0				
ELISA Ac	bovin	45.488	44.634	903	45.537	0,019830028	81		8	7
	caprin	57	57	0	57	0				
	ovin	44	44	0	44	0				

g) Le BVD-MD

Le BVD est une maladie virale bovine à pestivirus de la même famille que le virus de la peste porcine classique. Etant donné que beaucoup de bovins sont séropositifs, il n'y a pas d'intérêt à rechercher les anticorps, mais il y a intérêt à rechercher les virus dans les « IPI » (infectés permanents immunotolérants). Aucun programme officiel n'est actuellement en vigueur. L'ELISA étant un test qui n'est pas à 100% spécifique, il y a lieu de le confirmer par des tests spécifiques, tel que la culture cellulaire et la PCR.

Recherche de l'antigène BVD par ELISA-Ag*						
Espèce	Echantillon	Négatifs	Positifs	douteux	Total	En %
Bovins	sang	2.519	89	1	2.609	0,034112687
Confirmation par le CERVA						
89 tests positifs ELISA du LMVE ont été envoyés au CERVA						
L'échantillon douteux n'a pas été envoyé (604)						
4 tests n'ont pas été confirmés ; 1 est en attente						
5 pas confirmés en isolement mais bien en PCR						
1 pas confirmé en PCR mais en isolement						

Recherche de l'antigène BVD par immunofluorescence sur coupe d'organe						
Espèce	Echantillon	Négatifs	Positifs	douteux	Total	En %
Bovins	organe*	44	5	8	57	0,087719298

Organes utilisés	
oesophage	
Trachée	
Rein	
poumon	
parotide	
Foie	
Rate	
Jejunum	
Ileum	
Rectum	
Intestin grêle	
Colon	
placenta	

h) L'IBR

Le programme de lutte facultatif a été réalisé par le LLuCs et les autres tests (importations/exportations, expositions, etc.) ont été réalisés au LMVE.

Voici les résultats :

IBR	HerdChek Anti-IBR-gB Ab. (IDEXX)							
	HerdChek Anti-IBR-gE Ab. (IDEXX)							
Test	Espèce	Echantillon	Négatif	Positif	Douteux	Total	En %	En %*
IBRgB	bovin	sang	2.398	1.301	28	3.727	0,349074323	0,356587067
IBRgE	bovin	sang	3.002	496	26	3.524	0,140749149	0,148127128

i) Les mammites

Les laits de mammité de 61 quartiers ont été examinés.

Voici les résultats :

Les mammites sont mentionnées par trayon (quartier de lait)			
Agent recherché	Nombre	sur	En %
Absence de culture	3	61	0,049180328
Culture non significative	20	61	0,327868852
Contamination*	5	61	0,081967213
Staphylococcus aureus	2	61	0,032786885
Staphylocoques coagulase négative	5	61	0,081967213
Streptococcus dysgalactiae	2	61	0,032786885
Streptococcus uberis	18	61	0,295081967
Streptocoques fécaux	2	61	0,032786885
Sphéromonas paucimobilis	1	61	0,016393443
E. coli	2	61	0,032786885
Klebsiella pneumoniae	1	61	0,016393443
Total	61		
*: E.coli, Staph.aureus et strep. Fécaux ont été trouvés dans cet échantillon			

Au total Streptococcus uberis a été trouvé le plus souvent.

Les antibiogrammes de ces germes de mammites montrent que de loin la plupart des antibiotiques sont sensibles à ces germes. Ceci est une certaine preuve que les antibiotiques sont enfin utilisés plus minutieusement, et que l'hygiène de la traite s'est améliorée.

j) Les antibiogrammes des mammites

Bactérie	Antibiotique testé	Sensible	Intermédiaire	Résistant
Staphylocoque coagulase négative	Amoxycilline+Clavulanate	3	0	0
Staphylocoque coagulase négative	Ampicilline	1	0	1
Staphylocoque coagulase négative	Tetracyclines	1	0	0
Staphylocoque coagulase négative	Trimethoprim Sulfamide +	2	0	0
Staphylocoque coagulase négative	Penicilline	1	0	1
Staphylocoque coagulase négative	Cephazoline	3	0	0
Klebsiella pneumoniae	Enrofloxacin	1	0	0
Klebsiella pneumoniae	Florfenicol	1	0	0
E.coli	Amoxycilline+Clavulanate	3	0	0
E.coli	Ampicilline	4	0	0
E.coli	Cefotaxime	1	0	0
E.coli	Cephazoline	3	0	0
E.coli	Chloramphenicol	1	0	0
E.coli	Ciprofloxacin	1	0	0
E.coli	Enrofloxacin	5	0	0
E.coli	Florfenicol	5	0	0
E.coli	Gentamycine	3	0	0
E.coli	Nalidixan	1	0	0
E.coli	Neomycine	1	0	0
E.coli	Streptomycine	2	0	0
E.coli	Sulphonamides	3	0	0
E.coli	Tetracyclines	1	0	0
E.coli	Trimethoprim	1	0	0
E.coli	Trimethoprim Sulfamide +	1	0	0
Sphéromonas paucimobilis	Cephazoline	1	0	0
Sphéromonas paucimobilis	Ampicilline	1	0	0
Sphéromonas paucimobilis	Florfenicol	1	0	0
Staphylococcus aureus	Amoxycilline+Clavulanate	2	0	0
Staphylococcus aureus	Cephazoline	2	0	0
Staphylococcus aureus	Trimethoprim Sulfamide +	2	0	0
Streptococcus dysgalactiae	Amoxycilline+Clavulanate	2	0	0
Streptococcus dysgalactiae	Ampicilline	2	0	0
Streptococcus dysgalactiae	Penicilline	2	0	0
Streptococcus dysgalactiae	Cephazoline	2	0	0
Streptococcus dysgalactiae	Trimethoprim	1	0	0
Streptococcus uberis	Amoxycilline+Clavulanate	9	0	0
Streptococcus uberis	Ampicilline	9	0	0
Streptococcus uberis	Cephazoline	7	0	0
Streptococcus uberis	Penicilline	7	0	0
Streptococcus uberis	Tetracyclines	1	0	0
Streptococcus uberis	Trimethoprim Sulfamide +	3	0	0

3. Les autres germes recherchés

a) L'immunofluorescence directe sur coupe d'organe

Recherches par immunofluorescence sur coupe d'organe						
Test	Espèce	Echantillon	Négatif	Positif	Total	En %
Chlamydia IF	bovin	Organes	21	0	21	0
Coronavirus IF	bovin	Intestin	23	0	23	0
IBR IF	bovin	Organes	28	0	28	0
PI3 IF	bovin	Organes	2	0	2	
RSB IF		Organes	4	0	4	
2 organes ont été envoyés au CERVA pour confirmer le PI3 et RSB						
Les 2 virus n'ont pas été confirmés ni par IF pour le PI3 ni par PCR pour le RSB						

b) Les tests rapides BioX diagnostics pour la recherche de germes entéropathogènes

Test	Espèce	Echantillon	Négatif	Positif	Total	En %
Corona	bovin	Mf	166	36	202	0,17821782
Rota	bovin	Mf	111	87	198	0,43939394
E.coli K99	bovin	Mf	190	6	196	0,03061224
Cryptosporidies	bovin	Mf	131	73	204	0,35784314
Enterotoxines	Clostridium Perfringens					
Alpha	bovin	Mf	58	1	59	0,01694915
E	bovin	Mf	54	4	58	0,06896552

K. Le contrôle des denrées alimentaires à base de viande

Le laboratoire de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale du LMVE (LMVE-DAV) a été sollicité par

	privés	Inspection Vétérinaire	Inspection sanitaire	Inspections sanitaire +vétérinaire	sous-traitance pour un autre laboratoire	total
Demandes	5	351	2	64	1	418
Routine / anomalie	0 / 5	345 / 6	1 / 1	64 / 0	0/1	405 / 13
Echantillons	6	1.139	3	93	2	1.243
Routine / anomalie	0 / 6	1.130 / 13	1 / 2	93 / 0	0/2	1.220 / 23

1. Le contrôle de l'hygiène des carcasses

66 écouvillons (20 demandes) et 82 ganglions lymphatiques (26 demandes) ont été analysés .

Salmonella	positifs en culture		Négatif		Non analysé
	3 écouvillons	9 ganglions :	63	73	/
	2 typhimurium	7 typhimurium			
	1 « enterica »	1 Eboko			
		1 Livingstone			

2. L'étude de base sur les carcasses (Salmonella, Campylobacter)

germe	positif	Négatif	non réalisé	total
Salmonella	0	11	0	11
Campylobacter	8 (+2 non confirmés)	0	0	10
	1 Campylo. jejuni	/		
	7 Campylo. coli	/		

3. La microbiologie des denrées alimentaires à base de viande ou produits de la pêche

a) Les germes pathogènes, tests qualitatifs : 1.095 échantillons d'aliments (372 demandes)

Germe recherché	Positif confirmé par culture	négatif	Non réalisé
Listeria monocytogenes	334	719	42
EHEC	8 VIDAS+ non confirmés	472	596+19 non valides
Campylobacter	67, en plus 29 VIDAS+ non confirmés dont : 27 Campylobacter jejuni 26 Campylobacter coli	673	326
Salmonella	18 dont : 1 Derby 1 paratyphi B 1 Saint Paul 3 Hadar 4 infantis 8 typhimurium	1060	17
Aliments positif (en culture !):			

b) Les germes en dénombrement (aliments)

Germe recherché	Limite De Détection (germes/g)	Nombre d'échantillons au-delà de la limite de détection	Nombre d'échantillons en-dessous de la limite de détection (=négatifs)	Nombre d'échantillons non dénombrés
Listeria monocytogenes	100	5	1.032	58
E. Coli	10	313	499	283
Coliformes, 30°C	10	123	133	839
Clostridium perfringens	10	67	994	34
Staphylococcus aureus	10	388	670	37
Germes mésophiles	100	292	13	790

Nombre d'échantillons analysés par catégorie

0 (= autres aliments)	42*
1 (= viande hachée)	197
2 (= viande hachée préparée)	129
3 (= préparation de viande)	18
4 (= produit à base de viande)	379
5 (= viande fraîche)	<u>160</u>
	1.095

* dont 2 œufs, 19 poissons ou produits de poissons, 5 boyaux, 7 fruits de mer, 2 fromages, 5 lasagnes, 1 sauce, 1 salade de thon.

En résumé, 418 demandes d'analyses, 1.241 échantillons analysés, 7.909 analyses réalisées.

4. Les examens bactériologiques des carcasses suspectes dites « d'abattage d'urgence »

Il s'agit de 37 bovins, 1 brebis et de 1 biche.

abattoir	Nombre de demandes	Nombre d'organes	Abattages d'urgence (u)	Carcasses anormales après inspection post-mortem (capm)	Saisies totales		Saisies partielles		Pas de saisie		Saisies totales sans bactério
					(u)	(cap m)	(u)	(cap m)	(u)	(cap m)	
abattoirs	23	113	8	15	1	4	3	3	4	8	23
boucheries	13	53	13	0	1	0	4	0	8	0	4
à la ferme	1	5	1	0	0	0	1	0	0	0	0
autre : gibier	1	4	0	1	1	0	0	0	0	0	0
TOTAL	38	175	22	16	3	4	8	3	12	8	27

175 organes ont été analysés en tout :

avant-bras :	34
jarret :	33
foie.	37
rate :	1
rein :	37
coeur :	32
autre muscle :	1
	<u>175</u>

Paramètres analysés pour chaque échantillon :

	Salmonella	Substances inhibitrices	Coliformes **	Cocciformes **	Clostridia sulfito-réducteurs **
Positif (=culture)	0	0	114 dont 58 muscles	165 dont 90 muscles	165 dont 2 muscles
Négatif (=pas de culture)	175	103	61	10	8
Non analysé	/	72	0	0	2

*** lecture du résultat semi-quantitative, il n'existe pas encore de critères officiels pour les seuils d'acceptabilité.*

Le LMVE-DAV a commencé en 2007 de modifier la méthode utilisée afin de pouvoir fixer des critères dorénavant. Ce sera le cas au cours de 2009. L'examen bactériologique ne contribue qu'un élément à la prise de décision par le vétérinaire inspecteur des viandes.

Les analyses non réalisées soit n'ont pas été demandées explicitement, soit suite à de problèmes techniques, respectivement à cause d'échantillons inadéquats.

En résumé : 38 demandes d'analyses, 801 analyses sur 175 organes analysés.

5. La recherche de résidus

a) La recherche de substances inhibitrices (groupe B1) par la méthode des 4 plaques

3 demandes dont 2 pour suspicion et 1 de routine.

Organe	espèce	positif	négatif	douteux	total
muscle	porcin	1	3	1	5
	volaille	0	4	0	4
Rein	porcin	5	3	1	9
		6	10	2	18

En résumé : 3 demandes avec 18 échantillons analysés

Au total (denrées alimentaires, abattages d'urgence et résidus) :
8.751 analyses sur 1.439 échantillons

b) Les analyses effectuées dans le cadre de la directive 96/23 organisant la surveillance des résidus et autres substances

Durant l'année 2008, 777 échantillons ont été prélevés dans différentes denrées alimentaires d'origine animale suivant le tableau ci-dessous.

ESPECE/PRODUIT	NOMBRE
LAIT	315
BOVINS	123
PORCS	78
ŒUFS	96
GIBIER	100
LAPINS	20
MIEL	35
OVINS	10
TOTAL	777

Sur ces 777 échantillons, 1.258 analyses ont été effectuées pour rechercher les substances des différents groupes suivant le tableau ci-dessous.

CLASSE RESIDUS	BOVIN S	PORCS	OVINS	LAPINS	GIBIER	LAIT	ŒUFS	MIEL
A1	39	8	1	0	0	0	0	0
A2	4	8	0	0	0	0	0	0
A3	39	8	1	0	0	0	0	0
A4	39	8	1	0	0	0	0	0
A5	10	8	1	0	0	0	0	0
A6	25	11	1	2	0	181	17	10
B1	14	16	1	6	0	105	17	10
B2a	5	10	1	2	0	135	0	0
B2b	5	20	1	6	0	0	17	0
B2c	5	5	0	0	0	0	0	0
B2d	5	3	0	0	0	0	0	0
B2e	6	5	0	3	0	150	0	0
B2f	5	3	1	0	0	0	0	0
B3a	3	3	1	0	30	46	45	5
B3b	3	3	1	0	30	23	0	5
B3c	0	0	1	1	30	0	0	5
B3d	5	5	0	1	10	23	0	5
TOTAL	212	124	12	21	100	663	96	40

A l'exception du groupe B3d (Mycotoxines) dans le lait, toutes les analyses ont été réalisées dans des laboratoires en Belgique.

Tous les résultats ont été satisfaisants.

6. Les classes

Groupe A : substances ayant un effet anabolisant et substances non autorisées

Groupe B : Médicaments vétérinaires et contaminants

B1	substances antibactériennes, y compris les sulfamides et quinolones
B2a	anthelminthiques
B2b	coccidiostatiques
B2c	carbamates et pyréthroïdes
B2d	tranquillisants
B2d βbl.	β-blocker
B2e	AINS
B2f	corticostéroïdes
B3a	organochlorés
B3b	organophosphorés
B3c	métaux lourds
B3d	mycotoxines
PSP,DAP,ASP	biotoxines marines

7. Les laboratoires sous-traitants

CER = Centre d'Economie Rurale, Marloie

CLO = Centrum Landbouwkundig Onderzoek, Gent/Melle

Fytolab, Zwijnaarde

ISP = Institut de Santé Publique, Bruxelles

LNS = Laboratoire National de la Santé, (L)

Université de Gand, Bromatologie

XI. LA SYLVICULTURE

A. Généralités

1. La certification des forêts

La certification des forêts est un instrument volontaire qui est susceptible de promouvoir la gestion durable des forêts. Dans le cadre de ses activités de promotion du développement durable, le Gouvernement tient à soutenir les initiatives de certification en tant qu'instruments de marché volontaires.

Les agents de l'Administration des Eaux et Forêts responsables de la certification forestière ont élaboré en étroite collaboration avec la cellule informatique de cette même administration une intégration des données de la certification (communes participantes, numéros de certification, entreprises conformes aux réglementations des normes de certification...) dans différents programmes informatiques, ayant pour effet la disponibilité immédiate des données en question pour les agents en ayant besoin. De plus, suite à ces adaptations informatiques, les changements de ces données pourront être intégrés instantanément dans le système et donc être accessibles au plus vite.

Deux systèmes sont actuellement applicables au Luxembourg, le FSC et le PEFC. Ils ont été analysés et déclarés conformes aux critères d'une gestion durable des forêts par le Ministre de l'Environnement. Le choix de l'un ou l'autre système incombe aux propriétaires.

a) La certification PEFC

En 2008, l'Administration des Eaux et Forêts a également contribué à la poursuite des travaux de l'asbl PEFC-Luxembourg en vue de définir les modalités pratiques de la certification des forêts au Luxembourg suivant le schéma. Les travaux de l'asbl PEFC-Luxembourg ont été pris en charge par la cellule INTERREG « Proholz-Probois » du Groupement des Sylviculteurs et ont été appuyés par l'Administration des Eaux et Forêts.

La procédure de certification PEFC en forêt soumise est la suivante :

- Le propriétaire forestier décide d'adhérer à la certification régionale PEFC en signant un engagement de qualité. La demande est adressée par le propriétaire de forêts publiques à la direction de l'AEF. La direction enregistre la demande, informe le chef de cantonnement et le préposé forestier et délivre l'attestation de participation à la certification régionale sur base de la certification régionale.
- Le propriétaire paye une cotisation quinquennale à l'asbl PEFC-Luxembourg pour l'utilisation de l'attestation.
- Un auditeur externe et/ou interne vérifie les pratiques de gestion et leur adéquation à l'engagement de qualité.

Pour le moment trente et une communes, un établissement public et l'Etat ont reçu une attestation de participation à la certification régionale suite à leur décision d'adhérer à la certification régionale en signant un engagement de qualité. Le nombre total de propriétaires à avoir reçu une attestation de participation à la certification régionale s'élève à 82 propriétaires, représentant plus de 28,7% de la surface boisée.

Les travaux de l'Administration des Eaux et Forêts concernent surtout la promotion du système auprès des propriétaires et des gestionnaires forestiers, ainsi qu'une série de modifications et d'adaptations du Système de Management Environnemental SME.

L'Administration des Eaux et Forêts a organisé des audits internes en deux phases, à savoir un audit interne du SME et des audits internes de terrain. L'audit interne du SME a pour but de vérifier que le SME répond aux exigences de la norme et que son implémentation correspond à sa description. Il est réalisé ensemble avec le Groupement des Sylviculteurs. Les audits internes de terrain ont pour but de déterminer l'état de la gestion forestière en relation avec l'engagement de qualité pour fixer de commun accord avec le propriétaire les améliorations à apporter à la gestion forestière de la propriété. Ils se font par échantillonnage dans les propriétés publiques adhérentes. L'Administration des Eaux et Forêts a confié la mission des audits internes du terrain au bureau d'études EFOR.

Un certificateur externe, chargé par l'Administration des Eaux et Forêts et le Groupement des Sylviculteurs, fait également un contrôle en deux phases. La première phase est l'audit externe du SME en tant que tel au sein des différentes instances concernées par son fonctionnement. La deuxième phase de l'audit externe est un contrôle de terrain sur base d'un échantillon des propriétaires qui ont signé l'engagement de qualité.

b) La certification FSC

En 2007 et 2008, l'Administration des Eaux et Forêts a participé aux travaux de finalisation du standard national pour le schéma de certification FSC au Luxembourg. Celui-ci a été accrédité par FSC International au cours de cette année.

Deux procédures peuvent être suivies en ce qui concerne les forêts soumises au régime forestier, à savoir la certification individuelle et la certification de groupe.

La procédure de certification FSC individuelle ou de groupe en forêt soumise est la suivante :

- Le propriétaire forestier (ou groupe de propriétaires forestiers) qui décide de se faire certifier attribue le travail d'audit à un organisme certificateur agréé par FSC International. Le propriétaire prend en charge les frais de la certification et demande un subside au ministère de l'environnement.
- Le certificateur réalise l'audit sur base du standard élaboré par FSC-Luxembourg pour déterminer si le certificat peut-être établi et fixe de commun accord avec le propriétaire et le gestionnaire les améliorations à apporter à la gestion forestière de la propriété.
- Le certificateur contrôle à intervalles réguliers l'application de celles-ci.

La forêt domaniale et une forêt communale étant certifiées FSC suite à un audit externe en date du 10 mai 2007 respectivement 5 juillet 2007, l'Administration des Eaux et Forêts a entamé la certification de groupe en 2008. Un guide polyvalent pour ce modèle de certification a été finalisé ainsi que de nombreux documents et formulaires nécessaires pour l'admission des participants et le bon déroulement de la certification de groupe ont été élaborés.

Les participants actuels de cette certification de groupe sont l'établissement public AVI et les communes de Beckerich, Bertrange, Bettembourg, Betzdorf,

Contern, Differdange, Dippach, Dudelange, Esch-sur-Sûre, Esch-sur-Alzette, Heiderscheid, Heinerscheid, Hesperange, Kopstal, Leudelage, Mamer, Mertzig, Mondercange, Neunhausen, Niederanven, Pétange, Roeser, Rumelange, Sanem, Schifflange, Schuttrange, Steinfort, Steinsel, Walferdange, Weiler-la-Tour. La surface forestière certifiée de ces communes se trouve aux environs de 8.000 ha.

Le groupe des participants a été certifié suite à un deuxième audit externe qui a eu lieu pendant la période du 13 au 16 octobre 2008 et un certain nombre d'obligations découlant de la certification ont été mises en œuvre.

Le bon déroulement et le suivi de la certification de groupe ont été analysés et discutés au cours de 2 réunions avec notamment comme participants les agents chargés de la certification de groupe au sein de l'Administration des Eaux et Forêts et les représentants de FSC-Luxembourg.

2. Le plan de développement rural

En 2008 l'Administration des Eaux et Forêts a finalisé son travail pour la mise en œuvre du « Règlement (CE) 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien du développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) » en droit luxembourgeois avec la rédaction du projet de règlement grand-ducal concernant les aides aux mesures forestières.

3. Le projet Interreg III B « Probois/Proholz »

Le projet Interreg IIIB « Proholz-Probois » s'est officiellement terminé fin octobre 2008 avec la tenue du 4^{ème} Weekend du Bois et l'inauguration du pavillon du Concours Jeunes Architectes « Les Routes du Bois ».

Ce projet interrégional, réalisé en collaboration avec la Lorraine, la Sarre et la Wallonie concernait la communication et promotion du matériau bois dans le cadre de la certification des forêts. Les 13 partenaires du projet étaient l'asbl Valbois RN (chef de fil du projet), la Société Royale Forestière de Belgique, Woodnet, la Fédération Nationale des Scieries, Fedemar, Bois&Habitat, l'association Gipeblor, le CRPF, l'ONF, l'administration forestière de la Sarre, le Groupement des Sylviculteurs et l'Administration des Eaux et Forêts.

De 2004 à 2008, le Groupement des Sylviculteurs et l'Administration des Eaux et Forêts ont participé aux actions suivantes :

L'action 1.1 qui consiste à mettre en place une véritable collaboration entre les différents gestionnaires régionaux de la démarche de certification d'une part et de l'ensemble des partenaires concernés par le projet.

L'action 1.2 qui vise à mobiliser les propriétaires forestiers publics et privés, et gestionnaires pour provoquer leur adhésion à la démarche d'ensemble, dans le but d'augmenter la proportion de forêts gérées durablement.

L'action 1.3 qui propose de concevoir, réaliser et mettre à disposition des entreprises de l'exploitation forestière et de la première transformation du bois, des outils logistiques adaptés et actualisés leur permettant de mettre en œuvre « la chaîne de contrôle » et d'offrir, au long de la chaîne de transformation du bois, des produits certifiés.

L'action 2.1 qui envisage de fournir aux sylviculteurs les outils pratiques leur permettant de favoriser concrètement la biodiversité forestière dans les peuplements qu'ils sont chargés de gérer et de cadrer leur action d'aménagement et leurs opérations de sylviculteur dans les conditions nouvelles créées par les chablis sur des bases techniques complexes précisées après examen de situations vraiment diverses.

L'action 3.1 qui consiste en l'organisation d'une information continue des médias régionaux sur la démarche de certification forestière, et la réalisation de visites d'entreprises, de rencontres, de témoignages afin de relater l'avancement de la démarche et l'engagement des différents partenaires associés.

L'action 3.2 intitulée « Penser Forêt-Agir Bois », qui consiste à organiser des réunions d'information et de sensibilisation auprès des pouvoirs publics, des leaders d'opinion, des décideurs, des architectes, des professionnels de la construction, du grand public, sur la forêt, la filière bois et ses enjeux économiques au sein de la Grande Région, du bois dans la construction et l'aménagement, et de ses potentialités en tant que matériau de construction.

L'action 3.3 intitulée « La Route du Bois », qui consiste à réaliser un audit dont l'objectif est le recensement de l'offre forêt et bois du territoire concerné, et la définition des thématiques pour créer des circuits de la Route du Bois transrégional en liaison avec les thématiques et les références définies tout en assurant les outils de promotion et de communication adéquats.

L'action 3.4 qui vise à mettre sur pied de véritables outils de communication concernant l'habitat durable grâce à des visites encadrées de réalisations concrètes pour les architectes et professionnels de l'habitat durable, la réalisation de colloques sur les différents aspects de la problématique liés à l'habitat durable et la mise en place d'une exposition itinérante reprenant ce thème général de l'habitat durable.

En 2008, l'Administration des Eaux et Forêts a finalisé le projet dans le domaine de l'action 3.3 (Routes du Bois), les autres actions (3.2 et 3.4) ayant été clôturées fin 2007. Les deux principales activités de l'année 2008 concernaient l'organisation du Concours Jeunes Architectes « Les Routes du Bois » en collaboration avec la Fondation de l'Architecture et de l'Ingénierie, ainsi que l'organisation du Weekend du Bois en collaboration avec la Wallonie du 17 au 19 octobre 2008.

Le Concours « Les Routes du Bois » a été organisé sur l'initiative conjointe de l'Administration des Eaux et Forêts et de la Fondation de l'Architecture et de l'Ingénierie dans le cadre de la Semaine Européenne des Forêts et du Week-end du Bois.

Le concours avait pour objectif de promouvoir l'utilisation du matériau bois dans la construction grâce à la créativité architecturale. Il s'adressait aux jeunes architectes. L'objet du concours était la conception d'un pavillon d'exposition en bois destiné à l'accueil et l'information du public.

25 jeunes architectes (âge max. 40 ans) du Luxembourg, de la Grande-Région et au-delà (Irlande, Italie, Paris) ont participé au concours. Le jury du concours, composé principalement d'architectes, a attribué le premier prix au projet des architectes « Vincent Toffaloni & Emmanuelle Fortin » de Metz ainsi qu'une mention au projet de l'architecte « Paul Majerus » de Fentange et au projet de l'architecte « Francesca Perugia » de Rome.

Le pavillon du lauréat a été réalisé par l'Administration des Eaux et Forêts et a été présenté au public durant le Week-end du Bois 2008 et pendant toute la Semaine Européenne des Forêts dans le grand Hall central de la gare ferroviaire de Luxembourg-Ville.

Une exposition rassemblant l'ensemble des autres projets a été réalisée à la Fondation de l'Architecture et de l'Ingénierie du 10 au 24 octobre 2008. Une brochure résumant et présentant les 25 projets du concours a également été réalisée et diffusée par l'Administration des Eaux et Forêts.

Le Weekend du Bois a pour objectif de mettre en évidence toute la richesse économique, sociale et environnementale de la forêt et du bois en Wallonie et au Grand-Duché de Luxembourg. Le Weekend du Bois permet au grand public de découvrir l'ensemble de la filière bois (sylviculture, exploitation forestière, transformation du matériau bois,...) et la forêt sous un jour nouveau et d'apprendre à les apprécier dans toute leur diversité.

Cette découverte se fait au travers d'une multitude d'activités sportives, pédagogiques, ludiques, artistiques ou festives, telles que promenades commentées ou contées, ateliers créatifs, portes-ouvertes en entreprises ou encore démonstrations en tout genre. Cette très grande diversité permet à la fois de découvrir l'ensemble des facettes de la forêt et du bois et de toucher un très large public, y compris les enfants et les écoles.

En 2008, le Weekend du Bois lançait également la Semaine Européenne des Forêts qui se déroulait du 20 au 24 octobre 2008 et célébrait la contribution des forêts d'Europe à l'atténuation des changements climatiques, à la fourniture de bois et d'énergie renouvelable, à l'approvisionnement en eau douce et à la protection de notre environnement, au travers d'une série de réunions regroupant dirigeants et spécialistes, et d'événements nationaux et locaux, tels que le Weekend du Bois.

Cet événement grand public regroupait en 2008 plus de 180 activités, dont 41 activités au GD de Luxembourg organisées. 7 activités étaient réalisées par différents services de l'Administration des Eaux et Forêts. Les travaux d'organisation étaient sous-traités auprès de la société Expansion de Namur. Ils concernaient la campagne de promotion (flyers, affiches, catalogue-programme, spots TV+radio, site Internet, base de données, ...) et le soutien à la sélection des acteurs.

Le nombre global de visiteurs était de 27.600, dont 3.600 au Grand-Duché de Luxembourg. Les activités qui ont attiré le plus de visiteurs étaient les activités coup de cœur, les activités pour lesquelles il y a eu de la promotion locale et les activités avec animation spécifique pour les enfants.

Malgré la clôture du projet Interreg, il est prévu de maintenir certaines activités de l'action « Les Routes du Bois » et plus précisément le maintien et la mise à jour du site Internet www.lesroutesdubois.com qui est la base de cette action de sensibilisation du grand public au secteur du bois et des forêts.

4. Le suivi du Programme Forestier National

Le programme forestier national (PFN) est un programme intersectoriel d'orientation stratégique pour le développement du secteur forestier en harmonie avec les autres secteurs de l'économie nationale qui est placé sous le patronage conjoint du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural et du ministère de l'Environnement.

Le PFN a pour objet d'établir un cadre social et politique pour la conservation, la gestion et le développement durable de tous les types de forêts, de façon à renforcer l'efficacité des engagements opérationnels et financiers des secteurs publics et privés. Dans cette optique, le PFN est une partie intégrante du programme de développement national. Il implique la consultation et la participation de tous les groupes d'intérêts liés « de loin ou de près » au secteur forestier.

Les travaux du 1^{er} PFN au Luxembourg ont débuté en novembre 2003 pour aboutir en mars 2004 à la formulation d'un document national de consensus reprenant les défis pour la forêt luxembourgeoise, une vision globale pour la forêt de demain, les grands objectifs et des propositions de mesures pour la forêt.

Plus de 60 personnes, composés des représentants des secteurs public (ministères de l'Agriculture, des Finances, de l'Economie, de l'Environnement, du Tourisme, ...), privé (propriétaires, gestionnaires, exploitants, industries du bois, chambres professionnelles, Syndicats professionnels, ...), associatif (clubs et associations de naturalistes, sportifs, chasseurs, ...) et scientifique (musées, experts, bureaux d'études et centre de recherche, écoles et universités, ...) ont participé à ces travaux.

Aucune réunion de suivi n'a été organisée en 2008, mais certaines des priorités définies en 2007 ont fait l'objet de réalisations concrètes, notamment dans les domaines de l'adaptation des forêts au changement climatique (mémoire en cours) et dans celui du développement du secteur bois énergie (suivi des projets communaux et élaboration d'un guide de bonnes pratiques).

5. La gestion des peuplements résineux le long des cours d'eau

Après avoir édité en 2004 un document (« Umwandlung von Nadelholzbeständen in naturnahe Strukturen entlang der Fliessgewässer in Luxemburg ») analysant les problèmes écologiques, économiques et paysagers liés à la présence inadaptée de résineux le long des cours d'eaux de notre pays, l'Administration des Eaux et Forêts a procédé au cours de l'année 2005 à un inventaire des surfaces converties à la suite de ce projet. La conversion de ces surfaces, soit par une gestion agricole extensive, soit par la plantation de feuillus, soit par succession naturelle, a pour but de rétablir dans les vallées le paysage culturel qui existait à l'origine et d'activer ces surfaces pour la protection de l'environnement naturel.

L'Administration a poursuivi en 2008 en collaboration avec d'autres associations ses démarches dans le cadre du changement d'affectation des peuplements résineux longeant les cours d'eau.

6. La commercialisation du bois de trituration

Suite à une hausse spectaculaire des prix des produits pétroliers en 2007 et 2008, l'Administration des Eaux et Forêts a ressenti une forte pression sur le bois de trituration et le bois de chauffage. Il a été essayé de répartir équitablement le bois d'industrie et le bois de chauffage entre les utilisateurs.

7. Le bois-énergie

En 2008 une seule chaudière à copeaux de bois a été installée, à savoir dans la commune de Beckerich. Un certain nombre de communes ont demandé à l'Administration des Eaux et Forêts des informations techniques et/ou financières.

A ce jour, grâce à l'utilisation du bois comme source d'énergie renouvelable les 27 chaudières communales en service au Luxembourg produisent une puissance de 8.897 kW en utilisant approximativement 10.000 m³ de bois. Le bois utilisé à des fins énergétiques revête un caractère industriel, c'est-à-dire qu'il provient entièrement du bois de trituration feuillu, qui est actuellement transformé en majeure partie en cellulose et en papier. Aucun arbre supplémentaire n'a été abattu jusqu'à ce jour à des fins énergétiques et le potentiel énergétique se trouvant au niveau du bois de trituration n'est de loin pas épuisé, environ 13% du bois de trituration sont actuellement utilisés à des fins énergétiques. Le bois utilisé substitue environ 2,2 millions de litres de fuel et réduit ainsi l'émission de CO₂ du Grand-Duché de Luxembourg d'environ 7.000 tonnes.

B. Les cantonnements forestiers

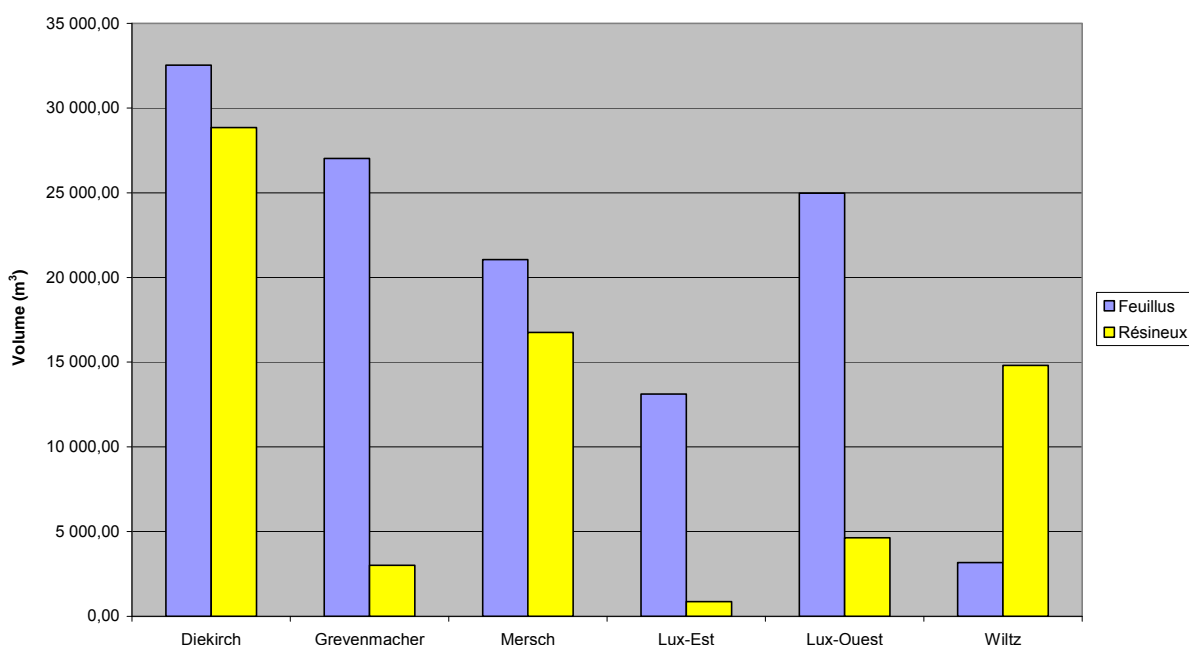
1. L'exploitation de bois

Le tableau ci-dessous montre le volume réalisé en 2008. 190.768 m³ par de bois ont été exploités dans les forêts soumises au régime forestier, dont 64% de feuillus et 36% de résineux. La relation entre le pourcentage de bois résineux et de bois feuillu abattu n'a cependant guère changé.

Exercice 2007			Exercice 2008		
Essence	Volume (m ³)	Volume (%)	Essence	Volume (m ³)	Volume (%)
Hêtre	77 572	47	Hêtre	85 004	45
Chêne	23 309	14	Chêne	27 625	14
Charme	2 023	1	Charme	3 436	2
Autres feuillus	1 478	1	Autres feuillus	5 793	3
Total feuillus	104 382	63	Total feuillus	121 858	64
Épicéa	45 384	27	Épicéa	38 593	20
Douglas	8 938	5	Douglas	13 091	7
Pin	6 200	4	Pin	10 095	5
Mélèze	780	0	Mélèze	2 306	1
Autres résineux	1 043	1	Autres résineux	4 825	3
Total résineux	62 345	37	Total résineux	68 910	36
Total	166 727	100	Total	190 768	100

En 2008 le volume de bois réalisé a augmenté de 24.000 m³ par rapport à l'année 2007. Cette augmentation est due surtout à une augmentation 17.476 m³ des exploitations feuillues, tandis que le volume de bois résineux réalisé n'a augmenté que de 6.564 m³ par rapport à 2007.

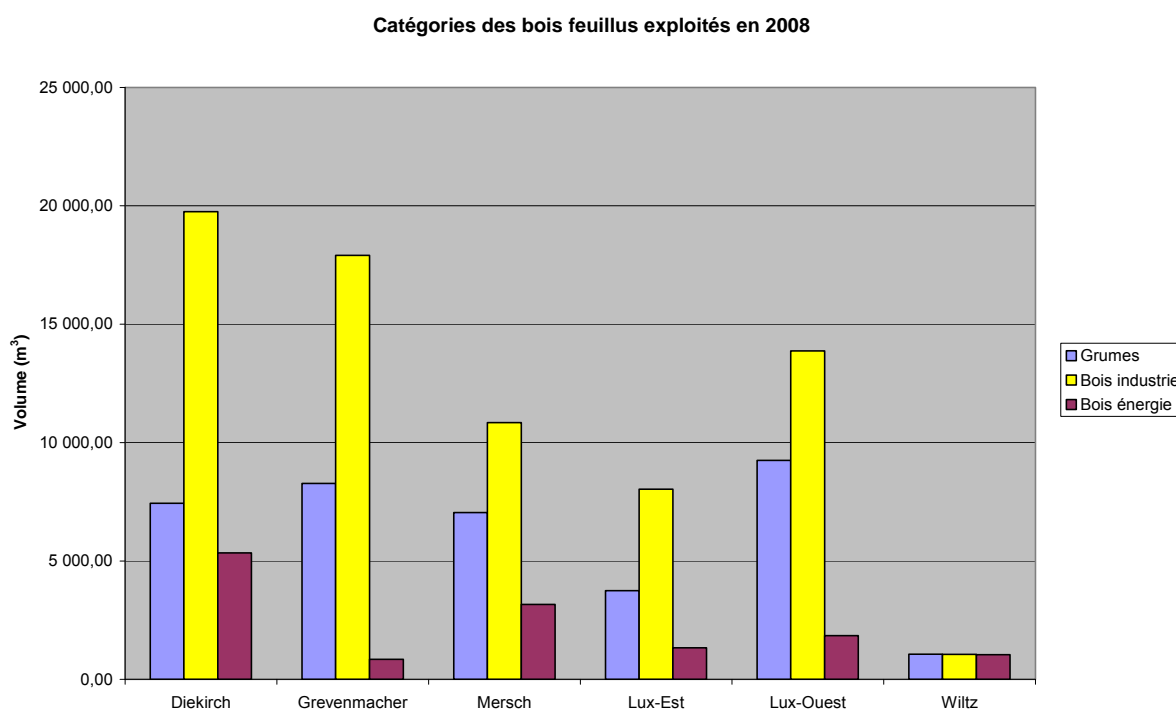
Volume de bois exploités en 2008



Le graphique ci-dessus montre les volumes de bois feuillus et résineux exploités dans les six cantonnements au cours de l'année 2008. On peut constater que dans les cantonnements de Diekirch, Grevenmacher, Luxembourg-Est et

Luxembourg-Ouest le volume de bois feuillu réalisé est beaucoup plus élevé que le volume de bois résineux. Ceci est dû au fait que la part des forêts feuillues est beaucoup plus élevée dans ces cantonnements que la part des forêts résineuses. Au Cantonnement de Mersch le volume des bois feuillus et des bois résineux exploités se contrebalancent. A Wiltz par contre le volume de bois résineux exploité dépasse de loin celui du bois feuillu. Cette situation peut être expliquée par le fait que suite à la conversion des taillis de chêne après la 2^{ème} guerre mondiale la part en surface des forêts résineuses est beaucoup plus haute dans l'Oesling que dans les autres régions du pays.

En ce qui concerne les catégories de bois feuillu exploité en 2008, le volume des grumes de qualité s'élevait à 36.826 m³, celui du bois d'industrie à 71.462,86 m³ et celui du bois de chauffage 13.569,60 m³. La haute proportion de bois d'industrie est due au fait que l'Administration des Eaux et Forêts a limité les coupes de bois de qualité. Celles-ci ne sont réalisées que si la sylviculture l'impose. Le tableau suivant montre les volumes des différentes catégories de bois exploités en 2008 dans les six cantonnements :



2. La vente de bois

Une quarantaine de ventes régionales par soumission ont été organisées en 2008 par les cantonnements forestiers pour vendre le bois d'œuvre feuillu et résineux. 4 ventes nationales par soumission, regroupant tous les cantonnements, ont été organisées pour vendre les grumes de qualité supérieure. En ce qui concerne le bois d'industrie, la majeure partie du bois d'industrie a été vendue par deux marchés de gré à gré par la Direction des Eaux et Forêts, le restant du bois d'industrie a été vendu par des ventes de gré à gré par les cantonnements. Les bois de chauffage ainsi les copeaux de bois ont été vendus par des ventes de gré à gré locales.

3. Les aides forestières

Les aides aux mesures forestières et aux mesures de la conservation de la nature accordées aux propriétaires forestiers privés, communaux et des établissements publics constituent un outil important du Gouvernement

luxembourgeois dans l'orientation de la gestion des forêts vers une gestion durable et respectueuse de l'environnement naturel. 406 demandes en aides aux mesures forestières ont été proposées pour liquidation en 2008 par les cantonnements.

Aux cantonnements de Diekirch, Mersch, Luxembourg-Est, Luxembourg-Ouest et Grevenmacher les demandes en aides émanent principalement des communes et des établissements publics. Au Cantonnement de Wiltz cependant, la situation est différente : la majeure partie des demandes en aides proviennent de la part des propriétaires forestiers privés. Ce grand nombre de demandes de la part des propriétaires forestiers privés engendre un travail administratif considérable et explique que le Cantonnement de Wiltz a été renforcé pas plus tard qu'en 2005 d'une employée, qui s'occupe principalement de l'évacuation des dossiers d'aides.

Le tableau ci-dessous reprend les aides versées en 2008 aux différentes catégories de propriétaires forestiers :

Type d'aide	Communes	Etablissements publics	Privés	Total
Clôture 1,5 m hauteur (m)	400,00	0,00	4.706,00	5.106,00
Clôture 2 m hauteur (m)	0,00	0,00	852,00	852,00
Construction chemin forestier (EUR)	0,00	0,00	191.986,00	191.986,00
Conversion taillis en futaie (ares)	0,00	0,00	338,40	338,40
Conversion taillis par vieillissement (ares)	360,00	256,50	5.002,75	5.629,00
Débardage au cheval (m3)	1.468,50	165,00	6.610,10	8.243,55
Elagage douglas (ares)	0,00	0,00	1.216,40	1.216,40
Elagage feuillus (ares)	0,00	0,00	0,00	0,00
Première éclaircie feuillus (ares)	1.200,00	0,00	793,70	1.993,70
Première éclaircie résineux (ares)	456,00	0,00	8.140,08	8.596,08
Protection individuelle préfabriquée (EUR)	39,75	0,00	660,53	700,28
Reboisement autres feuillus (ares)	60,00	0,00	689,20	749,20
Reboisement autres résineux (ares)	30,00	0,00	228,00	258,00
Reboisement douglas (ares)	65,00	0,00	5.671,70	5.736,70
Reboisement douglas (2/3) épicéa (1/3) (ares)	0,00	0,00	122,70	122,70
Reboisement épicéa (ares)	0,00	0,00	1.407,25	1.407,25
Reboisement épicéa (1/2) douglas (1/2) (ares)	0,00	0,00	465,50	465,50
Reboisement épicéa (2/3) douglas (1/3) (ares)	0,00	0,00	1.909,00	1.909,00
Reboisement hêtre/chêne (ares)	100,00	0,00	4.282,53	4.382,53
Reboisement merisier (ares)	0,00	0,00	175,50	175,50
Régénération naturelle autres résineux (ares)	30,00	0,00	0,00	30,00
Régénération naturelle hêtre/chêne (ares)	3.012,00	0,00	741,00	3.753,00
Régénération naturelle épicéa (ares)	500,00	0,00	742,56	1.242,56
Restauration forêts résineuses (ares)	0,00	0,00	1.112,32	1.112,32

Le montant total des aides s'élève en 2008 à 809.458 €. Il s'est réparti de la façon suivante parmi les trois types de propriétaires :

- 281.875 € pour les communes ;
- 2.060 € pour les établissements publics ;
- 525.522 € pour les privés.

Le montant des aides pour la construction de chemins forestiers dépasse de loin celui des autres aides, d'autant plus que le tableau ne contient pas, faute de manque de données, le montant versé aux communes pour la construction de chemins forestiers.

4. Le Cantonnement de Diekirch

a) L'exploitation des coupes

En 2008, le Cantonnement de Diekirch a abattu 61,377 m³ de bois, dont 32.531 m³ de feuillus et 28.846 m³ de résineux. 83% de ce volume de bois était en provenance des forêts communales, 16% des forêts domaniales et 1% des forêts des établissements publics. En ce qui concerne le bois feuillu, seulement 23% a pu être vendu sous forme de grumes, le reste a été vendu comme bois de trituration ou bois-énergie.

Vu l'amélioration de la situation du marché du bois d'industrie et du bois de chêne même de mauvaise qualité, les réalisations ont été concentrées sur l'exploitation d'éclaircies de jeunes peuplements résineux et feuillus et sur des éclaircies de chênaies du quartier d'amélioration. Pour des raisons économiques, il a été décidé de réaliser la majeure partie des éclaircies de façon mécanique. Comme le marché du hêtre reste difficile, l'abattage des hêtres est limité aux arbres de mauvaise qualité.

b) La vente de bois

Le marché du bois d'industrie de feuillus et de résineux s'est largement amélioré par rapport aux années précédentes. Les grumes de chêne même de qualité inférieure se vendent très bien à des prix tout à fait exceptionnels. Le marché des grumes de hêtres est par contre en régression et il est même difficile de vendre les masses abattues à des prix faibles.

En 2008 le Cantonnement de Diekirch a réalisé 10 ventes publiques de bois.

c) L'état sanitaire de la forêt

En 2008 le dépérissement du hêtre, apparu isolément dans les forêts soumises, ne s'est heureusement pas propagé et a pu être tenu sous contrôle. Sauf quelques foyers de bostryche, sans gravité, l'état sanitaire des forêts du Cantonnement de Diekirch peut être qualifié de satisfaisant à normal pour l'exercice 2008.

d) Les régénérations, plantations, travaux de culture, travaux de nettoyage

Comme par le passé les travaux culturaux de l'année 2008 se sont limités à des travaux d'entretien (fauchage extensif) des parterres plantés dans la décennie précédente. Comme la régénération naturelle et la libre évolution sont toujours de mise, les travaux culturaux intensifs ont visiblement régressé, entraînant ainsi une

réduction des dépenses afférentes. De nombreux dégagements dans des peuplements feuillus âgés de 10 à 20 ans ont été réalisés en 2008.

e) La voirie forestière

En 2008 un projet de construction d'une nouvelle voirie forestière (850 m) et deux projets de réfection de voirie forestière (600 m) ont été réalisés en forêt domaniale. En forêt communale, 11 projets de voirie forestière ont été réalisés, dont 1.200 m de réfection de chemins existants et 4.130 m de construction de nouveaux chemins. Il va de soi que partout où cela s'imposait les travaux d'entretien et de réfection courants ont été entrepris. Dans ce contexte, il importe de rapporter que quelques 211.000 m de sentiers touristiques ont été installés, remis en état ou entretenus en 2008, ce qui souligne l'importance du rôle récréatif des forêts du Cantonnement de Diekirch, où en effet se concentre une grande partie des paysages touristiques du Grand-Duché de Luxembourg.

f) Les travaux forestiers subventionnés

41 demandes de subvention pour travaux forestiers ont été exécutées pour la forêt privée et 15 demandes pour la forêt soumise. Les demandes ex post de la part des propriétaires privés n'ont point disparu, mais l'on peut dire, qu'elles ont légèrement régressé par rapport à l'exercice précédant.

Les demandes pour subventions de 2008 se répartissent comme suit :

en forêt privée

38 demandes pour travaux sylvicoles courants, tels que plantations, éclaircies, mesures de protection, etc. ;
3 demandes concernant la voirie forestière ;

en forêt communale soumise

4 demandes pour travaux sylvicoles courants, tels que plantations, éclaircies, mesures de protection, etc. ;
11 demandes pour travaux de voirie forestière.

g) La forêt privée

Comme dans le passé des contacts réguliers avec des propriétaires forestiers privés ont été entretenus, soit sur demande individuelle, soit indirectement par l'entremise du conseiller sylvicole du « Lëtzebuerger Privatbësch ». Des visites des lieux ont eu lieu chaque fois que cela s'imposait, notamment pour les demandes concernant la construction de chemins forestiers et en particulier pour la définition des tracés sur le terrain, pour les éclaircies, le choix des essences et l'appréciation de travaux forestiers exécutés par des entreprises forestières.

h) Les dégâts de gibier

En 2008 le nombre de déclarations de dégâts de gibier sur les prés et champs s'est élevé à 372, totalisant une superficie de 429 ha.

i) La peste porcine : centres de collecte pour gibier

L'épizootie de la peste porcine a sensiblement régressé en 2008, voire elle a disparu complètement, du moins sur le territoire du Cantonnement forestier de

Diekirch. Cette évolution a eu comme conséquence une diminution réelle des activités dans les centres de collecte. Les problèmes soulevés pour le service courant par les nombreuses heures supplémentaires prestées par les préposés en charge d'un centre de collecte ont donc fortement diminué en 2008.

j) La forêt, lieu de loisir

Le parc d'aventures dans la forêt communale de Vianden, réalisé sous l'initiative du préposé forestier du triage de Vianden, est opérationnel à partir de 2007 et connaît un réel succès.

5. Le Cantonnement de Grevenmacher

a) L'exploitation des coupes

Au Cantonnement de Grevenmacher le volume exploité pour l'exercice 2008 s'est élevé à 30.034 m³ de bois, dont 27.032 m³ de feuillus et 3.002 m³ de résineux. 92% de ce volume de bois était en provenance des forêts communales et 8% des forêts domaniales. En ce qui concerne le bois feuillu, 31% a pu être vendu sous forme de grumes, le reste a été vendu comme bois de trituration ou bois-énergie.

b) La vente de bois

En 2008, le Cantonnement de Grevenmacher a organisé 8 ventes de bois par soumission pour un montant de 1.410.809,14 € TVA incluse.

Il s'est avéré que la vente sur pied et la prévente de résineux représentent des modes d'exploitation très rationnels et rentables.

c) Le bois de chablis

Le 25 juin 2008 un orage d'été de courte durée d'une rare violence a provoqué des bris de cîmes importants dans les forêts communales de Betzdorf, Flaxweiler et surtout de Grevenmacher. Le volume des arbres tombés en chablis ou abîmés, à exploiter rapidement, a été estimé à 3.000 m³.

d) L'état sanitaire de la forêt

Les forêts occupant les sols lourds ne se sont toujours pas remis des suites de l'été torride de 2003. De plus, la pénurie d'eau des 2 dernières années durant les périodes de végétation n'a pas amélioré la situation. L'inventaire des dégâts occasionnés par la pollution atmosphérique en relation avec d'autres facteurs a révélé un manque de feuillage considérable. Hêtres et chênes semblent souffrir de la même manière.

e) La régénération, la plantation, les travaux de culture

Suivant les principes d'une sylviculture proche de la nature, les forêts sont régénérées de préférence de façon naturelle. Ainsi une surface d'une trentaine d'hectares a été mise en lumière et la végétation adventice enlevée.

Au Cantonnement de Grevenmacher les forêts sont, suivant les principes de la sylviculture proche de la nature, régénérées de préférence de façon naturelle. Ainsi, en 2008, une surface d'une quarantaine d'hectares a été mise en lumière et la végétation adventice enlevée. Cette régénération naturelle s'est développée dans :

- le triage de Biwer au lieu-dit Kréiwénkel sur une surface de 2,20 ha ;
- le triage de Canach aux lieux-dits Hosbusch, Hélért et Doudbësch (commune de Lenningen) sur une surface de 10 ha ;
- le triage de Dalheim aux lieux-dits Engelsgronn, Kiem, Heedscheier (commune de Dalheim) et Krounebiërg (commune de Bous) sur une surface de 5 ha ;
- le triage de Flaxweiler aux lieux-dits Widdebiërg, Maxmeiner, Rangels (commune de Flaxweiler) et Widdebiërg (commune de Betzdorf) sur une surface de 5 ha ;
- le triage de Grevenmacher aux lieux-dits Deckt Steck, Gärtchen, Schaedergronn et Kleng Schedchen (commune de Grevenmacher) sur une surface de 5 ha ;
- le triage de Manternach aux lieux-dits Aessen et Haard (commune de Manternach) et Weiler (commune de Mertert) sur une surface de 5,5 ha ;
- le triage de Remich au lieu-dit Kéionner (commune de Bous) sur une surface de 1 ha ;
- le triage de Schengen aux lieux-dits Routreiser et Schlaed-Moul (commune de Schengen) et Wouer (commune de Mondorf) sur une surface de 10 ha ;
- le triage de Wormeldange dans la parcelle 15 (commune de Wormeldange) sur une surface de 5 ha.

La plantation est utilisée pour compléter la régénération naturelle, pour en augmenter la diversité, pour procéder au reboisement de parterres de coupes dévastés ou bien pour regarnir des surfaces incomplètes. Ainsi 11.685 feuillus et 3.975 résineux ont été plantés en 2008.

f) Les pépinières

Dans la pépinière domaniale de Flaxweiler d'une surface de 2,30 ha 77.450 feuillus et 12.320 résineux ont été inventoriés. Au courant de l'année, 37.000 plants ont été repiqués. Il y a lieu de mentionner que la bourrasque de pluie et de grêle du 25 juin 2008 a amené des écorchures de ces jeunes plants entraînant pour des milliers d'entre eux la pourriture et la destruction.

Au total 34.742 jeunes plantes ont été remises aux clients pour être plantées majoritairement en forêt soumise. Des semences d'un poids de 212 kg ont été collectées. Elles proviennent soit de peuplements forestiers de qualité autochtones, soit d'essences arbustives.

g) La voirie forestière

Différents chemins forestiers ont été construits en forêt communale sur une longueur de 4.080 m et en forêt domaniale sur une longueur de 2.400 m. Ceux-ci ont été complétés par l'aménagement de layons de débardage.

h) Les dégâts de gibier

Lors des dernières années, une nette surpopulation de chevreuils et de sangliers a été constatée dans les forêts du Cantonnement de Grevenmacher. Cette surpopulation de gibier a engendré des dégâts de gibier importants aux forêts et aux champs et prés.

En forêt, ces dégâts se caractérisent par des dégâts d'abrouissements, mais également par une perturbation du mélange des essences dans la régénération. Il a été essayé de réduire les dégâts en appliquant différentes techniques de protection tel que les clôtures, les cages de protection, et, depuis

peu, le ruban adhésif. Cette dernière peut être appliquée rapidement, est efficace et ne représente qu'un coût très réduit.

En 2008, il y a lieu de mentionner que localement des dégâts de cerf se sont fait remarquer aux alentours de Beyren, Grevenmacher, Mompach et Rodenbourg. Un propriétaire a introduit un dossier de dédommagement suite à l'écorçage des arbres par le cerf.

Des clôtures ont été installées dans les triages de Biwer, Flaxweiler, Grevenmacher, Remich et Roodt/Syre sur une longueur de 1.950 m. Elles servent de protection mais également de contrôle de l'impact des dégâts occasionnés par le gibier. En contrepartie, de vieux enclos d'une longueur au total de 3.900 m ont été enlevés dans les triages de Biwer, Dalheim, Grevenmacher, Mompach, Roodt/Syre et Schengen.

En 2008 le nombre de déclarations de dégâts de gibier sur les prés et champs s'est élevé à 331, totalisant une superficie de 87 ha.

i) La forêt, lieu de loisir

Les services du cantonnement forestier assurent régulièrement l'entretien d'un grand nombre de sentiers touristiques et des installations de loisirs. Il est à noter que ces services d'entretien présentent annuellement une fraction de budget non négligeable.

En 2008, des sentiers pédestres et des chemins à vocation récréative ont été entretenus dans les communes de Betzdorf, Biwer, Bous, Burmerange, Dalheim, Flaxweiler, Grevenmacher, Lenningen, Manternach, Mertert, Mompach, Mondorf, Remich, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus, Wellenstein et Wormeldange. La longueur des chemins surveillés et entretenus dépasse les 100.000 m.

Des sentiers fitness et les sentiers didactiques Haard (Canach), Am Brill (Betzdorf), Grossfooscht et Kelsbaach (Grevenmacher), Syrdall (Manternach et Mertert), Déiergaard et Gewännchen-Jongebësch (Remich), Riederbësch (Betzdorf), Haff Réimech, RFI Grouf, Stroumbierg, sentier Kuebendällchen et alentours (Remerschen, Schengen, Wintrange), Gaa (Dreiborn), Pellembierg (Ahn) et à Wormeldange ont été soigneusement entretenus sur une longueur dépassant 41.000 m. De même le sentier international reliant les régions méditerranéennes à la Hollande et traversant les territoires des communes de Remich et Stadtbredimus a fait l'objet d'un entretien régulier.

Tous les sentiers sont équipés d'installations de loisirs fabriqués pour la plupart dans nos ateliers : bancs, tables, poubelles et panneaux. Il y a lieu de mentionner tout particulièrement les aires de repos aménagés aux lieux-dits Haard, Rangels et Widdebiérg (Betzdorf et Flaxweiler) et Am Brill (Betzdorf), an der Fels et Grossebësch (Grevenmacher), aux alentours des localités de Manternach et Mertert, au Riederbësch et au Kiem (Betzdorf), au Haff Réimech (Schengen) ainsi que le long des sentiers touristiques de Flaxweiler et de Wormeldange.

Les accotements de la piste cyclable Charlys Bunn de Bech à Beidweiler ont été entretenus en collaboration avec l'administration des Ponts et Chaussées. Il en est de même pour la nouvelle piste cyclable Janglis Bunn d'Ellange à Wellenstein. Un contrôle de sécurité régulier de la piste cyclable a lieu entre Flaxweiler et Lenningen sur une longueur de 3.900 m. Il en est de même de la piste du Buchholtz à Dalheim sur une longueur de 8.000 m.

La piste équestre Dalheim-Heedscheier-Medingen-Syren a été entretenue sur une longueur de 2.000 m.

Du bois en provenance des forêts communales a été exploité et travaillé de façon à pouvoir l'utiliser pour meubler une place de jeux à Biwer. De même au Neihaisgen une cabane du néolithique a pu être reconstruite en bois en collaboration avec le personnel enseignant et des centaines d'élèves.

Le préposé du triage de Betzdorf a dépensé 784 heures de travail pour contribuer à l'aménagement d'une aire de jeux et d'aventures pour enfants ainsi qu'à la construction d'installations récréatives pour le grand public selon des critères écologiques modernes.

6. Le Cantonnement de Luxembourg-Est

a) L'exploitation des coupes

Le volume global exploité au Cantonnement de Luxembourg-Est lors de l'exercice 2008 se chiffre à 13.989 m³ dont 13.116 m³ de feuillus et 873 m³ de résineux, ce qui correspond à un volume exploité de +/- 2,7 m³/ha/an.

Le volume total des réalisations a diminué de 9,35% (-/+ 1.442,03 m³) par rapport à l'exercice 2007.

<i>Essence</i>	<i>Exercice 2008 (en m³)</i>	<i>% par rapport à 2007</i>	<i>Exercice 2007 (en m³)</i>
Hêtre	8 899,69	90,91%	9 789,50
Chêne	2 975,73	100,74%	2 953,96
Charme	461,17	68,67%	671,54
Autres feuillus	779,88	224,34%	347,63
Total feuillus	13 116,47	95,30%	13 762,63
Epicéa	593,46	47,51%	1 249,17
Douglas	133,79	47,34%	282,61
Mélèze	2,02	0,00%	0
Autres résineux	143,2	104,86%	136,56
Total résineux	872,47	52,30%	1 668,34
TOTAL GENERAL	13 988,94	90,65%	15 430,97

b) Les ventes de bois

Au total, le Cantonnement de Luxembourg-Est a participé à 4 ventes nationales (4 ventes de bois feuillus) et a organisé 3 ventes publiques régionales (1 vente de bois résineux, 1 vente de bois feuillus et 1 prévente / vente sur pied de bois feuillus et résineux), conjointement avec d'autres cantonnements :

<i>Vente</i>	<i>Date</i>	<i>Cantonnements</i>	<i>Lieu</i>
Vente régionale de feuillus	23-04-2008	Grevenmacher, Luxembourg-Est, Wiltz	Grevenmacher
Vente régional de résineux	22-05-2008	Mersch, Luxembourg-Est, Grevenmacher	Mersch
Prévente / Vente sur pied résineux et feuillus	22-10-2008	Grevenmacher, Luxembourg-Est	Senningerberg

En 2008, un total de 23.467,18 m³ a été mis en vente, tous propriétaires (Domaines, Communes, S.A.R, C.N.A.P. (ANC. CPEP)) confondus (2007 : 21.077,36 m³).

c) Le bois de chablis

Les dégâts de la tempête du 29 février 2008 sont estimés dans les forêts du Cantonnement de Luxembourg-Est à +/-100 m³. Il s'agit surtout d'arbres tombés isolément.

d) L'état sanitaire de la forêt

L'année 2008, légèrement moins chaude que l'année précédente, présente néanmoins une température moyenne annuelle supérieure d'un degré par rapport à la moyenne tri-décennale. En ce qui concerne le cumul des précipitations, 2008 peut être qualifiée comme année humide (934 mm). Ces conditions météorologiques ont été favorables à la végétation forestière. En absence de grande tempête à vent fort, on n'a pas constaté de dégâts importants au niveau des arbres. A part quelques hêtres et chênes dépérissants, sans doute dû aux conditions défavorables des années précédentes, aucun événement exceptionnel n'est à signaler.

Les coûts pour la lutte contre le bostryche pour l'année 2008 se portaient sur 26.910,00 €

e) La régénération, la plantation, les travaux de culture

En ce qui concerne les travaux de culture, 79,6 ha ont été dégagés en 2008. Les plantations se sont limitées au regarnissage des cultures restantes et à la création de lisières. 7.676 arbres feuillus et de 400 arbres résineux ont été plantés.

f) Les pépinières

Les activités au niveau de l'élevage de semis ont été mises au ralenti. 10.000 plants feuillus et aucun plant résineux se trouvent pour l'instant en culture à la pépinière Waldhof. La pépinière de l'Aéroport est en cours de réaménagement. En 2008, une révision des infrastructures a été entamée. L'inventaire du triage de Niederanven est de 2.500 plants feuillus et aucun plant résineux.

Les travaux de pépinière se sont concentrés aux tâches suivantes :

- élevage de plantes à hautes tiges pour les besoins de l'administration et des communes ;
- élevage de plantes forestières indigènes pour boisements de compensation ;
- partie intégrante du nouveau centre d'accueil de la réserve naturelle Grünewald ;
- refuge pour gibiers confisqués.

g) Les travaux d'amélioration

Les travaux d'amélioration s'étendaient sur une surface de +/-60 ha en 2008.

h) La voirie

(1) Les chemins forestiers

En 2008 le Cantonnement de Luxembourg-Est a réalisé la réfection des chemins forestiers suivants :

Triage	Projets réalisés en 2008	Coûts
Dudelange	Réfection de 1600 m. de chemins forestiers + pose de rigoles	14.966,17 €
Niederanven	Réfection chemin au lieu-dit "Bassert"	9.717,50 €
Waldhof	Réfection des chemins au domaine Grünewald	20.900,00 €
Kiem	Réfection chemins existants 650 m au lieu-dit « Hollännerbiërg »	5.100,00 €
Sandweiler	Réfection chemin au lieu-dit « Schëtterhaardt »	1.140,80 €

(2) Le fauchage tardif

Au triage de Kiem le plan de fauchage établi en 2006 à été adapté aux conditions climatiques humides durant la période de végétation, entraînant une végétation herbacée abondante. Seuls les chemins principaux et surtout les pistes cyclables sont soumis à un fauchage au printemps, ces interventions se limitent à 90% aux orties et aux fougères d'aigles risquant d'encombrer les chemins.

Au triage de Sandweiler, le fauchage tardif fût effectué sur l'ensemble du réseau forestier. En tout, près de 86 km de chemins forestiers ont été traitées.

(3) Le fauchage à l'aide du cheval

Le triage de Hesperange a réalisé un fauchage des chemins forestiers et sentiers de promenade dans la commune de Hesperange et Weiler-la-Tour à l'aide du cheval ardennais. Le préposé forestier a organisé des visites avec les classes de l'école primaire des deux communes pour voir ce travail hors commun. En total 360 enfants ont pris part.

i) Les travaux forestiers subventionnés

Pour l'année 2008, aucune demande d'aide pour travaux forestiers a été traitée.

j) La forêt privée

Comme dans le passé, des contacts réguliers avec des propriétaires forestiers privés ont été entretenus, soit par le chef de cantonnement soit par les préposés des triages.

Aucun évènement exceptionnel n'est à signaler au niveau de la forêt privée.

k) Les dégâts de gibier

298 déclarations de dégâts de gibier sur les champs et prés ont été introduites par les propriétaires respectifs (134,03 ha) :

Dégâts gibiers2008		
Triage	n	ha
Bettembourg	69	37,45
Dudelange	0	0,00
Hesperange	61	23,77
Kiem	1	2,00
Niederanven	144	64,42
Sandweiler	21	3,40
Waldhof	2	3,00
Total	298	134,03

I) La forêt, lieu de loisir

En forêt périurbaine, la récréation est l'une des fonctions essentielles. Pour que la forêt reste accueillante, les installations de loisir, les chemins et sentiers doivent être constamment entretenues. Ces travaux indispensables qui présentent une fraction de budget non négligeable, portent sur :

- l'entretien de promenades, sentiers didactiques, sentiers V.T.T et hippiques ainsi que des panneaux explicatifs sur les chemins d'accès ;
- l'aménagement et l'entretien de places pique-nique, chalets didactiques, cabanes et bancs de repos ;
- l'aménagement et l'entretien de biotopes ;
- l'entretien de sentiers touristiques (57 km) ;
- l'aménagement de sentiers (25 km).

C. Les Cantonnements forestiers

1. Le Cantonnement de Luxembourg-Ouest

a) L'exploitation des coupes

En 2008 les exploitations effectuées au Cantonnement de Luxembourg-Ouest peuvent être réparties de la manière suivante selon le propriétaire :

Propriétaire	Essence	Volume (m³)
Etat:	feuillus:	2.132,38
	résineux:	381,87
Sous-total:		2.514,25
Communes:	feuillus:	22.835,10
	résineux:	4.251,29
Sous-total:		27.086,39
Total:		29.660,64

b) Les ventes de bois

Les 4 ventes locales de bois du Cantonnement forestier de Luxembourg-Ouest se sont tenues aux dates suivantes :

- feuillus : 6.5.2008 ;

- résineux : 14.12.2007, 4.6.2008 et 10.7.2008.

D'autre part, le cantonnement a participé à 4 ventes nationales de bois feuillus, qui se sont tenues en dates du 19.12.2007, 30.1.2008, 20.2.2008 et 19.3.2008. Lors de ces ventes, des bois en provenance de 5 cantonnements forestiers ont été vendus ensemble.

c) Les bois de chablis

En ce qui concerne les bois de chablis, seulement quelques arbres isolés tombés lors des tempêtes survenues sont à signaler.

d) L'état sanitaire de la forêt

Jusqu'à présent, le Cantonnement forestier de Luxembourg-Ouest a été épargné par la nouvelle maladie du hêtre. Par contre, la prolifération du bostryche chez les résineux est enrayée par des interventions locales systématiques.

e) Les régénérations, les plantations, les travaux de culture

En total, 33.723 plants de feuillus et 5.175 plants de résineux ont été mis dans la terre. Les taux de reprise étaient de 80% chez les feuillus et également de 80% chez les résineux.

f) Les pépinières

Actuellement, aucune pépinière n'est exploitée sur le territoire du Cantonnement forestier de Luxembourg-Ouest.

g) Les travaux d'amélioration

En 2008, 160,67 ha ont subi des travaux de dégagement, tandis que des travaux de nettoyage ont été effectués sur une surface de 144,40 ha.

h) Les travaux de voirie

5 projets de chemins nouveaux ou de réfections ont été réalisés en 2008 sur une longueur totale de 3.000 m soit dans des forêts communales, soit dans des forêts domaniales. A l'avenir, les travaux se limiteront surtout à l'entretien de la voirie existante.

i) Les travaux forestiers subventionnés

Les travaux forestiers suivants ont été subventionnés en 2008 :

- élagage de feuillus: 103,05 ares ;
- première éclaircie de feuillus: 103,05 ares ;
- reboisement hêtre/chêne: 272,60 ares.

j) La forêt privée

Le cantonnement forestier entretient des contacts avec des propriétaires forestiers privés, normalement sur demande individuelle. Les sujets de ces contacts étaient constitués en des conseils pratiques sur la construction de chemins forestiers, le choix des essences ou l'évaluation de travaux forestiers exécutés par des entrepreneurs privés.

k) Les dégâts causés par le gibier

En 2008, 110 dossiers concernant les dégâts causés par le gibier ont été traités portant sur une surface d'environ 50 ha. Une région extrêmement touchée par des dégâts causés surtout par le sanglier reste comme les années précédentes le triage de Kopstal suivie par les triages de Mamer et de Steinsel.

l) La récréation en forêt

La vocation des forêts entourant les centres urbains – la capitale et les villes du bassin minier – évolue de plus en plus vers la récréation et la détente de la population régionale. A cet effet, les chemins et sentiers sont continuellement entretenus.

En vue de parer aux problèmes éventuels entre les promeneurs et les cavaliers, un balisage à part de chemins pour les chevaux peut s'imposer localement.

D'autre part, le chef de cantonnement assiste régulièrement aux réunions de chantier hebdomadaires du Centre forestier de « Ellergronn » à Esch/Alzette qui a été ouvert entretemps au grand public.

2. Le Cantonnement de Mersch

a) L'exploitation des coupes et la vente des bois

Le volume exploité pour l'exercice 2008 s'élève à 37.797 m³ sur écorce (21.046 m³ feuillus et 16.751 m³ résineux).

Vu la demande importante de bois de chauffage, environ 6.100 m³ ont été vendus à des particuliers ou réservés aux administrations communales exploitant un chauffage à copeaux. Ce volume important est composé de 2.900 m³ de bois longs et de 3.200 m³ de bois en stères.

Le volume de bois de trituration de hêtres et chênes vendu en 2008 s'élève à 8.515 m³.

La recette totale du bois s'élève à 1.310.000 € TVA incluse. La moyenne par m³ sur écorce est de 34,66 € TVA incluse soit environ 38,52 €/m³ sous écorce.

Le nombre de ventes publiques par soumission organisées ensemble avec le Cantonnement de Diekirch et avec les autres cantonnements lors des ventes nationales s'élève à 12.

b) L'état sanitaire de la forêt

Certaines coupes sanitaires ont été entreprises le long des routes et chemins publics. Le contrôle régulier des 130 km de routes traversant la forêt soumise du cantonnement forestier est indispensable et effectuée régulièrement ce qui est également une obligation pour les forêts certifiées FSC.

Sur certaines stations forestières plus sèches les épicéas ont été attaqués par le bostryche. Les peuplements entr'ouverts sont également exposés aux vents dominants du Sud-Ouest et à l'ensoleillement ce qui provoque un dépérissement latent mais inévitable.

D'importants chablis n'ont pas eu lieu en 2008. Une vigilance accrue et un monitoring soutenu sont cependant de mise face au changement climatique enregistré lors des 30 dernières années. En effet, en 2008 la moyenne annuelle de la température au Findel était de 9,7 degré Celsius, ce qui représente une hausse de 1 degré Celsius par rapport à la moyenne annuelle des trente dernières années. Pendant la même année 2008 les précipitations dépassaient la moyenne trentenaire pour atteindre 934 litres/m².

c) Les régénérations, les plantations, les travaux de culture

Le nombre de plants mis en terre s'élève à 74.317, soit 70.067 feuillus et 4.250 résineux. La reprise des plants est évaluée à 80% pour les feuillus et à 75% pour les résineux. Les reboisements sont peu importants et en recul et la régénération naturelle de feuillus est la règle sous couvert selon les principes d'une sylviculture proche de la nature.

d) Les pépinières

Les pépinières du Cantonnement forestier de Mersch et particulièrement celle du Marienthal ont produit 22.996 plants feuillus et 352 résineux. 9.332 plants ont été sortis et mis à disposition aux forêts domaniales principalement ainsi qu'aux forêts communales.

e) Les travaux d'amélioration

En ce qui concerne les travaux d'amélioration, les dégagements ont été effectués sur 145,72 ha et les nettoisements sur 120,96 ha. Les surfaces traitées sont en recul par rapport à l'année 2007.

f) Les travaux de voirie

La voirie forestière a été améliorée par terrassement et empierrement sur une longueur de 7.400 m en forêt communale et des établissements publics et sur 1.300 m en forêt domaniale ce qui fait un total de 8.700 m.

propriétaire	lieu-dit	longueur (m)
domaine de Hollenfels	Hunnebuer	300
domaine de Larochette	Meysemburger Seitert	100
domaine de Mersch	Binzerath	500
domaine de Schoenfels-M.	Buchholz	100
domaine de Schoenfels-L.	Schwunnendall	200
domaine de Septfontaines	Haereboesch	100
commune de Bissen	Aalwiesen	600
Commune de Heffingen	Kierelt	800
Commune de Hobscheid	Baafelt	800
Commune de Hobscheid	RommebiERG	1.100
Commune de Lorentzweiler	Kandel	950
Commune de Mersch	Reckingerwald	950
Commune de Mersch	Siebeltchen	950
Commune de Tuntange	Sengels	250
Etablissement AVI Larochette	Hengerdeltchen	1000
total :		8.700

g) Les dossiers d'aides forestières

72 nouvelles demandes en subvention ont été introduites en 2008 auprès du Cantonnement forestier de Mersch.

En forêt privée 30 dossiers ont été achevés et les travaux forestiers énumérés ci-après ont été subventionnés :

nature des travaux	volume des travaux	unité
reboisement feuillus	10,0833	ha
reboisement résineux	5,1160	ha
débardage à l'aide du cheval	1.096,16	m ³
restauration forêts résineuses	1.128	ha
conversion taillis par vieillissement	4,1130	ha
première éclaircie résineux	4,68	ha
construction chemins forestiers avec aires de stockage	0,58	m

En forêt soumise au régime (forêts communales et des établissements publics) 15 dossiers ont été achevés et les travaux forestiers énumérés ci-après ont été subventionnés :

nature des travaux	volume des travaux	unité
régénération naturelle et reboisement feuillus	6,74	ha
régénération naturelle et reboisement résineux	4,8396	ha
première éclaircie résineux	0,50	ha
première éclaircie feuillus	1.200	ha
construction chemins forestiers avec aires de stockage	6,74	m

h) La forêt privée

Les activités subventionnées en forêt privée reflètent que les travaux forestiers sont peu fréquents sur une superficie considérable d'environ 8.000 ha sur le territoire du Cantonnement forestier de Mersch. Cela peut s'expliquer également par le fait que certains travaux ne sont pas subventionnés sur des superficies inférieures à 50 ares. A la demande des propriétaires forestiers privés des conseils sont donnés par le service forestier local et par le cantonnement forestier.

i) Les dégâts causés par le gibier

Les dégâts de gibier en forêt sont latents et peuvent être partiellement évités par des mesures de protection partielles ou par la construction de clôtures, ce qui était le cas pour une longueur totale de 4.657 m en forêt soumise.

Un dossier d'estimation de dégâts de gibier en forêt privée sur une surface de 1,85 ha a été signalé et traité en 2008.

Le nombre de dossiers de dégâts de gibier signalés et inventoriés sur les prés et les champs s'élève à 378 avec une surface de 88,32 ha de dégâts confirmés. Cela représente une diminution par rapport à 2007 (375 dossiers avec une surface de 114,65 ha de dégâts).

3. Le Cantonnement de Wiltz

a) L'exploitation des coupes

Conformément à l'application d'une sylviculture proche à la nature, les travaux d'éclaircies dominaient. Des coupes rases ont été uniquement réalisées dans le cadre des dégâts de chablis, de la lutte contre les attaques des scolytes

et lors du déboisement de fonds de vallées enrésinés, ceci dans un intérêt écologique général.

Le volume global exploité lors de l'exercice 2007/2008 se chiffre à 18.000 m³ dont 3.000 m³ de feuillus, ce qui correspond à un volume exploité de +/- 3m³/ha/an, soit un recul de 18% par rapport à l'année précédente, voire même un recul de 30% par rapport à 2006. Cette baisse s'explique par un recul net de la demande de bois résineux sur le marché. Les coupes se limitaient principalement à la réalisation des marchés conclus en 2006, ainsi qu'à la réalisation de bois de moindre qualité en provenance de chablis, d'attaques de bostryche et de coupes d'éclaircie.

En feuillus, les coupes se limitent principalement à la réalisation de bois de trituration et du bois de chauffage dont la demande restait fort élevée, du moins jusqu'en novembre.

Le tableau ci-dessous représente le volume de bois réalisé en 2008 dans Le Cantonnement de Wiltz :

Essence	Volume exploité (m ³)
Hêtre	2.000
Chêne	870
Autres feuillus	130
Total feuillus	3.000
Epicéa	11.000
Douglas	3.650
Pin	250
Autres résineux	100
Total résineux	15.000
Grand total	18.000

b) Les ventes des bois

Au total, le cantonnement de Wiltz a organisé 1 vente régionale, 2 ventes locales (bois de chauffage), ainsi que 174 ventes de gré à gré de bois d'industrie (résineux et feuillus) et 3 appels d'offres.

Seuls 3 lots de chêne de qualité (66,73 m³) furent vendus en vente nationale du printemps.

Comme le cantonnement n'avait pas organisé de vente régionale en 2007 – ceci dû au chablis du début de l'année et de la chute des prix qui s'ensuivait – une vente régionale importante (11.400 m³) a été organisée fin février. Tel qu'il fallait s'attendre, suite à une nette tendance vers la hausse en 2007, les prix avaient atteint les prix d'automne 2006. Seulement, cette hausse n'était qu'éphémère, une crainte qui a déjà été annoncée en 2008. Ainsi, suite à la crise aux Etats-Unis (« marché des subprimes »), c'était la chute libre des prix dès la fin du mois de mars (-50%). Ainsi, l'exportation de bois résineux de sciage en provenance de l'Europe vers les Etats-Unis a reculé de plus de 30% en 2008. En Allemagne, ce recul était encore plus net (par moments il dépassait 60%!). Quant aux panneaux de particules, le marché d'exportation s'est également effondré. Comme les grandes industries de sciage restaient sur un stock de produits de plusieurs mois, voire même d'une année, la production a été arrêtée durant tout l'été. Comme la crise économique s'est globalisée ensuite, une amélioration de la situation n'est pas encore en vue.

Partant, toute vente régionale de bois de qualité a été annulée pour 2008.

Au niveau du bois de trituration et de chauffage, les prix de 2007 se voient confirmés. Actuellement, le prix du hêtre se situe à 41 €/m³ pour du bois long bord de route. Ceci est principalement dû aux grandes entreprises qui sont de plus en plus concurrencé par les particuliers intéressés au bois de chauffage. Si jusqu'en 2004, deux grandes entreprises dictaient les prix du bois de trituration, leur part de marché est actuellement réduite à la moitié.

La totalité des recettes en provenance des ventes de bois en 2008 s'élève à 767.000 € pour un volume de 17.100 m³, soit +/- 45 €/m³ TTC. En 2007, cette moyenne s'élevait à 48 €/m³ TTC! Cette moyenne fort élevée s'explique d'une part par le prix élevé du bois de chauffage et de la vente de bois de chêne de haute qualité (477 €/m³) et la réalisation des coupes résineuses vendues en automne 2006. Les prix du marché en automne 2008 étaient nettement plus bas, à savoir 50-55 €/m³, pour du bois résineux de qualité (classe 2b et plus) alors qu'au début de l'année ces prix se situaient au-delà de 80 €/m³.

En 2008, la vente sur pied de résineux se limitait à 2.700 m³ pour une recette globale de quelque 128.000 €.

c) Le bois de chablis

Les dégâts de chablis étaient fort épars et comparés à 2008 peu significatifs. Cependant, vu localement, cette appréciation diffère quelque peu. Ainsi, le cantonnement compte au total quelque 2.700 m³, dont la majeure partie est située sur la commune de Wincrange, touchée par une tornade au début d'été.

d) L'état sanitaire des forêts

Suite à une année forte pluvieuse, les populations de bostryches n'ont pu se développer. Les dégâts se limitent à quelque 1.500 m³.

e) La régénération, la plantation, les travaux de culture

Les plantations sur coupes rases sont très limitées. En fait, cette méthode est uniquement appliquée dans le cadre du reboisement de parcelles où l'ancien peuplement a dû céder soit pour des raisons sanitaires, soit pour des raisons écologiques (fonds de vallées). Pour le restant, les plantations ont été réalisées sous couvert. Cette méthode, pratiquée depuis plusieurs années au cantonnement a fait ces preuves. La composition de ce couvert est très variée, à savoir : vieux peuplements feuillus, résineux ou taillis de chêne fortement éclaircis au préalable, mélèzes plantés à large écartement, végétation pionnière sur des vieilles coupes rases interrompue par des laies. Comme les jeunes plantes sont mieux protégées contre le gel, la sécheresse et l'ensoleillement, elles se développent plus rapidement, ce qui réduit les frais de dégagements.

Au total une superficie de quelque 11 ha a été reboisée et ceci principalement à l'aide de feuillus, 35.000 feuillus contre 2.650 résineux. Les travaux de dégagement ont été réalisés sur une superficie de 83 ha.

f) La pépinière

La seule pépinière du cantonnement est située au Burgfried et s'étend sur une superficie de 30 ares. L'inventaire de 2008 arrête 15.000 plants feuillus et

3.000 plants résineux. Les semences utilisées sont principalement d'origine de la forêt soumise. Outre la production de plants d'essences primaires, tel le hêtre, le chêne ou le frêne, les responsables du service s'adonnent à la production d'essences arbustives dont les semences sont d'origine autochtone en vue de créer de nouvelles haies.

En 2008 la pépinière a produit quelque 7.000 plants.

En outre, la pépinière coopère étroitement avec les responsables de la « Maison de la Nature » dans le cadre de la production d'anciennes variétés d'arbres fruitiers. Un premier essai de 400 plants a été lancé au printemps 2004. Il s'agit de greffes de diverses variétés de pommiers et de poiriers mises sur des souches robustes. En automne 2006, une centaine de jeunes plants a été prélevée en vue de la création de nouveaux vergers dans les diverses communes de l'Oesling et du Gutland, suivie d'une centaine de plants à haute-tige en 2007. Le restant (85 plants) de ce premier essai a été réalisé en 2008. Une nouvelle production de quelque 300 plants a été mise en place au printemps 2007.

g) Les travaux d'amélioration

Les travaux de nettoyage dans les fourrés des régénérations naturelles s'imposent de plus en plus (136 ha en 2008). Comme la régénération naturelle a été largement favorisée durant les deux dernières décennies et suite à une transformation d'une partie des peuplements résineux en peuplements feuillus, ce type de travail domine la prochaine décennie. Comme ces interventions favorisent collectivement les sujets d'avenir, il importe que ces travaux soient exécutés par un personnel averti.

h) La voirie

Une bonne infrastructure est indispensable à une exploitation rationnelle et conforme aux exigences d'une sylviculture proche de la nature. Dans ce sens, il importe que les distances de débardage soient minimisées et que le réseau des chemins carrossables soit adapté aux exigences des grumiers d'aujourd'hui. Ainsi, le succès du dossier « Bois-Energie » dépend entre autres d'une vidange rationnelle du bois.

Vu le terrain accidenté de l'Oesling, la planification et la construction de nouveaux chemins forestiers, voire la réfection et l'empierrement de chemins existants, présentent une tâche de premier ordre au cantonnement. Ceci vaut aussi bien pour la forêt soumise que pour la forêt privée.

C'est dans ce contexte qu'il faut également voir l'initiative de l'Office National du Remembrement (ONR) en proposant dans plusieurs régions du pays des remembrements forestiers.

Ainsi, un premier projet a été lancé sur l'initiative des propriétaires privés de la commune du Lac de la Haute-Sûre. Pour garantir le succès de ce premier projet, l'ONR travaille en étroite collaboration avec l'Administration des Eaux et Forêts.

Il faut avouer que l'année 2008 ne s'apprêtait guère à la construction de chemins forestiers. Trop longues étaient les périodes d'intempéries. Si les travaux de terrassement ont pu être réalisés sans trop d'inconvénients, il n'était point possible d'effectuer les travaux d'empierrement. Le fond des tracés était trop humide, de ce fait la portance est devenue insuffisante. Partant, un grand nombre de projets n'a pu être réalisé, voire les travaux ont dû être interrompus. C'est

d'ailleurs - entre autres - pour cette raison que les travaux de voirie à réaliser dans le cadre du remembrement à Harlange n'ont pu avancer.

i) Les travaux forestiers subventionnés

Durant l'année 2008, le nombre de dossiers traités s'élève à 1.023, soit une moyenne de 100 demandes traitées par triage, soit une légère augmentation par rapport à 2007. Au tableau ci-après sont regroupés les différents types de traitement.

Au tableau ci-après sont regroupés les différents types de traitement :

Travaux	Nombre
Nouvelles demandes	403
Recommandations	268
Procès-verbaux provisoires	74
Procès-verbaux définitifs	150
Procès-verbaux (communes et établissements publics)	48
Refus	80
Total	1.023

Sur 272 procès-verbaux réalisés durant l'année 2008, 220 dossiers traitaient de plantation, régénération, élagage, conversion et d'éclaircie, représentant au total une superficie de 270 ha. Le restant des dossiers traitant de débardage au cheval, chemins forestiers, protection individuelle et la mise en place de clôtures.

Quant aux chemins forestiers, 1 seul projet a pu être achevé en forêt privée, soit une longueur totale de 1.000 m. En outre, 6 projets ont été réalisés en collaboration avec les communes, soit 4.500 m.

Les aides pour éclaircies, restaurations comprises, respectivement les aides pour les travaux de débardage au cheval dominaient les autres subventions, cependant leur nombre a fortement reculé par rapport à 2007. Ainsi, le volume débardé a diminué de 7.000 m³ à 4.800 m³, soit une baisse de 40%.

Par rapport à 2005, le volume débardé a même baissé de 600%! Ce recul important peut s'expliquer par plusieurs phénomènes : mécanisation des éclaircies, turbulences sur le marché du bois ainsi que la superficie réduite des jeunes peuplements résineux. Ainsi, lors du 1^{er} inventaire forestier national (IFN) (98-2000), il a été constaté qu'il y a une nette régression entre les classes d'âge de 20-40 ans et de 0-20 ans. Cette régression est encore plus parlante lorsqu'on fait une analyse par décade. Le tableau ci-après reprend les valeurs de l'IFN (page 70).

Classes d'âge futaie résineuse	1-10	11-20	21-30	31-40
Surfaces futaie résineuse (ha)	1.300	2.050	3.900	4.800

Ainsi, la régression d'une décade à la prochaine tend vers 50%! Il va sans dire que cette régression a des répercussions sérieuses sur la production de bois résineux dans notre pays, tel que le démontre la baisse considérable des dossiers de 1^{ère} éclaircie depuis quelques années.

Au total, quelque 385.000 € de subventions ont été liquidées par le bureau du cantonnement de Wiltz, soit un recul de 21% par rapport à 2007. Ceci s'explique par le nouveau système de contrôle au niveau du Ministère. La liquidation de dossiers ne se fait plus en continue, mais est réduite à 2 à 3 fois par année, dépendant du tirage au sort effectué pour le contrôle externe des dossiers. Ainsi, bon nombre de dossiers clôturés au bureau (60), n'ont pas encore été libérés par le contrôle externe.

j) La forêt privée

Le cantonnement forestier travaille en étroite collaboration avec le Groupement forestier de Wiltz. Ainsi une partie des excursions forestières organisées par ce groupement est assurée par le personnel du cantonnement. A chaque fois qu'une occasion s'apprête, le personnel du cantonnement soutient les propriétaires dans la gestion de leur forêt. Dans le cadre des remembrements forestiers, le service travaille en étroite collaboration avec l'ONR en outre pour la mise en place de nouveaux chemins forestiers.

k) Les dégâts de gibier

Le nombre de dossiers des dégâts de gibier sur les terrains agricoles a quasi doublé par rapport à 2007, 366 contre 186, soit une hausse de 97%.

Il en est de même en ce qui concerne les dégâts, 124 ha par rapport à 78 ha en 2007. La moyenne des dossiers par triage s'élève donc à quelque 37 dossiers.

La moyenne décennale s'élève à 84 ha répartis sur 256 dossiers, soit 33 ares de dégâts en moyenne par dossier.

Quant aux dégâts de cerfs en forêt, seulement 3 dossiers ont été traités, présentant au total une valeur de dégâts de quelque 3.200 €.

	Surface (ha)	Nombre de dossiers
1998	33,15	180
1999	125,34	313
2000	96,48	219
2001	80,14	158
2002	68,68	303
2003	68,51	324
2004	96,70	258
2005	95,15	339
2006	100,80	279
2007	77,91	186
2008	124	366

l) La forêt, lieu de loisir

Dans le cadre du projet Life « Proholz – Probois », les ouvriers du triage de Wiltz/Ouest ont érigé un Pavillon surdimensionné en bois (principalement à l'aide de rondins) dans le Parc Simon de la commune de Wiltz. Cette sculpture a pour objectif de montrer les diverses possibilités de construction à l'aide de bois brut.

Le cantonnement a laissé élaborer un avant-projet d'une tour d'observation à réaliser aux abords du Lac de la Haute-Sûre. Cette tour, entièrement construite

en bois et d'une forme plutôt avant-gardiste sera un point d'attrait supplémentaire dans cette région avec un paysage d'une rare beauté.

D. Le Service de l'Aménagement des bois et de l'Economie forestière

1. L'aménagement forestier

a) L'aménagement de la forêt communale de Berdorf 2008 – 2017 (644 ha)

Le projet de procès-verbal d'aménagement de la propriété forestière de la commune de Berdorf, a été retravaillé en 2008 pour ce qui est des surfaces de régénération, du calcul de la possibilité et des projets de voirie. Le quartier de régénération du massif « Friemholz » a notamment été redéfini afin de mieux prendre en considération le fait que les dimensions dans les chênes n'ont pas encore atteint les diamètres d'exploitabilité, alors que d'un autre côté, l'envergure de la surface d'équilibre à atteindre nécessite des interventions de régénération dans ce massif. Les projets de voirie dans la partie « Schnellert » ont été réduits, d'une part pour réduire les investissements à réaliser les prochaines années par le propriétaire, et d'autre part pour réduire l'incidence de la construction de nouveaux chemins sur le milieu naturel très sensible dans cette partie de la propriété.

b) Le Plan Simple de Gestion de la forêt communale de Schiffflange 2007 – 2016 (72 ha)

Le plan simple de gestion 2007 - 2016 pour la propriété forestière de la commune de Schiffflange, a été ratifié par le Conseil Communal le 14 mars 2008 et arrêté par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural le 6 juin 2008.

c) Le Plan Simple de Gestion de la forêt communale de Pétange 2007 – 2016 (122 ha)

Le plan simple de gestion 2007 - 2016 pour la propriété forestière de la commune de Pétange a été ratifié par le Conseil Communal le 28 janvier 2008 et arrêté par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural le 11 mars 2008.

d) Le Plan Simple de Gestion de la forêt communale de Mondercange 2008 - 2017 (81 ha)

Le Plan Simple de Gestion pour la propriété forestière de la commune de Mondercange a pu être finalisé courant 2008.

La plus grande partie de la propriété communale boisée se trouve sur le territoire de la commune de Mondercange, à l'exception d'une petite partie à l'extrémité nord-est, au lieu-dit « Laangwis », d'une contenance de 1,645 ha, qui se trouve sur le territoire de la commune de Reckange.

La forêt communale de Mondercange est située dans la partie sud-ouest du domaine écologique du Gutland comprenant les régions des cours inférieurs de l'Alzette et de ses affluents. L'assise géologique est constituée des couches les plus récentes du système Jurassique, le Lias. Elles se succèdent des plus anciennes aux plus jeunes selon un axe nord-est / sud-ouest. Ainsi, elles incluent les couches du Toarcien (lo ; Lias supérieur) et du Domérien (lm ; Lias moyen). Sur des surfaces limitées, ces formations sont recouvertes de dépôts de limons

tertiaires, sur les plateaux, et recouvertes d'alluvions dans les fonds de vallée. Les couches inférieures du Toarcien (lo1, lo2) sont composées d'argilites marneuses grises et finement feuilletées incluant des nodules ou des concrétions calcaires. Comme toutes les roches marneuses, ces argilites sont très sensibles à l'eau. Les marnes et calcaires du Lias moyen se déclinent sur le domaine forestier en marnes et calcaires du Macigno (lm3b) présentant des concrétions calcaires, et en marnes à *Amaltheus margaritatus* (lm2) caractérisées par l'absence de concrétions ou de bancs calcaires. Les terrains du lm2 en général forment dans le paysage des talus allongés et arrondis. Entre les flancs des talus, des sols se forment à partir des limons d'altération. Ce sont des sols durs.

En ce qui concerne la composition des peuplements, dans l'étage principal, le chêne occupe presque deux tiers de la surface totale de la propriété. Ensuite vient le hêtre avec 16% et les feuillus divers qui occupent près de 15% de la surface totale. Les résineux quant à eux occupent 4% de la surface totale. En observant la répartition par classes d'âges, on remarque que plus de 85% de la surface occupée par le chêne sont concentrés dans la classe d'âge 161-180 ans. Le hêtre et les feuillus divers sont, quant à eux, concentrés dans la classe d'âge 61-80 ans.

L'objectif général du Plan Simple de Gestion est de mener sur l'ensemble du domaine une gestion sylvicole multifonctionnelle qui prenne en compte tous les aspects liés à sa fonction récréative, sa fonction de protection et sa fonction de production. Sur les surfaces nécessitant une protection spéciale ou à vocation purement récréative, les orientations sylvicoles seront déterminées en fonction de ces objectifs spécifiques lorsqu'ils sont prépondérants.

Le document de planification s'intéresse, outre la fonction de production en bois, aux aspects ayant trait à la biodiversité (relevé du bois mort et des autres éléments d'intérêt écologique), aux aspects cynégétiques, à la vocation sociale et récréative de la forêt, ainsi qu'aux fonctions et statuts actuels de protection. A ce niveau, la propriété est concernée par plusieurs projets de réserves naturelles. Le « Aising » et le « Houbësch » se situent intégralement dans la zone Habitat LU0001075 « massif forestier du Aesing ». Un plan de gestion est en cours d'élaboration et devrait être disponible sous peu. Les habitats intéressants dans ce massif sont la chênaie pédonculée-charmaie à primevère (habitat 9160) et la hêtraie à mélisse et aspérule (habitat 9130). Les conseils de gestion de ces zones visent essentiellement à rétablir ces habitats aux endroits où ils sont absents, et à ne pas les détériorer là où ils subsistent. La chênaie pédonculée-charmaie à primevère présente notamment des sols particulièrement sensibles à la compaction. Les conseils principaux visent donc à y appliquer les principes d'une sylviculture proche de la nature. Les consignes de gestion s'intéressent plus particulièrement à la mise en valeur des mardelles et à la structuration des lisières forestières.

Le Plan Simple de Gestion tel qu'il est proposé inclut un programme indicatif des principales interventions et travaux à réaliser, sur les 10 prochaines années (pour 3 périodes successives) et ventilé sur les différentes parcelles d'aménagement. Les différents types d'intervention sont matérialisés sur les cartes de gestion.

e) Les aménagements des forêts communales de Mamer (401 ha), de Flaxweiler (677 ha), de Mompach (644 ha), de Hesperange (387 ha), de Bous (250 ha) et de Hosingen (286 ha)

Les aménagements forestiers pour ces 6 propriétés forestières, d'une superficie totale de 2.645 ha, ont été entamés en 2007, et n'ont pas encore pu être finalisés courant 2008.

f) Les aménagements des forêts domaniales du Gruenewald (1.358 ha), du Lac de la Haute-Sûre (1.427 ha), de Schoenfels (463 ha), de Steinsel (196 ha), du Kiischpelt (524 ha), du Juckelsbësch (211 ha), des forêts communales de la Ville de Luxembourg (1.100 ha) et de la Ville d'Esch-sur-Alzette (174 ha), ainsi que des forêts appartenant à la Caisse de Pension des Employés Privés (296 ha)

Les aménagements forestiers pour ces 9 propriétés forestières, pour une superficie totale de 5.749 ha, ont été entamés en 2008.

2. Les inventaires forestiers d'aménagement

Les inventaires suivants ont été réalisés en 2008 :

Forêt domaniale de Septfontaines	260,74 ha
Forêt communale de Clemency	337,17 ha
Forêt communale d'Ermsdorf	308,62 ha
Forêt communale de Kayl	176,43 ha
Forêt communale de Lenningen	506,69 ha
Forêt communale de Mertert	339,12 ha
Forêt communale de Preizerdaul	237,04 ha
Etablissement public A.V.I. Larochette	41,44 ha
Acquisition	
Total :	2.207,25 ha

Une cartographie du réseau de la voirie forestière ainsi que des orthophotos ont été réalisées pour tous les inventaires.

Les inventaires suivants ont été entamés en 2008 :

Forêt domaniale d'Esch-sur-Alzette	591,47 ha
------------------------------------	-----------

3. La cartographie d'aptitude stationnelle

En synthétisant les caractéristiques stationnelles d'un massif boisé, la carte d'aptitude permet au gestionnaire de tirer le meilleur parti de la station, de respecter son potentiel de production et de définir une stratégie sylvicole adaptée à chacune des multiples facettes de sa forêt.

Avec son choix des essences adaptées aux différentes conditions stationnelles telles qu'elles se présentent de manière spécifique dans les différentes propriétés forestières, elle permet de satisfaire aux critères de la certification (e.a. FSC, PEFC) d'une gestion forestière durable.

a) La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Lintgen

Suite à une nouvelle acquisition de la commune, la cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Lintgen de 2007 a été élargie en 2008 sur une surface supplémentaire de 18 ha.

b) La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt domaniale de Mersch (210 ha)

La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt domaniale de Mersch (210 ha) a été réalisée en 2008.

Conditions naturelles

La forêt domaniale de Mersch totalise 209,07 ha, dont 190,84 ha boisés. Elle est constituée de trois massifs principaux: *Bënzrat*, *Rouscht* et *Pettenerbësch*, situés au nord et à l'est de Mersch ainsi que d'un massif secondaire: *Tinesbruch* au nord de Mersch.

La majeure partie de la propriété est située sur un substrat de type marneux. Le grand massif forestier au nord de Mersch présente en majeure partie un sous-sol marneux (km) de type *Keuper Marnes à pseudomorphoses de sel (km1)*, *Keuper Marnes rouges gypsifères (km2)* et *Keuper Marnes à marnolites compactes (km3)*. En bas de versant affleurent par endroits des couches de mo, ku. La *Bënzrat*, au sud-est de la propriété, est situé sur un substrat gréseux, à savoir les couches du *Lias Grès de Luxembourg (li2)*. En bas de versant affleurent par endroits des couches imperméables du *Lias Marnes Couches à Psiloceras planorbe li1* auxquelles sont associées des zones de résurgence de sources d'eau.

Peuplements

La forêt domaniale de Mersch est largement dominée par les peuplements feuillus, dont le hêtre et le chêne présentent 39% de la forêt sous forme de peuplements purs (hêtraies ou chênaies) ou mélangés (hêtraie-chênaie). La forêt domaniale de Mersch présente une grande surface de peuplements feuillus jeunes qui sont le plus souvent mélangés. On peut citer les essences telles le merisier, l'érable, le charme, le frêne ou le sorbier. Les peuplements présentent une très grande diversité d'essences forestières. Les peuplements résineux recouvrent environ 24% de la surface forestière. Ils sont représentés par l'épicéa, le pin sylvestre, le mélèze et le douglas. Ces peuplements sont éduqués en majeure partie selon le traitement de la futaie régulière.

Stations

La forêt domaniale située au niveau des assises géologiques du Grès de Luxembourg est caractérisée par une topographie accidentée, avec des pentes assez fortes, exposées majoritairement sud. Ces forêts sont situées exclusivement au niveau du massif *Bënzrat* (parcelles 1-5). Ces stations, présentes sur le Grès de Luxembourg, sont caractérisées par des sols sableux et limono-sableux plus ou moins profonds. Certaines zones présentent des pentes très fortes (>40%) et sont en général exposées sud. Ces sols présentent peu ou pas de signes de podzolisation ou au contraire des stades de podzolisation avancés. Sur ces sols, le drainage est en général bon, voire excessif, ce qui à

certaines endroits peut aboutir à des sécheresses du sol plus ou moins importantes, avec des niveaux hydriques allant jusqu'à 4. Ces sols sont de type acide et présentent en général des pH variant entre 3,4 et 5,0.

Les grands massifs du *Pettenerbësch* (parcelles 11-13) et du *Rouscht* (parcelles 6- 10) sont situés en grande partie sur assise des Marnes du Keuper qui ont généré des sols lourds, de type argileux. Ces sols posent des problèmes d'enracinement marqués pour certaines espèces et sont souvent très secs en été et très humides en hiver. Ces contraintes limitent de manière significative le choix des essences au niveau de ces sols. Selon la profondeur d'apparition de la couche argileuse en surface, deux grands types de stations peuvent être différenciés, qui se distinguent par l'épaisseur de la couverture limoneuse ($>$ ou $<$ 40 cm). Les sols à couverture limoneuse peu épaisse présentent des niveaux de richesse différents allant de sols acide (pH $<$ 5) aux sols plus riches (pH $>$ 5). Certains sols à couverture limoneuse peu épaisse, présentent du calcaire actif en surface, frein pour certaines essences forestières. Les sols de la station N°9 bénéficient d'un apport en eau latéral variable (vallons, dépressions et les bas de versants). Certains sols sont fortement remaniés par l'action de l'homme, notamment au niveau du massif du *Tinesbruch* (parcelle 14) et ne présentent plus aucune structure naturelle. En finalité, dans la forêt domaniale de Mersch, les diverses combinaisons hydriques trophiques, couplées à la situation de la station dans le paysage ont permis de différencier 10 types d'aptitude, chacun donnant lieu à un choix différencié d'essences adaptées.

Pour chacun des 10 types d'aptitude stationnelle définis pour la forêt domaniale de Mersch, les principales caractéristiques sont décrites, illustrées et commentées sous forme d'une fiche technique de synthèse pour chaque type d'aptitude stationnelle.

c) La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Bech (358 ha)

La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Bech (358 ha) a été réalisée en 2008.

Conditions naturelles

La forêt communale de Bech totalise 357,78 ha dont 352,27 ha boisés. Elle est constituée d'un grand massif principal (parcelles 1-9, 15-22): avec les lieux-dits suivants: *Dënnebësch*, *Léckebësch*, *Hirzbësch*, *Braken*, *Muerbësch* et *Buchholz*, ceinturant le village de Bech au nord, d'est en ouest. Trois autres massifs de taille moyenne (parcelles 10-14, 23-25) sont localisés à l'ouest de Bech, à proximité immédiate des villages de *Altrier (am Bierg)* et de *Hersberg (Kasselt, Bëschratt)*. La majeure partie du grand massif au nord de Bech se présente sous forme de plateau prolongé par des versants en faible pente ($<$ 20%). Les massifs secondaires, à l'ouest de Bech, notamment au niveau du *Kasselt* présentent des pentes plus marquées ($>$ 20%), les classant ainsi, selon l'exposition dans le secteur chaud ou froid. Située en majeure partie sur le Grès de Luxembourg, le massif du *Kasselt*, au nord de *Hersberg* présente des paysages typiques de ces sous-sols : des plateaux entourés de dalles rocheuses, entrecoupés par des diaclases et fentes et qui sont prolongés par des versants plus ou moins pentus se terminant dans des vallons étroits. Les versants présentent des conditions assez hétérogènes avec des expositions, profondeurs de sols et pentes qui peuvent varier à l'échelle de dizaines de mètres.

Quant à l'altitude, comprise entre 300 et 400 mètres, elle est à la limite critique d'environ 400 mètres au-delà de laquelle plusieurs essences, comme les frêne, chêne sessile, chêne pédonculé, merisier, pin sylvestre et les tilleuls, présentent des sensibilités particulières, notamment au froid ou à la neige collante (occasionnant une réduction de la production ou des défauts technologiques du bois). Le grand massif forestier au nord de Bech présente en majeure partie un sous-sol marneux (li3) de type *Lias marnes et Calcaires de Strassen*. En bas de versant affleurent par endroits des couches imperméables de li1 auxquelles sont associées des zones de résurgence de sources d'eau. La *Kasselt*, à l'ouest de la propriété, est située sur un substrat gréseux, à savoir les couches du Lias Grès de Luxembourg (li2).

Peuplements

La forêt communale de Bech est largement dominée par les peuplements feuillus, en particulier par le hêtre et le chêne qui occupent 85% de la superficie forestière. La chênaie occupe 12% de la superficie boisée contre 73% pour la hêtraie. Ces peuplements sont éduqués en majeure partie selon le traitement de la futaie régulière. Les autres feuillus (5%) sont constitués essentiellement de frêne, charme, érable, aulnes et de quelques robiniers. Les peuplements résineux recouvrent environ 10% de la surface forestière. Ils sont représentés par l'épicéa, le pin sylvestre, le pin noir, le mélèze et le sapin des Vosges.

Stations

La forêt communale de Bech présente deux grands types de géologies différents : le Grès de Luxembourg (li2) et les Keuper Marnes (li3), ayant donné lieu à la différenciation d'une dizaine de types stationnels. La forêt communale située au niveau des assises géologiques du Grès de Luxembourg est caractérisée par une topographie accidentée, présentant des vallées assez fermées, des dalles rocheuses et des pentes assez importantes. Les vallons sont caractérisés par des apports en eau temporaires (bas de versant, *type 9*) ou permanents (fond de vallée, *type 10*). Les stations présentes sur le Grès de Luxembourg sont caractérisées par des sols sableux et limono-sableux plus ou moins profonds (*type 5 et 7*) et dont certains présentent une couche limoneuse en surface (*type 8*). Des débuts de phénomènes de podzolisation les plus avancés (*type 5*) peuvent localement être rencontrés sur les pentes assez fortes et exposées Sud, alors que les podzols avérés sont présents dans le versant de la parcelle 24. Sur ces sols, le drainage est en général bon, voire excessif, ce qui à certains endroits peut aboutir à des sécheresses du sol plus ou moins importantes, avec des niveaux hydriques allant jusqu'à 4 (station 7). Ces sols sont de type acide et présentent en général des pH variant entre 3.4 et 5.0. Le grand massif du *Léckebësch* situé en grande partie sur assise des Marnes du Keuper présente des sols lourds, de type argileux. Ces sols posent des problèmes d'enracinement marqués pour certaines espèces et sont souvent très secs en été et très humides en hiver. Ces contraintes limitent de manière significative le choix des essences au niveau de ces sols. Selon la profondeur d'apparition de la couche argileuse en surface, deux grands types de stations peuvent être différenciés (*type 1,2 et type 3,4*), qui se distinguent par l'épaisseur de la couverture limoneuse (> resp. < 40 cm). Les sols à couverture limoneuse épaisse (>40 cm) présentent des limons bien structurés, très favorables à l'enracinement (*type 1*) ou au contraire compacts, défavorables à l'enracinement (*type 2*). Certains sols à couverture limoneuse peu épaisse présentent du calcaire actif en surface, frein pour certaines essences forestières (*type 4*).

Les types 9 et 10 regroupent les stations bénéficiant d'un apport en eau latéral soutenu (vallons, dépressions et les bas de versants), qu'il soit variable (type 9 en bas de versant), respectivement quasi permanent (type 10). Certains sols sont fortement remaniés par l'action de l'homme et ne présentent plus aucune structure naturelle. Ils ont été classés dans le type 11 : sols fortement remaniés. De plus, le choix a été fait de définir un type 12, incluant toutes les zones de roches et de diaclases le long des crêtes rocheuses du Grès de Luxembourg. En finalité, dans la forêt communale de Bech, les diverses combinaisons hydriques trophiques, couplées à la situation de la station dans le paysage ont permis de différencier 12 types d'aptitude stationnelle, chacun donnant lieu à un choix différencié d'essences adaptées.

d) La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Steinsel (361 ha)

La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Steinsel a été entamée en 2007, et a été finalisée en 2008.

Conditions naturelles

La forêt communale de Steinsel couvre une superficie de 361 hectares. Plus de 90% de la contenance de la propriété est située en amont de l'agglomération de Steinsel. Elle forme une large ceinture boisée d'un seul tenant, en forme de « U », qui ceinture en partie le plateau, qui sépare la vallée de l'Alzette de la vallée de la Mamer selon un axe nord-sud. La majeure partie du plateau est en effet non boisée et est à vocation agricole ou horticole.

La branche ouest de cette ceinture boisée, est limitée par la Mamer au lieu-dit Dierendall, et est en continuité avec les massifs forestiers situés sur le triage de Kopstal. Au nord, cette surface boisée est en continuité avec les massifs situés sur le triage de Lorentzweiler. A l'est, elle est limitrophe de l'agglomération urbaine, de prairies, ou d'anciens vergers.

Les 30 hectares restants de la propriété, sont situés en amont de la localité de Heisdorf. Le CR125, actuellement intégré par le tracé de l'autoroute du Nord, constitue la limite est, au-delà duquel s'étend le vaste massif forestier du Grünwald. Au sud, elle est attenante à la propriété forestière de Walferdange, au lieu-dit Raschpetzer.

La topographie plane ou en pente douce sur les plateaux présente un relief très accidenté au niveau des versants érodés, laissant apparaître par endroits des couronnes de falaises entrecoupées de vallons étroits aux versants rocheux et abrupts.

A l'exception des fonds alluviaux d'origine quaternaire et des éboulements, les processus d'érosion ayant modelé le paysage, font apparaître successivement les couches géologiques sédimentaires de la manière suivante :

Le Keuper (Km3) qui constitue le socle de la vallée de l'Alzette occupe les parties basses du domaine de part et d'autre de la vallée de l'Alzette. Il apparaît notamment le long de la faille où coule le Kaylbaach. Il est généralement surmonté d'une fine bande du Rhétien (Ko). Les couches à *Psiloceras Planorbis* (li) surmontent ces couches du système Triassique en bandes discontinues et de largeur variable mais généralement fines. Enfin, le Grès de Luxembourg occupe les hauts de versant et le plateau. Lorsque le ciment calcaire du grès n'est pas complètement dissout, les hauts de pente sont constitués de falaises et d'éboulis

recouvrant partiellement les couches géologiques sous-jacentes. En l'absence de ciment calcaire, le relief des hauts de versant est beaucoup plus arrondi et donne par endroits l'aspect de « dunes » sableuses. Sur le versant de la Mamer, les couches du système triasique n'affleurent pas. Les couches à Psiloceras Planorbis surmontent les alluvions de la Mamer, et sont partiellement recouvertes d'éboulis. La limite entre le Grès de Luxembourg (li2) et les couches à Psiloceras Planorbis (li), constituent une zone importante de captage des sources aussi bien sur les versants de la Mamer que de l'Alzette. En effet, l'infiltration de l'eau sur le Grès de Luxembourg est bloquée par les couches marneuses peu perméables sous-jacentes. L'ensemble argileux du Rhétien (Ko) est sensible à toute modification (d'origine naturelle ou anthropique) dans l'écoulement des eaux, provoquant des glissements de terrain qui affectent également la zone supérieure du Marne à Marnolite (Km3). Il faut également signaler la présence de travertin ancien (tuf calcaire) sur le versant de la Mamer, caractérisé par une reprecipitation calcaire à l'émergence des sources. Les captages ont réduit le débit à l'émergence de ces sources dites « pétrifiantes », ne provoquant actuellement plus de dépôts calcaires importants.

Peuplements

La typologie dominante est la hêtraie couvrant 67% du domaine suivie par la pessière qui couvre 9%. Les pineraies couvrent près de 4% et les peuplements à dominance de chêne ne couvrent que 3% du domaine.

D'après la répartition par type d'essence, le chêne couvre cependant 10% de la surface totale de l'étage principal, accompagnant quasi systématiquement le hêtre dans les hêtraies (ou les hêtres chênaies), mais dans de faibles proportions.

Stations

La cartographie d'aptitude stationnelle pour la forêt communale de Steinsel a permis de délimiter sept stations pour lesquelles un total de 38 essences est proposé selon divers niveaux d'adaptation en fonction du type de sylviculture envisagé.

La station 5, qui occupe près de la moitié du domaine forestier, représente la station type et est caractérisée par des sols légèrement secs à secs, et légèrement acides. Les stations 6 et 7 en sont des variantes défavorables, présentant une sécheresse plus marquée et/ou un niveau trophique faible. Ces surfaces qui couvrent environ 85 hectares, limitent sérieusement les potentialités de production des essences feuillues.

Les stations 1 et 4 couvrant une cinquantaine d'hectares présentent également des sérieuses limitations pour la production, mais constituent des milieux écologiquement intéressants et rares.

Les stations 2 et 3 permettent le plus grand choix d'essences, mais occupent une portion limitée du domaine, située à l'interface grès-marnes et dans les zones préférentielles d'écoulement.

Adaptation des essences

Sur un total de 28 essences feuillues proposées, 11 essences sont des essences feuillues principales, 10 sont des essences feuillues secondaires et 7

sont des essences d'accompagnement. Toutefois, le niveau d'adaptation de celles-ci, est très variable selon la station envisagée.

Le hêtre, qui domine largement dans la composition spécifique des peuplements, rencontre son optimum écologique sur les stations 3 et 5, soit sur une surface voisine de 200 hectares, où il pourra constituer l'essence de base pour la sylviculture. Sur les autres stations, il conviendra de l'associer en proportions variables à d'autres essences présentant un niveau d'adaptation supérieur ou égal à celui-ci.

Le chêne sessile, retrouve son optimum sur les stations 2, 3 et 4. Sur les stations 2 et 4, il devrait constituer l'essence de base. C'est une essence qu'il convient de valoriser du moins localement sur les stations 5, 6 et 7, pour sa fonction stabilisatrice, sa tolérance à la sécheresse, et pour son rôle dans le maintien de la fertilité des sols.

Le chêne pédonculé ne retrouve son optimum sur aucune des stations étant donné qu'il préfère les situations topographiques basses. Il est exclu sur les stations 5, 6 et 7 étant donné qu'il ne tolère ni les textures grossières ni la sécheresse plus ou moins sévère qui y est généralement associée. Il présente néanmoins une adaptation partielle sur les quatre premières stations et il retrouve localement son optimum sur la station 1 dans le bas fond du Kielbaach et sur la station 4 en exposition neutre ou froide.

Le chêne rouge d'Amérique trouve ses exigences écologiques sur les stations 2 et 3 et 5. Le frêne convient bien sur les trois premières stations et il convient de le favoriser. L'érable sycomore, s'y retrouve également malgré ses exigences trophiques plus strictes. Le merisier, ne présente qu'une adaptation partielle ou écologique sur la majorité des stations, mais peut toutefois contribuer à favoriser la diversification des essences sur la station 3 et 5.

Parmi les 18 essences secondaires et d'accompagnement proposées, c'est le bouleau verruqueux qui a la plus grande extension écologique, les autres essences étant exclues sur au moins une des stations. Le charme, le robinier faux acacia, le sorbier des oiseleurs et le peuplier tremble sont également très plastiques et sont indiqués sur les stations de 2 à 6. Le sorbier, le tilleul à petites feuilles, le tilleul à grande feuille, le noyer noir, le noyer commun, l'érable champêtre le pommier et poirier sauvage conviennent particulièrement à la station 4. Le châtaigner, trouve son optimum sur les stations 2 et 5 et le saule blanc trouve une adaptation partielle sur les quatre premières stations.

Dix essences résineuses ont été proposées. Les niveaux hydriques et trophiques de la station 1 excluent l'ensemble des essences résineuses. C'est sur les stations 2 et 3 que le plus grand choix d'essences résineuses est possible, les pins, les mélèzes et le douglas y retrouvent leurs exigences écologiques. Étant donné que ces stations présentent une bonne adaptabilité pour les essences feuillues, il ne convient pas de les favoriser sur ces stations. Le pin sylvestre et dans une moindre mesure l'épicéa conviennent aux sols les plus pauvres et les plus secs où le choix d'essences feuillues est très limité. C'est pourquoi, ces deux essences occupent une telle importance dans ces stations peu fertiles.

e) Les cartographies d'aptitude stationnelle pour les forêts communales de Schengen (260 ha) et de Reisdorf (292 ha)

Les cartographies d'aptitude stationnelle pour les forêts communales de Schengen (260 ha) et de Reisdorf (292 ha) ont été entamées en 2008, et ne pourront être finalisées que courant 2009.

f) Le nouveau guide pour l'identification des stations forestières du Gutland

De nombreuses cartographies d'aptitude stationnelle ont été menées depuis des années par le Service de l'Aménagement des Bois, mais ces travaux restent réservés aux spécialistes en raison de leur relative complexité. Ainsi, il a été décidé de créer ce guide pour l'identification des stations forestières du Gutland, également accessible aux propriétaires de forêts privées, et basé sur une « typologie cohérente des stations ».

Ce document, qui permet d'identifier à l'aide d'une clé les différentes stations, décrit une vingtaine de « types stationnels » caractéristiques de la région du Gutland et, ce qui est le plus important, ce catalogue stationnel donne des renseignements précieux sur le bon choix des essences adaptées aux différentes stations. Evidemment, pour rendre ce document accessible à un large public, il a été nécessaire de faire des compromis et des simplifications non seulement sur le plan de la diversité des stations existantes mais aussi dans les critères d'identification de celles-ci. En conséquence, le catalogue affiche un caractère général, particulièrement indiqué pour tous ceux qui ne disposent pas des bases scientifiques nécessaires pour accéder à des outils plus complexes. Au travers d'un langage épuré de sa technicité, le catalogue stationnel ouvre une porte supplémentaire sur la compréhension des mécanismes complexes de la forêt. L'objectif du catalogue stationnel est de présenter, pour les principales stations forestières du Gutland luxembourgeois, un choix des essences adaptées au boisement. Ce document s'adresse surtout aux propriétaires et gestionnaires forestiers, publics et privés, peu familiarisés avec le jargon spécialisé des pédologues mais soucieux de réaliser un boisement ou une sélection d'essences en meilleure adéquation avec les caractéristiques de leur forêt.

La typologie qui a été développée :

- permet d'identifier les différentes stations à l'aide de la clé de détermination des stations ;
- propose les essences adaptées (conseillées), tolérées ainsi que les essences à éviter pour chaque station ;
- donne des informations précieuses sur les potentialités de production de chaque station (richesse du sol, capacité de réserve en eau, ancrage des racines, risque d'asphyxie) ;
- renseigne sur les risques éventuels (compactage du sol, érosion, appauvrissement) ;
- prend en compte les effets attendus d'un changement climatique en indiquant les essences sensibles pour chaque type de station.

Pour chaque essence, l'aptitude a été définie dans un contexte de forêt de production où l'arbre est susceptible de fournir un bois de qualité et de résister naturellement à diverses circonstances climatiques et biotiques « normales » (résistance aux maladies, au vent, ...). L'inadaptation affichée d'une essence ne l'empêche donc pas de survivre ni d'assurer une diversité écologique profitable à la station dans son ensemble. De même, si la production soutenue de bois de qualité ou les pratiques sylviculturales liées à l'essence considérée peuvent avoir un impact trop dommageable sur la fertilité ou la qualité de la station, l'essence est présentée avec une restriction (totale ou partielle).

Enfin, signalons que le catalogue est conçu pour des stations naturelles, c'est-à-dire peu affectées par l'intervention humaine, notamment sur le plan de l'exploitation mécanisée, le prélèvement ou le dépôt de terre ou de cailloux. Par rapport à la situation d'origine, l'adaptation des essences dans les zones

remaniées peut être diversement perturbée. Elle n'est donc pas réellement prise en compte.

Le catalogue stationnel prend en compte 20 types de station, représentant les situations les plus caractéristiques et les plus fréquentes du Gutland luxembourgeois. L'Oesling n'est donc pas concerné par ce document. L'utilisateur doit cependant garder à l'esprit que la diversité sur le terrain ne se limite pas à ces 20 possibilités. A côté des grands types décrits, il existe une multitude de situations peu fréquentes, de stations aux caractéristiques intermédiaires, voire d'exceptions à la règle.

Ce catalogue des stations fera probablement l'objet d'une publication sous forme de brochure en 2009.

4. Les travaux en relation avec l'Inventaire Forestier National

a) La collaboration avec la FUSAGx

Un avenant n°1 pour l'année 2008 est rattaché à la convention de recherche (2007-2009) avec la Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux (FUSAGx) pour le suivi scientifique et l'assistance technique de l'Inventaire Forestier National permanent (deuxième cycle) (IFL2) du Grand-Duché de Luxembourg. Cet avenant initie des travaux programmés pour l'année 2008 et s'inscrit dans la continuité d'autres conventions menées depuis une dizaine d'années concernant la mise en œuvre et la finalisation du premier inventaire forestier national permanent.

b) La mise en œuvre de l'IFL2

Les travaux de mise en œuvre de l'IFL2, largement entamés, peuvent se diviser en deux parties complémentaires :

la révision et la finalisation du guide méthodologique
la phase pilote (phase test).

La première étape de la mise en œuvre de l'IFL2 (deuxième passage) a été d'analyser le document d'évaluation du premier cycle de mesures. Cela consiste à passer en revue chaque remarque/proposition du document et d'incorporer l'éventuelle modification dans le document de référence du deuxième cycle de mesures, à savoir, le guide méthodologique. Les modifications apportées sont relatives aux variables à prendre en compte et aux modalités de récolte des données.

La deuxième étape, à savoir la phase pilote (phase test) sur le terrain, est destinée à vérifier ou adapter la méthodologie prévue pour les points « sensibles » de la méthodologie (lisières, régénération), à tester le cheminement et de perfectionner la récolte de données (module d'encodage). Ces tests de faisabilité de collecte de données et de remesurage ont été effectués sur un échantillon d'unités de sondage installées lors de l'IFL1 (premier passage). Durant l'année 2008 environ deux tiers (120) des placettes dites « placettes tests » ont été inventoriées.

Ces travaux sont également enrichis d'échanges permanents entre l'Administration et la FUSAGx notamment lors des tests de faisabilité sur le terrain, ainsi que lors de la phase pilote (phase test) mais également par le biais d'échanges de mails fréquents.

c) L'état d'avancement de la phase pilote

Une attention particulière a été portée à la charge de travail de terrain. Les valeurs indicatives en temps entre l'IFL1 et l'IFL2 ont été déterminées, d'une part, pour le cheminement et, d'autre part, pour les mesures (encodage) et ce par type de point. Le temps moyen pour le cheminement lors de l'IFL2 sera considérablement plus petit que pour l'IFL1. Cela peut s'expliquer par le fait que lorsque les conditions le permettent, le cheminement se fera le plus souvent par navigation GPS. Ces premières orientations sont déduites d'opérations menées lors de la phase pilote et donc sans obligation de « rendement » de l'équipe, beaucoup de temps étant consacré à l'analyse des problèmes rencontrés et à leur solution. Ce fait explique un temps de mesure plus élevé. Tout dépendra aussi des compositions d'équipes. Il est évident que 2 personnes prévues dans l'IFL2 devraient a priori passer plus de temps à mesurer que 3 personnes comme en IFL1 mais, a contrario, à personnel total identique, plusieurs équipes pourraient être mobilisées (Ex. : 3 équipes de 2 opérateurs au lieu de 2 équipes de 3 opérateurs).

d) La rédaction du guide méthodologique de l'IFL2

Pour rappel, le guide méthodologique reprend les modalités techniques, la liste exhaustive des variables à récolter et le protocole de récolte des données. La version actuelle du document (version provisoire - décembre 2008) est issue d'échanges permanents entre la FUSAGx et l'Administration des Eaux et Forêts. Des modifications sont continuellement apportées au document suite aux activités de mise en œuvre de l'IFL2 (discussions, échanges de mails, tests opérés sur le terrain,...).

La finalisation de la rédaction d'un nouveau guide méthodologique (version provisoire) intégrant les modifications et améliorations découlant de l'expérience acquise lors de l'exécution du premier inventaire forestier national (travaux approfondis menés dans le cadre de l'évaluation de l'IFL1) ainsi que lors des tests sur des placettes réelles au cours de l'année 2008. La structure du document a été amendée, les chapitres correspondent aux fiches d'encodage et non plus à des thèmes. La phase pilote (phase test) prévue dans le cadre des travaux de mise en œuvre du second cycle a été entamée durant la deuxième moitié de 2008 et a permis de faire des corrections plus ou moins importantes au niveau du guide méthodologique.

e) La caractérisation de la biodiversité

On dispose d'une liste d'indicateurs de biodiversité et de qualité des habitats, établie à partir des données, brutes ou élaborées, contenues dans la base de données de l'IFL1. L'état actuel de cette liste d'indicateurs a été révisé suite à la phase pilote (phase test) effectuée durant l'année 2008. Etant donné que les travaux de la convention en cours concernent essentiellement la préparation et la mise en œuvre de l'IFL2, une modification du nombre et de la nature des variables prises en compte dans l'inventaire a été réalisée.

La caractérisation de la biodiversité, considérée comme « tâche de fond », consiste à analyser toutes les données (IFL1) récoltées en matière de biodiversité afin de construire des indicateurs de diversité végétale et de qualité des habitats, pouvant être utilisés lors du traitement des données de l'IFL2 et des cycles ultérieurs. L'analyse concerne les données récoltées en matière de biodiversité, elle devrait permettre de fournir une batterie d'indicateurs de biodiversité utiles à prendre en compte en matière de gestion.

Photos des placettes

Comme nous avons pu confirmer sur le terrain la réelle utilité des photos de la placette pour retrouver le centre lors du cycle suivant, il a été décidé de prendre quatre photos au lieu de deux. Vu que les photos seront prises à l'aide d'une camera digitale, le doublement du nombre de photos prises ne conduit pas à une importante augmentation des coûts.

Les règles relatives à la prise des photos sont définies dans le guide méthodologique. Par exemple le numéro de photo attribué par la camera par défaut à chaque photo doit être encodé dans la fiche 3 du module d'encodage. Les 4 directions selon lesquelles les photos doivent être prises (Nord-Sud, Est-Ouest, Sud-Nord et Ouest-Est) doivent être également notées dans la case correspondante de la fiche 3.

Organigrammes décisionnels

Pour rappel, les organigrammes de l'IFL1 ont été modifiés de manière à faciliter leur utilisation. Ces organigrammes sont utiles à consulter en cas de doute sur l'attribution de l'affectation du point de sondage. Les définitions liées aux organigrammes seront testées à l'aide de ceux-ci, dans le but d'améliorer les définitions et de corriger éventuellement les cheminements et logiques de construction des organigrammes.

GPS

L'utilité d'un remesurage des coordonnées des placettes avec un GPS de haute précision lors du second cycle de mesures est considéré nécessaire en vue d'un IFL3.

Arbres de la futaie

La fiche n° 4, concernant les arbres de la futaie, fait l'objet de nombreuses discussions ayant eu lieu depuis le début de la création du module d'encodage et des tests sur celui-ci ainsi que lors des réunions. En particulier, l'affichage des données IFL1 lors des mesures et observations du second cycle a été souvent abordé.

La disposition des tableaux et du schéma de la fiche n° 4 a été testée lors de la phase pilote (phase test) au cours de l'année 2008. La phase pilote (phase test) a permis de formuler un certain nombre de remarques visant à améliorer l'encodage des informations de cette fiche, tant au niveau pratique (convivialité de la fiche) que méthodologique (définitions, compréhension des variables,...). La variable « qualité de l'arbre » a été jugée de longue haleine et est supprimée. En plus le jugement sur la qualité d'un arbre sur pied est peu précis et s'avère difficile dans la plupart des cas.

Lisières

Les lisières actuelles du Grand-Duché présentent des structures simples. Toutefois, il est probable qu'à l'avenir elles se diversifient en raison des mesures d'aménagement forestier prises actuellement (éclaircies fortes dans les lisières). De ce fait, il est préférable d'assurer la possibilité de décrire des structures plus compliquées à l'avenir.

Les comptes-rendus des trois journées de terrain ont permis de relever principalement des problèmes liés au mode opératoire à appliquer sur le terrain.

Pour les descriptions des lisières, quatre faciès de lisières différentes peuvent être choisis par l'opérateur sur base du développement de chacun des éléments de structure de la lisière en question.

Cercle spécial – zone non-forestière

Pour rappel, une zone non-forestière peut être identifiée dans la surface délimitée par le cercle spécial de 30m de rayon. Le schéma à la fiche d'encodage n° 11 sert à visualiser à l'agent de terrain la zone non-forestière qu'il a identifiée. La liste de la nature même de ces zones (cercle spécial) après de nombreuses discussions alimentées par des visites de terrain ciblées en raison d'erreurs d'interprétation lors du premier inventaire a été revue pour comporter dorénavant 14 types.

Relevés phytosociologiques au sens éléments de biodiversité

La caractérisation du peuplement environnant dans lequel est effectué un relevé des essences ligneuses présentes se réalise en se déplaçant à l'intérieur du cercle de 30 m et en dirigeant son regard vers l'intérieur du peuplement environnant.

Affichage des fiches, matérialisation, cheminement et mesurage GPS

La nature des données variant selon le type de point, les fiches d'encodage ne sont pas identiques pour tous les types. De la même manière le type de matérialisation, le type de cheminement et la réalisation proprement dite d'un mesurage GPS dépend du type de point. Tous les cas de figure qui ont été relevés sur le terrain sont consignés dans un tableau du guide méthodologique.

5. La constitution d'un réseau de réserves forestières intégrales

a) La réserve forestière intégrale « Haard » à Dudelange

Description générale du projet

La spécificité de la « Haard » résulte du fait que la surface délimitée constitue la plus grande hêtraie calcicole du réseau des réserves forestières intégrales, et que cette association forestière est représentative pour le secteur écologique de la Minette. De par sa structure et sa composition, on peut caractériser la zone délimitée comme étant proche de la nature.

En ce qui concerne les peuplements, on remarque un taux élevé d'anciennes hêtraies. En effet, pratiquement la moitié de la superficie se compose de peuplements qui comportent des hêtres de plus de 140 ans. Ces peuplements sont accompagnés du chêne pédonculé, du merisier, de l'érable sycomore et du charme dans la strate élevée. Le restant de la zone délimitée est composé de hêtraies plus jeunes, de feuillus divers et de résineux.

La forêt gérée en réserve forestière intégrale, qui se situe à l'intérieur de la zone protégée « Haard-Hesselsbiorg-Staebierg », recouvre une superficie de 156,63 ha et appartient principalement à l'Etat. Les superficies boisées des propriétaires privés (3,14 ha) qui se trouvent à l'intérieur du périmètre ne sont pas gérées en tant que réserve forestière intégrale.

Le Ministre de l'Environnement a signé le plan de gestion des forêts de la réserve naturelle « Haard/Staebierg/Hesselsbiorg » en date du 21 octobre 2004.

Les superficies arrêtées dans le cadre de ce plan sont gérées en tant que réserve forestière intégrale.

Avancement du projet

L'échange des superficies forestières appartenant à la commune de Kayl et se trouvant à l'intérieur du périmètre de la RFI, contre des forêts domaniales situées à l'extérieur de la superficie délimitée est conclu.

b) La réserve forestière intégrale « Beetebuerger Bësch »

Description générale du projet

Le « Beetebuerger Bësch » est représentatif pour les hêtraies voire les chênaies-charmais sur les sols argileux frais à assez humides du Gutland du Sud. Les nombreuses sources ainsi que les petits ruisseaux lui confèrent un aspect particulier et sont à l'origine de différents types d'habitats forestiers. Une autre particularité du « Beetebuerger Bësch » provient du fait que ce massif n'a pratiquement pas été touché par les dernières tempêtes et détient ainsi un pourcentage élevé d'anciens peuplements. Parmi les associations forestières les mieux représentées se trouvent l'association du Melico-Fagetum qui recouvre plus de la moitié de la surface délimitée ainsi que l'association du Primulo-Carpinetum qui occupe près d'un dixième de la zone. Bouleaux, broussailles et arbustes, résineux, peupliers et frênes recouvrent le restant de la future RFI.

Cette zone forestière a été déclarée zone protégée par règlement grand-ducal en date du 20 septembre 2005. La superficie totale de la réserve forestière intégrale est de 244,6 ha.

La réserve naturelle se compose de trois parties distinctes : une partie dite « réserve forestière intégrale », une partie dite « zone de développement » ainsi qu'une partie dite « zone de quiétude ».

Au fil des années différents aménagements ont été installés. A l'entrée principale de la réserve une construction d'accueil avec un panneau d'information invite les visiteurs à se procurer des renseignements généraux sur la zone protégée. Un sentier didactique pour enfants longe le chemin principal et a pour but de présenter les valeurs écologiques de ces écosystèmes forestiers.

Un comité de suivi a été instauré, afin que les différentes parties concernées (administration, communes, propriétaires privés...) puissent échanger des informations sur la gestion ainsi que sur les activités autour de cette zone protégée.

Avancement du projet

Parallèlement au sentier pour enfants un jeu didactique a été développé afin de permettre une approche plus ludique des différents sujets qui sont traités sur les panneaux. A chaque panneau correspond une fiche didactique avec des questions/réponses ainsi qu'un rebus. Par ailleurs deux jeux naturalistes sont proposés le long de ce parcours.

Par ailleurs, les travaux dans la réserve forestière intégrale « Beetebuerger Bësch » se sont également axés sur le suivi scientifique ainsi que sur la gestion de cette nouvelle zone protégée.

Dans le cadre du monitoring biologique des réserves forestières intégrales au Luxembourg, un deuxième inventaire de champignons ainsi qu'un inventaire de différents groupes d'insectes (dont notamment les coléoptères) ont été réalisés dans cette forêt. Veuillez consulter le chapitre « monitoring biologique » pour plus d'informations à ce sujet.

En ce qui concerne les mesures de gestion effectuées, il s'agit pour la plus grande partie de mesures de sécurisation le long des chemins forestiers ainsi que de la fermeture d'un chemin qui traversait une zone de quiétude, conformément à ce qui était prévu dans le dossier de classement.

Dans le cadre du monitoring forestier, une première publication sur le suivi des habitats forestiers vient d'être publiée. Pour de plus amples renseignements à ce sujet veuillez consulter le chapitre monitoring des habitats forestiers.

Finalement la réunion annuelle du comité de suivi a eu lieu le 11 mars 2008.

c) La réserve forestière intégrale « Enneschte Bësch » à Bertrange

Description générale du projet

La spécificité du « Enneschte Bësch » résulte du fait que la zone délimitée représente les chênaies-charmais sur sols frais ainsi que les hêtraies sur marnes argileuses du Gutland du Sud. L'association forestière la plus fréquente est celle du Primulo-Carpinetum avec 62% de la surface délimitée. L'association du Melico-Fagetum occupe quant à elle uniquement 30% de la superficie. Le restant de la RFI est recouvert de feuillus en mélange, de résineux ainsi que de broussailles et arbustes.

En ce qui concerne les peuplements on remarque un taux élevé d'anciennes chênaies. En effet pratiquement la moitié de la superficie se compose de chênaies qui comportent des chênes de plus de 140 ans.

En date du 20 septembre 2005 la zone forestière « Enneschte Bësch » est déclarée zone protégée par règlement grand-ducal. La superficie de la réserve naturelle est de 87 ha et est constituée de deux parties distinctes : une partie dite « réserve forestière intégrale » ainsi qu'une partie dite « zone de quiétude ».

Cette réserve a également été dotée d'une construction d'accueil à l'entrée principale de la zone protégée. Un panneau d'information informe sur les réserves forestières intégrales avoisinantes ainsi que sur les aspects généraux de cette zone de protection. Un parcours didactique pour adultes permet de se procurer des renseignements sur le fonctionnement de ces écosystèmes forestiers ainsi que sur ses principaux éléments constitutifs.

Un comité de suivi a été instauré, afin que les différentes parties concernées (administration, communes,...) puissent échanger des informations sur la gestion ainsi que sur les activités autour de cette nouvelle zone protégée.

Avancement du projet

Par ailleurs, cette année, les travaux dans la réserve forestière intégrale « Enneschte Bësch » étaient surtout orientés vers l'entretien des chemins balisés ainsi que du sentier didactique.

Plusieurs fossés de drainage ont été fermés afin de restaurer les différents types de stations forestières. Deux sentiers qui longeaient la limite de la zone

protégée au sud ont également été fermés conformément à ce qui était prévu dans le dossier de classement.

Dans le cadre du monitoring forestier, une première publication sur le suivi des habitats forestiers vient d'être publiée. Pour de plus amples renseignements à ce sujet veuillez consulter le chapitre monitoring des habitats forestiers.

d) La réserve forestière intégrale « Laangmuer » au « Gréngewald »

Description générale du projet

Ce site qui fait partie du massif du « Gréngewald » est représentatif pour les hêtraies acidoclines du Grès de Luxembourg. D'ailleurs c'est l'association forestière du Melico-Fagetum avec ses sous-associations les plus pauvres qui sont les mieux représentées (83%). L'habitat du Luzulo-Fagetum occupe une superficie de 7%. Cette forêt détient pour la plus grande partie un aspect à caractère de forêt cathédrale avec une strate arbustive quasi manquante.

La zone forestière « Laangmuer » est déclarée zone protégée d'intérêt national en date du 7 novembre 2005.

La zone protégée englobe une superficie de 102,94 ha. et se partage en deux parties distinctes : à savoir une partie dite « réserve forestière intégrale » et une partie dite « zone tampon ». Le but recherché par la création d'une zone tampon est celui de pouvoir aménager une lisière de forêt suivant des critères écologiques.

Avancement du projet

Cette année, les travaux dans la réserve forestière intégrale « Laangmuer » se sont surtout axés sur le suivi scientifique ainsi que sur la gestion de cette nouvelle zone protégée.

Dans le cadre du monitoring biologique des réserves forestières intégrales un premier inventaire de l'avifaune, des lichens, de la strate herbacée ainsi qu'un inventaire de différents groupes d'insectes (dont notamment les coléoptères) ont été réalisés dans cette forêt. Veuillez consulter le chapitre « monitoring biologique » pour plus d'informations à ce sujet.

En ce qui concerne les mesures de gestion effectuées, il s'agit pour la plus grande partie de mesures de sécurisation le long des chemins forestiers.

Dans le cadre du monitoring forestier, une première publication sur le suivi des habitats forestiers vient d'être publiée. Pour de plus amples renseignements à ce sujet veuillez consulter le chapitre monitoring des habitats forestiers.

e) La réserve forestière intégrale « Pëttenerbësch » à Mersch/Pettingen

Description générale du projet

La spécificité du « Pëttenerbësch » réside principalement dans la diversité des essences, qui s'est développée naturellement sur une aire de chablis important. La recolonisation naturelle avec des essences pionnières a donné naissance à différents types de peuplements structurés dans leur ensemble. C'est ce degré de dynamisme élevé (40% de la surface délimitée est occupée par des peuplements très jeunes de moins de 16 ans) qui confère un aspect

particulièrement intéressant à la zone pour la constitution d'une réserve forestière intégrale.

Cette zone forestière est déclarée zone protégée par règlement grand-ducal en date 9 juin 2006. La superficie totale de la réserve forestière intégrale est de 67,15 ha et appartient intégralement à l'Etat.

La réserve naturelle se compose de trois parties distinctes : une partie dite « réserve forestière intégrale », une partie dite « zone de développement » ainsi qu'une partie dite « zone de quiétude ».

La réserve forestière intégrale comporte des anciens peuplements, des plantations et des superficies avec de la végétation pionnière. Ces peuplements sont mis en libre évolution. Dans la réserve dirigée sont incluses les surfaces de compensation de la « Nordstrooss » qui viennent juste d'être plantées et qui sont à moyen terme éconduites vers des peuplements en libre évolution. La zone de développement comprend de la propriété privée et a été délimitée, afin que le propriétaire garde le choix de participer au projet, même après le classement de la zone protégée.

Avancement du projet

Cette année, les travaux dans la réserve forestière intégrale « Pëttenerbësch » se sont surtout axés sur le suivi scientifique ainsi que sur la gestion de cette nouvelle zone protégée.

Dans le cadre du monitoring biologique des réserves forestières intégrales un premier inventaire de l'avifaune a été réalisé dans cette forêt. Veuillez consulter le chapitre « monitoring biologique » pour plus d'informations à ce sujet.

En ce qui concerne les mesures de gestion effectuées, il s'agit pour la plus grande partie de mesures de sécurisation le long des chemins forestiers.

f) La réserve forestière intégrale « Grouf » à Schengen

Description générale du projet

La spécificité du site « Grouf » réside dans sa structure qui est assez diversifiée. Une partie importante de la future réserve comporte des peuplements à plusieurs étages structurés dans leur ensemble. Le terrain est vallonné avec différents types d'expositions. Parmi les associations forestières les mieux représentées se trouvent l'association du Melico-Fagetum qui recouvre plus de la moitié de la surface délimitée ainsi que l'association du Primulo-Carpinetum qui occupe un vingtième de la zone. Résineux, feuillus en mélange, broussailles et arbustes recouvrent le restant de la future RFI.

Cette forêt est déclarée zone protégée par règlement grand-ducal en date du 4 juillet 2007. La superficie totale de la réserve forestière intégrale est de 154 ha et appartient principalement à la commune de Schengen ainsi qu'à l'Etat.

La réserve naturelle se compose de trois parties distinctes : une partie dite « réserve forestière intégrale », une partie dite « zone de quiétude » ainsi qu'une partie dite « réserve dirigée ».

La partie « réserve forestière intégrale » comporte surtout d'anciens peuplements qui appartiennent à la commune. Dans cette zone aucune

exploitation forestière ne pourra plus avoir lieu, à l'exception de la conversion de résineux en feuillus pendant une période transitoire.

La zone de quiétude se trouve à l'intérieur de la zone « réserve forestière intégrale » et a été délimitée dans le but de préserver des espèces de la faune et de la flore qui sont particulièrement menacées et qui nécessitent des zones de repos spéciales.

La réserve dirigée comprend des propriétés qui appartiennent aussi bien à des propriétaires privés qu'à la commune et à l'Etat. Ainsi le propriétaire privé garde le choix de participer au projet, même après le classement de la zone protégée. Cette partie a pour fonction de constituer une zone tampon autour de la réserve forestière intégrale.

Avancement du projet

L'inauguration de cette réserve naturelle a eu lieu le 29 mai 2008 en présence d'un représentant du Ministère de l'Environnement, de Monsieur le Directeur des Eaux et Forêts ainsi que du bourgmestre de la commune concernée.

Afin de mieux informer le public sur les différents aspects écologiques de cette nouvelle zone protégée, une construction d'accueil a été aménagée à l'entrée principale de la réserve. Cette installation est constituée principalement de deux murets en maçonnerie semi-sèche, lesquels sont installés de part et d'autre du panneau d'information général. Le panneau d'information décrit les principales caractéristiques de la réserve ainsi que les raisons pour lesquelles cette forêt a été mise sous protection intégrale. Cet aménagement a pour fonction d'attirer la curiosité des visiteurs et symbolise ainsi l'entrée principale de la réserve.

En ce qui concerne les mesures de gestion effectuées, il s'agit pour la plus grande partie de mesures de sécurisation le long des chemins forestiers ainsi que l'installation d'un nouveau sentier dans la partie centrale de la réserve, ce sentier ayant pour fonction de fermer la boucle du parcours didactique. Contrairement aux RFI « Beetebuerger Bësch » et « Enneschte Bësch » où des panneaux didactiques ont été mis en place à l'intérieur de la réserve, dans la RFI « Grouf » il a été renoncé à ce genre d'installation. Par contre un dépliant informe sur les principaux points d'intérêt de cette réserve.

Dans le cadre du monitoring biologique des espèces, des inventaires de chauves-souris, de l'avifaune ainsi que des coléoptères ont été réalisés dans le courant de cette année. Veuillez consulter le chapitre « monitoring biologique » pour plus d'information à ce sujet.

g) Le projet de réserve forestière intégrale « Manternacher Fiels » à Manternach

Description générale du projet

La création d'une réserve forestière intégrale sur ce site se justifie par la présence de plusieurs associations forestières rares au Luxembourg, à savoir les hêtraies calcicoles ainsi que les forêts de ravins du Tilio-Acerion sur les couches fissurées du Muschelkalk avec de nombreux éboulis qui résultent de leur mode d'érosion et par les menaces pour les stations sensibles pouvant résulter des travaux sylvicoles, même douces. L'étendue de cette érablaie de ravin est d'ailleurs l'une des plus importantes au Grand-duché de Luxembourg.

Compte tenu de la rareté de ces associations forestières au Grand-duché de Luxembourg, une protection au sens le plus stricte s'impose. Dans ce contexte le règlement grand-ducal du 6 mai 2000 prévoit un certain nombre d'interdictions pour la zone protégée. Celles-ci sont toutefois insuffisantes pour suffire aux objectifs poursuivis dans le cadre du projet de forêts en libre évolution. Le nouveau dossier de classement aura pour but de proposer une adaptation voire une modification du règlement grand-ducal du 6 mai 2000 en fonction des nouveaux objectifs de la zone protégée.

La surface de la zone protégée est de 124,14 ha. Les communes en sont les principaux propriétaires avec 62,5%. Le restant appartient intégralement à des propriétaires privés.

Avancement du projet

Un dossier de classement visant la mise à jour du dossier existant pour la réserve naturelle « Manternacher Fiels » est finalisé. Des réunions ont eu lieu avec les collègues échevinaux des communes concernées.

h) Le projet de réserve forestière intégrale « Saueruecht » à Beaufort

Description générale du projet

La création d'une réserve forestière intégrale sur ce site se justifie par la présence de hêtraies du Melico-Fagetum ainsi que des forêts de ravins du Tilio-Acerion qui se sont installées d'une façon naturelle sur les pentes et les éboulis de pente de la vallée de la Sûre inférieure.

La zone délimitée se subdivise en trois parties distinctes avec à chaque fois un autre type de végétation caractéristique. Sur le plateau, on est en présence d'un sol sableux plus ou moins sec où le hêtre constitue l'essence principale. Sur les sols limono-sableux de la partie centrale on retrouve également des hêtraies, mais cette zone comporte aussi de nombreux éboulis de pierres sur lesquels des essences pionnières ont pu s'installer. En bas de versant sur les sols sablo-limoneux faiblement gleyifiés, de nombreuses zones de suintement rendent le terrain particulièrement humide. Cette partie est favorable à l'installation d'essences des milieux frais à mésohygrophiles, voire même hygrophiles. Cette succession de différents types de végétation confère un aspect particulièrement intéressant à la zone.

La surface de la future zone protégée est de 72,91 ha. La commune en est le principal propriétaire avec 66,70ha. Le restant appartient principalement à des propriétaires privés. En ce qui concerne le zonage de la future réserve naturelle, deux parties distinctes ont été proposées : une partie dite « réserve forestière intégrale » et une partie dite « zone de développement ».

Ce zonage s'explique comme suit :

- d'un côté, la propriété de la commune qui a donné son accord pour participer au projet est intégrée dans la partie dite « réserve forestière intégrale » et bénéficiera des primes biodiversité après le classement en tant que zone protégée ;
- de l'autre côté, les propriétés des propriétaires privés sont incluses dans la partie dite « réserve dirigée ». Cette partie pourra continuer à être exploitée comme avant le classement.

Avancement du projet

Dans le cadre de la procédure de classement le projet de réserve forestière intégrale a été présenté devant le conseil supérieur de la chasse en date du 16 janvier 2008 ainsi que devant le conseil supérieur pour la protection de la nature en date du 23 janvier 2008.

Le 27 juin 2008 le conseil de gouvernement a émis un avis favorable à ce projet.

i) Le projet de réserve forestière intégrale « Réif » à Wellenstein

Description générale du projet

L'intérêt de la zone délimitée se caractérise par des conditions stationnelles et micro-stationnelles très variées ainsi que par le fait que le site proposé comble un déficit jusqu'à présent de la représentation des forêts correspondant à cette caractérisation stationnelle dans le secteur écologique de la Moselle.

Par ailleurs l'association phytosociologique que l'on trouve sur 95% de la surface délimitée est celle du Melico-Fagetum caricetosum, laquelle est assez rare au niveau national étant donné qu'elle est uniquement stationnée sur les sols riches en calcaire.

La zone délimitée pour le projet recouvre une superficie de 54,54 ha et appartient intégralement à une commune. En ce qui concerne le zonage de la future réserve naturelle, une seule partie dite « réserve forestière intégrale » a été proposée.

Etat d'avancement

Le dossier de classement est finalisé et se trouve sur le chemin de la procédure publique depuis le 7 avril 2006. La même année le projet a été présenté devant le conseil supérieur pour la protection de la nature et a été avisé favorablement devant le conseil de gouvernement.

Dans le cadre de la procédure publique, l'avis du conseil communal de Wellenstein est attendu.

j) Le projet de réserve forestière intégrale « Schnellert » à Berdorf/Consdorf

Description générale du projet

Le périmètre d'études pour le projet recouvre une superficie de 142,02 ha. La création d'une réserve forestière intégrale sur ce site se justifie par la présence de hêtraies du Melico-Fagetum et Luzulo-Fagetum qui se sont installées d'une façon naturelle sur les pentes et les éboulis de pente de la vallée de la Sûre inférieure et du Mullerthal.

Par ailleurs il s'agit d'un massif très intéressant, étant donné que cette partie de la forêt est depuis longtemps gérée d'une façon très extensive, voire proche de la nature. Ainsi la spécificité du site « Schnellert » réside dans sa structure qui est assez diversifiée. Une partie importante de la future réserve comporte du bois mort mais dans différentes phases de décomposition. A plusieurs endroits une régénération naturelle s'est installée créant des peuplements à plusieurs étages

structurés dans leur ensemble. Le tout fait que la zone délimitée comporte dès à présent à certains endroits une image de « forêt vierge ».

La zone délimitée a d'ailleurs déjà fait l'objet de nombreuses études, notamment les recherches interdisciplinaires du Musée d'Histoire Naturelle qui ont été menées pendant une période de trois ans. Cette étude préconise entre autre une extrême prudence quant à l'exploitation forestière du « Schnellert ». Le dossier de classement pour la réserve naturelle forestière de Berdorf – Consdorf - Echternach (RN RF 05), lequel a été élaboré pour le compte de Ministère de l'Environnement, va même plus loin en recommandant que le site soit intégralement géré en tant que réserve forestière intégrale.

Etat d'avancement

Le dossier de classement est finalisé et a été remis par le bureau d'études. La surface de la future zone protégée est de 154 ha. La commune de Berdorf en est le principal propriétaire avec 122 ha, suivi de la commune de Consdorf avec 29 ha. Le restant appartient principalement à des propriétaires privés. En ce qui concerne le zonage de la future réserve naturelle, deux parties distinctes ont été proposées: une partie dite « réserve forestière intégrale » et une partie dite « zone de développement ».

Ce zonage s'explique comme suit :

- d'un côté, les propriétés des deux communes ayant donné leur accord de principe pour participer au projet sont intégrées dans la partie dite « réserve forestière intégrale » et bénéficieront des primes biodiversité après le classement en tant que zone protégée ;
- de l'autre côté, les propriétés des propriétaires privés sont incluses dans la partie dite « réserve dirigée ». Cette partie pourra continuer à être exploitée comme avant le classement, tout en donnant la possibilité aux propriétaires privés de participer à ce projet par l'intermédiaire des primes « biodiversité ».

L'avis du conseil communal de Berdorf est attendu.

k) Le projet de réserve forestière intégrale « Hieberbësch » à Mompach

Description générale du projet

La forêt du bois de Herborn est représentative pour les hêtraies ainsi que les chênaies-charmaies sur les sols limoneux du Keuper. Dès à présent on peut y observer une forte proportion en bois mort voire sénescents ce qui rend cette forêt particulièrement intéressante pour le projet de réserve forestière intégrale. Cette forêt est également structurée dans son ensemble et assez diversifiée dans la composition de ses essences ligneuses. Comme essences principales on retrouve le chêne rouvre, le chêne pédonculé, le hêtre, le frêne et le charme.

La forêt du bois de Herborn est également caractéristique pour ses mardelles, lesquelles se situent surtout dans la partie est du massif forestier.

Le projet de réserve forestière intégrale « Hierberbësch » est entièrement situé dans la « Zone Spéciale de Conservation » LU0001016 Herborn - Bois de Herborn / Echternach – Haard, qui a été désignée dans le cadre de la mise en œuvre de la « Directive Habitats » (92/43/CEE du Conseil). Cette forêt a d'ailleurs intégralement été proposée comme zone humide dans la déclaration d'intention générale (DIG) de 1981.

La surface délimitée pour le projet contient une superficie de 73 ha laquelle appartient intégralement à la commune de Mompach.

Etat d'avancement

Le dossier de classement se trouve sur le chemin de la procédure de classement. En date du 16 janvier 2008 le projet a été présenté devant le conseil supérieur pour la chasse. Le 12 septembre 2008 le conseil de gouvernement a émis un avis favorable quant au classement du projet en tant que zone protégée.

I) Les autres activités dans le domaine du projet « Naturbësch »

Des pourparlers ont eu lieu avec la commune de Bettendorf au sujet de la RFI « Geméngbësch ». Une présentation a été organisée devant le conseil communal de Bettendorf. Ce projet de zone protégée est essentiellement constitué de hêtraies à mélèze avec un taux élevé de bois mort.

D'autres projets prioritaires du PNPN ont été discutés au sein de l'Administration comme la RFI « Biischtert » à Bissen ou la RFI « Schronndweilerbësch » à Schronndweiler.

Une première excursion a eu lieu avec les représentants du Parc naturel régional des Vosges du Nord ainsi que des représentants des cantonnements Grevenmacher et Diekirch dans les RFI « Grouf » à Schengen et « Schnellert » à Berdorf. Lors de cette visite, le concept du projet des réserves forestières intégrales au Luxembourg a été présenté tout comme les principales caractéristiques des deux RFI. Cette excursion a également permis d'échanger les différents points de vue sur la gestion ainsi que le suivi scientifique de telles zones protégées avec nos homologues français. Le monitoring des habitats forestiers a fait l'objet d'une présentation sur le terrain.

Le projet de réserve forestière intégrale a également été présenté dans le cadre d'une rencontre avec l'ONF et le lycée technique d'Ettelbruck. Point de départ de cette visite dans la réserve naturelle « Manternacher Fiels » était le centre d'accueil à Manternach. Au cours de cette excursion, les principales fonctions et objectifs des réserves forestières intégrales ont été présentés, ainsi que les particularités de la zone protégée « Manternacher Fiels ».

Une troisième excursion a eu lieu en collaboration avec le cantonnement et la commission de l'Environnement de Mersch dans la RFI « Pëttenerbësch » à Pettingen. Cette excursion avait pour but de donner la possibilité aux habitants de la commune de faire connaissance avec cette nouvelle zone protégée.

Le projet de RFI « Hieberbësch » à Mompach a été présenté devant les membres du jury « Dorferneuerungspreis » sous forme d'un court métrage ainsi que d'une excursion sur le terrain. Ces présentations ont servi à montrer les développements récents de la commune de Mompach dans les domaines culturels, sociaux, écologiques ainsi qu'architecturaux.

Dans le cadre du suivi biologique des réserves forestières intégrales, plusieurs excursions ont été organisées avec les cantonnements ainsi que les différentes personnes en charge d'études scientifiques. Au cours de ces tournées de terrain différents sujets ont été abordés comme p.ex le monitoring de l'avifaune, des coléoptères, des lichens ou des mousses, ce type d'excursion servant comme échange de connaissances entre personnes travaillant dans le même domaine.

Dans le cadre du projet « Les routes du bois » des excursions ont eu lieu dans la RFI « Grouf » à Schengen. Devant un public très intéressé le concept général des RFI à Luxembourg a été présenté tout comme les spécificités de cette nouvelle zone protégée. Le monitoring des habitats forestiers a également fait l'objet d'une présentation sur le terrain.

Le Service de l'Aménagement des Bois était également représenté dans le groupe de travail interministériel du plan directeur sectoriel « Paysages ».

6. Les données sur le patrimoine historique et culturel en forêt

Nos forêts recèlent une richesse patrimoniale historique et culturelle souvent insoupçonnée qui mérite d'être protégée sans exception. De la simple borne de délimitation au camp retranché néolithique en passant par les vestiges de l'ère industrielle, une multitude d'éléments plus ou moins visibles constituent les témoins de la présence humaine sur des lieux aujourd'hui recouverts par la forêt. Les activités actuelles en forêt, telles que le débardage ou l'aménagement de voies de desserte, touchent le sol et le sous-sol forestier d'une manière non-négligeable, entraînant parfois la destruction irrémédiable d'un élément ou d'un ensemble d'éléments. A côté d'un intérêt scientifique indéniable d'une telle découverte fortuite, il est cependant évident qu'une prospection et une sécurisation selon les règles de l'archéologie sont de loin préférables. Les expériences faites par les forestiers à l'étranger et l'approche concertée avec le Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) ont conduit le Service de l'Aménagement des Forêts et de l'Economie Forestière à procéder à un inventaire le plus exhaustif possible de tous les sites et éléments répertoriés à ce jour.

Rendre conscients les professionnels de la forêt, mais aussi le grand public, des richesses présentes dans nos forêts apparaît comme la meilleure méthode pour protéger le patrimoine en question. Les professionnels de l'Administration des Eaux et Forêts pourront s'informer, avant l'intervention sur le terrain, à l'aide d'une banque de données complétée par un système de localisation géographique, sur l'existence de tels éléments sensibles. Cet outil informatique propre à l'Administration est actuellement en phase d'affinage tout en étant déjà opérationnel à la Direction des AEF et nourrie de données nouvelles en continu. Une collaboration quasiment en temps réel est sur le point de se concrétiser avec le MNHA servant à avertir l'AEF de nouvelles découvertes à reprendre dans la banque de données. Celle-ci est destinée à être accessible à tous les praticiens sur le terrain auxquels s'imposera une discrétion certaine étant donné que bien des sites intéressent aussi des personnes aux approches déontologiques douteuses.

La banque de données reprend dans son ensemble aussi les arbres remarquables du Grand-duché de Luxembourg et cela non seulement ceux situés en forêt mais également les arbres se trouvant en milieu ouvert et dans les agglomérations. Outre l'inventaire proprement dit des arbres, reprenant certaines données intéressantes entre autres la localisation exacte, leur dendrométrie et l'état phytosanitaire, cet ensemble en perpétuelle mutation, pourra servir de base à une véritable histoire culturelle de l'arbre du pays.

7. La collaboration avec l'ONF dans le domaine de la gestion des peuplements irréguliers feuillus

Les peuplements forestiers feuillus à dominance de hêtre sont actuellement très réguliers et globalement âgés avec une absence quasi complète de hauts perchis et de jeunes futaies. Or la politique forestière s'oriente de plus en plus vers une « sylviculture proche de la nature », pour laquelle une des caractéristiques principales est la présence de futaies structurées, c'est-à-dire irrégulières en terme

d'âge et mélangées en terme d'essences présentes, dans le but d'obtenir des forêts stables et de grande diversité naturelle.

Un premier projet avait été réalisé avec l'ONF en 2005 portant sur une synthèse bibliographique des expériences de gestion irrégulière en cours en France. Ce premier projet, plus théorique, a débouché en 2006 et 2007 sur des projets plus concrets, s'articulant autour de deux axes principaux qui se sont succédé dans le temps :

- implantation d'un réseau de placettes permanentes permettant de suivre et d'illustrer la conservation des forêts existantes en futaies irrégulières ;
- les travaux de martelage en vue d'entamer concrètement sur le terrain la conversion en futaie irrégulière, pour lesquelles un agent formateur de l'ONF a donné un appui technique.

Ces opérations ont été conduites en 2006 sur deux sites, à savoir en forêt communale de Betzdorf, et à cheval entre la forêt communale de Koerich et la forêt domaniale de Septfontaines, en 2007 sur un site en forêt communale de Schieren, et en 2008 sur un site à cheval entre la forêt communale d'Esch/Alzette et la forêt domaniale d'Esch/Alzette, sur un site en forêt domaniale du Gruenewald, ainsi que sur un site en forêt communale de Rambrouch.

8. Le suivi de l'état phytosanitaire des forêts

a) L'inventaire phytosanitaire national

Le réseau d'observation national, qui fonctionne depuis 1984, couvre systématiquement l'intégralité du territoire national. Il est constitué de 51 placettes localisées à chaque point de croisement de coordonnées Gauß-Krueger divisibles par 4, si ce point tombe dans une surface boisée. Chaque placette est constituée de 24 arbres qui sont marqués au spray.

Cet inventaire statistique national est basé sur l'observation de l'état des cimes, l'état de vitalité des arbres-échantillons est noté par le biais d'une estimation de la perte de feuilles et de la coloration anormale des feuilles.

Le réseau 4 x 4 km compte 1.224 arbres-échantillons. Puisqu'ils ont été numérotés, ce sont en principe toujours les mêmes arbres qui sont inventoriés. A côté de la perte de feuilles et de la coloration anormale, des critères supplémentaires comme la présence de branches sèches ainsi que les attaques de ravageurs sont notés pour chaque arbre individuellement.

En 2008 l'équipe de terrain était composée de 7 ingénieurs forestiers, qui en principe sont accompagnés par le préposé du triage dans lequel se situe la placette. Afin de garantir une certaine comparabilité des données, chaque inventaire phytosanitaire national est réalisé pendant la même période. En 2008, les notations ont été faites entre le 21 juillet et le 15 août. Les résultats obtenus se basent sur 47 placettes, donc sur 1.128 arbres-échantillons, 4 placettes étant temporairement inexploitable dues à des coupes rases.

Les résultats de l'année 2008 ne sont actuellement pas encore disponibles. Le tableau suivant donne un aperçu sur les principales données issues des notations de 2007.

	Classe des dégâts					Somme des classes
	0 sans symptômes	1 dégâts légers	2 dégâts moyens	3 dégâts forts	4 arbres morts	2 - 4 dégâts nets
1984	79 %	17 %	3 %	< 1 %	< 1 %	< 4 %
1989	64 %	25 %	9 %	> 1 %	< 1 %	< 11 %
1996	31 %	32 %	34 %	3 %	< 1 %	< 38 %
1999	46 %	35 %	18 %	< 1 %	< 1 %	< 19 %
2006	35 %	38 %	23 %	3 %	>1 %	>27 %
2007	44 %	32 %	21 %	3 %	<1 %	<25 %

L'amélioration de l'état des houppiers par rapport à l'année précédente s'explique surtout par une nette augmentation des précipitations annuelles, notamment pendant les mois de juin et d'août. De manière générale, les aléas climatiques hors norme ont une influence étroite sur la situation phytosanitaire de nos forêts. L'extension de la saison de végétation y relative favorise une fructification et une floraison de plus en plus abondante, qui à leurs tour interviennent d'une manière défavorable dans le bilan énergétique des arbres. En outre, les températures extrêmes favorisent le développement et la propagation des ravageurs forestiers comme le bostryche. De plus, une déposition atmosphérique toujours trop excessive dégrade encore d'avantage la vitalité des arbres.

b) L'inventaire phytosanitaire communautaire

La Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies surveille l'état des forêts en Europe suite au règlement du Conseil CEE no 3528/86 du 17 novembre 1986 relatif à la protection des forêts dans la CEE contre la pollution atmosphérique. Ceci est fait moyennant un réseau international qui couvre uniformément le territoire des 41 pays (situation 2008) participant à ce projet suivant un maillage de 16 x 16 km. L'inventaire transfrontalier se base sur la perte et sur la coloration anormale des feuilles.

Les coordonnées géographiques des placettes d'observation ont été définies en 1987 par la Commission ; pour le Grand-Duché, il s'agit de 4 placettes (96 arbres-échantillons). Les résultats de l'inventaire communautaire ne sont publiés qu'avec un an de retard.

Au niveau européen, on observe pour l'année 2007 des dégâts sur 1/5 des arbres-échantillons. Le fait que cette partie n'a point évolué par rapport à 2006 montre bien que les forêts européennes semblent se remettre de la canicule de 2003. En 2007, 21,9% des arbres présentaient une défoliation supérieure à 25% et sont donc à classer comme malades ou morts. En ce qui concerne la totalité des individus, la défoliation moyenne sur 61% des placettes reste plus ou moins inchangée depuis 1997. Pour le hêtre, le pic de la défoliation a été atteint en 2004, suivi d'une amélioration substantielle. L'état de santé du chêne sessile ainsi

que du chêne rouvre s'est amélioré de 2005 à 2006 pour s'aggraver de nouveau pendant l'année 2007.

Il est à noter qu'au niveau de ce programme la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies a publié en 2008 deux rapports intitulés :

- The Condition of Forests in Europe (2008 Executive Report)
- Forest Condition in Europe (2008 Technical Report of ICP Forests, Work Report)

c) Le réseau national de suivi à long terme des écosystèmes forestiers du Grand-Duché de Luxembourg

Lors de la Conférence Ministérielle pour la Protection des Forêts en Europe (Strasbourg 1990), le Luxembourg a été un des états signataires d'une résolution sur la mise en place d'un réseau européen de plusieurs centaines de placettes permanentes de suivi de l'écosystème forestier. Le Grand-Duché participe à ce projet international dès 1993 avec un réseau dit intensif de deux placettes en hêtraie, puisque le hêtre représente l'essence autochtone dominante, dans deux régions forestières caractéristiques. L'une est située dans la forêt domaniale du Grünwald (sur le grès de Luxembourg) dénommée HETL2, l'autre dans la forêt domaniale de Hosingen, au lieu-dit Pënzebiërg (en Ardenne) dénommée HETL1.

Le projet est réalisé en étroite collaboration avec l'Office National des Forêts (ONF/France), le Grand-Duché ayant demandé le rattachement de ses deux placettes au réseau français dénommé RENECOFOR.

Les analyses faites dans le cadre du réseau intensif, souvent très compliquées, exigent beaucoup de temps. Les laboratoires engagés ne peuvent fournir les données qu'avec un an de décalage. Pour cette raison, les résultats des travaux réalisés en 2008 ne peuvent pas encore être présentés dans ce rapport d'activité (exception : mesures météorologiques).

En 2008, l'ONF et l'Administration des Eaux et Forêts ont réalisé les opérations suivantes :

- Mesures dendrométriques annuelles
- Analyse de la litière
- Etat sanitaire des houppiers
- Observations phénologiques
- Analyse des retombées atmosphériques
- Mesure de paramètres météorologiques
- Les résultats font l'objet d'un rapport annuel d'évaluation des données rédigé par l'ONF.

Quelques résultats des mesures météorologiques

Pour déceler les rapports entre les facteurs météorologiques et le dépérissement des forêts, il faut entre-autre disposer de données météorologiques qui sont valables pour les sites où se trouvent les placettes de suivi des écosystèmes forestiers.

Dans cette optique, l'Administration des Eaux et Forêts a installé une station météorologique à proximité des deux placettes de suivi à long terme des écosystèmes forestiers HETL1 (Pënzebiërg) et HETL2 (Waldhof). L'installation et

l'exploitation des stations homologuées par METEO France, se font en collaboration avec l'ONF et avec la société PULSONIC.

La station mesure et enregistre 7 paramètres :

- température de l'air ambiante
- température du sol à -10 cm de profondeur
- pluviométrie (quantité de pluie)
- hygrométrie (humidité de l'air)
- vitesse du vent
- direction du vent
- rayonnement solaire global.

En 2008, à part la maintenance annuelle des deux stations, un échange du module extension a été effectuée sur HETL1.

précipitation annuelle											
en mm	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998
HET L1	930,0	983,2	725,4	613,4	715,0	604,8	617,4	948,2	958,2	900,6	846,2
<i>moyenne 1997-2005</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>	<i>787,4</i>
HET L2*	918,6	1008,6	741,6	683,2	655,4	584,0	798,6	1024,4	999,4	952,4	869,2
<i>moyenne 1997-2005</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>	<i>838,0</i>

* problèmes techniques le 2 et le 3 juillet 2008 (HETL2)

Tandis que la station du Pénzebiorg a mesuré 930,0 mm de précipitation annuelle en 2008, celle du Waldhof n'en a enregistré que 918,6 mm. Les valeurs se situent nettement au-dessus des moyennes pluriannuelles calculées pour les deux stations. Par rapport à l'année précédente, les deux stations ont enregistré une diminution des précipitations. Pour la station du Pénzebiorg et du Waldhof, le mois de mars respectivement le mois de septembre se sont montrés les plus pluvieux.

Le tableau suivant permet de comparer les températures moyennes annuelles des 10 dernières années.

	température moyenne annuelle										
en °C	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998
HET L1	8,60	9,21	9,18	8,83	8,32	9,20	8,74	8,35	8,93	8,83	8,17
<i>moyenne 1997-2005</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>	<i>8,60</i>
HET L2*	9,00	9,54	8,8	8,96	8,45	9,75	9,33	8,91	9,25	9,22	8,61
<i>moyenne 1997-2005</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>	<i>9,00</i>

* problèmes techniques entre le 2 et le 4 juillet 2008 (HETL2)

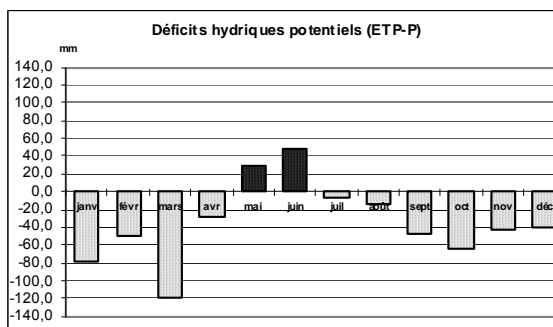
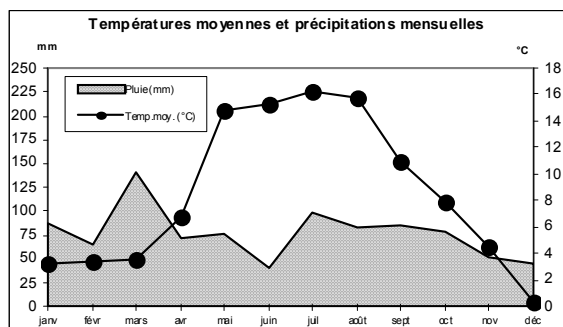
Le jour le plus chaud de l'année a été le 2 juillet avec 30,8 °C pour HETL1 et le 31 juillet avec 29,5 °C pour HETL2. Avec -9,7 °C, la température la plus basse a été enregistrée le 30 décembre sur la station du Pënzeberg. La température la plus basse sur la station du Waldhof (-7,6 °C) a été enregistré le 29 et le 30 décembre. La température moyenne mensuelle la plus basse de l'année 2008 a été mesurée au mois de décembre.

Le graphique de droite retrace le déficit hydrique potentiel (DHP, en mm). Cette valeur est définie comme étant la différence entre l'évapotranspiration potentielle (ETP, calculée d'après la formule de Penman) et les précipitations (P), soit :

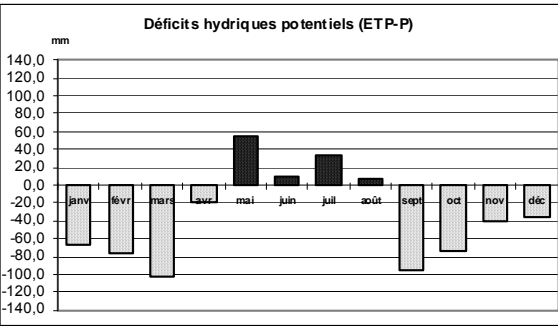
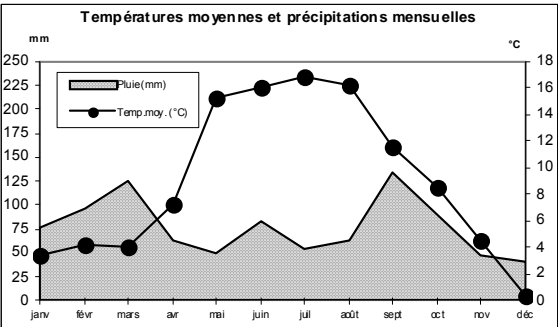
$$\text{DHP} = \text{ETP} - \text{P}$$

Cet indice climatique a été calculé à partir des valeurs moyennes mensuelles. Pour HETL1 (Pënzeberg), les mois de mai et de juin présentent une évapotranspiration mensuelle de la végétation supérieure à la quantité de pluie tombée. Pour la station HETL2 (Waldhof), la période de mai jusqu'à août montre le même phénomène. En ne tenant pas compte de l'habilité des arbres de s'approvisionner par la réserve en eau utile des sols, on peut donc dire que les arbres ont été soumis à un certain effet de stress hydrique pendant ces mois caractérisés par un déficit hydrique positif.

Station météorologique du Pënzeberg



Station météorologique du Waldhof



XII. LA VITICULTURE LUXEMBOURGEOISE

A. L'année viticole 2008

Les conditions climatiques étaient très propices au développement de la vigne. Après un millésime 2007 très précoce, nous retrouvons en 2008 de nouveau une année sans avance notable en matière de maturité des raisins par rapport à la moyenne pluriannuelle.

Concernant le climat, cette année viticole a connu des précipitations et des températures moyennes. L'hiver 2007/2008 s'est manifesté par une météo humide sans périodes de gelées trop marquées.

Le début du printemps était plutôt frais et humide, mais heureusement dépourvu de gelés. Le mois de mai, grâce aux conditions météorologiques presque tropicales a vu les stades phénologiques s'enchaîner rapidement. Suite à cette croissance rapide, quelques vignes ont souffert un peu d'un manque en fer, ce qui se manifestait par un jaunissement des feuilles. La vigne a atteint rapidement le stade de la floraison début juin avec presque 2 semaines d'avance par rapport à la moyenne des 40 dernières années. En pleine floraison, les conditions météorologiques se sont dégradées. Le froid et les pluies ont causé des coulures plus ou moins fortes dans les vignobles. Ceci a conduit certes à une perte de récolte, mais également à des raisins moins compacts, donc moins sensibles à la pourriture de la grappe et plus favorables pour produire du vin de qualité.

Les mois de juillet et août étaient moyennement chauds, mais le soleil s'est souvent caché derrière les nuages. Les précipitations suffisantes des mois de juin et de juillet ont accéléré le développement des raisins. En conséquence, le début de la maturation fut déjà constaté dans les vignobles plantés avec le cépage Rivaner mi-août.

Au mois de juillet l'oïdium et le mildiou ont fait un retour remarqué, mais ne posaient en général pas de problèmes graves dans les parcelles concernées. Relevons également que les symptômes d'Esca, champignon parasite du bois, étaient particulièrement visibles cette année.

Mise à part quelques rares vignobles affectés par des infestations de mildiou, d'oïdium ou par la grêle, les raisins sont d'une excellente qualité sanitaire. Même la pourriture de la grappe ne s'est pas installée dans les vignobles.

Le vol du ver de la grappe était pratiquement inexistant et les infestations étaient faibles. A noter encore, que cette année, la majorité des vignerons ont utilisé la méthode biologique de la confusion sexuelle contre les papillons du ver de la grappe. Cette méthode est appliquée au Grand-Duché de Luxembourg sur presque la totalité du vignoble luxembourgeois (1.300 ha)

Les raisins sont sains, aromatiques et mûrs et la récolte commençait autour du 22 septembre 2008. Le soleil et le temps sec étaient au rendez-vous pendant toute la durée de la récolte. La coulure a entraîné une perte de récolte assez importante. En effet la récolte reste avec 129.669 hl nettement en dessous de la moyenne pluriannuelle sur 30 ans de 145.000 hl.

En ce qui concerne la qualité des vins du millésime 2008, il est actuellement trop tôt pour avancer des hypothèses. Toutefois, les œnologues et chef caviste sont unanimes, que l'année viticole 2008 resterait en mémoire pour l'exceptionnelle qualité des raisins.

B. Le marché du vin 2007/2008

Remarque : Au Luxembourg, les chiffres du Statec concernant le commerce extérieur de vins ne sont que provisoires pour les deux dernières campagnes viticoles.

1. Les importations (tableaux 4 et 5)

En 2007/2008, les importations de produits viticoles s'élèvent au total à 238.768 hectolitres (-1.798 hectolitres par rapport à la campagne précédente) et se situent au même niveau de celui qu'ils avaient atteint en 2005/2006. Alors que importations à partir de la France et de l'Italie ont augmenté (France : + 3,5% ; Italie : + 16,5%), celles à partir de la Belgique (-11,4%) et des autres pays ont baissé.

Suivant les pays de provenance, les produits viticoles de France représentent 32% des importations totales, suivie par la Belgique (24%), l'Italie (14%), le Portugal (13%), l'Allemagne (9,5%), l'Espagne (6%) et d'autres pays (1,5%).

Les vins rouges et rosés dominent le marché des vins étrangers et représentent 51% des importations totales tandis que les vins blancs et mousseux représentent 36%.

2. Les exportations de produits viticoles indigènes (tableaux 6 à 9)

Les exportations ont diminué de 2.919 hectolitres par rapport à la campagne précédente et s'élèvent au total à 68.144 hectolitres. Toutefois les exportations sont supérieures de 15% à la campagne 2005/2006. Cette augmentation des exportations s'explique par un accroissement extraordinaire des exportations vers l'Allemagne en passant de 7.687 hectolitres en 2005/2006 à 18.519 hectolitres en 2007/2008.

Comparée à la production annuelle moyenne des 10 dernières années, à savoir 141.448 hectolitres, le volume des exportations atteint 48% de la production moyenne décennale pendant la campagne 2007/2008.

Le premier pays importateur de nos vins reste la Belgique avec 47.005 hectolitres suivie par l'Allemagne avec 18.519 hectolitres et la France avec 1.944 hectolitres. La vente vers d'autres pays ne représente que 1% des exportations totales.

L'exportation de vin de table a augmenté de 18% pour atteindre 10.334 hectolitres par rapport à la campagne précédente, tandis que l'exportation de vin de qualité a légèrement baissé de 3% par rapport à cette même campagne pour se chiffrer à 4.990 hectolitres.

Alors que l'exportation de vin pétillant a sensiblement baissé de plus de la moitié à la campagne précédente, l'exportation de vin mousseux et crémant stagne.

Suivant la nature des produits viticoles luxembourgeois, les exportations se subdivisent de la façon suivante :

- Vin de table :	15% soit 10.334 hl
- Vin de qualité :	73% soit 4.990 hl
- Vin pétillant :	3% soit 2.020 hl
- Vin mousseux et crémant :	9% soit 5.868 hl

Suivant leur classification qualificative, la vente de vin de qualité vers l'étranger pour la campagne 2007/2008 est la suivante :

- Marque Nationale :	45.281 hl	91%
- vin classé :	278 hl	1%
- premier cru :	3.225 hl	6%
- grand premier cru :	1.123 hl	2%

Au cours de la campagne 2007/2008, les caves coopératives ont réalisé 94,5%, le négoce 2,5% et les viticulteurs indépendants 3,0% de l'ensemble des exportations.

3. Les réexportations (tableaux 10 et 11)

Les réexportations ont encore augmenté par rapport aux campagnes viticoles précédentes et se chiffrent pour cette campagne à 29.682 hectolitres. L'augmentation des réexportations de 2.061 hectolitres par rapport à la campagne 2006/2007 s'explique par une forte augmentation de la vente de vins pétillants produits au Luxembourg à partir de vins étrangers vers nos pays voisins.

Toutefois, les vins mousseux produits à base de vins étrangers continuent à dominer le marché des réexportations (68% du total des réexportations pour la campagne 2007/2009).

4. Les stocks de vins et autres produits viticoles luxembourgeois (tableaux 12 et 13)

Les stocks de vins indigènes s'élèvent au 31 juillet 2008 à 159.556 hectolitres et ont baissé de 2,6% par rapport à 2007 et de 20% par rapport à 2006. Cette régression des stocks par rapport à 2006 s'explique surtout par le développement d'un marché nouveau en Allemagne pour des vins d'assemblage sans indication du nom de cépage.

Considérant la vente totale de produits viticoles (vente au Luxembourg + export) de 146.170 hectolitres pendant la campagne 2007/2008, les stocks au 31 juillet 2008 couvrent 13 mois par rapport à la vente totale de produits viticoles luxembourgeois.

5. La vente de produits viticoles à l'intérieur du pays (tableau 14)

Le total de la vente de produits viticoles luxembourgeois et étrangers s'élève à 265.786 hectolitres et a augmenté de 10.810 hectolitres par rapport à la campagne précédente (+ 4,2%).

En comparant la vente totale, la vente de vins blancs et rouges étrangers a augmenté de 7,9% et la vente de produits viticoles indigènes a diminué de 3,6% par rapport à la campagne précédente.

La vente de produits viticoles à l'intérieur du pays se répartit comme suit :

- 78.026 hl (29%)	Vin, vin mousseux et crémant de Luxembourg ;
- 68.690 hl (26%)	Vin blanc et vin mousseux étrangers ;
- 119.070 hl (45%)	Vin rouge et rosé étrangers.

C. La section viticulture

1. La prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage dans les vignobles

La loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (Art. 25), le règlement (CE) no 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ainsi que le règlement grand-ducal du 17 octobre 2008 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement constituent la base de ce programme agri-environnemental. Ce nouveau programme remplace l'ancienne prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage qui se basait sur le règlement (CE) 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).

Ce programme d'aide vise notamment les viticulteurs à souscrire des engagements pluriannuels (5 années) en vue de favoriser une exploitation viticole compatible avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel contribuant ainsi à l'équilibre du marché. A ce titre les viticulteurs touchent une compensation pour les pertes de revenu dues à une réduction de la production et à une augmentation des coûts de production suite à une utilisation de pratiques respectueuses de l'environnement.

Bilan de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage en viticulture pour la campagne 2007/2008 en application du règlement grand-ducal du 17 octobre 2008.

Nombre d'exploitations ayant souscrit à un engagement :	137
Surface totale primée (ha)	578,56 ha
Montant total de la prime (€)	471.764,05€

<u>Totaux par activité viticole</u>	superficie primée m2	Prime montant €	Part Feader €	Part nationale €
<u>Activité principale</u>				
- Vignobles en pente >= 15 %	3 423 523	192 744,32		192 744,32
- Vignobles en pente >= 30-45 % 60N	1 447 171	185 961,38	46 490,35	139 471,03
- Vignobles en pente >= 30-45 % 70N	42 428	4 242,84	1 060,72	3 182,12
- Vignobles en pente >= 45 % et terrasses 60N	113 358	28 486,89		28 486,89
- Vignobles en pente >= 45 % et terrasses 70N	635	141,48		141,48
- Sous-total activité principale :	5 027 115	411 576,91	47 551,07	364 025,84
<u>Activité secondaire</u>				
- Vignobles en pente >= 15 %	375 413	16 893,67		16 893,67
- Vignobles en pente >= 30-45 % 60N	266 063	27 351,30	6 837,83	20 513,47
- Vignobles en pente >= 30-45 % 70N	6 003	480,24	120,06	360,18
- Vignobles en pente >= 45 % et terrasses 60N	111 041	27 904,61		27 904,61
- Vignobles en pente >= 45 % et terrasses 70N	0	0,00		0,00
Pente >= 30%, dépassement plafond part National	(729152)	-7 291,52		-7 291,52
Pente >=30%, dépassement du plafond part UE	(680155)	-6 801,55	-6 801,55	
- Sous-total activité secondaire :	758 520	58 536,75	156,34	58 380,41
- Supplément Treuille	(133096)	1 650,39		1 650,39
TOTAL GENERAL	5785635 m2	471 764,05	47 707,41	424 056,64
en hectares:	579 ha			

Remarque: le montant maximal de la prime par exploitant individuel est fixé à 5.000 € pour les exploitants à titre accessoire

2. La prime à l'abandon définitif de superficies viticoles

La prime à l'abandon vise à favoriser l'arrachage définitif de surfaces viticoles qui se situent généralement à la limite du périmètre viticole et qui sont peu aptes à la production viticole de qualité. Le règlement (CE) no 1493/1999 du Conseil ainsi que le règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 relatif à l'octroi de primes d'abandon définitif de superficies viticoles constituent les bases légales de cette aide financière.

Bilan de la prime à l'abandon définitif de superficies viticoles (Année culturale 2007/2008) : Montant : 5.319 € pour une superficie de 67,50 ares

3. L'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles

Le Règlement grand-ducal du 18 octobre 2001 fixant les modalités d'exécution du règlement (CE) no 1493/1999 relatives au régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles offre sous certaines conditions une aide financière aux exploitants viticoles pour l'arrachage et la replantation d'une vigne. Le régime d'aide a pour objet d'accélérer la reconversion variétale, c'est-à-dire le remplacement des cépages dont la demande sur le marché est en régression, par des cépages plus appréciés par les consommateurs. Il vise également à favoriser davantage des techniques de culture de vignobles qui sont plus facilement mécanisables dans le but de réduire les coûts d'exploitation.

L'aide a été versée à titre d'avance à 18 exploitations. Conformément à l'article 15 du règlement (CE) no 1227/2000 de la Commission, ces exploitants ont commencé avec l'exécution des mesures et ont déposé à l'Institut viti-vinicole une garantie sous forme d'une garantie bancaire d'un montant d'au moins égal à 120% de l'aide prévue.

Le montant total de l'aide versé pour l'année culturelle 2007/2008 était de 38.000,71 € pour 4,6 ha de vignoble.

4. Le site Internet de l'Institut viti-vinicole (www.weinbauinstitut.lu)

Le plan d'action eLuxembourg constitue la réponse du Gouvernement au défi de la société de l'information. Les services publics en ligne deviennent de plus en plus un élément central dans la relation que l'Etat entretient avec les citoyens et entreprises. Le site de l'Institut viti-vinicole est conforme à la charte de normalisation de la présence sur Internet de l'Etat. Cette charte définit les normes à respecter en matière de graphisme et de présentation du contenu. Elle concerne également la mise en place d'une infrastructure informatique commune pour la création et la gestion des sites web, qui comprend un système rédactionnel ou CMS (Content Management System).

Selon cette charte la disposition des menus du site doit être indépendante de l'organisation interne de l'administration. Par conséquent, les citoyens n'ont pas besoin de connaître à priori l'organisation de l'IVV pour retrouver les informations qu'ils recherchent.

Le site est rédigé en allemand et le public cible visé est constitué principalement par les vignerons. Evidemment, les consommateurs de vin y retrouvent également des renseignements généraux sur la viticulture luxembourgeoise.

Le site internet de l'IVV met à la disposition des informations sur les aides financières, sur la réglementation viticole ainsi que sur des problèmes viticoles. Par l'intermédiaire d'un système de newsletter, les vignerons reçoivent régulièrement une synthèse des actualités en ligne. Si le sujet traité les intéresse, un raccourci leur permet d'accéder sur la page Internet du site de l'IVV où des renseignements afférents plus détaillés sont disponibles.

5. Le site Internet pour l'amélioration de la transparence des traitements phytosanitaires par hélicoptère

Dans ce site Internet, chaque coopérative de traitement par hélicoptère a un accès personnalisé pour rédiger et mettre à jour son propre contenu (« weblog »). La mise en ligne du contenu, réalisé par l'intermédiaire d'un éditeur facile d'utilisation, concerne notamment les informations portant sur les produits phytosanitaires utilisés, la date des vols des hélicoptères ainsi que le développement des maladies et ravageurs de la vigne.

La plupart des vignerons concernés ont participé à ce projet. Toutes les informations sont disponibles sur Internet, assurant ainsi une transparence totale de l'épandage des produits phytopharmaceutiques par voie aérienne.

6. La formation continue et la vulgarisation

15 formations ont été organisées ou co-organisées par la section viticulture pour les vignerons en 2008.

1. Verkostung der Versuchsweine
2. Ökoweinbau für Einsteiger
3. Möglichkeiten und Grenzen des Minimalschnittsystems für den Weinbau an der südlichen Weinmosel

4. Wetterstationen in Nittel und in Remich: Auswertung der Prognosemodelle für Peronospora und Schwarzfäule
5. Verkostung der Versuchswine
6. Weinbau in Keuperböden: Der Boden treibt manchmal bunt.
7. Thema: Wüchsigkeit- Manchmal kann weniger mehr sein
8. Einfluss von Pflanzenschutzmittel auf die Gesundheit
9. Peronospora, Phosphithaltige Blattdünger, Anwenderschutz, neue Produkte
10. Ergebnis der Botrytisversuche am DLR Mosel bei der Rebsorte Riesling
11. Ergebnis der Botrytis und Penicilliumversuche bei Burgundersorten in Luxemburg.
12. Harmonisierung der Pflanzenschutzmittelanwendung in der EU.
13. Rebschutzempfehlungen 2008 für die deutsche Obermosel
14. Rebschutzempfehlungen 2008 für die Luxemburger Mosel
15. Rebschutz mit dem Hubschrauber

7. Les essais viticoles

Dans le vignoble d'expérimentation, des essais pratiques ont été menés dans le domaine de la viticulture biologique qui comprennent notamment l'utilisation d'alternatives pour le cuivre dans la lutte contre le mildiou. Les mesures prophylactiques contre les champignons Botrytis et Penicillium, agents responsables des goûts moisi terreux (GMT) constituaient l'autre grand axe d'expérimentation.

L'Institut viti-vinicole a entamé depuis 2003 un grand projet d'expérimentation avec des nouveaux cépages rouges. En 2007, tous les nouveaux cépages plantés depuis 2003 présentaient leurs premières récoltes. Il s'agit notamment des cépages Acolon, Cabernet Cubin, Cabernet Doria, Cabernet Dorsa, Garanoir, Gamaret Diolinoir, Saint Laurent, Zweigelt ainsi que des cépages résistant contre les maladies cryptogamiques comme le Regent, Rondo, Roesler et Rathay. Les premiers résultats des dégustations de ces vins sont très prometteurs.

8. Le conseil viticole

Les vignerons reçoivent dans des intervalles réguliers pendant la période de végétation des fiches de conseil techniques concernant surtout l'utilisation de produits phytosanitaires. Des informations techniques précises sont également disponibles sur le site Internet de l'Institut viti-vinicole.

9. Les projets de recherche

Deux projets de recherche ont été suivis en 2008 par la section viticulture :

- Projet de recherche sur la lutte contre la pourriture de la grappe.
- Projet de recherche sur l'impact du changement climatique sur la viticulture luxembourgeoise.

10. L'introduction au Grand-Duché de Luxembourg d'un système d'identification des parcelles viticoles basé sur des techniques informatisées d'un système d'information géographique

L'article 17 du règlement modifié (CE) no 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs prévoit la création dans chaque Etat membre d'un mécanisme de gestion et de contrôle (système intégré de gestion et de contrôle).

En matière d'identification des parcelles, l'article 20 du règlement (CE) no 1782/2003 impose à tous les Etats membres de disposer d'un système d'information géographique informatisé pour l'identification des parcelles permettant une localisation plus précise et une représentation plus proche de la réalité.

Les informations géographiques comprennent deux types de données :

- les données alphanumériques décrivant les attributs des entités géographiques comme la surface, le périmètre, ...
- les données graphiques, c'est-à-dire les cartes au sens strict.

Les données alphanumériques ayant été informatisées depuis un certain temps, l'article 20 rend obligatoire l'utilisation de données graphiques digitales.

Dans le cadre de la réforme de l'organisation commune du marché viti-vinicole qui résulte d'un accord politique du Conseil des ministres de l'Agriculture du 19 décembre 2007 et qui est supposée s'appliquer à partir d'août 2008, il était impératif de prévoir une procédure de validation des parcelles viticoles qui fait l'objet du règlement grand-ducal du 19 août 2008 portant introduction, au Grand-Duché de Luxembourg, d'un système d'identification des parcelles viticoles basé sur des techniques informatisées d'un système d'information géographique.

C'est notamment en vue de l'admissibilité des parcelles viticoles au bénéfice du paiement unique qu'il s'imposait de disposer d'un système d'identification de parcelles unique pour toutes les parcelles éligibles au régime du paiement unique (agricoles et viticoles).

La section viticulture a procédé en 2008 à la validation de 5400 parcelles viticoles sur le territoire luxembourgeois. A partir de la réception du dossier de validation contenant les ortho-photos, les viticulteurs disposaient d'un délai de trois semaines pour formuler par écrit des réclamations motivées à l'adresse de l'Institut viti-vinicole. Le règlement grand-ducal prévoyait ensuite une procédure complète en matière de traitement des réclamations.

D. La structure du vignoble luxembourgeois

1. La superficie du vignoble et le nombre des exploitations

Le vignoble luxembourgeois occupe aujourd'hui une superficie totale de 1.289 ha dont 1.234 ha sont en production alors qu'en 1998 on comptait encore au total 1.352 ha. La diminution de la superficie est principalement due aux abandons définitifs des parcelles viticoles qui ont été pratiqués au cours de la dernière décennie.

Le processus de restructuration vers des unités de production plus grandes se poursuit. En l'espace de dix ans, le nombre des exploitations viticoles est passé de 601 unités en 1999, à 424 unités, en 2008, soit une régression de 29%.

La surface moyenne des exploitations viticoles est actuellement de l'ordre de 3,04 ha.

Suite aux effets positifs du remembrement, la restructuration du vignoble luxembourgeois est accompagnée d'une amélioration sensible des conditions de travail dans la vigne. En dix ans, le nombre des parcelles a diminué de 925 unités et s'élève aujourd'hui à 5.252 unités. Grâce à la rationalisation des travaux et à la réduction des parcours dans les vignobles remembrés, grâce aussi à une

mécanisation plus poussée, les conditions d'exploitation des vignobles ont été sensiblement améliorées.

Une diminution importante de la surface se fait remarquer pour le cépage du Rivaner. Avec 367 ha ce cépage occupe aujourd'hui 28,5% de la superficie viticole totale.

En ce qui concerne l'Elbling, on note une très forte régression de sa superficie au profit d'autres cépages. La surface de l'Elbling atteint actuellement 116 ha.

La surface plantée en Riesling reste stable au cours de la dernière décennie. Elle représente actuellement 159 ha, soit 12,3% du vignoble.

Les cépages Auxerrois, Pinot blanc et Pinot gris occupent 509 ha et représentent 39,5% de l'ensemble de la superficie totale. Depuis 1966 leur surface a quadruplé.

Depuis quelques années le cépage Pinot noir se réjouit d'une grande popularité. En effet, depuis plus d'une décennie, sa surface ne cesse d'augmenter et occupe avec 94,8 ha 7,4% du vignoble luxembourgeois.

2. Le nombre d'exploitations et la superficie viticole totale par classes de grandeur en 2008

classes de grandeur (en ares)	Nombre d'exploitants	Superficie totale (en ha)
0 - 9.99	35	2,15
10 - 19.99	34	5,12
20 - 29.99	36	8,70
30 - 49.99	41	16,04
50 - 99.99	64	44,50
100 - 199.99	29	38,50
200 - 299.99	32	77,72
300 - 499.99	43	168,32
+ 500.00	110	927,90
Total :	424	1.288,95

3. L'âge des chefs d'exploitation en 2008

Classes de grandeur (en ans)	Nombre des chefs d'exploitations	Superficie totale (en ha)
< 35 ans	21	86,54
35 - 50 ans	132	508,16
50 - 65 ans	169	519,87
> 65 ans	102	174,38
Total :	424	1.288,95

4. La répartition de la superficie

- Coopératives : 62,9%
- Viticulteurs indépendants : 37,1% dont 21,3% sont embouteilleurs

5. Les différents modes de mécanisation, de conduite et de travail

Mode de mécanisation	traction directe	par treuil	à la main
	93,19%	5,04%	1,77%
Mode de conduite	sur échelas	sur treille	
	1,04%	98,96%	
Mode de faire valoir	en propriété	en fermage	Autre
	69,36%	26,70%	3,94%

6. Les exploitations et les parcelles par localité viticole

LOCALITES 01.08.2008	(1) Nombre d'exploit.	Nombre de parcelles	(2) Superficie cultivée (ha)	Classes de grandeur					
				- 1 ha		+ 1 – 3 ha		+ 3 ha	
				(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Schengen	18	444	96,25	3	1,14	2	3,24	13	91,87
Remerschen	43	718	125,79	20	6,74	7	11,86	16	107,19
Wintringen	13	219	42,11	7	1,82	1	2,16	5	38,13
Schwebsingen	25	273	57,51	14	5,87	4	6,46	7	45,18
Bech-Kleinmacher	30	460	107,65	11	3,35	5	10,48	14	93,82
Wellenstein	24	254	63,16	11	6,17	4	6,65	9	50,34
Remich	30	301	82,00	16	7,15	5	9,51	9	65,34
Stadtbredimus	24	339	72,56	10	4,04	6	12,40	8	56,12
Greiweldingen	17	161	46,93	9	3,45	2	3,54	6	39,94
Ehnen	21	232	50,89	12	4,19	4	7,82	5	38,88
Ober-Wormeldingen	12	100	23,94	7	2,98	2	4,21	3	16,75
Wormeldingen	40	300	63,29	27	8,32	4	7,06	9	47,91
Ahn	15	242	89,62	1	0,04	1	2,39	13	87,19
Machtum	26	222	76,61	15	4,12	1	2,41	10	70,08
Grevenmacher	18	363	111,63	6	1,86	3	6,67	9	103,10
Merttert	5	90	46,19	0	0,00	1	2,72	4	43,47
Wasserbillig	4	5	0,69	4	0,69	0	0,00	0	0,00
Rosport	2	9	2,07	1	0,41	1	1,66	0	0,00
Niederdonven	15	166	54,72	9	3,26	1	1,09	5	50,37
Oberdonven	2	4	1,32	2	1,32	0	0,00	0	0,00
Gostingen	8	54	12,81	4	1,73	3	5,24	1	5,84
Lenningen	8	13	3,14	8	3,14	0	0,00	0	0,00
Bous	11	70	12,68	9	4,11	0	0,00	2	8,57
Erpeldingen	3	48	9,15	1	0,03	1	2,49	1	6,63
Rolling	2	44	8,04	0	0,00	1	2,22	1	5,82
Elvingen	1	3	0,22	1	0,22	0	0,00	0	0,00
Ellingen	5	89	22,70	1	0,23	2	3,96	2	18,51
Mondorf	2	29	5,28	1	0,12	0	0,00	1	5,16
7. Total	424	5.252	1 288,95	210	76,50	61	116,24	153	1 096,21

E. Le laboratoire de l'Institut viti-vinicole

Par la loi du 12 août 2003 portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole, article 1, l'Institut a l'obligation de surveiller et de contrôler l'exécution des prescriptions légales et réglementaires concernant les vins et boissons similaires et de conseiller les organismes professionnels de la viticulture dans les domaines technique, économique et commercial.

A cette fin le laboratoire de l'IVV réalise l'examen analytique des raisins, des moûts, des vins et des vins mousseux et crémants par analyse chimique de ses constituants et par détermination de ses caractères physiques.

Les principaux groupements d'analyses se présentent comme suit :

- Le contrôle analytique systématique de tous les lots de moûts durant la vendange faisant l'objet d'une vinification précisé par le règlement (CE) no 1622/2000 au service du contrôle des vins remplaçant ainsi la déclaration obligatoire d'intention d'enrichissement.
- L'analyse individuelle des vins, des vins mousseux et des crémants sur demande des viticulteurs pendant la période de la fermentation alcoolique jusqu'à l'embouteillage des vins dans notre rôle de conseiller, incluant l'analyse de conformité pour l'exportation des vins, des crémants ou des vins mousseux et l'analyse prescrite pour participation aux différents concours internationaux.
- L'examen analytique des vins, des vins mousseux et des crémants luxembourgeois sur différentes caractéristiques bien définies pour l'admission à la Marque Nationale, ainsi que l'analyse de vérification de l'identité de ces produits embouteillés après l'obtention de la Marque Nationale, prescrits par le règlement grand-ducal du 30 janvier 2001.

Le tableau ci-dessous résume le nombre des différentes analyses effectuées au cours de l'année 2008 au laboratoire de l'IVV:

Analyses	Nombres d'analyses
Analyses de contrôle des moûts	2.189
Analyses individuelles sur demande	29.490
Analyses pour admission à la Marque Nationale et analyse de vérification de l'identité	10.219

En vue d'un bon conseil, les analyses de la maturité des raisins, qui se font depuis mi-août jusqu'au début de la vendange, sont devenues indispensables. Elles sont réalisées de manière systématique durant les dernières années non seulement sur les raisins issus du vignoble de l'IVV mais également de parcelles de vignoble le long de la Moselle en collaboration avec les vignerons indépendants. Les analyses de maturité des raisins portent sur le taux de sucre naturel (°Oechsle), le pH, l'acidité totale ainsi que sur les acides organiques L-malique et tartrique. En effet, le rapport croissant d'acide tartrique sur acide L-malique signifie un indice supplémentaire pour une bonne évolution de la maturité. Ces résultats d'analyses non payants et mis à disposition via Internet, offrent des informations à tous les viticulteurs pour préparer au mieux les vendanges.

Etant donné que le laboratoire œnologique de l'Institut viti-vinicole est ouvert durant toute l'année, les analyses individuelles sur demande ainsi que les examens analytiques obligatoires des vins luxembourgeois pour l'admission à la Marque Nationale, peuvent être réalisés suivant les réels besoins de nos différents clients.

Les analyses de base sont la détermination de la valeur pH, de l'acidité totale, de l'acide acétique, de l'acidité volatile, de l'acide tartrique, de l'acide malique, des sucres résiduels, du dioxyde de soufre total et libre, du titre alcoométrique volumique, de la densité relative, de l'extrait sec total, du dioxyde de carbone et de la surpression des mousseux.

D'autre part, en vue d'un bon conseil pour la vinification, des analyses plus spécifiques tels la teneur en fer et cuivre, les phénols totaux, l'acétaldéhyde, l'acide sorbique, la détermination de la stabilité protéique, de la stabilité à chaud et de la dose

réellement nécessaire en bentonite, du collage bleu, ainsi que le suivi des fermentations malolactiques (l'acide lactique) par des contrôles hebdomadaires, sont proposées aux viticulteurs.

L'obtention de l'accréditation selon la norme ISO 17025 sur les prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essais, d'une priorité absolue pour le laboratoire, d'une part à cause de l'exigence législative pour les laboratoires officiels analysant des denrées alimentaires d'après la directive européenne 93/99/CEE et d'autre part pour avoir la reconnaissance de notre compétence au niveau national et international, a été poursuivie.

F. Le département de l'œnologie

Parmi les multiples missions de l'Institut viti-vinicole le conseil pour les organismes professionnels dans les domaines techniques comme la viticulture et la vinification joue un rôle très important. Ainsi, chaque année, différents essais qui sont issus de la viticulture et des pratiques de vinification sont réalisés dans la cave de l'Institut.

1. La sélection de levures autochtones

Depuis le début des années 1980, l'utilisation des levures commerciales s'est considérablement généralisée. Actuellement, la majeure partie de la production vinicole est basée sur l'utilisation de ces levures, qui garantissent des fermentations rapides et sûres et réduisent les risques de fermentations languissantes, d'arrêts de fermentation ou encore de contaminations microbiennes. La plupart des levures œnologiques commerciales ont été sélectionnées dans des vignobles pour leurs caractéristiques œnologiques, telles que leur capacité fermentaire, leur tolérance à l'éthanol, l'absence de production de mauvais goûts et odeurs et la production de métabolites souhaités. Ceci, en plus d'autres progrès technologiques, a contribué à l'amélioration de la qualité du vin et a aidé les producteurs à mieux contrôler le processus fermentaire et à atteindre leurs objectifs. Le désavantage des levures commerciales est cependant d'uniformiser les vins sur une forme de « goût international ». Il y a de plus en plus la demande d'orienter de nouveau les vins vers la typicité variétale et le terroir. A ces fins des essais d'isoler des levures indigènes du vignoble luxembourgeois ont été entamés à l'Institut viti-vinicole.

2. La fermentation malolactique – une option pour l'élaboration de vin blanc

La fermentation malolactique (FML) est un processus complexe qui influence la qualité organoleptique des vins. Les modifications qualitatives dépassent largement la simple modification de l'acidité. Par ailleurs, la fermentation malolactique est une étape qui confère au vin une stabilité microbienne supplémentaire ce qui entraîne une réduction du sulfitage, un effet secondaire positif. Généralement la FML est utilisée pour l'élaboration de vins rouges mais ce processus peut être également utilisé pour la vinification en blanc. Choisir le moment le plus opportun pour ensemer son vin blanc est un gage de réussite de la FML. Ainsi la co-inoculation de levures et de bactéries lactiques permet d'un côté d'accélérer le départ en fermentation malolactique et de l'autre côté la co-inoculation peut être décisive pour l'élaboration de vins fruités et de réaliser la FML dans un milieu moins oxydatif, ce qui limite la production d'odeurs beurrées. Pour analyser la différence entre un ensemencement simultané et séquentiel des essais ont été réalisés avec du Riesling dans la cave de l'Institut viti-vinicole.

3. L'influence des levures sur l'aromatique des vins

Le caractère variétal des cépages est souvent peu marqué dans le moût. C'est au cours de la fermentation alcoolique que l'on observe un accroissement important des teneurs aromatiques. Cette amplification des arômes se fait entre autres par le métabolisme de la levure. Le complexe aromatique du raisin est en grande partie sous formes liées dont la révélation en formes libres dépend d'enzymes. Certaines souches de levures ont un équipement enzymatique favorisant cette révélation. Différentes levures ont été utilisées pour vinifier le même moût afin d'analyser l'influence de ces levures sur l'arôme des vins élaborés dans la cave de l'Institut viti-vinicole.

4. La vinification de différents cépages rouges

Depuis 2003 l'Institut viti-vinicole cultive entre autres plusieurs cépages rouges dans son vignoble d'expérimentation. Le but est d'analyser non seulement leur aptitude de culture dans nos régions mais aussi leur potentiel de vinification. Ainsi les cépages Regent, Acolon, Cabernet Dorio, Cabernet Dorsa, Cabernet Cubin, Garanoir, Gamaret, Merlot, Roesler, Rathay, Zweigelt, Diolinoir, Rondo et Dornfelder ont été vinifiés en 2008 dans la cave de l'Institut Viti-vinicole. Les viticulteurs vont être invités à des dégustations pour se faire eux-mêmes une impression sur les résultats de ces essais.

5. Les gestions des effluents vinicoles

Le traitement des effluents de cave est devenu une contrainte incontournable dans l'élaboration des vins. Malheureusement cette démarche est complexe et elle associe à la fois des aspects réglementaires, financiers et techniques. Suite au guide « gestion des effluents vinicoles » élaboré par le Centre de Ressource des Technologies pour l'Environnement (CRTE), l'Institut viti-vinicole a décidé de s'investir dans le management environnemental et essaie de trouver une solution de traitement adaptée à sa situation. Pour pouvoir estimer le volume et la qualité des effluents vinicoles de sa cave, la consommation d'eau pendant les semaines de vendanges a été retenue et la charge polluante des effluents vinicoles prélevés par l'Institut viti-vinicole est analysée par le CRTE.

6. Les bonnes pratiques d'hygiène

La réglementation européenne impose de mettre en place des procédures d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques, en s'inspirant notamment de la méthode HACCP et en appliquant les règles de bonnes pratiques d'hygiène décrites dans les guides propres à chaque filière. L'HACCP a pour principal objectif de gérer la sécurité alimentaire afin d'éviter les incidents pouvant entraîner un risque pour la santé du consommateur (présence de composés toxiques, de corps étrangers, de germes pathogènes). En agro-alimentaire, les risques majeurs sont généralement dus à la présence de microorganismes pathogènes pouvant causer des infections alimentaires graves, voire mortelles (ex. listériose, salmonellose). Le vin en général, du fait de sa composition (pH bas, teneur en alcool) est un milieu létal pour les germes pathogènes. Contrairement à beaucoup de produits alimentaires le risque microbiologique est de ce fait nul. Néanmoins une bonne hygiène est nécessaire pour éviter la présence de microorganismes indésirables qui peuvent être aussi la cause d'altérations chimiques ou sensorielles du vin. L'Institut viti-vinicole a suivi des formations DG SANCO en ce qui concerne le développement, l'implémentation, la maintenance et l'audit de la méthode HACCP. En 2008 des réunions d'information et de formations sur ce sujet ont été organisées par l'Institut viti-vinicole ensemble avec le DLR Mosel.

7. Le développement du contrôle microbiologie

La microbiologie en œnologie reste un domaine souvent sous-estimé. Or le vin est propice au développement de nombreuses flores microbiennes, qu'elles soient technologiques ou d'altération. Qualifier et quantifier ces micro-organismes est indispensable pour garantir la meilleure qualité de vins à tous les stades de l'élaboration du produit. A ces fins l'Institut viti-vinicole a décidé de développer un contrôle microbiologique à côté de son laboratoire d'analyse chimique. Le contrôle microbiologique consiste à dénombrer les germes viables présents dans les vins. Il a comme objectifs de détecter les micro-organismes comme des moisissures, des levures du genre *Brettanomyces*, des bactéries lactiques et acétiques, tous des microorganismes d'altération.

G. L'organisation commune de marché : OCM-vin

Les organisations communes de marché datent de la création de la Politique Agricole Commune (PAC), en 1962. L'objectif de ces organisations communes de marché pour les secteurs agricoles, viticoles et horticoles était de stabiliser les marchés et de privilégier la production européenne.

L'OCM-vin a donc été mise progressivement en place depuis plus de quarante ans. Tout au long de cette période, elle a connu de nombreuses adaptations et modifications.

Une nouvelle réforme du secteur viti-vinicole a été formellement adoptée en avril 2008 par le Conseil des ministres de l'UE.

Le règlement du conseil no 479/2008 engage des mesures qui permettent d'équilibrer le marché viti-vinicole, d'orienter le secteur du vin vers un développement durable, d'éliminer les instruments coûteux d'intervention sur les marchés et de réorienter les crédits budgétaires de 1,3 milliard d'€ au profit de mesures plus efficaces de nature à renforcer la compétitivité des vins européens.

Les grandes lignes de la réforme sont les suivantes :

- Il est instauré un régime d'arrachage volontaire sur une durée de trois ans pour une superficie totale de 175.000 hectares, avec des primes dégressives d'une année sur l'autre. Ce régime d'arrachage offre un moyen de substitution aux producteurs de vins qui ne peuvent affronter la forte concurrence en les soutenant ainsi à éliminer du marché les excédents et les vins non compétitifs. L'Etat membre peut mettre un terme à l'arrachage si la surface concernée dépasse 8% de sa superficie encépagée. En outre, l'Etat membre a la possibilité d'exclure du régime d'arrachage les zones de montagne ou de forte déclivité ainsi que celles où il existe un risque environnemental.
- Jusqu'en 2012, les subventions destinées à l'utilisation des moûts de raisins concentrés ainsi que celles destinées aux différents régimes de distillation seront progressivement supprimées et les montants correspondants seront réaffectés sous la forme d'enveloppes nationales. Celles-ci pourront être utilisées pour la promotion des vins sur les marchés des pays tiers, la restructuration et la reconversion des vignobles, la vendange en vert, le fonds de mutualisation, l'assurance-récolte, les investissements liés à l'élaboration de nouveaux produits, processus et technologies.
- Dans tous les Etats membres, il est accordé un paiement unique par exploitation aux producteurs qui arrachent leurs vignes. De même, ceux des Etats membres, qui le souhaitent, peuvent introduire le régime de paiement unique par exploitation aux producteurs de raisins de cuve. En effet, selon les dispositions du règlement du

Conseil no 479/2008, toutes les superficies viticoles activement cultivées deviennent éligibles au titre du régime de paiement unique prévu par le règlement (CE) no 1782/2003. Pour les Etats membres qui comptent recourir à cette possibilité, les transferts de fonds vers le régime de paiement unique sont prélevés des enveloppes nationales correspondantes. Une fois effectif, les montants alloués aux droits à paiement restent dans le cadre du régime de paiement unique et ne sont plus disponibles pour les programmes d'aide prévues dans les enveloppes nationales.

- Il est prévu d'abolir les droits de plantation en 2015, mais ceux-ci pourront être maintenus au niveau national jusqu'en 2018.
- La chaptalisation reste autorisée et l'augmentation du titre alcoométrique volumique ne peut dépasser les limites suivantes :
 - a) 3% vol. dans la zone A
 - b) 2% vol. dans la zone viticole B
 - c) 1,5% vol. dans la zone viticole C

En cas de circonstances climatiques exceptionnelles, les Etats membres pourront solliciter de la Commission un relèvement du niveau d'enrichissement.

- L'approbation de nouvelles pratiques œnologiques et la modification de celles-ci, sont transférées à la Commission, qui évaluera les pratiques œnologiques recommandées par l'Office international de la vigne et du vin (OIV) et les ajoutera à la liste des pratiques admises par l'UE.
- En matière d'étiquetage, il convient d'établir des règles qui prennent en compte à la fois les intérêts des consommateurs et des producteurs. C'est pourquoi la réglementation communautaire en matière d'étiquetage est adaptée. Les vins assortis d'une appellation d'origine protégée (AOP) et les vins assortis d'une indication géographique protégée (IGP) constituent le fondement du concept de vin de qualité de l'UE. Tous les vins dépourvus d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique pourront porter la mention du cépage et de l'année de récolte, sous réserve d'exigences relatives à la véracité des informations portées sur l'étiquette.

Le règlement de la Commission sur les modalités d'application de cette réforme de l'OCM-vin qui sont entrées en vigueur le 1^{er} août 2008, à savoir le Règlement (CE) no 555/2008, a été publié au journal officiel et concerne les programmes d'aide, les échanges avec les pays tiers, le potentiel de production et les contrôles dans le secteur vitivinicole.

Les règlements de la Commission sur les modalités d'application qui entreront en vigueur à partir du 1^{er} août 2009 et qui sont encore en discussion au sein du comité de gestion vin, concernent notamment les pratiques œnologiques, les indications géographiques et l'étiquetage, le casier viticole, les déclarations obligatoires et l'établissement des informations pour le suivi du marché dans le secteur vitivinicole, les documents accompagnant les transports des produits vitivinicoles et les registres à tenir dans le secteur vitivinicole.

A partir du 31 décembre 2010, l'étiquetage des allergènes issus de colles œnologiques à base de caséine de lait ou d'albumine d'œuf deviendra obligatoire, si les discussions au sein du comité de gestion vin trouveront un accord acceptable pour les Etats membres. En effet, en ce moment les résultats d'études scientifiques sur les allergènes de vins collés avec de tels produits ne sont pas encore connus.

Pour le Luxembourg, les montants inscrits dans l'enveloppe nationale pour financer les programmes d'aide et/ou le régime de paiement unique sont les suivants :

Exercice budgétaire :	2009	2010	2011	2012	2013	à partir de 2014
en milliers € :	344	467	485	595	587	588

Pour l'exercice budgétaire 2009, le montant de 344.000 € est utilisé pour financer une aide à l'utilisation de moût de raisin concentré (244.000 €) et une aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles (110.000 €). Les modalités d'exécution du régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles ainsi que de l'aide à l'utilisation de moût de raisin concentré sont fixées par le règlement grand-ducal du 19 décembre 2008.

A partir de l'exercice budgétaire 2010, les montants inscrits dans l'enveloppe nationale vont être complètement transférés dans le régime de paiement unique.

Pour ce qui est du régime d'arrachage volontaire sur une période de trois ans, celui-ci est fixé par règlement grand-ducal du 19 août 2008.

H. La marque nationale du vin, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg

La marque nationale du vin, des vins mousseux et des crémants de Luxembourg joue un rôle très important dans les structures viticoles de la Moselle luxembourgeoise. Depuis sa création en 1935 elle incite les viticulteurs luxembourgeois à la production de vins de qualité supérieure et elle garantit aux consommateurs des vins d'origine luxembourgeoise, dont la qualité a été contrôlée par l'Etat.

L'effet économique de la marque nationale du vin sur le marché du vin est non-négligeable, car les vins portant le certificat de qualité et une des mentions qualitatives tiennent très bien leur rang sur le marché national et international.

1. Les procédures de fonctionnement

En fait la marque nationale du vin luxembourgeois est gérée par l'Office National de l'Appellation d'Origine Contrôlée « Moselle Luxembourgeoise » (O.N.A.O.C.). Cet organisme fonctionne sous la tutelle du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural et a dans ses attributions la gestion financière, administrative et technique de la marque nationale. Y sont représentés les principaux acteurs du marché viticole luxembourgeois, d'un côté, les groupements des viticulteurs, de l'autre côté les organismes représentant les consommateurs et le secteur de la restauration.

Pour l'exécution de sa mission l'O.N.A.O.C dispose d'une commission de dégustation et d'un service technique. L'O.N.A.O.C. ainsi que la commission de dégustation sont composés de délégués

- des caves coopératives regroupées dans « Les Domaines de Vinsmoselle »,
- de l'Organisation Professionnelle des Viticulteurs Indépendants
- des Négociants en Vin et Vins Mousseux,
- de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs,
- de l'Horesca,
- de l'Etat.

L'attribution de la mention de qualité « Appellation Contrôlée – Moselle Luxembourgeoise » à un vin luxembourgeois dépend d'une réglementation nationale et européenne assez stricte. Quoique la présentation d'un vin pour l'obtention du

certificat de qualité soit facultative, la quasi-totalité des vins luxembourgeois est présentée au contrôle de qualité de la marque nationale.

Le producteur introduit au service technique une demande pour l'obtention de la marque nationale ou pour une des mentions qualitatives, ainsi que trois bouteilles-échantillon pour chaque vin.

Dans une première étape, le vin est soumis à un examen analytique au laboratoire de l'Institut Viti-vinicole où on contrôle les valeurs analytiques fixées par règlement, tels que, la densité relative, le titre alcoométrique total, le titre alcoométrique acquis, les sucres, l'extrait sec total, le potentiel hydrogène, l'acidité totale et le dioxyde de soufre total.

Suit l'étape de l'examen organoleptique effectué par la commission de dégustation.

Cet examen porte sur la couleur, la limpidité, l'odeur et la saveur du vin. Pour l'obtention de la mention de qualité « Appellation Contrôlée - Moselle Luxembourgeoise » le vin doit obtenir au moins 12 points sur 20. A part de cette mention, le vin peut prétendre à des mentions qualitatives plus élevées. Le nombre minimal de points requis pour ces mentions sont :

- 14 points pour « Vin classé »,
- 16 points pour « Premier cru »,
- 18 points pour « Grand premier cru ».

Préalablement aux examens analytique et organoleptique un certain nombre de contrôles sont effectués par le service technique, tels que la prise d'échantillons dans les caves, l'identification du vin dans les registres des caves, etc.

Après avoir passé avec succès les contrôles et les examens analytique et organoleptique, un numéro de contrôle est attribué au vin de qualité qui doit être imprimé sur l'étiquette et qui garantit la rétractabilité du vin de qualité. En outre, le vin a le droit de porter le certificat de qualité sous forme d'une contre-étiquette sur la bouteille. Pour le consommateur cette étiquette est synonyme de qualité contrôlée par l'Etat. Le nombre d'étiquettes émises par le service technique correspond toujours au volume de vin admis à la marque nationale.

Avant la mise sur le marché du vin, 2 échantillons sont prélevés par le service technique chez le producteur, ou à défaut, sont à remettre par celui-ci endéans les huit jours suivant l'embouteillage. Un premier échantillon est utilisé pour une analyse chimique permettant la vérification de l'identité du vin embouteillé à celui ayant été examiné par la commission de dégustation. Le deuxième échantillon est conservé pour une contre-expertise éventuelle.

Pour les crémants de Luxembourg et les vins mousseux de qualité, les mêmes procédures sont requises pour l'obtention de l'Appellation contrôlée – Moselle Luxembourgeoise, sauf qu'il n'existe pas de mentions qualitatives comme pour le vin tranquille.

2. Les résultats des classements qualitatifs des vins, crémants et vins mousseux

Au cours de l'année 2008 la commission de dégustation s'est réunie à 54 reprises pour examiner 1.673 vins tranquilles, 199 crémants et 13 vins mousseux de qualité, soit un total de 1.805 échantillons. Les volumes correspondants sont de 139.491 hl pour les vins tranquilles, 15.582 hl et 3.180 hl pour les crémants respectivement les vins mousseux de qualité.

Les vins tranquilles du millésime 2007 (1.575 échantillons) ont été classés comme suit :

- 47.939 hl – Appellation Contrôlée – Moselle Luxembourgeoise – (49,66%)
- 12.916 hl – Vin classé – (13,39%)
- 3.565 hl – Premier cru – (3,70%)
- 30.479 hl – Grand premier cru – (31,57%)
- 1.621 hl – Vin de table – (1,68%)

Les résultats pour les vins mousseux se présentent comme suit :

Crémant de Luxembourg :

- 119 échantillons présentés : 15.582 hl
dont
- 106 échantillons admis : 14.834 hl – (95,2%)
- 13 échantillons non-admis : 748 hl – (4,8%)

Vin mousseux de qualité :

- 13 échantillons présentés : 3.180 hl
dont
- 12 échantillons admis : 2.935 hl – (92,3%)
- 1 échantillon non-admis : 245 hl – (7,7 %)

Les conditions climatiques de l'année 2007 étaient particulièrement favorables à la production de vins pour les mentions particulières « Vendanges tardives », « Vin de glace » et « Vin de paille ». Ainsi ont été admis à :

- Vendanges tardives : 13.785 litres – 29 échantillons
- Vins de glace : 5.905 litres – 15 échantillons
- Vins de paille : 3.228 litres – 18 échantillons

3. La situation financière

Depuis 2003, le service technique de la marque nationale du vin fait partie intégrante du cadre du personnel de l'IVV, de sorte que les frais du personnel sont à charge de l'Etat.

Les moyens financiers pour couvrir les frais administratifs et de fonctionnement proviennent de la vente des labels de qualité et de taxes pour la présentation de vins à la marque nationale. Pour l'exercice 2008, la marque nationale a vendu un total de 16.370.000 labels de qualité, dont 13.321.000 pièces pour les vins tranquilles, 2.555.000 pièces pour les crémants de Luxembourg et 494.000 pièces pour les vins mousseux de qualité. L'excédant financier s'élève à 394.369,70 € et contient un montant fixe pour le Fonds de Solidarité Viticole destiné à des fins de promotion pour le vin luxembourgeois. Du montant total, la marque nationale va transférer 281.591,23 € au FSV pour l'exercice 2008. Cette contribution est en sorte une redevance des producteurs par bouteille vendue qui est utilisée pour la publicité pour leur produit. En ce qui concerne la taxe de présentation de 6,20 € par vin présenté les recettes s'élèvent à 11.191 €.

4. Les activités auxiliaires

Traditionnellement la marque nationale du vin participe à plusieurs actions publicitaires notamment à la Foire Internationale de Printemps à Luxembourg, tous les 2 ans à la Foire Agricole à Ettelbruck et tous les 3 ans au salon de la gastronomie, l'Expogast, à Luxembourg. Lors de ces foires, les vins sont présentés

en dégustation, ensemble avec d'autres produits agricoles portant une marque nationale, sur un stand publicitaire commun. Ces actions sont organisées et financées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural.

I. Les activités du Fonds de solidarité viticole en 2008

1. Le Fonds de solidarité viticole

Au cours de l'année écoulée, le Comité-directeur du Fonds de solidarité viticole s'est réuni cinq fois. Le Comité-directeur a émis son avis sur les dispositions nationales applicables aux vins provenant de la récolte 2008.

De même, il a fixé la date de mise sur le marché pour le « Fiederwäissen luxembourgeois » ainsi que pour « l'Auxerrois - vin nouveau » et pour le « Pinot Noir » et « Saint Laurent - vins primeurs » - 2008. Une date de mise sur le marché décidée d'un commun accord constitue un élément essentiel de la politique de commercialisation et de promotion des vins luxembourgeois.

Des avis ont été fournis sur les projets suivants :

- Projet de règlement grand-ducal relatif à la gestion du potentiel de production viticole. Le projet a pour objet d'introduire un nouveau régime d'aide à l'arrachage de vignes dans le but de diminuer le potentiel de production de vins dans l'Union européenne
- Projet de règlement grand-ducal portant introduction au Grand-Duché de Luxembourg, d'un système d'identification des parcelles viticoles basé sur des techniques informatisées d'un système d'information géographique
- Projet de loi portant réforme à l'assurance accident visant à fusionner la section industrielle et la section agricole (agricole, viticole et horticole) en une seule identité
- Projet de règlement grand-ducal fixant certaines modalités d'exécution du règlement (CE) no 479/2008 portant organisation commune du marché vitivinicole, en ce qui concerne le régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles
- Projet de règlement grand-ducal relatif à l'aide à l'utilisation de moût de raisin concentré.

Le Comité-directeur a également été informé à plusieurs reprises par les représentants luxembourgeois, fonctionnaires et professionnels participant aux réunions de l'E.U.- et organismes du secteur vitivinicole sur les sujets suivants :

- Modalités prévues pour la période 2007 – 2013 concernant la prime à l'entretien de l'espace naturel en viticulture
- Explications concernant la mise en œuvre de la nouvelle loi agraire concernant les volets suivants
 - ° investissements réalisés par des exploitants à titre principal et à titre accessoire
 - ° installation de jeunes agriculteurs
 - ° groupement de producteurs
 - ° machines et équipements viticoles.
- Présentation des points clés de la nouvelle réforme de l'OCM vitivinicole :
 - ° pratiques œnologiques
 - ° enveloppe nationale
 - ° arrachage
 - ° droits de plantation
 - ° appellation d'origine protégée (AOP) & indication géographique protégée (IGP)
 - ° étiquetage

- ° paiement unique.
- Présentation d'un projet de lutte contre la grêle par avion – projet initié par le « Dienstleistungszentrum Landwirtschaftlicher Raum - DLR–Moselle allemande ».

Autres thèmes ayant fait l'objet de discussions au sein du Comité-directeur :

- Dommages causés par les étourneaux aux raisins des vignobles mosellans
- Programmes de co-financement relatifs à la promotion des produits agricoles communautaires.

Les représentants de la profession viticole ont également assisté à diverses conférences suivantes :

- 15^{ème} session plénière et 23^{ème} Conseil international de l'AREV – les 30 et 31 mai 2008 à Reims – Séance académique dans le cadre du 20^{ème} anniversaire de l'AREV
- Réunion du Bureau International de l'AREV – 5 novembre 2008 à Mayence visant à se concerter sur les grandes orientations à donner aux prochains travaux de l'AREV.

2. La Commission de Promotion

La Commission de Promotion des Vins et Crémants de Luxembourg, créée en 2002 au sein du Fonds de solidarité viticole, a pour mission d'élaborer, d'établir et de mettre en œuvre des programmes qui permettront la réalisation des objectifs suivants :

- créer une nouvelle image de marque pour les vins et les crémants de Luxembourg ;
- faciliter le positionnement des produits vinicoles sur les marchés indigène et international ;
- contribuer à la rentabilité économique du vignoble luxembourgeois par le développement de nouveaux débouchés à haute valeur ajoutée ;
- assurer que le secteur viticole continue à compter parmi les secteurs d'avenir de l'économie luxembourgeoise.

3. La gouvernance

En 2008, la Commission de Promotion s'est réunie 8 fois pour appliquer et continuer sa nouvelle stratégie de marketing à long terme, basée sur la revalorisation et la réactualisation.

4. Les campagnes publicitaires

a) Au Luxembourg

Basée sur les résultats des diverses études qualitatives et quantitatives, et plus spécialement sur les recommandations du volet qualitatif de l'étude sur les jeunes résidents âgés de 25 à 34 ans, qui explore les barrières et freins des jeunes à l'égard du vin en général et à l'égard du vin luxembourgeois en spécifique, la Commission de Promotion a décidé de continuer sa stratégie de réactualisation et de développer une nouvelle brochure et une campagne de communication.

Une nouvelle campagne de communication illustre de façon ludique et sympathique un nouveau concept de dégustation. Les ambassadeurs des Vins & Crémants luxembourgeois ne sont autres que des grains de raisins personnifiés.

Placés dans des contextes de vie quotidienne donnant lieu à des moments de partage comme une soirée entre amis ou un dîner romantique ou encore un instant de détente après une journée de travail bien remplie, les raisins symbolisent la convivialité et invitent à savourer tranquillement un bon verre de vin ou de crémant luxembourgeois.

A travers leur tout nouveau programme « wine tasting with friends » (dégustation de vins entre amis), les vigneron de la Moselle souhaitent rappeler qu'il n'est pas besoin de grandes occasions pour savourer entre amis un verre de vin ou de crémant de Luxembourg. Ils ouvrent les portes de leurs caves pour des dégustations personnalisées qui peuvent être accompagnées d'une restauration légère ou de repas gastronomiques. Les vigneron ont élaboré différentes formules de dégustations qu'ils adaptent aux envies du consommateur, de l'apéritif à la soirée, des accords vins-mets aux commentaires oenologiques. La plupart d'entre eux offre également une visite de leurs caves et de leurs vignobles avec des explications sur la culture de la vigne. Les vigneron luxembourgeois souhaitent transmettre leur passion et sensibiliser tant les amateurs que les néophytes à la convivialité qui se crée autour de ce produit du terroir luxembourgeois, par exemple lors d'une soirée à la Moselle.

Pour des soirées sympathiques et informelles entre amis, entre collègues ou en famille, ce ne sont pas moins de 27 domaines qui accueillent avec plaisir les groupes. Pour que les visiteurs profitent de leur dégustation en toute tranquillité, les vigneron ont pensé à tout puisqu'il est possible de faire les trajets aller et retour en réservant un minibus.

La Commission de Promotion en association avec le Leader+ Musel, le Lycée technique de Grevenmacher et les vigneron ont créé une brochure et un flyer sur les vins et crémants de la Moselle luxembourgeoise.

L'étude qualitative avait montré les perceptions des consommateurs : Le Luxembourg comme pays conservateur et traditionaliste, pays peu moderne, peu « trendsetting » rejaillit sur l'image du vin issu du pays et engendre la perception d'un manque de diversité. Le Luxembourg comme pays sérieux et rigide renforce l'idée d'un manque de ludisme, d'expérimentation et d'innovation. Les recommandations de l'étude étaient de changer ces perceptions. En plus, le monde du vin peut être vécu comme un monde fortement hermétique, source de normes dissuasives. La consommation de vin a souvent tendance à s'élever au rang de science ou de religion. Le langage, la mystification, la symbolique, les bibles, les lexiques, le comportemental, l'apprentissage, les tabous, le normatif sont synonymes de non-adhésion pour les 25-35.

L'objectif était de donner une nouvelle image du Grand-Duché et de ses vins au travers d'une brochure plus jeune, plus moderne et plus dynamique. Nous avons demandé à 11 personnalités au Luxembourg, de se prêter au jeu des questions de Romina Calò et de nous révéler leur cépage préféré. Les vigneron ont bien sûr donné leur avis sur chaque cépage. La brochure et le flyer sont disponibles en Français, Allemand, Anglais et en Flammand.

Vu l'évolution de la population au Luxembourg, la communauté étrangère ne doit pas être oubliée dans les stratégies :

Rapport du Statec sur la population avec une comparaison de 1989 à 2007

	01/01/1987	01/01/1988	01/01/1989	01/01/1994	01/01/1995	01/01/2007	1989/2007
Total	369.400	372.000	375.800	400.900	406.600	476.187	26,70%
Luxembourgeois	269.050	269.200	270.050	273.300	274.100	277.928	3%
Etrangers	100.350	102.800	105.750	127.600	132.500	198.259	87,50%
Français	12.340	12.590	12.740	13.820	14.340	25.223	23,90%
Belges	8.880	9.210	9.490	10.900	11.340	16.495	73,80%
Allemands	8.680	8.760	8.770	9.190	9.520	11.273	28,50%
Néerlandais	3.440	3.400	3.390	3.750	3.760	3.761	
Italiens	19.840	19.840	19.730	19.670	19.740	19.126	-3%
Portugais	30.250	31.360	33.740	47.050	49.400	73.722	118,50%
Espagnols	2.130	2.300	2.420	2.670	2.740	3.150	30%
Britanniques	2.850	2.970	3.030	3.830	4.010	4.872	60,80%

- Une évolution qui explique mieux l'évolution de la consommation des vins au Luxembourg.
- Le Luxembourg est soumis à un taux d'internationalisation croissant (27,17% en 1987 à 41,64% en 2007).
- Certaines villes dépassent déjà aujourd'hui la quote-part de 60% d'étrangers
- Les vins luxembourgeois auraient 22,9% de « share of last consumption »
- 5% pour les rouges
- 9% pour les rosés
- 62% pour les blancs
- L'ancrage socio-culturel de la consommation est plus que confirmé

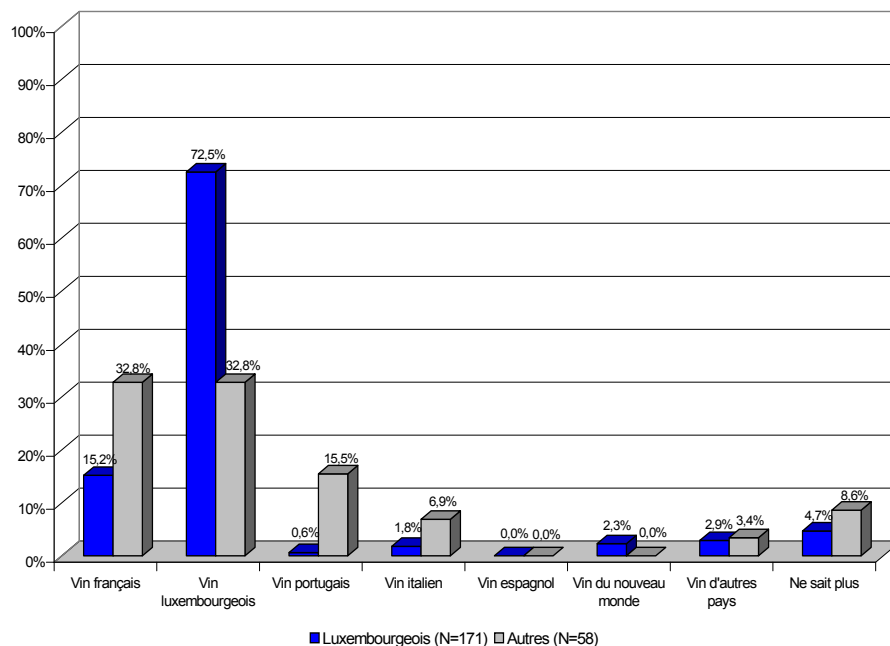


Tableau sur les dernières consommations de vin blanc de l'étude quantitative de Quest en 2007.

b) A l'étranger

En vue de mieux cibler un marché porteur, mais peu développé à ce jour par les vignerons, la Commission décide de préparer le marché professionnel allemand pour les producteurs luxembourgeois. Les actions prévues en 2009 sont la participation à la foire professionnelle Prowein en Allemagne, la création d'un guide d'achat en coopération avec le Meiningerverlag et une bonne couverture médiatique.

Préparation en 2008 du guide d'achat, qui représentera 50 domaines avec 3 vins chacun. Une grande dégustation a été organisée en présence de journalistes, sommeliers et œnologues allemands dans la salle de dégustation du Meiningerverlag à Neustadt ; 245 vins luxembourgeois y étaient dégustés.

5. Les relations publiques (RP)

La Commission de Promotion a fourni des informations à la presse luxembourgeoise et internationale et organisé les visites de journalistes de renommée internationale :

- Mars Tommi Lappalainen, article paru dans un magazine finlandais et développement d'une carte postale DVD sur la Moselle.
- Avril Tamlyn Currin, article avec notes paru sur « www.jancisrobinson.com »
- Avril Bruno Vanspauwen, article paru dans « De Standaard »
- Mai Antti Uusitalo, journaliste finlandais, article paru magazine finlandais
- Mai Eric Wiertz, article paru dans « Dernière Heure » et « De laatste Nieuws »
- Mai Voyage d'étude Mice organisé par Olivier Barbieux de l'ONT Bruxelles
- Mai Jürgen Mundt, journaliste allemand « Die Welt »
- Juin David Furer, Wine Report 2009

*** Voyage de presse de journalistes belges à la Moselle en coopération avec l'Office de Tourisme à Bruxelles et à Luxembourg, les 19, 20 et 21 septembre 2008**

Georges Keters, Commerce & Gastronomie,
Jacques Kother, Le Guide des Connaissances,
Mr Van Hoof, Millesime 33,
Sibylle Vermeire, INSOTI Magazine,
Roland Gohy, HORECA Revue,
Claudette Ginion, Horeca Revue – photographie,
Christian Farinone, BRUSSELS MAGAZINE,
Raymond Huysmans, Magazine L'EVENTAIL,
Fons Jacobs, TRAVEL MAGAZINE,
Eric Meseure, DE BEIAARD.

Articles parus en 2008 suite au voyage de presse dans les magazines Commerce & Gastronomie, Millesime 33, Brussels Magazine, Horeca Revue, Travel Magazine, sur les site internet Peugeot et BEL-RTL en plus de l'émission radio sur BEL-RTL.

Conférence de presse pour les vendanges, 24 septembre 2008 : Réunion à l'Institut viti-vinicole, état des lieux dans le vignoble, activité dans le chai et déjeuner chez le vigneron. En coopération avec l'Institut viti-vinicole et les 3 groupements de vignerons.

Partenaire du 1^{er} « Championnat d'Europe de Dégustation » de la Revue des Vins de France au Domaine Thermal. Article d'annonce en septembre et reportage en décembre dans la Revue des Vins de France. L'équipe luxembourgeoise est champion en titre, Belgique N°2, Allemagne N°3, France, Italie, Espagne et Grande-Bretagne.

Article sur http://www.larvf.com/rvf/65131-championnat_de_degustation/68890

6. Le marketing événementiel

a) Au Luxembourg

Pour la cinquième année, « La Fête des vins et crémants, les vins et crémants des fêtes », a été organisée au Knuedler, les 27, 28, 29 et 30 novembre 2008. Comme à l'accoutumée, un chapiteau décoré de manière festive fut installé Place Guillaume, face à l'Hôtel de Ville. Les visiteurs ont pu découvrir ou redécouvrir les plus belles créations œnologiques auprès d'une quarantaine de caves et domaines, prendre part à une « Wine-Academy » ou à des dégustations spécifiques commentées en direct par des sommeliers et des chefs réputés dont Léa Linster et Arnaud Magnier. Egalement un atelier de dégustation fut organisé pour les enfants autour du jus de raisin et la mise en place d'ateliers de création et de cuisine furent proposés autour du thème de Noël.

Les commentaires positifs issus d'une couverture médiatique sans précédent dans les principaux journaux (Journal, Tageblatt, Quotidien, Voix, Wort, 352, Essentiel, Point 24, Revue, Télécran, Paperjam, 352, Horesca), sur les radios (ARA, DNR, Eldorado, RTL, 100,7), sur RTL Télé et en ligne (rtl.lu, wort.lu, diegrenzgaenger.lu, lesfrontaliers.lu, explorator.lu, facebook.com), reflétant un nombre record de visiteurs avec une augmentation de 59% de visiteurs payants par rapport à 2007 nous laissent à penser que la cinquième édition de la Fête des Vins & Crémants fut un véritable succès en termes de communication et de promotion.

Il est indéniable qu'au fil des années, grâce à la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la viticulture luxembourgeoise sous l'égide de la commission, le « Knuedler » s'est installé comme l'événement phare de la promotion des vins et crémants luxembourgeois au sein de la capitale grand-ducale.

La 10^{ème} édition du « Concours du meilleur sommelier en vins et crémants de la Moselle luxembourgeoise », en collaboration avec l'Association luxembourgeoise des sommeliers eut lieu le 29 novembre 2008 au Knuedler. Mme Isabella Sardo, sommelière au restaurant Dal Notaro, remporta le titre : Meilleur sommelier de Luxembourg – 2008.

23/9 Winetasting avec les membres du Paperjam Club à Schengen. Organisation de la Commission de Promotion en coopération avec 4 vigneron de la région de Schengen.

11/10 Nuit des Musées: Présentation de la Moselle lors de la Nuit des Musées au Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg. Coopération du Leader Miselerland, de l'Entente Touristique, de la Schengen Asbl, du Kulturhuef, de « Miselertours & more » et de la Commission de Promotion. Organisation par la Commission de Promotion d'un atelier de dégustation et d'une dégustation de crémants en présence de 6 vigneron.

28 et 30/10 Pour la 3^{ème} édition consécutive, les responsables du magazine « Télécran » en coopération avec la Commission de Promotion et l'Institut viti-

vinicole ont organisé la dégustation de vins et crémants luxembourgeois dans le Gustarium de la Marque Nationale. Au total 124 échantillons furent présentés aux jurys. Les 12 premiers parmi les 17 vins les mieux cotés sont servis lors du Dîner-Télécran le 30 janvier 2009 au Casino 2000 à Mondorf-les-Bains.

b) A l'étranger

(1) Belgique

Toujours dans un souci d'optimisation de la promotion des vins et des vins mousseux de qualité de la Moselle luxembourgeoise au niveau de la restauration et du négoce, en Belgique, la profession viticole a participé au salon professionnel Horeca à Gand.

Présentation de la Moselle luxembourgeoise et de ses vins sur le stand de la chambre de commerce à la foire professionnelle, Horecatel à Marche.

(2) France

Dégustation à l'Ambassade

Dégustation organisée en juin par la Commission de Promotion en coopération avec l'Office de Tourisme à Paris et l'Association des Sommeliers d'Europe, en présence de 12 vignerons (7 domaines privés, 1 cave coopérative, 4 producteurs-négociants) à l'Ambassade du Luxembourg à Paris.

Son Excellence S.E.M. Georges SANTER, Ambassadeur du Grand Duché de Luxembourg à Paris a mis à la disposition des vignerons les salons de sa résidence à Paris. Thierry Corona, Président de l'Association des Sommeliers d'Europe, avait invité des personnalités de la sommellerie : Philippe Faure Brac, meilleur sommelier du Monde, Georges Lepré, Maître et mentor de Thierry Corona, Jean-Luc Jamrozik, Président des Sommeliers de Paris Île de France, Brigitte Leloup, vice-présidente de l'Association des Sommeliers d'Europe, Pierre Vila Palleja, vainqueur 2008 du concours Chapoutier, Yves Rousset-Rouard, célèbre producteur de télévision, et un grand nombre de journalistes de la presse spécialisée.

C'est la visite imprévue de son Altesse Royale le Grand Duc Henri qui a donné à la dégustation une dimension exceptionnelle. Son Altesse Royale a ainsi honoré par sa présence le travail de ces vignerons qui ont su en quelques décennies redorer le blason du vignoble luxembourgeois et donner plus que jamais un véritable sens à cette phrase dite par le Général De Gaulle : « Le petit Pays des Grands Vins! »

Remise des coups de cœur du Guide Hachette à Paris

Lors de la présentation du nouveau guide d'achat au Pavillon Dauphine à Paris, 3 vignerons luxembourgeois ont reçu leur coup de cœur par l'acteur Stéphane Freiss, le présentateur Jean-Sébastien Petitdemange et le Directeur du Guide Hachette des Vins, François Bachelot, en présence du Consul du Luxembourg et de la Commission de Promotion.

7. Les concours

En matière de promotion internationale, le Fonds de solidarité viticole, par le biais de la Commission de Promotion continuera à apporter son soutien aux producteurs luxembourgeois en les encourageant à participer davantage à des

concours et dégustations dont la renommée ne pourra que mieux renforcer l'image et servir celle de nos vins et crémants, à savoir :

- Vinalies Internationales à Paris,
- Concours Riesling du Monde & Concours Pinot Gris à Strasbourg,
- Concours Mondial du Pinot Noir à Sierre en Suisse,
- Concours Mondial de Bruxelles à Bordeaux,
- Monde Sélection à Bruxelles,
- Concours International à Ljubljana,
- Selections Mondiales des Vins au Quebec,
- VinAgora International Wine Competition à Budapest,
- « Mundus vini » Internationale Weinakademie à Neustadt/Weinstrasse et,

Sélection du Guide Hachette des Vins – édition 2009, qui fut organisée avec brio dans les locaux de l'Institut vini-viticole avec la participation des vignerons et sous la surveillance du contrôleur des vins de l'Institut viti-vinicole.

Revue « Bourgogne Aujourd'hui – Crémant de France » - supplément magazine - 2008. Près de 140 échantillons de crémants rosés en provenance des régions française et luxembourgeoise ont été dégustés le 3 octobre 2008. Sur les 13 crémants sélectionnés, les crémants luxembourgeois sont cités à la 9^e, 10^e et 11^e place avec une note de 16 sur 20.

Les distinctions remportées aux différents concours furent des plus encourageantes.

En 2008, le Luxembourg a participé à Limoux au 18^{ème} concours des crémants de France et de Luxembourg. Du côté des producteurs luxembourgeois, ils furent 25 à présenter un total de 81 échantillons à déguster. 18 médailles d'or et 9 médailles d'argent sont inscrites au palmarès de ce Concours. La prochaine édition du 19^{ème} Concours des crémants se tiendra les 4, 5 et 6 juin 2009 à Bordeaux.

Statistiques agricoles

Tableau	1. Evolution du nombre, de la surface agricole utile et de l'étendue moyenne des exploitations agricoles de 2 ha et plus
	2. Evolution du nombre des exploitations agricoles par classe de grandeur
	3. Population active agricole : Assurés à la Caisse de Maladie Agricole
	4. Population active agricole : Répartition des assurés à la Caisse de Maladie Agricole par catégorie d'âge
	5. Evolution des principaux secteurs de production végétale de l'agriculture luxembourgeoise
	6. Evolution des principaux secteurs de production animale de l'agriculture luxembourgeoise
	7. Evolution du cheptel vif (nombre de têtes)
	8. Les exploitations agricoles suivant le nombre de bovins qu'elles détiennent
	9. Les exploitations agricoles suivant avec vaches laitières selon le nombre de vaches laitières qu'elles détiennent
	10. Les exploitations avec vaches allaitantes selon le nombre de vaches allaitantes qu'elles détiennent
	11. Les exploitations agricoles avec porcs suivant le nombre de porcs qu'elles détiennent
	12. Les exploitations avec truies reproductrices selon le nombre de truies reproductrices qu'elles détiennent
	13. Les exploitations avec porcs à l'engrais selon le nombre de porcs à l'engrais qu'elles détiennent
	14. Les évolutions du nombre de machines agricoles et les installations agricoles
	15. Evolutions des principales productions agricoles commercialisées : production végétale
	16. Evolutions des principales productions agricoles commercialisées : production animale
	17. Froment travaillé en meunerie
	18. Répartition des ventes de gros bovins indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
	19. Répartition des ventes de porcs indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
	20. La production laitière
	21. Exportations de produits agricoles (en tonnes)
	22. Importations de produits agricoles (en tonnes)
	23. Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA

Tableau 1 : Evolution du nombre, de la surface agricole utile et de l'étendue moyenne des exploitations agricoles de 2 ha et plus

(Source : STATEC)

Année	Nombre d'exploitations		Surface agricole utile totale		Superficie moyenne	
	en chiffres absolus	indices	en ha	indices	en ha	indices
1960	9'148	382.3	137'446	107.9	15.02	28.2
1965	7'673	320.6	133'623	104.9	17.41	32.7
1970	6'433	268.8	134'153	105.3	20.85	39.2
1975	5'216	218.0	130'964	102.8	25.11	47.2
1980	4'366	182.4	129'379	101.6	29.63	55.7
1985	3'768	157.5	125'576	98.6	33.33	62.6
1990	3'280	137.1	125'866	98.8	38.37	72.1
1995	2'732	114.2	126'499	99.3	46.30	87.0
2000	2'393	100.0	127'369	100.0	53.23	100.0
2001	2'314	96.7	127'673	100.2	55.17	103.7
2002	2'236	93.4	127'855	100.4	57.18	107.4
2003	2'189	91.5	127'933	100.4	58.44	109.8
2004	2'144	89.6	127'876	100.4	59.64	112.1
2005	2'185	91.3	128'916	101.2	59.00	110.8
2006	2'089	87.3	128'683	101.0	61.60	115.7
2007	2'063	86.2	130'743	102.6	63.38	119.1

Tableau 2 : Evolution du nombre des exploitations agricoles par classes de grandeur

(Source : STATEC)

Année	Classe de grandeur						
	2-4,9 ha	5-9,9 ha	10-19,9 ha	20-29,9 ha	30-49,9 ha	50 ha et plus	Toutes classes
1960	2'054	1'903	2'737	1'475	796	183	9'148
1965	1'418	1'414	2'182	1'451	993	215	7'673
1970	975	994	1'547	1'355	1'264	298	6'433
1975	696	680	1'030	925	1'365	520	5'216
1980	580	513	679	660	1'147	787	4'366
1985	520	398	521	455	891	983	3'768
1990	465	319	388	307	685	1'116	3'280
1995	346	284	254	209	453	1'186	2'732
2000	270	245	207	156	346	1'169	2'393
2001	257	234	202	139	331	1'151	2'314
2002	226	222	199	136	316	1'137	2'236
2003	220	219	192	140	295	1'123	2'189
2004	223	205	176	133	287	1'120	2'144
2005	249	211	190	131	290	1'114	2'185
2006	220	199	183	138	248	1'101	2'089
2007	173	213	186	125	258	1'108	2'063

Tableau 3: Population active agricole ¹
Assurés à la Caisse de Maladie Agricole

Source: Centre Commun de la Sécurité Sociale

4	Chef d'exploitation ²			Conjoints aidants			Aidants			Associés ³			TOTAL		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T
1995	1'802	556	2'358	6	962	968	476	176	652	30	9	39	2'314	1'703	4'017
2000	1'588	482	2'070	15	798	813	412	149	561	62	12	74	2'077	1'441	3'518
2001	1'541	481	2'022	13	772	785	394	138	532	58	13	71	2'006	1'404	3'410
2002	1'510	454	1'964	12	756	768	386	144	530	64	14	78	1'972	1'368	3'340
2003	1'455	446	1'901	20	734	754	367	149	516	64	15	79	1'906	1'344	3'250
2004	1'415	433	1'848	21	700	721	383	144	527	64	16	80	1'883	1'293	3'176
2005	1'388	419	1'807	22	684	706	385	137	522	66	14	80	1'861	1'254	3'115
2006	1'342	430	1'772	20	639	659	377	141	518	72	15	87	1'811	1'225	3'036
2007	1'321	419	1'740	23	617	640	372	137	509	68	18	86	1'784	1'191	2'975

¹ agricole : englobe les agriculteurs, viticulteurs et horticulteurs

² Sont compris dans le présent relevé les personnes actives travaillant dans les exploitations dont le chef d'exploitation est membre ressortissant de la Caisse de Maladie Agricole. Ne sont pas compris ni les personnes qui cotisent à la Caisse de Maladie Agricole mais qui ressortent d'une autre caisse de maladie ni les personnes qui ne cotisent pas à la Caisse de Maladie Agricole et qui exercent à titre accessoire une activité de caractère agricole.

³ Dans le cas des associations d'exploitations agricoles, un des associés est enregistré dans la Caisse de Maladie Agricole en tant que chef d'exploitation alors que les autres sont enregistrés en tant que associés.

⁴ Situation au 31 décembre de chaque année

Tableau 4: Population active agricole
Répartition des assurés à la Caisse de Maladie Agricole par catégorie d'âge

Source: Centre Commun de la Sécurité Sociale

	Moins de 20 ans			21 - 30 ans			31 - 40 ans			41 - 50 ans			51 - 60 ans			plus de 60 ans			Total		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T	M	F	T
1995	45	4	49	381	162	543	601	448	1049	573	551	1124	450	415	865	264	123	387	2314	1703	4017
2000	38	4	42	269	86	355	528	392	920	620	501	1121	369	361	730	253	97	350	2077	1441	3518
2001	30	3	33	257	75	332	503	372	875	627	492	1119	372	363	735	217	99	316	2006	1404	3410
2002	28	3	31	242	72	314	486	343	829	614	481	1095	395	385	780	207	84	291	1972	1368	3340
2003	18	4	22	234	69	303	454	329	783	602	476	1078	429	384	813	169	82	251	1906	1344	3250
2004	33	2	35	232	64	296	425	306	731	587	457	1044	437	393	830	169	71	240	1883	1293	3176
2005	39	1	40	226	52	278	390	286	676	576	433	1009	467	418	885	163	64	227	1861	1254	3115
2006	37	3	40	223	52	275	359	260	619	561	415	976	474	424	898	157	71	228	1811	1225	3036
2007	33	7	40	227	47	274	333	235	568	548	422	970	481	413	894	162	67	229	1784	1191	2975

Tableau 5 : Evolution des principaux secteurs de production végétale de l'agriculture luxembourgeoise

(Source : STATEC)

Année	Superficie de froment et épeautre		Superficie de seigle		Superficie de pommes de terre		Superficie de céréales fourragères		Superficie de prairies et pâturages		Superficies de plantes fourragères	
	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices
1960	20'404	186.0	4'053	603.1	6'183	745.8	25'767	151.6	64'481	98.8	11'513	44.1
1965	18'228	166.1	4'952	736.9	3'717	448.4	26'369	155.1	64'498	98.8	11'684	44.8
1970	11'455	104.4	1'190	177.1	2'459	296.6	32'617	191.9	69'094	105.8	13'528	51.9
1975	8'614	78.5	477	71.0	1'398	168.6	32'504	191.2	70'504	108.0	15'094	57.9
1980	8'922	81.3	1'197	178.1	1'129	136.2	29'301	172.4	71'267	109.2	15'486	59.4
1985	6'357	57.9	881	131.1	844	101.8	26'982	158.8	70'136	107.4	17'993	69.0
1990	8'625	78.6	557	82.9	826	99.6	24'355	143.3	68'827	105.4	19'024	72.9
1995	9'335	85.1	365	54.3	803	96.9	19'074	112.2	67'515	103.4	23'543	90.3
2000	10'971	100.0	672	100.0	829	100.0	16'996	100.0	65'277	100.0	26'079	100.0
2001	9'825	89.6	747	111.2	734	88.5	17'457	102.7	65'114	99.8	26'365	101.1
2002	12'009	109.5	1073	159.7	672	81.1	16'287	95.8	65'042	99.6	25'404	97.4
2003	11'187	102.0	730	108.6	623	75.2	16'991	100.0	64'828	99.3	26'074	100.0
2004	11'720	106.8	1'073	159.7	635	76.6	15'087	88.8	65'068	99.7	26'929	103.3
2005	11'927	108.7	924	137.5	608	73.3	15'646	92.1	67'245	103.0	22'869	87.7
2006	12'665	115.4	1'097	163.2	595	71.8	15'085	88.8	67'427	103.3	22'063	84.6
2007	12'586	114.7	1'250	186.0	627	75.7	14'677	86.4	68'124	104.4	23'196	88.9
2008p	14'675	133.8	1'302	193.8	604	72.9	15'257	89.8	67'458	103.3	23'000	88.2

Tableau 6 : Evolution des principaux secteurs de production animale de l'agriculture luxembourgeoise

(Source : STATEC)

Année	Bovins		dont vaches laitières		Porcins		dont truies d'élevage	
	têtes	indices	têtes	indices	Têtes	indices	têtes	Indices
1960	150'074	73.2	54'426	125.6	102'421	127.8	11'000	125.0
1965	161'899	78.9	55'341	127.7	105'670	131.9	12'262	139.3
1970	192'772	94.0	62'049	143.1	103'428	129.1	16'056	182.4
1975	216'516	105.6	71'183	164.2	83'876	104.7	13'698	155.6
1980	224'778	109.6	67'830	156.5	79'315	99.0	13'355	151.7
1985	223'108	108.8	68'346	157.7	69'954	87.3	11'911	135.3
1990	217'451	106.0	58'840	135.7	75'463	94.2	9'866	112.1
1995	213'887	104.3	48'599	112.1	72'640	90.6	9'779	111.1
2000	205'072	100.0	43'346	100.0	80'141	100.0	8'801	100.0
2001	205'193	100.1	42'854	98.9	78'540	98.0	9'255	105.2
2002	197'257	96.2	42'076	97.1	79'665	99.4	8'666	98.5
2003	189'674	92.5	40'599	93.7	84'140	105.0	8'025	91.2
2004	186'725	91.1	39'879	92.0	84'611	105.6	8'112	92.2
2005	185'235	90.3	39'340	90.8	90'147	112.5	8'162	92.7
2006	183'640	89.5	38'617	89.1	84'151	105.0	7'650	86.9
2007	191'928	93.6	40'042	92.4	83'255	103.9	7'474	84.9
2008p	195'855	95.5	40'036	92.4	81'407	101.6	7'265	82.5

Tableau 7 : Evolution du cheptel vif (nombre de têtes)

(Source STATEC)

Année	Chevaux	Le cheptel bovin						Le cheptel porcin			
		Veaux 0-6 mois	Bovins de 6 à 12 mois	Bovins de 1 à 2 ans	Bovins de 2 ans et plus (sans vaches laitières)	Vaches laitières	Total des bovins	Porcs ¹	Truies	Verrats	Total des Porcins
1980	1'601	36'580	26'752	50'196	43'420	67'830	224'778	65'028	13'355	932	79'315
1985	1'696	34'303	24'192	47'691	48'576	68'346	223'108	57'329	11'911	714	69'954
1990	1'722	35'640	23'913	46'961	52'097	58'840	217'451	65'127	9'866	470	75'463
1995	2'164	34'199	23'383	48'303	59'403	48'599	213'887	62'469	9'779	392	72'640
2000	3'154	32'871	21'935	47'017	59'903	43'346	205'072	71'060	8'801	280	80'141
2001	3'126	32'974	21'357	47'009	60'999	42'854	205'193	69'079	9'255	206	78'540
2002	3'117	31'402	22'321	43'101	58'357	42'076	197'257	70'823	8'666	176	79'665
2003	3'449	30'031	21'294	42'295	55'455	40'599	189'674	75'925	8'025	190	84'140
2004	3'686	29'328	21'491	41'476	54'551	39'879	186'725	76'326	8'112	173	84'611
2005	4'193	27'383	21'812	42'069	54'631	39'340	185'235	81'824	8'162	161	90'147
2006	4'336	27'610	21'843	41'821	53'749	38'617	183'640	76'390	7'650	111	84'151
2007	4'334	24'714	27'985	43'518	55'669	40'042	191'928	75'690	7'474	91	83'255
2008p	4'538	29'116	22'983	45'845	57'875	40'036	195'855	74'052	7'265	90	81'407

¹ Porcelets, jeunes porcs et porcs à l'engrais**Tableau 8 : Les exploitations avec bovins suivant le nombre de bovins qu'elles détiennent**

(Source : STATEC)

Année	1 - 49 bovins		50 - 99 bovins		100 - 199 bovins		200 - 299 bovins		300 bovins et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre de bovins par détent.
1960	8'749	127'386	292	18'516			17	2'071			9'058	147'973	16.3
1966	6'324	119'628	697	44'780			66	8'557			7'087	172'965	24.4
1972	3'961	84'557	1238	83'685			187	23'433			5'386	191'675	35.6
1975	2'976	62'401	1333	92'583			399	50'617			4'708	205'601	43.7
1981	1'796	37'704	1132	82'596			675	93'030			3'603	213'330	59.2
1985	1'359	29'418	947	70'552	786	103'110	72	16'653	9	3'375	3'173	223'108	70.3
1990	923	20'409	789	59'175	800	107'956	102	23'809	17	6'102	2'631	217'451	82.6
1995	599	13'148	594	44'568	766	106'634	137	31'948	48	17'589	2'144	213'887	99.8
2000	445	10'375	485	36'443	666	93'523	168	39'687	66	25'044	1'830	205'072	112.1
2001	417	9'624	434	32'831	661	93'125	189	45'328	59	24'285	1'760	205'193	116.6
2002	395	8'928	428	32'487	632	89'501	172	40'747	63	25'594	1'690	197'257	116.7
2003	366	8'567	412	31'325	615	86'356	162	37'920	64	25'506	1'619	189'674	117.2
2004	363	8'568	406	30'642	589	83'147	157	36'670	70	27'698	1'585	186'725	117.8
2005	362	8'850	401	30'041	578	82'166	153	35'970	70	28'208	1'564	185'235	118.4
2006	348	8'271	370	27'586	575	81'279	154	36'477	73	30'027	1'520	183'640	120.8
2007	333	7'947	323	24'047	541	77'200	193	45'313	89	37'421	1'479	191'928	129.8
2008p	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	195'855	n.d.

Tableau 9 : Les exploitations avec vaches laitières suivant le nombre de vaches laitières qu'elles détiennent

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 vaches		10 - 19 vaches		20 - 49 vaches		50 - 99 vaches		100 vaches et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre de vaches par détent.
1970	2'604	12'548	2'070	28'151	810	20'349	17		1'001		5'501	62'049	11.3
1975	1'503	7'146	1'253	17'691	1'435	40'835	90		5'511		4'281	71'183	16.6
1980	689	3'252	707	9'971	1'419	43'804	169		10'803		2'984	67'830	22.7
1985	312	1'576	447	6'380	1'227	40'057	297	18'174	18	2'159	2'301	68'346	29.7
1990	146	755	248	3'667	1'189	39'834	232	13'779	7	805	1'822	58'840	32.3
1995	64	294	143	2'175	1'000	33'819	184	11'244	9	1'067	1'400	48'599	34.7
2000	37	190	77	1'225	847	28'852	182	11'240	16	1'839	1'159	43'346	37.4
2001	42	192	70	1'068	789	26'965	200	12'468	18	2'161	1'119	42'854	38.3
2002	29	120	57	837	765	26'318	202	12'610	18	2'191	1'071	42'076	39.3
2003	21	98	58	879	741	25'255	203	12'789	12	1'578	1'035	40'599	39.2
2004	9	62	54	834	702	23'609	211	13'352	15	2'022	991	39'879	40.2
2005	16	101	61	927	665	22'577	204	12'947	21	2'788	967	39'340	40.7
2006	14	96	57	898	626	21'249	212	13'347	23	3'027	932	38'617	41.4
2007	173	528	81	1179	576	20'050	235	15'239	23	3'046	1'088	40'042	36.8
2008	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	40'036	n.d.

Tableau 10 : Les exploitations avec vaches allaitantes suivant le nombre de vaches allaitantes qu'elles détiennent*

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 vaches		10 - 19 vaches		20 - 49 vaches		50 - 99 vaches		100 vaches et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre de vaches par détent.
1985	1'466	5'678	214	2'759	146	4'418	23	1'475	4	536	1'853	14'866	8.0
1990	1'194	5'248	400	5'457	243	7'230	47	3'158	6	955	1'890	22'048	11.7
1995	808	3'753	433	5'976	432	12'597	92	6'115	16	2'291	1'781	30'732	17.3
2000	541	2'504	400	5'434	448	13'533	111	7'502	28	3'898	1'528	32'871	21.5
2001	510	2'452	346	4'669	444	13'418	124	8'475	31	4'413	1'455	33'427	23.0
2002	521	2'457	328	4'546	422	13'169	110	7'456	37	5'154	1'418	32'782	23.1
2003	491	2'250	314	4'414	392	12'209	117	7'807	35	4'819	1'349	31'499	23.3
2004	467	2'047	306	4'338	388	12'255	117	7'971	32	4'522	1'310	31'133	23.8
2005	479	2'132	281	4'022	412	12'973	118	8'087	32	4'379	1'322	31'593	23.9
2006	446	1'904	267	3'789	413	12'869	125	8'672	31	4'382	1'282	31'616	24.7
2007	619	2'898	275	3'918	383	12'256	142	9'598	29	4'148	1'448	32'818	22.7
2008	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	36'224	n.d.

* y compris vaches d'abattage

Tableau 11: Les exploitations avec porcs suivant le nombre de porcs qu'elles détiennent

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 porcs		10 - 99 porcs		100 - 399 porcs		400 - 999 porcs		1000 porcs et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre de porcs par détent.
1960	7'287	27'936	3'862	86'542			25	4'566			11'174	119'044	10.7
1966	4'950	19'408	3'228	88'859			103	18'457			8'281	126'724	15.3
1972	3'103	10'939	1'953	54'777			157	36'978			5'213	102'694	19.7
1975	2'393	8'167	1'328	40'066			159	37'565			3'880	85'798	22.1
1981	1'288	4'462	752	26'462			167	42'519			2'207	73'443	33.3
1985	377	1'486	549	20'620	142	25'361	33	20'114	2	2'373	1'103	69'954	63.4
1990	200	830	323	12'714	127	25'293	49	30'699	5	5'927	704	75'463	107.2
1995	90	339	169	7'085	102	21'433	44	26'137	12	17'646	417	72'640	174.2
2000	66	271	108	4'891	77	16'330	48	29'790	17	28'859	316	80'141	253.6
2001	50	206	90	3'851	77	16'793	45	26'811	18	30'879	280	78'540	280.5
2002	47	196	69	3'110	76	16'455	51	31'132	15	28'772	258	79'665	308.8
2003	33	132	70	3'101	68	15'282	45	27'543	18	38'082	234	84'140	359.6
2004	39	151	61	2'707	61	13'766	46	26'942	19	41'045	226	84'611	374.4
2005	34	133	53	2'150	57	13'086	44	25'181	24	49'597	212	90'147	425.2
2006	30	103	42	1'723	48	11'410	37	21'137	26	49'778	183	84'151	459.8
2007	32	101	37	1'399	48	11'022	37	21'904	25	48'829	179	83'255	465.1
2008	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	81'407	n.d.

Tableau 12: Les exploitations avec truies reproductrices suivant le nombre de truies reproductrices qu'elles détiennent

(Source : STATEC)

Année	1 - 4 truies		5 - 19 truies		20 - 49 truies		50 - 99 truies		100 truies et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre de truies par détent.
1985	227	541	350	3'701	134	3'939	41	2'794	8	936	760	11'911	15.7
1990	125	300	194	2'181	106	3'157	40	2'731	12	1'497	477	9'866	20.7
1995	50	108	104	1219	72	2'406	47	3'213	18	2'833	291	9'779	33.6
2000	28	68	59	613	50	1'771	32	2'285	21	4'064	190	8'801	46.3
2001	29	74	41	436	42	1'445	35	2'360	23	4'940	170	9'255	54.4
2002	19	45	41	470	33	1'049	36	2'484	22	4'618	151	8'666	57.4
2003	20	48	35	406	29	1'021	31	2'267	23	4'283	138	8'025	58.2
2004	20	43	34	357	23	783	26	1'831	26	5'098	129	8'112	62.9
2005	24	45	26	245	23	791	23	1'524	26	5'557	122	8'162	66.9
2006	18	36	18	164	23	776	19	1'331	26	5'343	104	7'650	73.6
2007	23	43	16	175	16	554	16	1'090	28	5'612	99	7'474	75.5
2008	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	7'265	n.d.

Tableau 13: Les exploitations avec porcs à l'engrais suivant le nombre de porcs à l'engrais qu'elles détiennent*

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 porcs		10 - 99 porcs		100 - 399 porcs		400 - 999 porcs		1000 porcs et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre de porcs par détent.
1985	240	755	75	2'622	35	7'044	5	2'623	0	0	355	13'044	36.7
1990	125	417	51	2'020	45	9'287	14	7'578	2	2'325	237	21'627	91.3
1995	60	199	40	1'771	39	8'160	16	8'625	3	3'205	158	21'960	139.0
2000	36	140	28	918	38	7'827	19	11'520	5	6'020	126	26'425	209.7
2001	33	119	30	1'129	32	6'675	21	11'869	4	5'871	120	25'663	213.9
2002	36	116	26	1'054	32	7'395	17	9'868	6	8'577	117	27'010	230.9
2003	32	104	27	1'131	33	7'377	12	7'712	11	16'310	115	32'634	283.8
2004	33	123	24	1'137	34	6'653	11	7'617	10	16'903	112	32'433	289.6
2005	22	86	31	1'168	32	6'965	18	10'744	7	12'118	110	31'081	282.6
2006	15	39	28	1'042	30	6'635	16	10'608	8	12'679	97	31'003	319.6
2007	13	50	21	680	34	7'332	12	8'549	8	11'803	88	28'414	322.9
2008	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	30'842	n.d.

* porcs de 50 kg et plus

Tableau 14 : Evolution du nombre de machines agricoles et installations agricoles

(Source : STATEC)

Année	Tracteurs (à 2 et 4 roues)	Moissonneuses batteuses	Epandeur de fumier	Presses ramasseuses	Trayeuses mécaniques	Réfrigérateurs de lait
1977	9'210	1'845	3'667	3'585	3'587	2'050
1980	9'579	1'848	3'442	3'347	3'069	1'952
1985	8'930	1'628	2'925	2'898	2'498	1'886
1990	8'684	1'360	2'469	2'571	2'135	1'610
1995	8'012	1'013	1'989	2'166	1'677	1'292
2000	7'418	747	1'623	1'777	1'411	1'100
2001	7'534	706	1'553	1'721	1'360	1'052
2002	7'279	673	1'465	1'608	1'269	1'025
2003	7'165	646	1'389	1'556	1'234	971
2004	7'030	618	1'327	1'483	1'174	949
2005	7'144	593	1'258	1'446	1'154	930
2006	6'890	552	1'175	1'371	1'097	881
2007	6'541	560	1'135	1'353	1'160	860
2008 (prov)	6'664	524	1'108	1'310	1'015	818

**Tableau 15 : Evolution des principales productions agricoles commercialisées
Production végétale**

(Source : S.E.R.)

Année	Froment et épeautre		Seigle		Pommes de terre	
	tonnes	indices	Tonnes	indices	tonnes	Indices
1960	44'517	109.1	4'962	148.6	45'000	181.1
1965	43'649	107.0	1'745	52.3	40'000	161.0
1970	22'027	54.0	1'241	37.2	40'000	161.0
1975	15'689	38.5	552	16.5	20'000	80.5
1980	18'758	46.0	2'356	70.6	20'000	80.5
1985	18'942	46.4	1'905	57.1	15'000	60.4
1990	28'593	70.1	1'408	42.2	16'900	68.0
1995	29'161	71.5	1'236	37.0	19'350	77.9
2000	40'789	100.0	3'339	100.0	24'848	100.0
2001	35'433	86.9	3'700	110.8	20'111	80.9
2002	48'008	117.7	5'604	167.8	17'592	70.8
2003	62'036	152.1	2'905	87.0	17'829	71.8
2004	55'640	136.4	5'883	176.2	21'744	87.5
2005	52'465	128.6	4'000	119.8	18'829	75.8
2006	54'128	132.7	4'709	141.0	15'949	64.2
2007	45'179	110.8	5'214	156.2	19'468	78.3
2008	56'086	137.5	5'354	160.3	21'256	85.5

Tableau 16: Evolution des principales productions agricoles commercialisées
Production animale

(Source : S.E.R.)

Année	Viande bovine ¹		Viande de veau ²		Lait collecté		Viande porcine ³	
	tonnes	indices	tonnes	indices	tonnes	indices	tonnes	Indices
1960	8'353	49.5	727	167.1	172'600	67.3	10'561	90.7
1965	9'462	56.1	772	177.5	176'600	68.9	11'763	101.0
1970	11'648	69.0	212	48.7	210'943	82.3	9'270	79.6
1975	15'180	89.9	80	18.4	243'200	94.9	6'807	58.5
1980	14'073	83.4	25	5.7	266'100	103.8	6'088	52.3
1985	14'195	84.1	34	7.8	297'462	116.0	6'870	59.0
1990	14'024	83.1	140	32.2	274'200	107.0	8'402	72.2
1995	15'560	92.2	245	56.3	262'100	102.2	8'950	76.9
2000	16'880	100.0	435	100.0	256'356	100.0	11'641	100.0
2001	16'367	97.0	535	123.0	260'843	101.8	10'624	91.3
2002	17'558	104.0	406	93.3	261'206	101.9	10'449	89.8
2003	16'503	97.8	366	84.1	256'676	100.1	11'970	102.8
2004	16'345	96.8	350	80.4	257'896	100.6	12'082	103.8
2005	16'629	98.5	309	70.9	258'224	100.7	13'754	118.1
2006	16'114	95.5	330	75.8	254'643	99.3	12'946	111.2
2007	14'965	88.7	292	67.0	259'301	101.1	13'235	113.7
2008	16'592	98.3	256	58.9	264'700	103.3	13'816	118.7

¹ abattages et exportations

² abattages

³ abattages et exportations, sans porcelets

Tableau 17 : Froment travaillé en meunerie

(Source : S.E.R.)

Campagne	TOTAL	Froment indigène		Froment communautaire	
	tonnes	tonnes	%	tonnes	%
1967-68	27'113	18'488	68.2	1'645	6.1
1970-71	25'235	11'861	47.0	9'464	37.5
1975-76	32'815	12'268	37.4	18'809	57.3
1980-81	49'205	9'106	18.5	39'222	79.7
1985-86	47'161	5'526	11.7	41'635	88.3
1990-91	55'106	12'564	22.8	42'542	77.2
1995-96	46'980	15'577	33.2	31'403	66.8
2000-01	37'369	15'483	41.4	21'886	58.6
2001-02	38'716	15'537	40.1	23'179	59.9
2002-03	22'122	11'416	51.6	10'706	48.4
2003-04	22'854	17'457	76.4	5'397	23.6
2004-05	20'784	14'224	68.4	6'560	31.6
2005-06	22'016	15'650	71.1	6'366	28.9
2006-07	24'917	15'390	61.8	9'527	38.2
2007-08	29'805	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

**Tableau 18 : Répartition des ventes de gros bovins indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
(sans veaux, sans abattages à domicile et tueries particulières)**

(Source : S.E.R.)

Année	Abattages			Exportations			Total		
	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%
1967	36'924	9'868	83.8	6'900	1'909	16.2	43'824	11'777	100.0
1970	31'018	8'221	71.0	12'190	3'353	29.0	43'208	11'574	100.0
1975	36'344	9'479	62.8	21'044	5'626	37.2	57'388	15'105	100.0
1980	28'752	8'331	59.5	20'581	5'668	40.5	49'333	13'998	100.0
1985	32'518	9'308	65.9	19'014	4'812	34.1	51'532	14'120	100.0
1990	22'410	6'962	49.9	26'941	6'987	50.1	49'351	13'949	100.0
1995	20'710	7'106	46.4	28'837	8'204	53.6	49'547	15'310	100.0
2000	21'902	7'734	45.8	29'227	9'146	54.2	51'129	16'880	100.0
2001	31'071	10'729	65.5	17'529	5'639	34.5	48'600	16'367	100.0
2002	29'449	10'021	57.1	25'022	7'537	42.9	54'471	17'558	100.0
2003	28'801	9'926	60.1	21'307	6'576	39.9	50'108	16'503	100.0
2004	27'951	9'791	59.9	21'061	6'553	40.1	49'012	16'345	100.0
2005	24'959	9'010	54.2	23'031	7'619	45.8	47'990	16'629	100.0
2006	23'344	8'464	52.8	22'747	7'555	47.2	46'091	16'019	100.0
2007	23'052	8'263	55.3	20'405	6'679	44.7	43'457	14'942	100.0
2008	24'224	8'766	52.9	24'354	7'790	47.1	48'578	16'556	100.0

**Tableau 19 : Répartition des ventes de porcs indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
(avec truies et verrats, sans porcelets, sans abattages à domicile)**

(Source : S.E.R.)

Année	Abattages			Exportations			Total		
	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%
1967	114'571	9'005.10	84.0	21'465	1'721.50	16.0	136'036	10'726.60	100.0
1970	88'587	7'138.20	90.3	9'056	764.8	9.7	97'643	7'903.00	100.0
1975	70'074	5'485.60	94.5	2'157	322	5.5	72'231	5'807.60	100.0
1980	66'140	5'186.40	95.4	2'407	251.2	4.6	68'547	5'437.60	100.0
1985	71'554	5'636.40	86.0	9'548	917.9	14.0	81'102	6'554.30	100.0
1990	71'502	5'911.10	72.4	24'736	2'258.30	27.6	96'238	8'169.40	100.0
1995	81'604	7'011.90	80.9	15'744	1'651.80	19.1	97'348	8'663.70	100.0
2000	104'092	9'231.80	79.3	22'480	2'408.80	20.7	126'572	11'640.60	100.0
2001	100'604	8'955.50	84.3	15'353	1'668.10	15.7	115'957	10'623.60	100.0
2002	98'470	9'169.10	87.8	10'976	1'280.00	12.2	109'446	10'449.00	100.0
2003	111'144	10'297.86	86.0	14'396	1'671.90	14.0	125'540	11'969.76	100.0
2004	96'702	9'014.77	74.6	31'170	3'067.41	25.4	127'872	12'082.18	100.0
2005	95'481	8'920.20	64.9	41'030	4'833.41	35.1	136'511	13'753.61	100.0
2006	90'409	8'325.59	64.3	49'301	4'619.92	35.7	139'710	12'945.51	100.0
2007	86'327	8'034.28	60.7	56'060	5'204.63	39.3	142'387	13'238.91	100.0
2008	89'508	8'265.62	59.8	57'670	5'550.58	40.2	147'178	13'816.20	100.0

Tableau 20 : La production laitière

(Source : STATEC/SER)

Année	Nombre de vaches laitières	Rendement par vache (kg)	Production de lait (mio kg)	Matière grasse (en %)	Lait livré aux laiteries (mio kg)
1977	68 054	3 659	249,0	3,79	238,5
1980	67 830	3 982	270,1	3,91	261,6
1985	68 346	4 400	300,7	3,86	294,4
1990	58 840	4 788	281,7	4,09	271,8
1995	48 599	5 527	268,6	4,20	259,6
2000	43 346	6 102	264,5	4,19	255,6
2001	42 854	6 293	269,7	4,17	260,8
2002	42 076	6 433	270,7	4,18	261,2
2003	40 599	6 579	267,1	4,20	256,7
2004	39 879	6 734	268,5	4,20	257,9
2005	39 340	6 880	270,7	4,19	258,2
2006	38 617	6 942	268,1	4,21	254,6
2007	40 042	6 849	274,2	4,19	259,3
2008 (prov.)	40 036	6 936	277,7	4,21	264,7

Tableau 21 : Exportations de produits agricoles (en tonnes)

(Source : S.E.R.,STATEC, ASV)

Année	Froment ¹	Bovins vivants + viande bovine ³	Veaux vivants ²	Porcs vivants + viande porcine ³	Porcelets vivants ²
1977	3 993	3 680	11 183	234	49 387
1980	7 839	5 668	13 543	251	42 289
1985	7 478	6 955	23 742	918	37 633
1990	13 099	10 150	17 707	3 262	22 446
1995	12 487	10 040	16 151	6 886	15 345
2000	n.d.	10 212	16 625	7 602	19 584
2001	n.d.	6 748	13 752	7 466	14 599
2002	n.d.	10 077	15 259	6 923	200
2003	n.d.	8 614	15 519	5 765	448
2004	n.d.	8 639	15 322	6 420	2 673
2005	n.d.	10 088	14 399	7 864	7 095
2006	n.d.	10 359	12 691	7 655	10 906
2007 ⁴	n.d.	8 875	12 136	7 531	14 789
2008 ⁴	n.d.	9 695	10 526	7 907	12 149

¹ concerne la campagne² nombre de têtes³ en tonnes équivalent carcasse, sans veaux/porcelets vivants, avec viande de veaux/porcelets⁴ provisoire

Tableau 22 : Importations de produits agricoles (en tonnes)

(Source : S.E.R./STATEC)

Année	Blé dur (1)	Blé tendre (1)	Viande bovine	Viande porcine
1977	4 481	25 215	1 138	8 220
1980	1 760	38 490	1 733	9 515
1985	2 413	40 495	4 799	11 267
1990	18 558	43 139	8 451	11 176
1995	28 428	36 820	6 459	15 353
2000	35 000	35 000	5 575	11 585
2001	27 996	23 236	4 286	13 567
2002	27 265	10 706	5 350	11 740
2003	27 612	5 093	5 327	10 776
2004	28 037	8 773	5 531	10 966
2005	23 688	7 033	6 468	11 356
2006	19 996	10 022	6 934	11 845
2007	25 050	n.d.	6 747	11 333
2008 ²	n.d.	n.d.	6 285	10 762

¹ concerne la campagne

² provisoire

Tableau 23 : Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA

(Source: SER)

Spécification		1985	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 prov.
froment panifiable	€/dt	19,09	17,65	12,64	13,10	12,62	13,38	10,10	12,39	13,14	21,63	14,68
froment fourrager	€/dt	:	14,50	10,91	10,13	8,50	10,59	8,50	9,14	11,32	17,00	12,50
épeautre	€/dt	:	:	:	10,91	7,98	10,30	8,50	8,00	20,00	25,00	8,00
seigle panifiable	€/dt	19,34	16,24	10,66	9,54	8,08	9,68	6,94	8,22	10,38	20,00	10,00
seigle fourrager	€/dt	:	:	:	:	7,48	9,05	6,50	6,75	8,44	15,00	10,00
orge fourragère	€/dt	18,34	14,50	10,78	9,48	7,73	9,18	8,00	8,25	9,38	15,00	10,00
orge de brasserie	€/dt	:	17,60	14,30	11,53	9,93	10,61	9,11	8,84	11,75	21,00	10,00
avoine	€/dt	17,35	14,01	9,92	10,16	7,48	7,55	7,50	7,50	8,75	14,00	10,00
maïs grain	€/dt	:	:	:	11,90	9,88	12,00	8,50	8,50	9,40	21,00	10,00
triticale	€/dt	18,34	14,50	10,66	9,05	7,48	9,05	8,00	8,00	10,00	15,00	11,00
colza alimentaire	€/dt	46,85	37,56	17,25	17,60	20,73	21,80	18,00	18,90	22,00	27,00	30,00
colza industriel (=non alimentaire)	€/dt	:	:	12,64	15,87	18,05	18,30	19,40	19,00	20,80	23,80	30,00
pois	€/dt	:	24,05	11,90	11,16	10,48	11,05	10,50	10,30	11,00	17,00	12,00
féveroles	€/dt	:	21,81	11,90	11,16	10,48	11,05	10,50	10,30	9,50	17,00	10,00
pommes de terre de consommation	€/dt	14,87	16,73	21,57	16,11	23,80	28,30	28,00	29,09	39,00	35,33	36,22
plants de pommes de terre	€/dt	:	:	:	:	:	17,12	14,18	15,83	15,83	22,07	22,07
raisins destinés à la vinification	€/dt	:	88,06	75,53	92,87	93,99	99,44	92,36	97,66	99,47	97,74	103,39
viande bovine	€/kg abattu	3,20	3,11	2,86	2,33	1,88	2,05	2,27	2,48	2,58	2,56	2,75
viande de veau	€/kg poids ab	4,26	5,98	5,83	5,35	5,21	5,27	5,53	5,74	5,45	5,56	5,59
veaux de 15 jours exportés vivants	€/tête	200,25	220,63	193,36	148,29	105,55	142,16	145,85	144,19	139,39	101,75	87,27
viande porcine	€/kg abattu	1,94	1,72	1,48	1,43	1,30	1,16	1,24	1,20	1,23	1,14	1,51
porcelets	€/tête (abattu)	50,37	52,06	40,16	35,23	33,56	32,47	33,79	32,80	34,39	37,28	34,20
viande ovine	€/kg abattu	:	:	:	:	:	5,74	5,30	5,37	5,61	5,85	5,78
viande caprine	€/kg abattu	:	:	:	:	:	8,18	8,02	6,15	8,06	8,08	8,51
volaille	€/kg abattu	:	:	:	:	:	:	3,50	5,55	5,74	6,19	6,39
lait à 3,7%MG et 3,3%MP	€/kg	0,2836	0,3582	0,3042	0,3041	0,3159	0,3081	0,3041	0,2909	0,2875	0,3387	0,3584
lait au taux effectif de MG et MP	€/kg	0,2848	0,3654	0,3183	0,3197	0,3328	0,3261	0,3222	0,3079	0,3043	0,3570	0,3768
taux MG du lait	%	3,86	4,09	4,20	4,19	4,18	4,20	4,20	4,19	4,21	4,19	4,21
taux MP du lait	%	:	3,26	3,35	3,36	3,37	3,38	3,39	3,40	3,40	3,41	3,40
œufs	€/œuf	:	:	0,09	0,10	0,11	0,11	0,11	0,13	0,13	0,13	0,14

MG = matière grasse du lait

MP = matière protéique du lait

Statistiques viticoles

1. Récolte 2008.
2. Evolution de la production au cours des 10 dernières années.
3. Qualité des récoltes 2007 et 2008 comparée à la moyenne 1999-2008.
4. Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant les pays de provenance.
5. Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant la nature des produits.
6. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires.
7. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature des produits.
- 8a. Exportation de vin de table suivant les pays destinataires (hl).
- 8b. Exportation de vin de qualité suivant les pays destinataires (hl).
- 8c. Exportation de vin pétillant suivant les pays destinataires (hl).
- 8d. Exportation de vin mousseux et crémant de Luxembourg suivant les pays destinataires (hl).
9. Exportations de vins de qualité luxembourgeois suivant leur classification qualitative.
10. Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant les pays destinataires.
11. Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant la nature des produits.
12. Stocks de vins et autres produits viticoles au 31 juillet.
13. Stocks de vins et autres produits viticoles indigènes d'après les cépages au 31.7.2008.
14. Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg.
15. Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg par habitant.
16. Utilisation de vins indigènes par cépage pendant la campagne 2007/2008.
17. Utilisation de vins indigènes par cépage par campagne viticole.

Tableau 1: Récolte 2008.

Cépages	Superficie en prod. (ha) *	Récolte		Rendements hl/ha	
		hl	%	2008	1999-2008
Elbling	115,60	16.382	12,6	142	134
Rivaner	353,62	40.846	31,5	115	128
Auxerrois	176,01	17.679	13,6	100	104
Pinot blanc	137,56	16.056	12,4	117	115
Chardonnay	14,96	1.301	1,0	87	94
Pinot gris	171,79	15.507	12,0	90	94
Riesling	155,02	13.291	10,2	86	91
Gewurztraminer	18,02	997	0,8	55	76
Pinot noir	86,01	7.253	5,6	84	85
Divers	6,84	357	0,3	52	67
TOTAL	1.235,43	129.669	100,0	105	112

* y compris les surfaces de vignes se trouvant sur le territoire luxembourgeois et exploitées par des personnes ayant leur siège à l'étranger.

Tableau 2: Evolution de la production au cours des 10 dernières années.

Année	Superficie en production (ha) *	Production (hl)	Rendement (hl/ha)
1999	1.306	184.277	141
2000	1.312	131.931	101
2001	1.301	134.826	104
2002	1.269	153.872	121
2003	1.253	123.085	98
2004	1.248	155.828	125
2005	1.241	135.366	109
2006	1.237	123.652	100
2007	1.228	141.972	116
2008	1.235	129.669	105
Moyenne	1.264	141.448	112

* y compris les surfaces de vignes se trouvant sur le territoire luxembourgeois et exploitées par des personnes ayant leur siège à l'étranger.

Tableau 3: Qualité des récoltes 2008 et 2007 comparée à la moyenne 1999-2008

Cépages	°Oechsle			Acidité (g/l)		
	2008	2007	1999-2008	2008	2007	1999-2008
Elbling	66	65	66	11,5	10,5	9,9
Rivaner	72	70	68	7,8	7,4	7,1
Auxerrois	79	78	80	7,9	6,9	7,1
Pinot blanc	79	82	83	10,4	8,0	9,1
Chardonnay	85	86	86	11,0	10,0	9,3
Pinot gris	85	88	84	9,4	8,2	7,5
Riesling	81	83	81	11,0	9,7	9,9
G. Traminer	91	93	87	6,3	5,7	6,3
Pinot Noir	83	86	82	10,4	9,2	8,5

Tableau 4: Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant les pays de provenance (hl)

Pays de provenance	2004/2005	2005/2006	2006/2007*	2007/2008*
France	75.614	80.617	73.069	75.674
Italie	25.562	34.622	27.408	32.813
Allemagne	20.852	19.037	23.804	22.730
Belgique	57.484	56.214	64.931	58.296
Portugal	28.604	28.589	31.173	30.621
Espagne	19.811	16.654	16.205	14.407
Pays-Bas	2.084	1.996	1.964	2.182
Autres pays	1.642	1.304	2.012	2.045
TOTAL	231.653	239.033	240.566	238.768

Source: Statec

* Chiffres provisoires

Tableau 5: Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant la nature des produits (hl).

Nature des produits	2004/2005	2005/2006	2006/2007*	2007/2008**
Vin rouge et rosé	121.043	124.216	117.947	121.518
Vin blanc	49.230	53.021	52.606	52.193
Mousseux	24.685	26.145	30.527	34.640
Jus de raisin et moût	8.720	5.499	5.465	3.134
Autres **	27.975	30.152	34.021	27.283
TOTAL	231.653	239.033	240.566	238.768

Source : Statec

* Chiffres provisoires

** Marsala, Samos, Porto, Madère, Xerès, Vermouths et autres vins de raisins frais préparés de plantes ou de substances aromatiques.

Tableau 6 : Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires (hl)*

Pays	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Belgique	48.131	49.653	46.784	47.005
Pays-Bas	190	191	296	267
Allemagne	3.533	7.687	20.192	18.519
France	3.529	3.567	3.415	1.944
Autres	249	293	376	409
TOTAL	55.632	61.391	71.063	68.144

* Les vins étrangers utilisés comme vin de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants sont comptés parmi les réexportations.

Tableau 7: Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature des produits (hl)*

Nature des produits	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Vin de table	9.496	8.941	8.488	10.334
Vin de qualité	35.317	41.533	51.552	49.907
Pétillant	5.448	5.174	4.951	2.020
Vin mousseux et Crémants	5.345	5.735	6.062	5.868
Jus de raisin	26	8	10	15
TOTAL	55.632	61.391	71.063	68.144

* Les vins étrangers utilisés comme vin de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants sont comptés parmi les réexportations.

Tableau 8 : Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature et suivant les pays destinataires pendant la campagne 2007/2008 (hl).

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
Vin de table	9.913	18	358	45	-	10.334
Vin de qualité	30.658	210	17.885	818	336	49.907
Pétillant	1.097	-	-	918	5	2.020
Crémants & Mousseux	5.333	38	273	161	63	5.868
Jus de Raisin	4	1	3	2	5	15
Total	47.005	267	18.519	1.944	409	68.144

Tableau 8a : Exportation de vin de table suivant les pays destinataires (hl).

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2005/2006	8.503	2	391	45	-	8.941
2006/2007	8.411	6	29	42	-	8.488
2007/2008	9.913	18	358	45	-	10.334

Tableau 8b : Exportation de vin de qualité suivant les pays destinataires (hl).

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2005/2006	33.076	164	7.047	995	251	41.533
2006/2007	30.157	264	19.919	897	315	51.552
2007/2008	30.658	210	17.885	818	336	49.907

Tableau 8c : Exportation de vin pétillant suivant les pays destinataires (hl).

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2005/2006	2.825	-	-	2.349	-	5.174
2006/2007	2.743	-	-	2.208	-	4.951
2007/2008	1.097	-	-	918	5	2.020

Tableau 8d : Exportation de vin mousseux et crémant de Luxembourg suivant les pays destinataires (hl).

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2005/2006	5.244	25	248	177	41	5.735
2006/2007	5.471	25	242	266	58	6.062
2007/2008	5.333	38	273	161	63	5.868

Tableau 9: Exportations de vins de qualité luxembourgeois suivant leur classification qualitative (hl)

TOTAL CAMPAGNE VITICOLE 2007/2008

CEPAGES		BELGIQUE	PAYS-BAS	ALLEMAGNE	FRANCE	AUTRES PAYS UE	AUTRES PAYS HORS UE	TOTAL
Elbling	1.	808	3	525	23	-	-	1.359
Rivaner	1.	19.488	44	62	234	2	38	19.868
	2.	124	19	91	20	4	-	258
Auxerrois	1.	497	19	326	51	13	22	928
	2.	3	2	5	-	-	-	10
	3.	278	1	3	4	-	-	286
	4.	43	8	108	28	26	1	214
Pinot Blanc	1.	954	14	60	17	5	3	1.053
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	729	3	1	1	-	-	734
	4.	46	10	31	19	13	8	127
Pinot Gris	1.	1.890	14	50	24	9	10	1.997
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	1.696	1	3	1	-	-	1.701
	4.	323	24	74	49	11	15	496
Riesling	1.	837	13	64	260	15	13	1.202
	2.	2	2	6	-	-	-	10
	3.	498	1	4	1	-	-	504
	4.	42	7	70	34	47	45	245
Gewürztraminer	1.	2	1	1	1	-	5	10
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	-	-	-	-	-	-	-
	4.	7	3	10	8	12	1	41
Pinot	1.	2.088	3	-	-	-	-	2.091
Pinot Noir	1.	295	13	73	32	8	8	429
Assemblages de vins	1.	8	5	16.318	11	1	1	16.344
TOTAL		30.658	210	17.885	818	166	170	49.907

- 1. = Marque Nationale
- 2. = Vin classé
- 3. = Premier cru
- 4. = Grand premier cru

Tableau 10: Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant les pays destinataires (hl)

(y compris les vins étrangers utilisés comme vins de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants)

Pays	2004/2005	2005/2006	2006/2007*	2007/2008*
Belgique	24.266	22.090	23.493	22.630
Pays-Bas	924	1.350	1.096	973
Allemagne	94	488	444	2.342
France	1.497	1.253	857	2.318
Autres	1.442	1.241	1.731	1.419
TOTAL	28.223	26.422	27.621	29.682

Source: IVV et Statec; calcul IVV

* Chiffres provisoires

Tableau 11: Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant la nature des produits (hl)

(y compris les vins étrangers utilisés comme vins de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants).

Nature des produits	2004/2005	2005/2006	2006/2007*	2007/2008*
Vin blanc	3.800	2.964	3.314	3.529
Vin rouge/rosé	1.139	1.107	948	1.118
Mousseux	20.443	20.067	21.071	20.114
Pétillant	1.263	1.733	1.258	4.324
Jus de raisin	54	28	36	37
Autres	1.524	523	994	560
TOTAL	28.223	26.422	27.621	29.682

Source: IVV et Statec; calcul IVV

* Chiffres provisoires

Tableau 12: Stocks de vins et autres produits viticoles au 31 juillet (hl)

Nature des vins	2004	2005	2006	2007	2008
Vin indigène *	175.204	194.432	192.124	163.754	159.556
Vin blanc étranger **	63.051	64.606	70.211	73.902	66.615
Vin rouge et rosé étrangers	16.422	18.561	15.141	15.409	16.739
Total	254.677	277.599	277.476	253.065	242.910

* Y compris les vins mousseux et pétillants à base de vins luxembourgeois.

**Y compris les vins mousseux et pétillants à base de vins étrangers.

Tableau 13: Stocks de vins et autres produits viticoles indigènes selon les cépages au 31.7. (hl)

	2007	2008
Elbling	8.152	9.275
Rivaner	41.590	38.769
Auxerrois	14.345	17.495
Pinot blanc	17.223	12.076
Pinot gris	21.100	18.387
Riesling	13.641	16.157
Gewürztraminer	1.046	1.128
"Pinot"	2.626	3.763
Pinot noir	6.306	4.571
Divers	2.512	3.234
Moûts et jus	305	245
Vin mousseux (*) et crémant	33.872	34.026
Vin pétillant (*)	1.036	430
TOTAL	163.754	159.556

* à base de vins indigènes

Tableau 14: Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg (hl)

Nature des vins	2004/2005	2005/2006	2006/2007*	2007/2008*
Crémant, mousseux et vin indigène	80.968	76.283	80.959	78.026
Vin blanc et mousseux étrangers	55.520	54.296	57.286	68.690
Vin rouge et rosé étrangers	117.765	126.529	116.731	119.070
Total	254.253	257.108	254.976	265.786

Source: IVV et Statec; calcul I.V.V.

*Chiffres provisoires

Tableau 15: Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg par habitant (litres)

Nature des vins	2004/2005	2005/2006	2006/2007*	2007/2008*
Crémant, mousseux et vin indigène	17,9	16,7	17,0	16,3
Vin blanc et mousseux étrangers	12,3	11,9	12,0	14,3
Vin rouge et rosé étrangers	26,1	27,7	24,5	24,8
Total	56,3	56,2	53,5	55,4

Ø Population 2007/2008 : 480.000

Source: IVV et Statec; calcul IVV

*Chiffres provisoires

Tableau 16: Utilisation de vins indigènes par cépage pendant la campagne 2007/2008 (hl)

Produit	Stock au 31.07.2007	Récolte 2007	Disponibilité*	Stock au 31.07.2008	Utilisation** 2007/2008
Elbling	8.152	19.794	27.946	9.275	18.671
Rivaner	41.590	45.902	87.492	38.769	48.723
Auxerrois	14.345	20.137	34.482	17.495	16.987
Pinot blanc	17.223	15.181	32.404	12.076	20.328
Pinot gris	21.100	15.138	36.238	18.387	17.851
Pinot noir	6.306	7.194	13.500	4.571	8.929
Riesling	13.641	15.865	29.506	16.157	13.349
Gewürztraminer	1.046	1.051	2.097	1.128	969

* Stocks au 31.07.2007 plus récolte 2007

** Vente ou utilisation comme vin de base

Tableau 17: Utilisation de vins indigènes par cépage par campagne (hl).

Produit	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Elbling	20.157	18.083	17.572	24.384	18.671
Rivaner	55.918	52.989	49.517	54.031	48.723
Auxerrois	17.212	16.682	18.530	17.282	16.987
Pinot blanc	14.316	13.103	13.638	15.745	20.328
Pinot gris	12.195	13.848	15.195	14.300	17.851
Pinot noir	4.734	6.920	6.811	7.895	8.929
Riesling	15.472	15.004	15.477	14.728	13.349
Gewürztraminer	769	840	675	831	969